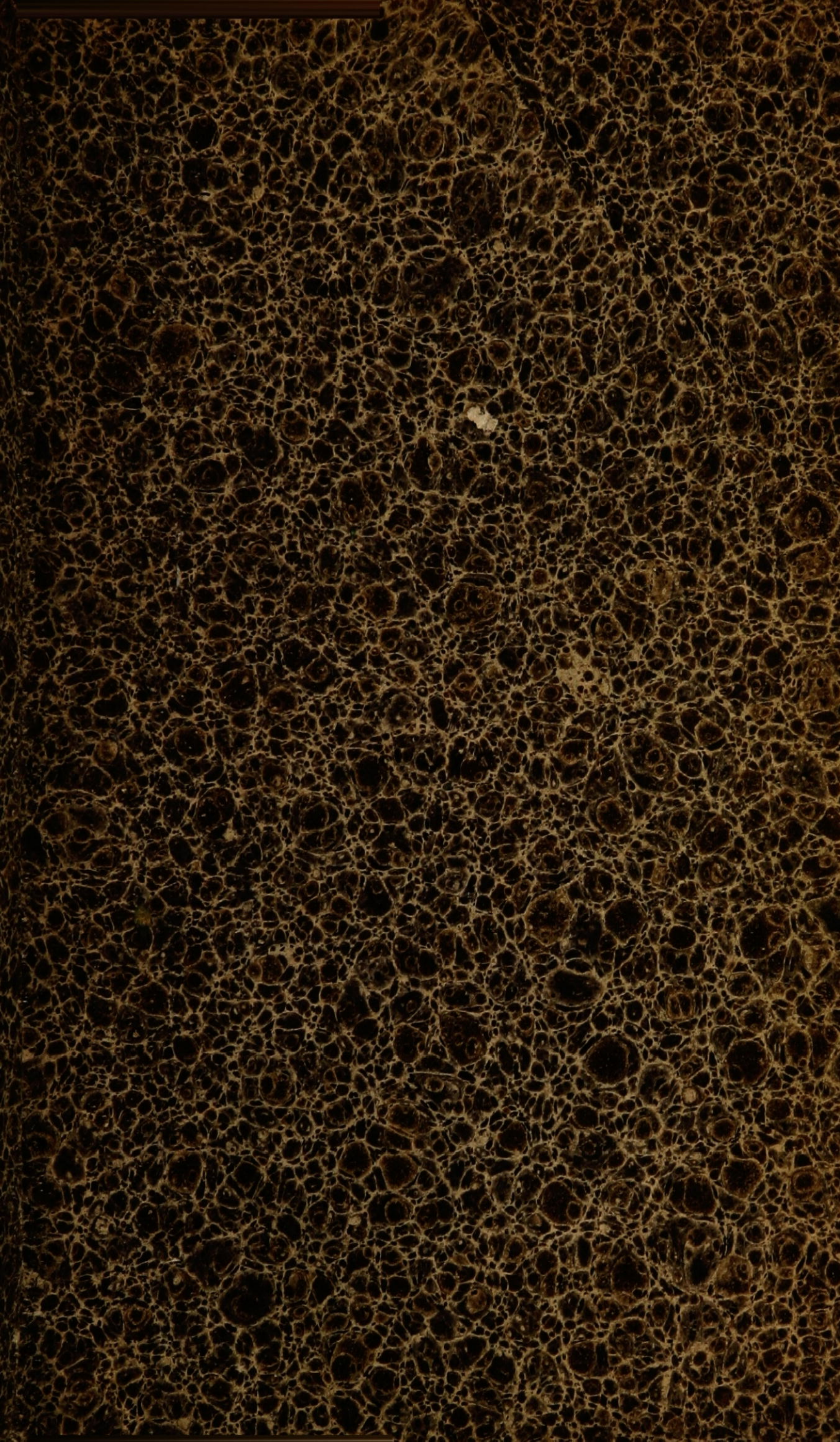




HISTOIRE
GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE
DE L'EUROPE.

TOME V.

IMPRIMERIE DE LACHEVARDIERE FILS,
RUE DU COLOMBIER, N° 30, A PARIS.

HISTOIRE
GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE
DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME;

PAR

M. LE COMTE DE LACÉPÈDE,

PAIR DE FRANCE,
GRAND'CROIX DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
L'UN DES PROFESSEURS-ADMINISTRATEURS DU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES
ET DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SAVANTES DE L'EUROPE.

TOME CINQUIÈME.

PARIS,
MAME ET DELAUNAY-VALLÉE, ÉDITEURS,
RUE GUÉNÉGAUD, N° 25.
1826.



IMPRIMERIE DE LACHEVARDIERE FILS,
RUE DU COLOMBIER, N° 30, A PARIS.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME;

PAR

M. LE COMTE DE LACÉPÈDE,

PAIR DE FRANCE,
GRAND'CROIX DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
L'UN DES PROFESSEURS-ADMINISTRATEURS DU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES
ET DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SAVANTES DE L'EUROPE.

TOME CINQUIÈME.

PARIS,
MAME ET DELAUNAY-VALLÉE, ÉDITEURS,
RUE GUÉNÉGAUD, N° 25.
1826.



HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME.

SUITE DE LA QUATORZIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1092 JUSQUES EN 1147.

Quels grands résultats cependant cette première croisade devait-elle produire en Europe! On doit trouver dans ces résultats les causes premières des plus grands évènements des huit siècles écoulés depuis cette guerre extraordinaire.

Les chefs des croisés qui revinrent en Europe n'y retrouvèrent point leur fortune: ils avaient, en partant, vendu ou engagé leurs fiefs et leurs domaines à des rois, à des princes, à des églises, à des monastères, à des hommes opulents; les sommes qu'on leur avait prêtées sur ces domaines

et sur ces fiefs étaient depuis long-temps dissipées; la plupart, bien éloignés de pouvoir racheter leurs terres, étaient dans un dénuement qui exigeait de leurs parents et de leurs anciens amis des secours plus d'une fois refusés. D'autres croisés, au lieu d'engager leurs biens et de se réserver la faculté de les racheter, avaient fait, en partant pour la Terre-Sainte, non seulement des testaments, mais des donations irrévocables par lesquelles ils avaient cédé une grande partie de ce qu'ils possédaient à des couvents ou à des églises. On a écrit que tous les croisés avaient obtenu des droits particuliers. Ces droits avaient pu ajouter à tous les maux que les priviléges font naître; mais comment auraient-ils pu dédommager les croisés de leurs pertes énormes? D'ailleurs on prenait facilement des précautions à ce sujet, et, suivant l'auteur des *Mémoires sur l'histoire d'Auxerre*, lorsqu'un croisé voulait vendre, acheter ou contracter quelque obligation, on l'obligeait à renoncer aux priviléges et aux immunités attachés à la croix.

Combien la première croisade diminua donc la puissance ou le nombre des grands vassaux, et par conséquent délivra les monarques de rivaux redoutables, et les peuples d'oppresseurs tyranniques!

Et quel nouvel ordre de choses va nécessairement découler de cet affaiblissement du pouvoir des barons et de cette altération du système féodal? Les peuples commencent à espérer un meil-

leur sort; ils entrevoient des jours plus heureux; ils se tournent vers leurs rois, qui peuvent seconder plus efficacement leurs efforts. Les monarques aident cette force naissante des nations à se développer, leur prêtent un secours qu'ils doivent s'attendre à en recevoir à leur tour, et se préparent à secouer la tutelle des grands vassaux qui ont conservé ou recouvré leurs richesses et leur puissance, à reprendre l'autorité nécessaire à l'exécution des lois et au bonheur des peuples, à établir leurs trônes sur des bases durables, et à les entourer de défenseurs intéressés à maintenir ces trônes tutélaires, et non à les détruire.

On a écrit que des guerriers arrivés à Jérusalem, ou dans d'autres contrées de la Syrie et de l'Asie Mineure, y avaient acheté, de Syriens ou de Grecs avides et rusés, une quantité immense de reliques de saints ou de saintes dont les noms étaient encore inconnus en Europe, et qu'ils les avaient distribuées à un grand nombre d'églises ou de monastères d'Italie, d'Allemagne, de France et d'Angleterre. Plusieurs auteurs ecclésiastiques ont considéré la plupart de ces reliques comme des inventions d'une cupidité coupable, et ont regardé l'excès de vénération qu'on accordait à ces objets apportés de si loin comme la source d'une superstition funeste et dont les suites déplorables n'ont duré que trop long-temps. Hâtons-nous de dire qu'à la même époque, des croisés introduisent en Europe des manuscrits précieux arabes, grecs, syriaques; et, ce qui vaut mieux encore, une ten-

dance assez forte vers l'étude, l'instruction et les recherches utiles.

Les heureux produits de l'imagination des Orientaux et des Arabes, de leur poésie, de leur morale, de leur littérature, de leurs arts, deviennent plus familiers aux habitants de l'Occident; ils animent les chants des troubadours et des trouverres; ils inspirent aux troubadours du midi de la France de nouvelles romances consacrées à célébrer l'amour, la gloire, les triomphes ou les malheurs des chevaliers partis pour la Syrie; et aux trouverres, ces contes ou fabliaux qui ne doivent être inutiles ni à Bocace ni même à La Fontaine. Les riantes inventions des Persans, des Arabes, des Grecs, vivifiées par l'amour du merveilleux, le besoin d'évènements extraordinaires, la croyance aux prodiges, et auxquelles on ose allier des idées religieuses et des sentiments pieux, font naître cette nouvelle mythologie où les fées et les enchanteurs exercent un si grand pouvoir sur la nature entière, et qu'on adopte avec d'autant plus d'empressement dans un siècle de malheurs et d'oppression, que, promettant une protection constante à la justice et à la faiblesse, elle est la douce consolation d'un si grand nombre de victimes du sort.

De nouvelles relations commerciales donnent de nouvelles jouissances aux habitants de l'Europe. L'architecture syrienne embellit les monuments de l'Occident, leur imprime ses formes légères, les orne de ses fleurs, de ses feuillages, de ses courbes

élégantes, combinées avec tant de grâce ; les vitraux colorés, les émaux, ces vives et inaltérables images qui devaient amener les chefs-d'œuvre de la peinture moderne, décorent les temples, les palais, les châteaux, et même les humbles réduits des modestes retraites.

En rapprochant maintenant dans notre pensée tout ce qui s'est passé depuis l'assemblée de Clermont, nous voyons un grand rapport entre les Français, les Anglais, les Scandinaves, les Allemands, les Italiens, partis pour conquérir l'Asie sous l'étendard de la croix, prêts à répandre tout leur sang pour leur Dieu, assurés de vaincre ou d'arriver par la mort à un triomphe éternel ; et les Arabes musulmans, sortant de leurs contrées brûlantes pour soumettre la terre, le Coran d'une main, le glaive de l'autre, et sûrs de la victoire ou d'une éternelle félicité. Les divisions des musulmans et celles des croisés, comme celles des Scythes et des Germains, ont pu seules sauver le monde, en suspendant, détournant ou modérant ces grandes attaques, dont les résultats, quoique imparfaits, ont produit de si grands changements sur le globe. Mais les croisés, partis uniquement de leur patrie pour arracher aux Sarrasins la Palestine, la Syrie, la Natolie, le nord de l'Afrique, et n'ayant atteint leur but qu'en partie, reportent dans l'Europe occidentale des idées, des habitudes, des souvenirs, des arts, des besoins, des liaisons commerciales, dans lesquels il est impossible de ne pas voir le véritable commencement de la renaissance

des lumières, de l'affaiblissement du système féodal, de l'accroissement de l'autorité protectrice du monarque, de la régularité de l'administration générale, des garanties données aux faibles, de la reconnaissance de quelques droits des peuples, d'heureux progrès de la civilisation. Et combien tous ces nobles effets de communications plus intimes et plus souvent renouvelées devaient s'accroître et s'embellir à mesure que les peuples pourraient secouer les chaînes sous lesquelles ils gémissaient!

Mais presque tous ces résultats échappaient encore aux yeux du vulgaire; l'attention publique se portait sur les éclatants faits d'armes des croisés, sur ces actions héroïques dont la renommée avait rempli le monde. Les guerriers qui revenaient de l'Asie attachaient trop de prix aux hommages dont ils étaient l'objet, ils les avaient obtenus par trop de sacrifices, pour ne pas chercher à les perpétuer.

Ils plaçaient les bannières sous lesquelles ils avaient combattu, sur les tours les plus élevées, sur les donjons, au-dessus des grandes portes de leurs châteaux, comme des témoignages de leur gloire. Les familles conservaient avec soin ces marques d'honneur, ces signes éclatants de la valeur de leurs pères; les dames, toujours amies du courage, brodaient ces nobles et touchantes images sur leurs meubles, sur leurs robes, sur les habits de leurs époux ou de leurs frères. On les sculptait sur les remparts; on les peignait sur les lambris, on les représentait sur les écus, on les

plaçait sur les tombes, on les consacrait dans les sanctuaires, on en décorait les fêtes; on les retrouvait sur les habits des écuyers, des pages, des varlets, des hommes d'armes, de tous ceux qui dépendaient de la famille du guerrier. Une sorte de langue hiéroglyphique était née des divers signes employés pour rappeler les actions les plus mémorables du guerrier. La croix simple ou double, bordée, dentelée, crénelée, ancrée, fleurdelisée, pâtée, y paraissait sous différentes formes et les couleurs brillantes de l'or, de l'argent, du rouge, du bleu, du vert, du pourpre et de l'hermine; elle retraçait les combats livrés pour conquérir la cité sainte. Un palmier rappelait l'Idumée; une arche, un pont attaqué ou défendu avec valeur; une tour, un château pris de force; un casque, une armure enlevée à un ennemi redoutable; une étoile, une attaque de nuit; un glaive, un combat singulier; un croissant, la défaite d'un musulman terrible; un pal, une bande, une barre, un chevron, des barrières renversées et détruites; un lion, un tigre, le courage indomptable; un aigle, la bravoure sublime. Et voilà l'origine de tous les éléments de l'art héraldique, de celui dont les hérauts d'armes étaient chargés de maintenir les règles, et de tout le système des armoiries.

C'est à la même époque que l'on voit naître pour se réunir aux armoiries, et pour atteindre au même but, les emblèmes et les devises. Monuments de valeur, de courtoisie et de magnanimité, ces devises devenaient pour les descendants des preux,

des leçons sans cesse placées sous leurs yeux ; elles étaient pour ainsi dire l'abrégé des récits rimés que les troubadours et les trouverres allaient composant et chantant de château en château, accompagnés par les lyres, les harpes, et les autres instruments des ménestrels; elles s'identifient pour ainsi dire avec l'esprit de la chevalerie.

Ah! elle devenait plus nécessaire que jamais cette chevalerie, pour le maintien des vertus nobles et généreuses, le secours du faible, et la protection de l'innocence contre les violences féodales, et ces déplorables habitudes de brigandage, que les guerres d'outre-mer n'avaient rendues que plus fortes et plus terribles.

Plusieurs résultats de la croisade, réunis à tout ce qui reste en Europe de sentiments généreux, de dévouement sublime, d'ardeur guerrière, de loyauté fidèle, consacrés sous Charlemagne, achèvent de développer cette institution, dont les anciens n'avaient eu aucune idée, cette chevalerie qui, destinée à produire tant de hauts faits, et à inspirer tant de grandeur d'âme, dévoue le courage, le génie, les affections, la vie entière, aux objets les plus dignes de nos hommages, à Dieu à la patrie, à la beauté; rend inviolable la foi donnée, épure le sentiment, ennoblit même la gloire, imprime un noble caractère que les siècles ne peuvent effacer, présente le beau idéal des mœurs européennes, et aurait réparé tous les maux de la barbarie, si elle avait réuni l'éclat des lumières à celui des armes et des vertus.

Mais voici un effet particulier de la chevalerie, d'autant plus digne de l'attention du philosophe, qu'il a pénétré jusque dans l'essence du corps social.

Les femmes avaient été dans une servitude plus ou moins grande chez les peuples de l'Orient et de l'Afrique, en Perse, dans l'Assyrie, dans la Natolie, dans la Syrie, dans la Judée, dans l'Arabie, dans l'Égypte. La législation de la Grèce et même celle de Rome avaient laissé subsister plusieurs effets de cette servitude; les femmes n'étaient véritablement sorties de cet état de soumission particulière dans l'empire romain que lors de l'établissement du christianisme, dont le désir de leur émancipation n'avait pas favorisé faiblement les progrès. Ce grand changement, opéré par des nuances plus ou moins sensibles, s'était manifesté avec plus ou moins de rapidité dans les diverses contrées de l'Europe. Tous les résultats de cette libération s'étaient réunis aux opinions des anciens Gaulois, des anciens Germains, et des Celtes, si favorables aux femmes; ils s'étaient alliés avec les idées que les Gaulois et les Barbares du nord avaient eues d'une espèce de nature céleste, de vertu prophétique, de force morale, de puissance divinatrice, données à l'esprit ou au caractère des femmes. Toutes les pensées, toutes les affections particulières, créatrices ou produits de la chevalerie, se joignent à ces idées religieuses, et à ces grands résultats; de leurs nobles combinaisons naît cet amour ardent, généreux et fidèle, ce sentiment presque divin, que

les Orientaux ne connaissaient pas, que les anciens ont peu connu, qui associe aux transports des passions la félicité la plus douce de l'âme, mêle le charme des souvenirs et le sentiment d'un avenir enchanteur à la volupté du présent, double tous les plaisirs, anéantit toutes les peines par le partage, change les sacrifices en jouissances célestes, donne à des chaînes de fleurs la durée du diamant, n'établit pas d'empire, mais de deux volontés ne compose qu'un seul être, et fait descendre le bonheur du ciel sur la terre, lorsque l'estime le fortifie, que le devoir lui sourit, et que la vertu le couronne.

Dieu, l'honneur et les dames deviennent la devise de tous les chevaliers dignes d'être avoués par leur patrie. Ces mots magiques brillent dans ces fêtes galantes et guerrières, dans ces jeux militaires, dans ces réunions solennelles de braves et de belles, dans ces combats simulés, dans ces superbes tournois que l'on multiplie avec tant d'ardeur, où la loyauté reçoit tant d'hommages, la valeur tant d'applaudissements, l'adresse courtoise tant de palmes, et l'amour pur et fidèle, tant de douces récompenses, d'écharpes emblématiques et de dons mystérieux.

Des trois sentiments exprimés par la chevaleresque devise se forme une sorte d'affection, ou plutôt de passion et d'enthousiasme, dont dépendront plus ou moins, et pendant long-temps, l'éducation, les mœurs, les usages, le caractère, le génie, la religion, la politique, les talents, les

arts, la poésie, et l'opinion générale des peuples civilisés.

Quels effets importants nous devons tâcher de peindre!

Nous les observerons surtout dans ces contrées françaises, situées à une distance presque égale de l'équateur brûlant et du pôle glacé, où la nature a répandu ses dons, sous un si beau ciel, sur une terre si fertile, sur des rives si riantes, et où l'art a si bien secondé la nature.

Pendant cette première croisade dont nous venons de rappeler les principaux évènements, Philippe Ier régnait sur ces contrées françaises. S'il avait réuni les talents d'un grand monarque, quels avantages il aurait pu retirer de l'enthousiasme religieux qui avait transporté tant de Français au-delà des mers! Combien il aurait pu donner de stabilité à son trône, et de bonheur à ses sujets! Mais une passion aveugle paraissait le seul objet de ses pensées, le seul motif de ses actions.

Urbain II avait profité, pour donner une nouvelle force à l'autorité ecclésiastique, de cette assemblée de Clermont, où il avait armé tant de braves contre les musulmans. Il avait, avec le concile, confirmé le décret du synode d'Autun, qui excommuniait le monarque. Le roi n'ose point résister à l'autorité du pontife; et, ne voulant pas cependant se séparer de Bertrade qu'il aime et dont la beauté et le caractère l'ont facilement subjugué, il demande un délai; on le lui accorde, et il obtient même de paraître en habits royaux dans les

grandes solennités, malgré l'excommunication prononcée contre lui, et d'y porter la couronne qu'un évêque, suivant l'usage, devait y placer sur sa tête. Deux ans après néanmoins l'influence de Bertrade et la passion de Philippe ne purent lutter plus long-temps contre une théocratie usurpatrice, soutenue par l'ignorance et la superstition (1097). Bertrade fut renvoyée; le roi fût absous. La justice que Philippe avait violée, fut satisfaite; mais la dignité de la couronne, les droits du monarque, l'indépendance du pouvoir civil, la sainteté des lois, outragés par une puissance terrible, ambitieuse et sans frein, ne devaient reprendre leur éclat que sous le règne d'un descendant de Philippe, d'un des plus grands et du plus vertueux des rois.

De grands maux religieux et politiques n'étaient pas les seuls sous lesquels la barbarie faisait gémir l'humanité : le défaut de lumières, de soins, de précautions, laissait un libre cours aux maladies les plus funestes. Parmi ces maladies pestilentielles et dont les ravages étaient si redoutables, on comptait avec effroi, vers la fin du onzième siècle, celle à laquelle on donnait le nom de *mal des ardents*, ou de *feu Saint-Antoine*, à cause de l'ardeur dévorante dont les malades se sentaient consumés. Gaston de Vienne sur le Rhône, et son fils Guérin, se dévouèrent au service des malheureux attaqués de cette maladie violente ; ils fondèrent, vers 1095, une association pieuse et libre, destinée au soulagement de ces infortunés. Leur exemple fut suivi

par un grand nombre de personnes ; et leur institution si touchante dans son principe, si respectable dans son but, si louable dans son organisation, fut bientôt l'objet de dons multipliés, se répandit dans plusieurs royaumes, et fut l'origine de l'ordre de Saint-Antoine.

Peu de temps après l'admirable dévouement de Gaston et de Guérin, Robert, de l'ordre de Saint-Benoît, et abbé du monastère de Molesme, en Bourgogne, imagina de fonder une congrégation nouvelle qui prospéra avec une grande rapidité, et dont l'accroissement hâta d'une manière remarquable l'amélioration des sociétés et les progrès de la civilisation, en défrichant des landes, des bruyères, des forêts trop nombreuses, en peuplant des déserts, en donnant de vastes terrains à la culture et à la salubrité (1098). Suivi d'une vingtaine de religieux, qui voulaient, comme lui, observer avec l'exactitude la plus sévère la règle de Saint-Benoît, il quitta l'abbaye de Molesme ; il alla dans le diocèse de Châlons ; il s'y retira dans une solitude écartée et sauvage, que l'on nommait *Cîteaux*, et où l'on ne voyait que des buissons et des ronces ; il la fertilisa. La réputation de son nouveau monastère devint bientôt si grande, que, dans toutes les contrées de l'Europe, on voulait avoir des colonies de la nouvelle abbaye. Les donations de terrains en leur faveur se multiplièrent. Des disciples zélés venaient se vouer au travail, à la règle de Saint-Benoît et à la discipline de Robert, dans ces nouveaux cloîtres ; et la puissance de cet ordre de Cîteaux devait

monter à un si grand degré, et lui donner dans toute l'Europe une si grande influence, non seulement spirituelle, mais encore civile, que, dans le temps de son plus grand éclat, on a compté près de dix-huit cents abbayes dépendantes de celle de Cîteaux, et que, parmi les abbés dont le bâton pastoral se courbait devant la crosse abbatiale des généraux de l'ordre successeurs de l'abbé de Molesme, on comptait plusieurs prélats allemands, princes souverains de leur territoire, et membres de la diète germanique.

Philippe cependant ne pouvait plus se résoudre à ne plus voir Bertrade. Son amour l'emporta sur ses craintes; il la rappela auprès de lui. (1100) Un concile de Poitiers l'excommunia de nouveau. Bertrade parvint à rassurer Philippe; il résista pendant plusieurs années au décret du concile.

Mais combien de troubles furent suscités pendant ce temps déplorable, et par des prêtres qui ne pouvaient supporter que leur autorité fût méconnue, et par de grands vassaux qui, voulant réunir l'indépendance à leur grand pouvoir, ne pouvaient s'accoutumer à plier sous le sceptre d'un descendant de Hugues-Capet que leurs pères avaient vu leur égal avant de le couronner. Si la croisade n'avait pas enlevé à ces vassaux si redoutables une grande partie de leurs proches, de leurs alliés, de leurs amis, de leurs chevaliers, de leurs hommes d'armes, de leurs serfs, de leurs domaines, de leurs richesses, c'en était fait de la dynastie capétienne. L'imprévoyant et faible Philippe aurait été renversé

d'un trône sur lequel il était si vivement attaqué par l'ambition si dangereuse du sacerdoce, et si lâchement abandonné par la crédulité des peuples.

Un des grands vassaux de France aurait remplacé Philippe, jusques au moment où un autre grand vassal plus heureux se fût élevé à sa place. Il paraît que le choix serait tombé sur le chef de cette famille de Montmorency dont le pouvoir était immense, l'illustration si ancienne, la renommée si grande, et dont les vastes domaines, comprenant Montmorency, Luzarches, Écouen, Conflans Sainte-Honorine, Marly, Montlhéry, et d'autres places, s'étendaient sur une si grande partie de l'Ile-de-France, et enceignaient la capitale du roi des Français.

Ces vassaux rebelles étaient en armes. Philippe sentit le danger qui le menaçait. Son fils Louis-le-Gros osa chercher à dissiper ce violent orage. Il était né de Berthe de Hollande, qui portait toujours le titre de reine, quoique répudiée par le roi. Il n'avait pas encore vingt ans; mais il était brave, décidé, actif, capable de bien juger de sa position. Il attaqua avec audace les seigneurs révoltés, ne leur donna aucun relâche, les vainquit, les obligea à se soumettre à l'autorité de son père, et à cause de ses victoires fut surnommé le Batailleur. Philippe voulut et récompenser le noble dévouement de son fils, et donner une force nouvelle à l'héritier et au défenseur de sa couronne. Il crut d'ailleurs devoir suivre l'exemple de Hugues-Capet, de Robert et de Henri, et, pour assurer l'hérédité de son sceptre dans sa famille, faire reconnaître son

fils pour son successeur : il associa à la royauté le jeune prince victorieux.

Mais les succès de Louis et la couronne que Philippe venait de placer sur sa tête inspirèrent une vive jalousie à Bertrade, qui élevait deux fils dans l'espérance de voir l'un d'eux monter un jour sur le trône de France. Cette jalousie d'une femme hautaine, aigrie par les outrages dont elle avait été l'objet, et incapable de résister à ses passions, devint bientôt une haine implacable. Elle fit éprouver tant de désagréments à Louis, que ce jeune prince se crut forcé de quitter la cour de son père trop asservi à Bertrade, de s'exiler même de la France, et d'aller chercher une sorte d'asile auprès de Henri Ier, roi d'Angleterre.

Mais jusques où n'alla pas la fureur criminelle de Bertrade! Henri reçoit une lettre de France; elle n'est pas signée de Philippe, mais elle porte son cachet: on engage le monarque anglais à faire mourir son hôte, ou du moins à le retenir prisonnier. Henri montre la lettre au prince de France. Louis reconnaît le sceau de son père; il se hâte de traverser la Manche; il accourt auprès de Philippe. « Je remets entre vos mains, lui dit-il, un fils que » vous avez condamné sans l'entendre. » Philippe s'indigne d'une lettre dont il n'a eu aucune connaissance; il ne peut néanmoins se résoudre à punir Bertrade. Suivant même quelques historiens, Louis empoisonné n'échappe à la mort que par les soins d'un médecin habile et dévoué. Quoi qu'il en soit, Philippe lui donne ou lui conserve, comme

une place de sûreté, la ville de Pontoise, à laquelle est joint le Vexin français.

Bertrade cependant, n'espérant plus de voir régner un de ses fils, veut obtenir pour eux la protection, et même la bienveillance de celui qui doit être leur roi. Son ambition et sa tendresse maternelle font taire la haine qu'elles avaient excitée. Elle emploie toute son adresse pour faire oublier à Louis les torts qu'elle a eus, les crimes qu'elle a médités; elle parvient à le séduire; elle implore son appui; elle obtient que Louis consente à voir ses frères porter le titre de princes. Louis, bon, généreux et sans défiance, les reconnaît même pour héritiers du trône, s'il vient à mourir sans enfants mâles (1106).

Et quel mélange bizarre présentent les mœurs du siècle!

Vers le même temps, Philippe va dans la résidence du comte d'Anjou, de celui à qui il avait enlevé Bertrade. Il la mène avec lui, et le comte les reçoit de manière à paraître bien éloigné d'avoir conservé aucun ressentiment.

Cette même province d'Anjou vit se former dans la même année un établissement singulier, produit par les deux plus grandes causes qui pussent, à la fin du onzième siècle, influer sur les actions humaines, les idées religieuses et l'esprit de la chevalerie. Ces idées dominatrices, et cet esprit auquel il était si difficile de résister, acquirent une nouvelle force de l'imagination exaltée du fondateur de cette institution. Il se nommait Robert d'Ar-

brissel; il était né dans les environs de Rennes. Le pape Urbain II lui avait donné une mission particulière pour aller prêcher de province en province. Il avait parcouru les contrées angevines et celles du Poitou : il parlait avec chaleur; son éloquence était entraînante. Un grand nombre de personnes des deux sexes le suivaient avec zèle. Sa manière de vivre paraissait austère; il allait nu-pieds; mais ses paroles étaient douces et indulgentes: il voulait principalement ramener à une vie moins déréglée les femmes que la misère, des malheurs, des exemples pernicieux ou des passions funestes, avaient entraînées dans une honteuse dépravation. Il trouve dans l'Anjou, au milieu d'un bois, à une petite distance de la rive gauche de la Loire, une solitude nommée *Fontevrault*, et qui convient à ses projets : il y fait construire des cabanes. Le nombre de ces agrestes habitations augmente: on en compose deux monastères; l'un doit servir pour les hommes qui voudront suivre la règle établie par Robert; l'autre est destiné aux femmes. Le fondateur subordonne le premier de ces couvents au second : l'esprit de la courtoisie chevaleresque l'emporte sur tous les usages. Les religieux doivent être soumis à la supérieure générale des dames, à l'abbesse, qui sera le véritable successeur de Robert. Cet ordre de Fontevrault, si différent de tous les autres, subsistait encore en 1789, comme un monument de l'esprit du onzième siècle. Il avait reçu un grand nombre de donations dans le cours de sept cents ans : près de

soixante prieurés en dépendaient; et, parmi les abbesses qui l'avaient régi, on avait compté un grand nombre de princesses, dont cinq avaient été de la maison de Bourbon.

Deux ans après son voyage en Anjou, Philippe mourut à Melun, sans avoir révoqué un acte bien funeste, et qui prouverait seul combien à cette époque on était peu éclairé sur les vrais principes d'une bonne administration. C'est sous son règne qu'eut lieu la première altération des monnaies; il fit frapper des pièces d'argent qui contenaient un tiers de cuivre. La livre d'argent ne renferma plus que huit onces de ce métal; et voilà pourquoi dans les comptes on substitua le marc de huit onces à la livre de douze. Combien cette altération devait, avec le temps, en produire de plus grandes encore, et ruiner de possesseurs de rentes, intérêts ou autres redevances payables en argent!

(1108) Louis VI, dit le Gros, succéda à son père. On le sacra à Orléans. La nation l'adorait; mais les grands vassaux ne virent qu'avec peine la puissance royale remise à un prince dont la valeur et l'habileté les avaient plus d'une fois contraints à reconnaître l'autorité du monarque.

Cette disposition des grands ranima l'ambition de Bertrade, et lui rendit toutes ses espérances. Bien loin de réclamer de nouveau la protection de Louis pour ses enfants, elle osa lui opposer l'aîné de ses fils, Philippe, comte de Mantes, et réclamer pour lui la couronne; elle parvint à donner pour auxiliaires à Philippe plusieurs grands

vassaux de l'Ile-de-France ou d'autres provinces, plusieurs de ceux qui avaient déjà élevé des bannières rebelles contre le père de Louis. Bertrade leur avait promis que son fils favoriserait les prétentions que Louis ne voudrait jamais reconnaître. Ils avaient repris les armes : on comptait parmi eux le comte de Blois, celui de Montfort, celui de Coucy, le comte de Corbeil. Louis-le-Gros déploya fièrement son étendard royal : en défendant ses droits, il combattit pour ceux du peuple et pour l'avancement de la civilisation. Donnons rapidement quelques détails de cette guerre; ils peindront l'état du corps politique et les malheurs de l'anarchie féodale.

Louis, avant de monter sur le trône, avait épousé la fille de Guy de Rochefort, dit le Rouge, et comte de Gournay-sur-Marne : elle n'était pas encore nubile. L'historien et abbé Suger dit que les grands du royaume, trouvant cette alliance disproportionnée, la firent annuler au concile de Troyes, en 1107. Guy de Rochefort avait conservé un vif ressentiment de la dissolution du mariage de sa fille; il se hâta de se joindre aux partisans du comte de Mantes. Henri, roi d'Angleterre, redoutant la puissance d'un roi de France bien différent de Philippe, ne négligea rien pour animer contre leur roi de grands vassaux inquiets, factieux, et ne respirant que pour conquérir l'indépendance. Louis, que l'épaisseur de sa taille n'empêchait pas d'être aussi actif que brave, de porter avec célérité ses armes d'une contrée à une autre, de combattre à pied et

à cheval dans les premiers rangs de ses guerriers, de tirer de ses succès le parti le plus avantageux, de passer rapidement d'une victoire à une autre, et de ne laisser jamais une expédition incomplète, n'est pas effrayé du nombre des rebelles réunis contre lui. Il ne veut pas leur donner le temps d'accroître leurs forces et leur audace (1108); il attaque Guy de Rochefort; il l'assiège dans Gournay. Thibaut, comte de Blois, vient au secours de Guy. Louis le défait, le contraint à prendre la fuite, et, peu de temps après, lui accorde la paix. Il attaque Mantes, le chef-lieu du comté de son frère; il la bat vivement avec des machines de guerre; il l'oblige à se rendre. Bertrade et son frère Amauri IV, comte de Montfort, marient Lucienne, fille du comte Amauri, avec Hugues de Crécy, fils de Guy-le-Rouge, et lui cèdent Montlhéry, que le feu roi Philippe avait acquis par échange d'un Montmorency, descendant de Thibaut-File-Étoupes, et qu'il avait donné à son fils, le comte de Mantes, né de Bertrade, après en avoir fait démolir les défenses, excepté la grosse tour que l'on voit encore. Louis-le-Gros arrive à Châtres, aujourd'hui Arpajon, y est reçu avec joie par tous les habitants, et veut assiéger Montlhéry; mais quoique cette ville eût été démantelée, et qu'il ne restât du château proprement dit que la grosse et haute tour, Hugues de Crécy avait si bien pourvu à la défense de la place et se défend avec tant de courage, que le roi ne peut s'en emparer.

Milon II de Brai, vicomte de Troyes, et arrière-

petit-fils de Thibaut de Montmorency, dit File-Étoupes, vient cependant au camp du roi, et lui demande Montlhéry comme un ancien patrimoine de ses pères, et comme un domaine dont la force seule avait dans le temps déterminé l'échange. Le roi mande les principaux habitants de Montlhéry; il leur montre Milon; il vient, leur dit-il, de lui rendre l'héritage de ses aïeux. Les habitants de la place assiégée forcent Hugues de Crécy à sortir de la ville : Montlhéry appartient de nouveau à un Montmorency; et Louis ne doute pas que la reconnaissance et le devoir ne lui répondent de la fidélité de Milon.

Ce même Hugues de Crécy avait pris les armes contre Eudes, comte de Corbeil, pour le punir de ce qu'il n'avait pas voulu le secourir contre le roi de France. Il l'avait surpris dans une embuscade, fait prisonnier, et renfermé dans le château de La Ferté-Baudouin. On dit à Louis que les principaux bourgeois de la Ferté livreront la ville et le château à ceux qu'il enverra. Il se hâte de faire partir son sénéchal, Anseau de Garlande; il ne lui donne que quarante archers; mais il lui promet de le suivre avec ses gendarmes. Anseau entre dans La Ferté au milieu de la nuit. Les habitants, éveillés par le bruit des chevaux, et ne sachant de quel parti sont les guerriers qui arrivent, courent aux armes, dispersent les archers, prennent Anseau et le renferment dans le château où l'on garde prisonnier le comte de Corbeil. Louis arrive; Hugues de Crécy se présente avec des troupes qu'il tâche en vain d'intro-

duire dans la place. Le château se rend. Louis remet le comté de Corbeil à Eudes; il retient prisonniers, ou prive de leurs fiefs, une partie des chevaliers qui ont défendu le château.

Eudes n'avait pas d'enfants, ses domaines devaient passer à un fils de sa sœur, Hugues dit le Jeune, sire du Puiset, en Beauce, et vicomte de Chartres. Le père de Hugues était parti pour la Terre-Sainte, après avoir passé sa vie à ravager les terres de ses voisins, à usurper leurs droits, à les accabler d'outrages. Hugues-le-Jeune s'était signalé par des actes semblables d'une avidité féroce. Louis-le-Gros avait voulu mettre fin à ces désordres et punir ses brigandages; il l'avait pris dans le château de Puiset, et l'avait fait renfermer dans celui de Château-Landon. Le fort de Puiset avait été démoli (1110). Henri, roi d'Angleterre, jaloux des succès de Louis, et craignant pour la Normandie, ne se contente pas d'exciter et de favoriser secrètement les rébellions des grands vassaux de l'Ile-de-France; il prend les armes contre le monarque français, passe sur le continent et conduit ses troupes vers les bords de la rivière d'Epte, qui servait de limite entre les provinces gouvernées directement par Louis et les contrées normandes. Il s'empare de Gisors. Les deux rois sont à la tête de leurs guerriers. Louis VI, rempli de cette bravoure chevaleresque si admirée dans le douzième siècle, parcequ'elle était alors si nécessaire, offre au roi d'Angleterre, pour épargner le sang de leurs braves, de décider leur différent par un combat de

trois contre trois, ou par celui des deux monarques. Sa proposition n'est pas acceptée.

Thibaut IV, comte de Blois, avait suivi Louis, son suzerain, contre Henri, malgré sa parenté avec le roi d'Angleterre, le frère de sa mère. Mais ce prince ayant voulu élever un château fort dans le voisinage des ruines de celui du Puiset, Louis s'y oppose. Thibaut, croyant ses droits blessés, ou ne cherchant qu'un prétexte, déclare la guerre au roi. Hugues, comte de Dammartin, réunit ses guerriers à ceux de Thibaut. Louis est obligé d'appeler à son secours un vassal fidèle; il réclame l'assistance du comte de Flandre, livre bataille aux deux comtes révoltés, les poursuit jusques aux portes de Meaux, où le comte de Flandre perd la vie, les atteint de nouveau vers les rives de la Marne et achève de les disperser.

Hugues du Puiset cependant était toujours renfermé dans le fort de Château-Landon. Son oncle Eudes, comte de Corbeil, vient de mourir. Louis ne croit pas de sa politique de rendre la liberté à Hugues, et de le laisser succéder au comte; il forme le projet de réunir à la couronne le comté de Corbeil. Quelle situation de la monarchie française! un prince aussi supérieur que Louis à la plupart des rois est obligé de considérer comme un de ses plus grands avantages la possession d'un comté de l'Ile-de-France. Quelle énorme différence entre la puissance de Charlemagne et celle de Louis-le-Gros! Mais Charlemagne était le fils de Pepin, le petit-fils de Charles-Martel, l'arrière-petit-fils de

Pepin d'Héristal; et quels princes représentent pour Louis ces trois grands hommes? Philippe Ier, Henri et Robert.

Voyons si malgré ses grandes qualités, sa vigilance, sa valeur et son titre de roi, Louis VI pourra aisément réussir dans cette entreprise et donner un comté à sa couronne.

(1112) André de Baudemont, beau-père d'Eudes, gardait le château de Corbeil; il est décidé à le défendre avec courage et à ne le céder qu'à Hugues, le neveu de son gendre. D'un autre côté, Thibaut, comte de Blois et de Chartres, prétend au comté de Corbeil. Louis verrait ce grand fief entre les mains d'un vassal aussi puissant que Thibaut avec plus de peine encore qu'entre celles de Hugues. On tient une conférence; on y amène le sire de Puiset. Hugues consent à tout; il cède au roi Corbeil et ses dépendances. Louis lui rend la liberté et son ancien domaine, à condition que ce vassal n'ajoutera aucune fortification à la grosse tour de Puiset, qui subsistait encore, qu'avec la permission du roi.

Mais à peine Hugues est-il libre qu'il se hâte de mettre son château en état de défense. Le comte de Blois et de Chartres, mécontent de n'avoir pas Corbeil, plusieurs autres grands vassaux de l'Ile-de-France, et le roi d'Angleterre, encouragent la nouvelle rébellion de Hugues et lui promettent des secours. Louis ne perd pas de temps et l'assiège de nouveau dans son fort. Le comte de Blois, Guy de Rochefort, Hugues de Crécy et Raoul de Beaugency,

accourent au secours du rebelle. La victoire se déclare pour le roi. Le comte de Blois, blessé dangereusement par celui de Vermandois, se retire dans sa résidence; les autres rebelles se dispersent. Le roi pardonne au sire de Puiset, mais détruit une seconde fois son château.

Avec quelle rapidité ces guerres civiles, ou plutôt ces brigandages, s'allument, s'éteignent, se renouvellent et s'éteignent encore! avec quelle facilité les enceintes des châteaux forts sont démolies, reconstruites par des serfs nombreux, détruites de nouveau et relevées sur leurs ruines!

Mais nous venons de rapporter assez de traits propres à représenter les mœurs féroces du douzième siècle; jetons les yeux sur une détermination royale des plus propres à modifier ces mœurs barbares et à favoriser la renaissance de la civilisation; voyons des actes solennels, tutélaires du trône et du peuple, et qui assurent à Louis VI la reconnaissance éternelle des nations.

Les ravages affreux que commettaient des guerriers avides et cruels, pendant des révoltes sans cesse renaissantes, avaient forcé les habitants des campagnes que la servitude n'attachait pas à la glèbe à chercher un asile dans les villes murées, où une enceinte plus ou moins forte les mettait à l'abri des irruptions soudaines de soldats dévastateurs. Mais ces villes étaient du domaine d'un seigneur féodal. Les vexations les plus tyranniques étaient souvent exercées sur ces réfugiés: on leur imposait des contributions toujours croissantes; on

exigeait d'eux des corvées multipliées; on gênait leur commerce; on leur faisait payer des priviléges; on les condamnait à de fortes amendes; ils n'obtenaient que difficilement justice, dans les affaires où le possesseur du fief était intéressé, devant des juges dépendants du seigneur; ils avaient recours à l'autorité du roi, leur suzerain. Louis établit dans les villes des tribunaux qui pouvaient réformer les jugements rendus par les juges des seigneurs; il institua d'abord ces tribunaux dans les villes dépendantes des évêques et des autres grands vassaux ecclésiastiques, moins capables de résister aux droits du roi et des Français; il en créa ensuite de semblables dans plusieurs autres villes. Les bourgeois d'un grand nombre de cités, ainsi protégés par la puissance du monarque, achetèrent ou obtinrent de leurs seigneurs une indépendance plus ou moins grande. Ils se réunissaient sous la sauvegarde du roi et la protection des tribunaux du monarque; ils se formaient en corps de communauté sous un maire ou sous des échevins qu'ils nommaient pour défendre leurs nouvelles franchises, juger leurs différents, maintenir parmi eux les règles de police dont ils étaient convenus. Le roi les défendait contre les seigneurs qui auraient voulu violer les conventions établies. Ils prenaient les armes à la voix du monarque protecteur; marchant sous leurs bannières particulières, ils combattaient avec autant de bravoure que de fidélité. La nation, à la voix de Louis, commençait pour ainsi dire de se relever de dessous des ruines funestes,

de secouer ses chaînes, de détruire les usurpations de la violence. Les droits civils des communes étaient reconnus; ils devaient conduire à la renaissance de leurs droits politiques.

Louis avait été élevé dans l'abbaye de Saint-Denys; il y avait connu Suger, qui était presque de son âge, et qui, au milieu d'un siècle de ténèbres, devait montrer le génie et les talents d'un des plus grands ministres qui aient gouverné des empires. Il l'avait beaucoup aimé. A peine fut-il sur le trône, qu'il l'appela auprès de lui, eut souvent recours à ses lumières, et écouta ses avis en prince digne d'avoir un grand homme pour ministre. On a écrit que Suger n'avait pas été peu utile à son roi et à son ami, pour l'exécution de ces grandes mesures qui devaient faire le bonheur du peuple, et donner au trône les plus fortes garanties contre l'ambition et l'audace des grands vassaux.

(1115) Louis-le-Gros, cependant, parvenu à l'âge de trente-quatre ou trente-cinq ans, désira de se remarier. Il épousa Alix ou Adélaïde, fille de Humbert II, comte de Maurienne ou de Savoie, et de Gisèle de Bourgogne. Cette princesse était jeune et belle; elle fit le bonheur du roi, et ne négligea rien pour celui des Français, en s'occupant avec le plus grand soin de l'éducation de ses enfants.

(1116) Mais à peine le roi a-t-il donné la main à Adélaïde, que la guerre recommence entre ce prince et Henri, roi d'Angleterre et duc de Normandie. Elle dure long-temps; et combien de pays sont de nouveau ravagés!

Pendant ces désastres, Hugues de Crécy, toujours ennemi acharné de son souverain, porte le fer et le feu dans les domaines du monarque. Il croit pouvoir reprendre Montlhéry sur son cousin Milon de Brai, à qui le roi l'avait cédé (1118). Il surprend Milon à Rochefort; il le fait prisonnier; il ordonne qu'on le lie comme un malfaiteur; il le traîne de château en château. Craignant de le garder dans les fers ou de lui rendre la liberté, il le fait étrangler; et voulant faire croire que Milon s'est tué en voulant se sauver, il fait jeter son cadavre par une fenêtre du château de Gommets. Mais le crime de Hugues est bientôt découvert. Le roi vient à Gommets; il ordonne que Hugues tâche de se justifier par un duel. Le sire de Crécy, troublé par ses remords, n'ose subir l'épreuve qu'on appelait encore *le jugement de Dieu*. Il se précipite aux genoux du monarque, implore sa grâce, et va dans l'abbaye de Cluny se consacrer à une vie pénitente. Louis réunit à la couronne la terre de Montlhéry.

(1119) La guerre durait toujours entre le roi d'Angleterre et celui des Français. Les deux rois se rencontrent dans la plaine du Vexin, appelée Brenneville. La bataille est peu meurtrière. L'auteur contemporain, Orderic Vital, dit que sur neuf cents chevaliers, il n'y en eut que trois de tués. Les guerriers de ce temps, couverts en entier de fer, étaient moins exposés aux blessures; mais d'ailleurs les Normands de Henri et les Français de Louis étaient unis les uns aux autres par trop

de liens, pour ne pas se ménager mutuellement; ils ne cherchaient qu'à faire des prisonniers auxquels ils pussent demander de fortes rançons. Les Normands sont plus heureux que les Français; ils prennent cent quarante chevaliers : les Français n'en prennent qu'un petit nombre. La valeur de Louis l'emporte au milieu des rangs ennemis. Un soldat anglais saisit la bride de son cheval; il s'écrie, « Le roi est pris. » Louis, en l'abattant à ses pieds d'un coup de cimeterre, « Apprends, lui dit-il, » qu'on ne prend pas le roi, même aux échecs. »

Égaré dans une forêt après le combat, il est ramené aux Andelys par un paysan qui ne le connaît pas. Il recueille bientôt le fruit de ses institutions et de l'amour de son peuple. Il voit arriver les habitants de plusieurs communes marchant sous leurs bannières et conduits par leurs curés. Il s'empare d'Ivry; il attaque en vain Breteuil. Mais le pape Callixte II, arrivé en Normandie après la fin du concile qu'il avait tenu à Reims, réconcilie les deux rois.

Deux ans s'écoulent cependant, et la guerre recommence entre Henri et Louis, qui redoute la puissance d'un vassal tel que le roi d'Angleterre, et qui croit devoir soutenir les prétentions au duché de Normandie, de Guillaume Cliton, fils de Robert et neveu de Henri.

Philippe, comte de Mantes, frère consanguin de Louis, se révolte de nouveau contre son souverain. Louis disperse ses guerriers et lui enlève son comté.

Henri ne se croyant pas assez fort pour résister à Louis-le-Gros, cherche à lui susciter de nouveaux ennemis. Il sait combien l'empereur Henri V a été offensé de l'excommunication lancée contre lui en 1119 par le concile de Reims; il anime son ressentiment; il le détermine à prendre les armes contre le souverain dans les états duquel a été tenu ce concile qui lui est odieux. Henri-le-Germanique, plus irrité que jamais, proclame qu'il veut détruire et effacer de la surface de la terre la ville qu'il regarde comme le monument de l'outrage qu'il a reçu. Il s'avance vers la Champagne, pendant que le roi d'Angleterre attaque le Vexin français. Louis convoque tous les vassaux et tous les arrière-vassaux de la couronne; il leur donne rendez-vous sous les murs de Reims. Il ne s'agit plus d'hostilités entreprises pour seconder des prétentions de vassaux français : l'étranger ose attaquer la France. La guerre devient nationale. Les vassaux accourent avec leurs chevaliers, leurs hommes d'armes, leurs soldats; les évêques, les abbés, les chefs des chapitres, conduisent leurs serfs; des abbesses même paraissent à la tête de leurs guerriers. La fierté française répond dignement à l'appel du monarque des Français : près de trois cent mille hommes, suivant certains historiens, vont se réunir dans les campagnes qui environnent la ville de Reims.

Louis avait une affection particulière pour l'abbaye de Saint-Denys, dans laquelle il avait été élevé avec Suger. La bannière de cette abbaye, appelé

oriflamme, parcequ'elle était de couleur rouge et suspendue à une lance dorée, était ordinairement portée à la guerre par le comte du Vexin, avoué de l'abbaye. Le Vexin avait été réuni à la couronne: Louis veut aller prendre sur l'autel de Saint-Denys l'étendard de l'église qu'il aime et le faire porter devant lui, au milieu des nouveaux combats qu'il va livrer. Mais l'empereur, effrayé de la fermeté de Louis et de l'enthousiasme des Français, se retire en Allemagne; et le roi d'Angleterre, abandonné par son allié, se voit obligé de faire de nouveau la paix avec Louis.

(1124) Le roi ne laisse échapper aucune occasion de faire respecter l'autorité des lois par les prélats et les vassaux les plus puissants de sa couronne. Il oblige Guillaume VI, comte d'Auvergne, à recourir au jugement de sa cour, au lieu d'employer la force contre l'évêque de Clermont. Guillaume IX, duc d'Aquitaine, le suzerain du comte d'Auvergne et son protecteur, est garant de la soumission du comte. Il fait saisir le temporel de l'évêque de Paris, qui veut disposer d'une prébende de son église sans le consentement du chapitre. Charles de Danemarck, comte de Flandre, ayant été assassiné, Louis fait punir les coupables; et, du consentement des états de cette province, donne le comté de Charles, mort sans enfants, à Guillaume Cliton, qui ne cessait de demander la Normandie à son oncle, le roi d'Angleterre.

(1127) Dès que son fils aîné Philippe est âgé de treize ans, il le fait sacrer à Reims, pour que l'as-

sentiment des grands, du clergé et du peuple, présents à la cérémonie, affermisse encore davantage sa dynastie sur le trône de Hugues-Capet.

(1029) Deux compétiteurs se disputaient le trône pontifical de Rome. Innocent II, l'un de ces prétendants, ayant été chassé de la ville pontificale par son rival, et étant venu chercher un asile en France, Louis, digne par de si hautes qualités de porter les diadèmes de tant de monarques français défenseurs des pontifes suprêmes, voulant avant tout être juste, et désirant, comme dans un si grand nombre d'autres circonstances, de s'entourer de toute l'influence de l'opinion publique, convoque à Étampes une assemblée solennelle. Il veut que cette assemblée prononce entre Anaclet et Innocent. Un homme d'un talent bien remarquable pour son siècle, d'une éloquence forte, d'une érudition peu commune, d'une piété austère, d'une activité infatigable, d'un esprit impérieux, d'un zèle ardent et dominateur, paraît avec éclat dans l'assemblée d'Étampes : c'était Bernard, abbé de Clairvaux. Deux hommes extraordinaires honoraient en même temps en France l'ordre de Saint-Benoît, Bernard et Suger ; le premier, plus hardi, plus éloquent, plus propre à exalter les imaginations, à faire mouvoir les hommes, à remuer son siècle ; le second, plus grave, plus profond, plus sage, plus homme d'état, plus capable de faire le bonheur de ses contemporains et de préparer celui des siècles à venir, par d'importantes institutions. La gloire de ces deux hommes a déjà brillé pen-

dant huit cents ans, mais n'a point éclipsé celle de Louis.

Bernard, dans l'assemblée d'Étampes, se déclare pour Innocent. L'assemblée adopte son suffrage. Louis envoie Suger, devenu abbé de Saint-Denys, vers Innocent, qui attendait à Cluny la décision de l'assemblée, et bientôt après il va lui-même au-devant du pape qu'il vient de reconnaître.

Innocent II était encore en France, lorsque le roi perdit son fils Philippe. Le monarque crut devoir se hâter de faire couronner son second fils Louis, que l'on devait appeler Louis-le-Jeune ; et le pape sacra à Reims ce prince, à peine âgé de treize ans.

(1131) On a écrit que ce fut au sacre de ce fils de Louis que l'on réduisit à douze le nombre des grands vassaux séculiers ou ecclésiastiques qui devaient, au nom des autres Français, et sous le nom de pairs de France, qui désignait l'égalité de leurs droits, porter la main au diadème pendant la cérémonie du sacre, et le placer, pour ainsi dire, sur la tête du monarque couronné. Ces douze pairs furent l'archevêque de Reims, les évêques de Laon, de Langres, de Noyon, de Châlons-sur-Marne, de Beauvais, le duc de Bourgogne, le duc de Normandie, le duc d'Aquitaine, le comte de Champagne, le comte de Flandre, le comte de Toulouse.

L'un de ces douze pairs, le comte de Champagne, était ce Thibaut, comte de Blois et de Brie, dont nous avons vu Louis-le-Gros obligé plus d'une fois de réprimer l'audacieuse rébellion, et qui,

vers 1125, avait reçu le comté de Champagne, de Hugues, son oncle. Ce Thibaut, toujours entraîné par son ardeur pour l'indépendance, entretenait des liaisons dangereuses avec un autre de ses oncles, Henri Ier, roi d'Angleterre, l'ennemi déclaré ou secret du monarque des Français. Louis entra dans le pays chartrain, brûla Bonneval, fit raser Château-Renaud (1135). Et quelle époque terrible que celle où un roi tel que Louis croit ne pouvoir s'opposer aux projets de ses vassaux rebelles qu'en portant dans leurs domaines le fer, le feu et la destruction! Thibaut ne pouvant plus être secouru par le roi d'Angleterre, réconcilié de nouveau, au moins en apparence, avec le roi des Français, se soumit à Louis. Mais son oncle le monarque anglais étant mort, et son frère Étienne, comte de Boulogne, ayant succédé à Henri Ier sur le trône d'Angleterre, Thibaut voulut avoir une part dans l'héritage du frère de sa mère, et alla dans la Normandie, dont le plus grand nombre de seigneurs le demandaient pour leur duc. Mathilde, fille de Henri Ier, avait cependant épousé Geoffroy, comte d'Anjou, et duquel devaient descendre les Plantagenets. Elle réclame la Normandie pour elle et pour son époux; et Geoffroy et Mathilde ravagent la province qu'ils veulent soumettre. Thibaut aurait peu redouté les forces du comte d'Anjou (1137); mais son frère Étienne lui ayant promis une pension de deux mille marcs d'argent, il ne demande plus la Normandie, et accompagne dans l'Aquitaine le fils et l'héritier du roi de France, son suzerain,

Guillaume VIII ou X, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, avait fait vœu d'aller en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle; il voulait obtenir le pardon des violences dont il s'était rendu coupable. Il n'avait pas d'enfant mâle; il avait, avant de partir, reconnu pour son héritière Éléonore, sa fille aînée, et l'avait recommandée à son suzerain, le roi des Français. Louis-le-Gros était trop habile politique pour ne pas voir quelle supériorité de puissance donnerait au monarque de France la réunion à la couronne des vastes fiefs possédés par Guillaume; il désira et obtint pour son fils la main d'Éléonore. Louis VII partit pour Bordeaux, où était la princesse, et où le mariage devait être célébré. Éléonore épousa Louis-le-Jeune. Son époux, avec l'agrément du roi son père, se hâta de la faire couronner reine des Français, et il fut lui-même couronné duc d'Aquitaine, dans la ville de Poitiers.

Ce duché d'Aquitaine dont il venait de recevoir la couronne comprenait alors les comtés particuliers du Poitou et du Limousin, la suzeraineté de l'Auvergne et de la seconde Aquitaine, la Novempopulanie, ou le duché de Gascogne, les comtés particuliers de Bordeaux et d'Agen.

Le Quercy, le Rouergue, le Velay, le Gévaudan et l'Albigeois dépendaient du comté de Toulouse; mais quelles belles et grandes contrées allaient augmenter le domaine particulier de la couronne! et de quel puissant vassal se trouvait délivrée la puissance royale!

A peine Louis-le-Gros put-il apprendre une union

aussi importante pour le bien de la France, et pour l'exécution des grandes vues qu'il avait conçues avec tant d'habileté, exécutées avec tant de courage et suivies avec tant de constance. Lorsque la nouvelle du mariage de son fils parvint jusques à lui, il était près de succomber à une longue maladie. Il ne reverra pas ce fils qu'il aime, il ne le pressera pas contre son cœur; mais quelles paroles éternellement mémorables que celles qu'il veut qu'on lui porte au nom de son père mourant! « Souvenez-» vous que la royauté est une charge dont vous ren-» drez un compte rigoureux à celui qui dispose seul » des sceptres et des couronnes. » Pouvait-il mieux terminer sa vie royale pour le bonheur de la nation et pour celui de son fils? Malheureusement le jeune Louis hérita de la valeur de son père; mais l'esprit supérieur de Louis-le-Gros ne passa pas jusques à son successeur.

Sa veuve Adélaïde de Savoie lui avait donné six fils et une fille; elle eut encore une fille de Matthieu de Montmorenci, connétable de France, avec qui elle se remaria.

Il n'est pas inutile de dire que, sous le règne de ce prince, les Français, lorsqu'ils n'étaient pas sous les armes, portaient des habits très longs, traînant jusques à terre, et serrés contre le corps. Les manches étaient larges et couvraient les mains; les souliers, nommés *pigaces*, et ensuite *à la poulaine*, finissaient par une pointe droite et recourbée, longue de quarante à soixante centimètres. Les laïques portaient les cheveux longs.

Les horloges à roues, inventées sous le règne de Hugues-Capet, ne comprenaient que deux roues dans chacun des deux rouages, dans celui du mouvement et dans celui de la sonnerie, et on les remontait quatre fois par jour.

Louis VII n'avait que dix-huit ans ou environ, lorsqu'il apprit à Poitiers la mort de Louis-le-Gros. Il se hâta de retourner à Paris. Peu de temps après il alla chercher à Bordeaux la jeune et belle reine. Des fêtes brillantes suivirent l'arrivée de cette princesse dans la capitale.

Des vassaux turbulents crurent pouvoir attaquer impunément le jeune roi. Un châtelain de Montgeai se fit remarquer parmi les plus séditieux. Louis, brave comme son père, dispersa ses guerriers, prit son château et le rasa; mais par une sorte d'usage féodal, auquel les rois mêmes se croyaient obligés le plus souvent de se soumettre, le roi laissa subsister la haute tour ou le donjon du château; donjon considéré comme le signe de la puissance seigneuriale.

(1137) Cependant le monarque se fit couronner le jour de Noël à Bourges, et y reçut l'hommage des grands vassaux du royaume.

Quelques années après cette solennité, il voulut faire valoir des réclamations de sa femme Éléonore sur le comté de Toulouse; il entra, à la tête d'un corps de troupes, dans les états d'Alphonse de Saint-Gilles, que l'on nommait Jourdain, parceque, né en Palestine, il avait été baptisé dans le fleuve dont on lui avait donné le nom. Ce comte de Toulouse était alors en Provence. Mais de mauvais succès ou

la justice de Louis, et les instances de plusieurs grands du royaume, engagèrent le roi à n'exiger du comte Alphonse que l'hommage dû au monarque suzerain.

Mais voici l'origine d'évènements bien plus importants.

Raoul Ier ou IVe du nom, dit le Vaillant, et fils d'Adélaïde, héritière de Vermandois et du Valois, et de Hugues dit le Grand, son mari, frère de Philippe, roi de France, avait succédé à son père et à sa mère dans les comtés de Valois et de Vermandois. Il était prince du sang de France, et avait été cousin germain de Louis-le-Gros. Toujours distingué par sa bravoure et par son dévouement à la maison régnante, il avait souvent combattu à côté de Louis-le-Gros, l'avait secondé dans la plupart de ses expéditions, avait failli à perdre la vie en attaquant un château fort avec le monarque. Nommé sénéchal du royaume, il avait paru en cette qualité au sacre de Louis-le-Jeune.

Il avait accompagné son neveu en Guyenne lorsque ce prince était allé épouser l'héritière de l'Aquitaine; il y avait vu Adélaïde Pétronille, sœur de la belle reine; il en était devenu amoureux. Son amour n'avait pas déplu à Adélaïde. Marié depuis quelque temps avec une Éléonore parente de Thibaut comte de Champagne, il résout de faire annuler son union avec cette princesse. Simon, son frère, évêque de Noyon, l'évêque de Laon et celui de Senlis, bien aises de le voir devenir beau-frère de la reine, affirment avec ser-

ment, devant le monarque, que Raoul et sa femme Éléonore sont parents au degré prohibé par les lois canoniques. Vers 1141 ils cassent le mariage d'Éléonore et de Raoul, et dès le lendemain ils unissent le comte de Vermandois avec Adélaïde ou Pétronille de Guyenne.

Le comte de Champagne cependant regarde comme un outrage l'annulation du mariage de Raoul avec sa parente. Vivement offensé, il s'adresse au pape Innocent II qui était encore en France; il réclame avec force son intervention. Saint Bernard, abbé de Clairvaux, meilleur orateur que politique, favorise les plaintes de Thibaut. Le pape assemble un concile à Lagny. Raoul est excommunié, ses fiefs sont compris dans une interdiction ecclésiastique, et les trois évêques qui ont prononcé la cassation de son premier mariage sont suspendus de leurs fonctions (1142).

La reine Éléonore et Louis-le-Jeune conçoivent un vif ressentiment contre Thibaut; ils prennent avec chaleur le parti de Raoul leur beau-frère.

D'un autre côté, Innocent II avait nommé et sacré archevêque de Bourges Pierre de la Châtre, contre la volonté du roi, qui voulait donner ce siége à un de ses chapelains. Louis refuse de reconnaître la Châtre. Le pape, violant et les droits des fidèles, et ceux des églises, et ceux des nations, et ceux du monarque qui lui donne un asile, ose mettre tout le royaume en interdit. Louis apprend que le comte de Champagne maintient secrètement le pape dans son audacieuse résolution; il sait que

ce prince vient de donner une retraite à la Châtre. Il ne peut supporter la conduite de son vassal; il va faire tomber sur Thibaut tout le poids de sa colère. Il rassemble un grand nombre de guerriers; il entre dans les états du comte de Champagne, il ravage ses terres. Le comte, forcé de se soumettre, promet de ne rien négliger auprès du pontife suprême pour faire retirer l'excommunication lancée contre le roi. Louis congédie son armée. Le pape excommunie de nouveau le monarque. Louis se croit joué par le comte de Champagne; il rassemble de nouveau ses chevaliers et ses hommes d'armes; il rentre dans les états du comte, il y porte le fer et le feu; il prend et saccage Vitry: et de quelle barbarie, dans sa colère extrême, il va se rendre coupable envers des innocents pour punir la félonie d'un vassal dangereux! Plus de trois mille habitants se réfugient dans l'église: Louis, dans sa fureur, ordonne qu'on brûle le temple. Trois mille Français sont consumés.

Son délire cependant se dissipe; il voit toute l'énormité de son crime, il en frémit d'horreur; il ne déguise pas les remords qui le déchirent; il se refuse à toutes les distractions, il s'interdit tous les amusements; il ne peut pendant long-temps, dans son trouble extrême, s'occuper d'aucune affaire. On le surprend dans la solitude versant un torrent de larmes sur son forfait. Il accorde la paix au comte de Champagne; il promet de reconnaître l'archevêque de Bourges nommé par le pape, qui lève l'interdit jeté sur le royaume. Mais il ne peut

supporter le souvenir de son affreuse frénésie. Trop faible pour résister aux idées superstitieuses de son siècle, il croit ne pouvoir effacer ce souvenir qui le tourmente que par une solennelle et religieuse expiation. Il veut aller, à la tête d'une armée, jusque dans la Palestine, se dévouer à toutes les privations, à toutes les fatigues, à tous les dangers, et implorer son pardon du ciel sur la tombe sacrée de celui qui a tant pardonné (1144). Le pape et un grand nombre de membres du clergé entretiendront avec soin une résolution qui favorise leurs vues. Depuis près de cinquante ans, les pontifes de Rome n'avaient cessé d'envoyer dans toute l'Europe des prédicateurs chargés de rallumer ou de conserver cette ferveur religieuse et militaire pour la guerre contre les musulmans, cette ardeur qui ajoutait tant de force à leur puissance, tant d'influence à la domination du clergé, tant de richesses aux dotations des églises et des monastères. L'abbé de Clairvaux, cet orateur si éloquent pour son siècle, use de l'immense crédit dont il jouit, et dans les cours, où plusieurs grands personnages s'honorent d'être de ses parents, et dans les villes, et dans les châteaux, et jusque dans les chaumières des villages, pour seconder le vœu du pape et faire partir pour les rives du Jourdain un grand nombre de vaillants chevaliers; on ne cesse d'ailleurs de parler aux chefs des maisons les plus puissantes, de leurs frères, de leurs parents, de leurs alliés, qui ont conquis dans la Syrie ou dans l'Asie Mineure des principautés plus

ou moins considérables, et qui, environnés de Sarrasins et de Turcs belliqueux, obligés à chaque instant de se défendre contre ces implacables ennemis des croisés, réclament les secours les plus puissants et les plus prompts des chrétiens de l'Occident, et particulièrement de ceux avec lesquels les liens du sang les unissent d'une manière plus étroite.

C'est au milieu de ces prédications, de ces exhortations pressantes, des assurances de la victoire, des promesses de récompenses éternelles, que l'on apprend en France la résolution du monarque. Le clergé la célèbre; Suger, ministre de Louis, en redoute seul les sinistres effets : sa haute politique lui ferait voir sans peine les vassaux de la couronne, et surtout les rivaux les plus dangereux du monarque, user, dans ces longues, périlleuses et lointaines entreprises, leurs richesses et leurs forces encore si redoutées; mais il voudrait que le roi, au lieu de courir les mêmes hasards, restât dans ses états et profitât de l'absence et de l'affaiblissement des grands pour rétablir son autorité légitime, consolider l'établissement de sa dynastie, et préparer les progrès de l'affranchissement du peuple. Il s'oppose avec beaucoup d'énergie au projet de Louis; il ne néglige rien pour lui en montrer les suites funestes. Combien de malheurs son avis aurait épargnés à la France! Mais le crime de Vitry a frappé pour toujours l'imagination du monarque; il croit que ses tourments secrets ne pourront se calmer qu'au pied du Calvaire. D'ail-

leurs saint Bernard consulte avec solennité le pape Eugène sur la résolution du roi. Le pontife s'empresse de le louer. L'abbé de Clairvaux ne voit que l'avantage temporel des églises : bien loin de tâcher de dissiper les saintes terreurs de Louis, il l'engage à persister dans une détermination qu'il lui montre comme inspirée par le ciel, et l'ardent missionnaire l'emporte aisément sur le sage homme d'état.

(1145) Le roi, rempli de l'esprit de Bernard, convoque une assemblée à Bourges; il y tient une sorte de cour plénière. L'évêque de Langres monte en chaire devant cette nombreuse assemblée; il peint avec force l'état déplorable dans lequel sont en Orient les affaires des chrétiens; il touche profondément, par de vives images, les cœurs des guerriers braves et généreux qui l'entourent; il fait couler leurs larmes; et Louis congédie sa cour, plus décidé que jamais à combattre dans l'Asie sous l'étendard de la croix.

(1146) Bientôt après le roi réunit, à Vezelay en Bourgogne, une diète à laquelle on a donné le nom de parlement. Les grands du royaume y accourent à la tête des vassaux qui relèvent de leurs donjons. Ils sont en si grand nombre que l'église ne peut les contenir; ils se rassemblent dans une vaste prairie : on y dresse un théâtre sur lequel on élève le trône royal. Bernard y paraît à la droite du roi; il parle avec l'éloquence la plus persuasive. On est profondément ému : les soupirs, les sanglots, se mêlent au bruit des armes. Les Français jurent,

sur leurs glaives, de sacrifier leur vie pour préserver de l'oppression des infidèles leurs frères de l'Orient. Louis se lève transporté, s'avance vers l'abbé, se jette à ses genoux, lui demande la croix: tous les grands, tous les vassaux, la demandent à grands cris. Toutes les femmes, et la reine elle-même, éprouvent le même enthousiasme; elles ne veulent pas se séparer de ceux qui leur sont chers; elles se vouent à l'auguste pèlerinage; elles conjurent qu'on leur accorde, comme à leurs époux, le signe révéré de la sainte expédition. Saint Bernard donne la croix au roi, à la reine, aux grands, aux guerriers, à leurs compagnes. L'enthousiasme redouble; une sorte de délire s'empare de toutes les têtes: on veut que saint Bernard commande l'immense armée qui va se former. L'abbé de Clairvaux se hâte de refuser un honneur dangereux. On se sépare plein d'ardeur et d'espérance, et le roi annonce que tous les préparatifs du départ seront réglés à Étampes, dans une nouvelle assemblée.

(1147) Les croisés s'y réunissent en effet l'année suivante. Le roi confie la régence du royaume, pour tout le temps de son absence, à son ministre Suger, qui plaint son souverain et ne le servira qu'avec plus de zèle, et au brave et fidèle Raoul, comte de Vermandois, qui, après la mort de sa femme Éléonore, avait obtenu du pape Eugène, qui était encore en France, l'approbation de son mariage avec la belle-sœur de Louis.

On décide ensuite que l'armée chrétienne prendra la route de terre pour aller en Asie; et ce qui

est remarquable, les nouveaux croisés nomment, par acclamation, Louis VII leur général en chef, comme si le roi des Français devait perdre ses droits de monarque en quittant son royaume, et avait besoin des suffrages de ses guerriers pour s'avancer à leur tête vers les champs de la Syrie.

Cette armée qui va quitter la France est forte au moins de quatre-vingt mille combattants. On voit d'ailleurs se mêler dans ses rangs, ou marcher à sa suite, un grand nombre de femmes ou d'enfants de croisés, des prélats, des prêtres, des abbés, des moines, des abbesses, des religieuses, et des tourbes d'hommes sans armes, qu'entraîne le délire du siècle. Ils partent : la croix du Sauveur brille devant eux. Bernard les bénit, et va se renfermer dans les murs de Clairvaux.

Cinq ans auparavant était mort, dans un monastère voisin, cet Abailard, dont l'histoire et la gloire se lient avec celles de Suger et de Bernard, les deux Français qui, vers le milieu du douzième siècle, ont le plus mérité d'occuper la renommée. Ses talents, ses malheurs, et la tendresse si touchante d'une femme digne du plus grand intérêt, ont rendu immortels son nom et celui d'Héloïse. Quelques traits de sa vie doivent entrer dans la peinture des progrès de la civilisation renaissante. Le plus habile des dialecticiens dans un temps où l'art de l'argumentation scolastique, regardé comme le plus utile et le plus brillant, composait pour ainsi dire toute la science, il avait vu son école l'emporter sur celles de ses maîtres, Anselme et Guil-

laume de Champeaux, archidiacre de l'église de Paris. Tantôt persécuté comme tant d'hommes supérieurs, tantôt rappelé par l'estime publique, toujours suivi d'un nombre immense d'auditeurs enthousiastes, objet constant d'admiration et d'envie, ardent dans ses controverses sans cesse renouvelées, blessé profondément des traits de ses ennemis, fatigué de ses combats perpétuels, dominé par un caractère inquiet et par une imagination vive, aspirant malgré lui à de nouvelles victoires, voulant échapper aux divers évènements qui agitaient trop fréquemment sa vie, désirant et repoussant le calme et le repos, il avait cherché les plus fortes consolations dans la passion la plus propre à remplir et charmer son âme brûlante. Il avait inspiré l'amour le plus tendre à une de ses élèves, Héloïse, la nièce de Fulbert, chanoine de Paris: il naquit un fruit de leur amour. Abailard conjura la mère de recevoir sa main. Héloïse, qui adorait son amant, refusa une union qui devait priver Abailard de l'avancement qui l'attendait dans l'état ecclésiastique. Elle ne peut néanmoins résister longtemps à la volonté de celui qu'elle aime si vivement: elle l'épouse en secret. Mais la vengeance de Fulbert n'est pas satisfaite. Des assassins pénètrent, pendant la nuit, dans l'appartement d'Abailard: il subit un cruel outrage; il va désespéré s'ensevelir dans le cloître de Saint-Denys, et veut qu'Héloïse se renferme dans celui d'Argenteuil. C'est dans cette solitude qu'elle nourrit en secret l'amour qu'elle conserve pour le père de son en-

fant, pour l'époux qu'elle a perdu, et dont les hautes tours qu'elle voit de sa cellule lui montrent la retraite ou plutôt le tombeau.

Abailard cependant ne peut modérer la fureur qui l'agite. En vain il se livre chaque jour à des études nouvelles: ses connaissances, son talent, sa réputation, s'accroissent; mais sa tête est toujours exaltée, son cœur ulcéré, son caractère aigri. Il ne peut parvenir au repos : il veut réformer les moines qui l'entourent; il les offense par des opinions qui blessent leurs erreurs; il quitte leur monastère. Il s'éloigne de la douce et plaintive Héloïse; il erre : il trouve partout des admirateurs; mais les orages l'accompagnent. Thibaut, comte de Champagne et de Blois, est touché de son infortune; il lui donne un asile; et Abailard bâtit un oratoire qu'il nomme *Paraclet* ou *le Consolateur*. Sa renommée y attire un grand nombre de disciples. Ses persécuteurs l'y poursuivent; il est forcé d'abandonner le Paraclet.

Pourquoi sommes-nous obligés de dire qu'on a reproché à Suger d'avoir, à cette époque, chassé d'Argenteuil la triste Héloïse et les religieuses dont elle était devenue la prieure? Abailard s'empresse de céder le Paraclet à Héloïse : elle en est la première abbesse; et qu'il lui est cher cet asile qu'elle doit à son amant, et où elle trouve partout la trace de ses pas! Elle était aussi instruite que spirituelle et sensible : il y avait des jours dans l'année où ses compagnes, formées par ses leçons, célébraient avec elle les louanges de Dieu, en grec, qu'elle sa-

vait très bien; et un tendre respect pour sa mémoire devait pendant long-temps faire conserver cet usage dans cette abbaye.

Lorsque Abailard fut obligé de quitter le Paraclet, que son épouse et lui ont rendu si fameux, les moines de Saint-Gildas-de-Ruis, dans la Basse-Bretagne, l'élurent pour leur abbé. Leurs mœurs étaient très dépravées; Abailard voulut les réformer. Ils s'indignèrent, et, ne pouvant pas se soustraire à son autorité, quelques uns d'eux voulurent l'empoisonner.

Il échappa à ce danger; mais deux adversaires redoutables attaquaient sa doctrine. Saint Norbert et saint Bernard s'élevèrent avec force contre ses opinions sur un des mystères du christianisme; saint Bernard s'oublia au point de l'accabler d'injures. Deux conciles, celui de Sens et celui de Soissons, condamnèrent le malheureux Abailard; il fut obligé de jeter lui-même ses manuscrits dans les flammes. Héloïse toujours aimante, toujours fidèle, et alliant à la piété la plus fervente et aux vertus les plus pures dont elle brillait dans son cloître, ce sentiment profond et si vif dont elle devait brûler jusques au tombeau, consolait son époux, le défendait avec zèle, le protégeait de toute la vénération qu'elle avait inspirée; elle lui écrivit cette lettre fameuse, qui, traduite ou imitée par tant de poëtes, n'a pas peu ajouté à leur célébrité, et que Pope lui-même a pour ainsi dire adoptée.

Abailard trouva enfin un peu de calme dans le monastère de Cluny, auprès de Pierre, si justement

nommé le Vénérable. Ce bon et respectable abbé l'accueillit comme un fils, s'attendrit sur ses malheurs, honora sa gloire, fit descendre la plus douce consolation dans son cœur ulcéré, le réconcilia avec le pape, toucha en sa faveur l'abbé de Clairvaux, préserva des orages les derniers jours de sa vie, veilla avec une vive sollicitude sur sa santé altérée, voulut qu'il allât respirer sur les bords de la Saône un air plus salutaire, reçut ses derniers soupirs, et, d'après sa prière, fit parvenir religieusement ses cendres à celle que le sort venait de condamner au malheur de survivre à son amant. Ces cendres furent déposées dans une tombe où celles de son épouse devaient être aussi renfermées, et sur laquelle les pleurs de la pieuse et inconsolable Héloïse devaient couler pendant plus de vingt ans.

Quel contraste que celui de l'admirable douleur d'Héloïse et des vertus si douces de Pierre avec la férocité de tant de possesseurs de grands fiefs! Nous voyons parmi les grands vassaux de France Baudouin VII, comte de Flandre, et surnommé *à la hache*, parcequ'une hache redoutable était presque toujours dans ses mains, réprimer les assassinats et les brigandages dont plusieurs nobles de ses terres ne se rendaient que trop fréquemment coupables par de plus horribles cruautés. Une femme étant venue se plaindre à lui d'un chevalier qui lui avait enlevé deux vaches, il monte à cheval, l'atteint, l'amène garrotté jusque dans Bruges, et le fait jeter dans une chaudière d'eau bouillante. Dix autres nobles ou chevaliers, indignes de leur titre,

avaient pillé des marchands qui allaient à une foire voisine de Bruges. Le comte les poursuit avec plusieurs hommes d'armes. Ils se réfugient dans une maison isolée. Leurs parents accourent et demandent leur grâce. Le comte entre dans la maison. « Qu'à l'instant, dit-il aux coupables, celui qui veut » avoir la vie sauve pende ses camarades au plan- » cher de cette chambre. » Un d'eux exécute l'ordre terrible du comte sur ses complices glacés de terreur. Baudouin lui ordonne de monter sur un banc, de s'attacher lui-même à une corde par le cou. Le misérable, hors de lui-même, obéit. Le comte renverse le banc : le malheureux expire; et Baudouin ne repart qu'après avoir adressé une cruelle ironie aux parents des victimes.

A cette barbarie s'alliait dans le comte de Flandre une grande fidélité envers Louis-le-Gros, son suzerain, et un courage intrépide. Il donne asile à Guillaume Cliton, son parent, contre Henri, roi d'Angleterre, et oncle de Cliton. Henri le menace de le poursuivre jusque dans Bruges. « Je lui en » épargnerai le chemin, » répond le comte. Il part, en effet, à la tête de cinq cents chevaliers (1118); il va à Rouen où est le monarque anglais ; il trouve les portes fermées ; il enfonce sa hache dans la porte dont il s'approche, et défie le roi. Henri ne répond rien. Le comte ne s'éloigne que pour aller faire le siége du château d'Eu : mais il est blessé d'un coup de lance dont il meurt, quelques mois après, au château d'Aumale.

Baudouin n'avait pas laissé d'enfants; il avait fait

un testament en faveur de son cousin Charles Ier, fils de Canut IV, roi de Danemarck, et d'une sœur de Robert II, père de Baudouin. Les états de Flandre reconnaissent d'autant plus aisément le prince danois pour leur comte, qu'il avait été élevé dans leur province (1119). Baudouin, comte de Hainaut, Hugues, comte de Saint-Pol, Thomas de Coucy, et quelques autres possesseurs de grands fiefs, veulent lui disputer le comté de Flandre; Charles les défait dans plusieurs combats, et les oblige à demander le paix.

Il est aussi fidèle à son suzerain que son prédécesseur; mais il fait naître de graves mécontentements, et il est assassiné dans une église de Bruges.

(1127) Louis-le-Gros engage les grands de la province à élire ce Guillaume Cliton de Normandie, neveu du roi d'Angleterre, et auquel Baudouin VII avait donné asile. Il l'investit lui-même de son comté, mais reprend le Vexin qu'il lui avait donné peu de temps auparavant.

Plusieurs concurrents disputent cependant à Guillaume son grand fief. Parmi ceux qui prennent les armes contre lui, on voit Arnoul de Danemarck, Baudouin, comte de Hainaut, Étienne, comte de Boulogne, et Thierry d'Alsace, seigneur de Bitche, et fils de Thierry, duc de Lorraine, et d'une fille de Robert-le-Frison.

Ils sont encouragés par le roi d'Angleterre.

Cliton force Arnoul à repartir pour le Danemarck. Baudouin et Étienne se rendent odieux par leurs brigandages. Cliton est tué en assiégeant Alost où

Thierry s'était renfermé. (1128) Thierry est reconnu comte de Flandre, inauguré dans les principales villes de la province, et rend hommage au roi des Français et au roi d'Angleterre, duc de Normandie, pour les divers fiefs dont ces princes étaient les suzerains.

Quelques années après l'inauguration du prince lorrain, un terrible désastre consterna la Flandre et l'Angleterre. La mer s'éleva à une telle hauteur dans le détroit de Calais, qu'elle inonda une grande partie des contrées maritimes flamandes et anglaises, engloutit une vaste étendue de rivages flamands, couvrit les terres basses voisines, et détruisit un grand nombre de villages et de bourgs.

Ce fut après cette affreuse inondation, que Thierry partit pour la Palestine. Il y demeura peu. Il était de retour en 1140, lorsqu'il fut attaqué par Étienne, qui avait remplacé Henri Ier sur le trône d'Angleterre; par Baudouin, comte de Hainaut; par Hugues, comte de Saint-Pol, et par Guillaume d'Ypres. Il leur résista avec courage, ravagea les terres du Hainaut et de Saint-Pol, contraignit Guillaume d'Ypres à passer la mer, et à se réfugier auprès du roi d'Angleterre.

Victorieux de ses ennemis, il voulut aller combattre de nouveau contre les musulmans (1147). Il partit pour la Syrie, comme son suzerain Louis-le-Jeune, le chef de la seconde grande croisade.

C'était le pape Pascal II qui avait, dans le temps, succédé à Urbain, l'auteur de ces guerres si extraordinaires des disciples du Christ contre les sec-

tateurs de l'islamisme, ou plutôt de ces immenses migrations de l'Occident vers l'Orient. Pascal II, héritier de toutes les prétentions de ses prédécesseurs, avait renouvelé tous les décrets de Grégoire VII contre l'empereur Henri IV. Mais Henri avait reçu les soumissions de tous les princes d'Allemagne. Conrad, son fils aîné, avait été déclaré, par une diète de Mayence, coupable du crime de lèse-majesté, déchu de son titre de roi des Romains, privé de ses droits à l'empire. Cette même diète avait élu à sa place Henri, son frère, qui avait juré à l'empereur de ne rien entreprendre qu'avec son consentement; et le rebelle Conrad, méprisé de ceux qui avaient été ses partisans les plus zélés, était mort à Florence, empoisonné, suivant quelques auteurs, par ceux même qui l'avaient entraîné dans la révolte. Guelfe, le mari de la comtesse Mathilde, ayant perdu l'espérance de recueillir la riche succession de sa femme, qui avait donné tous ses fiefs au siége de Rome, s'était séparé d'elle, pour retourner en Bavière. Il avait abandonné le parti pontifical auquel cependant son nom devait rester; il avait embrassé celui de l'empereur, et était même revenu en Italie avec le duc son père, pour faire la guerre à Mathilde et à ses alliés. Ferrare était encore en 1101 rebelle aux lois de la comtesse. Mais Mathilde avait déjoué les projets de son mari et de son beau-père; elle s'était mise à la tête de ses troupes, pour réduire Ferrare, et aidée par des bâtiments vénitiens et ravenates qui avaient remonté le Pô, elle avait obligé cette ville à se rendre.

Il y avait déjà vingt-cinq ans qu'elle avait fait sa fameuse donation à l'église de Rome. Pascal II désira qu'elle la renouvelât. Il supposa que l'acte de cette cession avait été égaré pendant les troubles, et il chargea le cardinal Bernard, abbé de Vallombrose (1102), et son nonce auprès de la comtesse, d'en demander le renouvellement à cette princesse. Mathilde avait alors soixante-trois ans; elle s'empressa de donner au pape un nouveau diplôme.

(1104) Ce cardinal Bernard, très dévoué au pontife, prononça à Parme, au milieu d'une fête solennelle, un discours plein de mépris contre l'empereur qui était toujours excommunié. Un grand nombre d'assistants, dévoués à Henri IV, s'indignèrent de la hardiesse du prélat, tirèrent leurs épées, s'emparèrent du cardinal, le conduisirent en prison, pillèrent sa chapelle; mais les Parmesans, effrayés des menaces de Mathilde, s'empressèrent de lui rendre la liberté.

Les succès de Mathilde contre Henri IV sont suivis cependant d'évènements bien autrement importants. L'empereur, après avoir pacifié l'Allemagne, veut se réconcilier avec Pascal. Il allait partir pour l'Italie, lorsqu'il apprend que son fils le roi des Romains vient de se révolter contre lui. Et combien de crimes et de parjures nous allons voir se succéder!

Le pape, n'écoutant que son ambition, délie le jeune prince du serment qu'il avait prêté à son père. L'évêque de Constance, légat du pape, entraîne tous les anciens factieux de l'Allemagne dans

le parti du roi des Romains. Ce fils rebelle déclare qu'il est prêt à reconnaître l'autorité de son père, si l'empereur veut mériter, par sa soumission à l'église, l'absolution de l'anathème lancé contre lui. Le clergé germanique, séduit par cette avilissante et perfide déclaration, se tourne vers un monarque dont le règne lui promet tant de pouvoir. En vain le malheureux Henri écrit-il à son fils les lettres les plus touchantes, le parjure roi des Romains ne veut pas reconnaître un excommunié ni pour son empereur ni pour son père. L'ambition effrénée et l'ignorance superstitieuse l'emportent sur les droits sacrés des trônes, des peuples et de la nature; le désordre est dans tous les esprits. Des envoyés du pape répandent dans toute l'Allemagne le feu de la discorde et de la rébellion. Les Saxons se déclarent contre l'empereur. Une conférence, cependant, a lieu à Bingen, entre Henri IV et son fils. Le roi des Romains abuse son père par un faux repentir et de feintes protestations; il lui promet de se soumettre à son pouvoir dans la diète générale qui doit se tenir à Mayence, et d'obtenir du pape l'absolution de l'empereur. Henri, trompé par sa tendresse pour son fils, congédie son armée; mais à peine ses guerriers se sont-ils éloignés de lui, que le roi des Romains, ne craignant plus de commettre le plus grand attentat, porte une main sacrilége sur son père et son souverain, l'arrête à Ingelheim, le dépouille des ornements impériaux, le force à renoncer à l'empire; et des prêtres factieux violent la sainteté des autels, en le couron-

nant solennellement à Mayence, en présence des envoyés du pape.

Le malheureux Henri IV s'échappe de sa prison; il se sauve à Cologne, il se réfugie à Liége ; il écrit au roi de France, qu'il appelle son fidèle allié. Louis-le-Gros n'avait pas encore succédé à Philippe; il aurait soutenu, en digne monarque des Français, la cause des nations, des pères et des rois.

Henri parvient néanmoins à rassembler une nouvelle armée. Ses troupes remportent d'abord quelques avantages; mais bientôt elles sont défaites par celles de son fils. L'empereur n'entrevoit plus de ressource; il perd le courage avec l'espoir; sa tête s'égare ; il s'abandonne lui-même : il tombe dans l'avilissement. On se refuse à croire que, courbant sans résistance sa tête humiliée sous l'infortune, il ait supplié l'évêque de Spire de lui donner une prébende laïque dans son église, où il pouvait, ayant étudié et sachant chanter, remplir une place de lecteur ou de sous-chantre. L'évêque le refuse : Henri était excommunié.

L'infortuné monarque meurt à Liége, sans assistance, sans consolation. Et que ne pardonne pas la tendresse paternelle? Au moment de terminer sa misérable vie, Henri ne maudit pas son fils dénaturé; il lui envoie tout ce qui lui reste au monde : il lui adresse son épée et son diadème. On l'enterre. Mais le pape inflexible fait arracher à la tombe, ce dernier asile du malheur, le corps de celui auquel il avait dû jurer obéissance comme à son souverain.

Mais telles étaient les erreurs funestes répandues par l'audace, l'intérêt, les préjugés, la confusion des idées, le mélange du pouvoir civil et de l'autorité ecclésiastique, l'oubli des préceptes de l'évangile, que, lorsque les passions humaines ajoutaient au délire du fanatisme, on regardait comme des crimes dignes d'anathème de manger avec des excommuniés, de commercer avec eux, de leur parler, de les saluer, de les soulager, de les secourir. Et quel était le délit reproché à Henri IV? D'avoir voulu conserver le droit que les empereurs avaient exercé pendant si long-temps, d'investir les prélats du temporel de leurs siéges, en leur remettant une crosse et un anneau.

(1106) Henri V succéda au père envers lequel il avait été si coupable. Pascal craignant que ce prince, n'ayant plus besoin de son secours, ne voulût faire valoir les droits de la couronne impériale que Henri IV avait soutenus avec tant de constance, se hâta de faire défendre aux princes séculiers, par un concile tenu à Guastalla, d'investir les prélats de leur temporel.

Il voulut donner encore plus de solennité à cette décision. Il vint en France; il s'arrêta à Cluny; il séjourna à Saint-Denys; il vit le roi Philippe; il disposa avec adresse les esprits de tous ceux qui pouvaient influer sur les grandes délibérations, et convoqua à Châlons un nouveau concile. Brunon, archevêque de Trèves, et Guelfe II, duc de Bavière, y vinrent de la part de l'empereur. En vain Brunon parla avec beaucoup d'éloquence et d'ha-

bileté en faveur du droit d'investiture qui appartenait au chef de l'empire, en vain prouva-t-il par l'histoire avec quelle justice ce droit avait été reconnu et exercé, le pape l'emporta. Le concile de Châlons confirma la résolution du concile de Guastalla; et le duc de Bavière ne vit plus d'autre moyen de sauver les prérogatives de l'empire, que d'en appeler à l'épée de Henri.

(1106) Le mécontentement de l'empereur effraya Pascal. Il tint un troisième concile à Troyes; et ajoutant une nouvelle disposition aux décrets de Châlons et de Guastalla, il fit ordonner qu'on déposerait les évêques qui se feraient investir par un prince séculier. Une partie du clergé s'obstinait à mêler l'autorité spirituelle et la puissance civile, et à les unir si intimement dans l'épiscopat, qu'on pût essayer de faire croire qu'en donnant la seconde on conférait la première, et que le souverain, en mettant en possession du temporel, portait une main profane à des attributions purement religieuses. On ne voulait pas voir dans l'anneau et la crosse les signes d'une délégation civile, mais les marques d'une juridiction spirituelle.

L'empereur protesta, dans une assemblée tenue à Mayence, contre les décisions obtenues par Pascal; et voilà, entre le chef de l'empire et le pontife de Rome, le commencement d'une guerre semblable à celle que Henri V, pour colorer sa criminelle ambition, avait tant reprochée à son père.

Il fut décidé qu'une grande ambassade porterait à Pascal les réclamations du corps germanique. Six

ambassadeurs furent choisis par les états provinciaux. La Lorraine et la province rhénane nommèrent Brunon; la Saxe lui adjoignit l'archevêque de Magdebourg; la Franconie, l'évêque de Bamberg; la Bavière, l'évêque d'Aichstett; la Souabe, l'évêque de Constance; et ce qui, de l'ancien royaume d'Arles, restait attaché au corps germanique, nomma l'évêque de Coire. L'empereur joignit ses délégués particuliers à ceux de ses états. Mais les partisans du pape trouvèrent le moyen de faire échouer une entreprise qui les alarmait. Les ambassadeurs ne passèrent pas les Alpes.

Henri V, cependant, avait conservé un vif ressentiment contre les princes qui étaient restés fidèles à son père. Il donna un des exemples les plus funestes aux peuples et aux souverains : il punit ce qu'il aurait dû honorer; il sévit contre la loyauté. Il ôta le duché de la basse Lorraine au comte de Limbourg, et le donna au comte de Louvain, Godefroy-le-Barbu. C'est de ce comte de Louvain, dont une sœur avait épousé Gilbert de la Ville-sur-Illon, cousin du duc de la Lorraine mosellane, que devait descendre la maison de Hesse.

Sous le règne de ce même Godefroy, le nom de basse Lorraine fit place au nom de Lothier, qui devait être remplacé insensiblement par celui de Brabant.

Magnus, duc de Saxe, ne laissa en mourant que deux filles qui héritèrent de ses biens allodiaux. L'aînée épousa Henri Guelfe, dit le Noir, frère de Guelfe II, duc de Bavière, et lui porta la

principauté de Lunébourg. La cadette donna le margraviat de Brandebourg à son mari Othon de Ballenstett, souche de la maison d'Ascanie ou d'Anhalt. Le duché de Saxe fut conféré à Lothaire comte de Supplenbourg, duquel Adolphe, comte de Schaumbourg, reçut l'investiture du comté de Holstein.

L'extension du régime féodal, et de misérables querelles sur des cérémonies au sujet desquelles il aurait été si facile de s'entendre, voilà le triste spectacle que présentent l'Allemagne et l'Italie.

Un Henri, fils de Gotschalk, roi des Obotrites, remonte cependant sur le trône de son père, et, par le rétablissement du christianisme, ranime les éléments de la civilisation dans les provinces des Slaves et des Venèdes (1108). Les Hongrois se soustraient, par leur courage, à la souveraineté des rois de Germanie; les Polonais sont obligés de le reconnaître et de payer un tribut à Henri V. Mais pendant que les bornes orientales de l'Allemagne sont ainsi déplacées par les armes, le pape, toujours plus ardent dans sa querelle avec l'empire, tient un concile à Bénévent, et lance les foudres de l'excommunication contre les évêques qui seraient nommés par des princes séculiers ou qui en recevraient l'investiture.

(1110) L'empereur ne peut plus supporter cette lutte obstinée; il craint pour son diadème; il rassemble une armée, et part pour l'Italie; il passe ses troupes en revue dans les champs de Roncale. La comtesse Mathilde, effrayée de cet appareil me-

naçant, se hâte de rendre hommage à l'empereur; quelques villes rebelles sont soumises, et Henri se dirige vers Rome.

Le pape appelle à son secours les princes normands de l'Italie méridionale; mais ils ne peuvent arriver assez tôt ni avec des forces assez imposantes pour sauver le siége pontifical. Pascal est contraint de négocier avec Henri; il signe le traité de Sutri, à quelques lieues de Rome. L'empereur renonce au droit de nommer et même d'investir les prélats; il cède ce grand triomphe au pontife romain. Le siége apostolique conserve la possession des terres qu'il a reçues des prédécesseurs de Henri; mais le pape s'engage à faire restituer à l'empire, par le clergé d'Allemagne et par celui d'Italie, les comtés, les fiefs, les châteaux forts, les vassaux, les péages, les avoueries des villes impériales, et en général tous les droits régaliens que ces deux clergés d'Italie et d'Allemagne avaient obtenus des empereurs depuis Charlemagne: les églises ne devaient conserver que leurs biens patrimoniaux.

D'abord, après la conclusion du traité, Henri se rend à Rome; le peuple et le clergé de cette capitale vont au-devant de l'empereur; le pape le reçoit à l'entrée de Saint-Pierre. Henri, prêt à déposer sur l'autel sa renonciation à la nomination et aux investitures des prélats, demande au pape de lui remettre le décret relatif à la restitution des fiefs et des droits régaliens possédés par le clergé. Pascal refuse le décret. Henri délibère avec ceux qui l'entourent; il fait arrêter le pape, taille en pièces une

troupe de Romains qui veulent le délivrer, et l'emmène prisonnier, ainsi que ses cardinaux, dans le château de Tribucco. Rome ferme ses portes; l'empereur l'assiège; les plus grands malheurs la menacent. Pascal adopte une nouvelle transaction; le traité de Sutri est révoqué: le pape consent à ce que l'empereur investisse, par la crosse et l'anneau, les évêques et les abbés élus canoniquement; et ce qui est digne d'une attention particulière, il s'engage à ne jamais excommunier Henri V, sous quelque prétexte que ce puisse être. La transaction est jurée d'un côté par le pape et treize cardinaux, et de l'autre par l'empereur et treize princes de l'empire, ecclésiastiques ou séculiers.

Pascal, de retour à Rome, couronne solennellement l'empereur, auquel les Romains confèrent la dignité de patrice; il lui remet un diplôme relatif aux investitures. Henri renonce aux nominations arbitraires des abbés et des évêques, et le pontife ne craignant pas de donner à la transaction le caractère le plus sacré aux yeux de l'Europe entière, partage avec Henri l'hostie avec laquelle il va communier, et au milieu des saints mystères, profère ces paroles redoutables : « Comme cette » partie est séparée du corps de Jésus-Christ, ainsi » soit séparé de son royaume celui qui violera le » traité. »

Henri satisfait repart pour l'Allemagne; il crée la comtesse Mathilde régente de l'Italie pendant son absence; il confère la dignité et les droits de comte de l'empire romain au comte Amédée III

de Savoie, et il renouvelle les anciens traités de l'empire avec la république de Venise.

Mais à peine s'est-il éloigné de Rome, que les cardinaux reprochent avec aigreur au pape d'avoir sacrifié lâchement les droits de l'église à la crainte de la mort ou de la servitude. Et quel nom donner au grand drame que vont donner en spectacle au monde le pontife suprême et le collége des cardinaux?

Le pape avoue sa faute; il veut, dit-il, aller pleurer sa coupable faiblesse; il se retire à Terracine. Les cardinaux se rassemblent; ils s'arrogent en l'absence de Pascal l'autorité pontificale, ils rendent des décrets, ils condamnent la transaction. Pascal, montrant le plus grand repentir, dépose les ornements pontificaux, dont il se déclare indigne; il sort de Terracine, il s'enfonce dans une solitude écartée, il dit qu'il va abdiquer le pontificat suprême, dont il a si mal rempli les devoirs. Les principaux Romains s'y opposent; on le presse de quitter sa retraite; on l'y oblige: il revient à Rome; il tient un concile; il oublie le redoutable mystère pendant la célébration duquel il a appelé sur lui le courroux céleste et l'éternelle réprobation, s'il manquait à sa foi; il révoque ce qu'il appelle le privilége accordé par la transaction à l'empereur; il lui interdit d'investir les prélats (1112). Voulant cependant se montrer fidèle à la promesse, ou plutôt au serment qui concerne plus particulièrement la personne de Henri, il ne veut pas l'excommunier. Mais le collége des cardinaux, même en sa présence,

suivant plusieurs auteurs, et des synodes présidés par le cardinal de Préneste, ou par d'autres de ses légats, lancent les plus terribles anathèmes contre leur souverain; la rébellion est portée au point de le déclarer déchu de l'empire; et, ce qu'on a de la peine à comprendre, Alexis Comnène, empereur de Constantinople, au milieu de toutes les alarmes que lui inspirent les Sarrasins, les Turcs et même les croisés, ne craint pas d'offrir au pape le secours de ses armes, pour faire exécuter la sentence ecclésiastique qui ôte la couronne impériale à Henri. Mais Alexis annonce qu'après avoir renversé du trône le monarque excommunié, il réunira l'empire romain à celui de Constantinople; et ses offres sont rejetées.

L'ambition des grands vassaux se réunit cependant à celle du pontife, et à la funeste influence de l'ignorance et du fanatisme; et quel affreux tableau vont présenter de nouveau les discordes civiles!

Sigefroy, comte palatin du Rhin, et Lothaire, duc de Saxe, sont à la tête des mécontents; ils sont proscrits dans une diète tenue à Erfurt. Le comte de Mansfeld, lieutenant général de l'empereur, surprend le comte palatin, lui donne la mort, et les autres vassaux rebelles sont obligés d'implorer la clémence du vainqueur.

Mais les vassaux de la Germanie avaient usurpé tous les droits des peuples : la nation n'avait plus de véritable existence politique; elle ne pouvait point donner au trône une base sûre, étendue, immuable. Ce trône, sans cesse agité par les tempêtes

des passions les plus audacieuses, ne recevait des hasards de la guerre, de l'assistance de feudataires indociles, et de la force des armes qu'il était si aisé de diriger en faveur de la révolte aussi bien que pour le maintien de la justice, que des garanties faibles, incertaines, et que la victoire ne relevait un moment que pour les renverser l'instant suivant. Et comment Henri aurait-il pu se confier à la foi de vassaux dont les plus puissants, entraînant avec tant de rapidité les autres, ne cessaient de nourrir le désir secret de supplanter leur suzerain?

Albert de Saarbruck avait été premier ministre de l'empereur; il avait conseillé à ce prince toutes les mesures que Henri avait prises contre le pape: l'empereur le recommande pour l'archevêché de Mayence. Albert est élu, et à l'instant il se jette dans le parti de Pascal. Henri le fait arrêter; il convoque à Worms une diète dans laquelle il confère le palatinat du Rhin à Godefroy, comte de Calb; il en réunit une seconde à Mayence, où, de l'avis et du consentement des princes, suivant Conrad d'Ursperg, il épouse Mathilde, princesse d'Angleterre. Mais au milieu des solennités du mariage, l'esprit de rébellion, le fanatisme, et les intrigues de Rome, ourdissent de nouvelles trames. Une ligue formidable se forme sous le prétexte de défendre la liberté germanique et la religion du Christ, c'est-à-dire l'indépendance des grands feudataires et la théocratie des pontifes de Rome. La révolte éclate dans la Saxe; le duc Lothaire se montre à la tête des rebelles. Henri ne désespère

pas du succès de sa cause; il tient une diète à Goslar: les rebelles sont proscrits, et les troupes de l'empereur ravagent la Saxe et la Westphalie.

(1115) L'armée impériale est cependant défaite par les révoltés, dans le comté de Mansfeld; l'ambition, la crainte, et surtout les machinations du cardinal Thierry, légat du pape, bouleversent toute la Germanie. Le légat préside un synode à Goslar; l'empereur y est excommunié de nouveau. Les évêques allemands, entraînés par les sollicitations du pape et par l'esprit de vertige qui règne dans la Germanie, osent rejeter les propositions que Henri leur fait parvenir; ils vont renouveler dans leurs diocèses les anathèmes lancés contre ce prince.

Au milieu d'une défection si générale et si effrayante, Henri ne s'abandonne pas; il se concerte avec Godefroy, comte palatin, et avec le fils de sa sœur Agnès, Frédéric de Hohenstauffen, duc de Souabe. Il donne le duché de la France rhénane à son autre neveu, Conrad de Hohenstauffen, frère de Frédéric; et pendant qu'il rallie ses troupes et ses vassaux fidèles, il apprend la mort de la comtesse Mathilde.

(1116) Cette princesse, si fameuse dans l'histoire de l'Italie pendant la fin du onzième siècle et le commencement du douzième, avait donné tous ses états au siége apostolique pendant le pontificat de Grégoire VII, et elle avait renouvelé sa donation sous celui de Pascal. Elle avait disposé de la Toscane, du duché de Spolette, de Parme, de

Plaisance, de la plus grande partie de la Lombardie, comme si ces grands fiefs n'étaient pas soumis aux lois féodales qui réglaient les successions des vassaux dans l'empire et dans le royaume d'Italie. Pascal veut se mettre en possession du riche héritage de la comtesse. Henri, malgré les troubles de la Germanie, réclame les droits de l'empereur et de l'empire sur les fiefs de Mathilde. Le pape persiste dans ses prétentions. L'empereur prend une résolution hardie: il nomme ses vicaires en Allemagne, ses deux neveux, Frédéric et Conrad de Hohenstauffen, l'un duc de Souabe, et l'autre de la Franconie, et il part pour l'Italie. Il s'empare de toutes les terres de la comtesse; il somme le pape d'observer, au sujet des investitures, la célèbre transaction de Rome (1117). Pascal refuse avec obstination; il se retire dans l'abbaye du Mont-Cassin, et de là à Capoue, et ensuite à Bénévent. L'empereur arrive dans la capitale de l'empire romain; il y tient une cour plénière, il s'y fait couronner une seconde fois; il reçoit le diadème des mains de l'archevêque de Brague, que le pape avait envoyé pour traiter avec l'empereur. Les Normands de la Pouille et de la Calabre accourent pour défendre les prétentions de Pascal; mais ils sont battus par les impériaux.

Pendant ces querelles sanglantes, la ville de Lucques et celle de Pise se donnent une véritable indépendance, sont gouvernées par leurs propres magistrats, deviennent des républiques; et les Pisans surtout vont, par un commerce étendu, ac-

quérir de grandes richesses et rivaliser avec d'autres peuples puissants.

Pascal cependant avait déposé, dans un concile, l'archevêque son infidèle légat. L'empereur s'était éloigné de Rome : Pascal y était revenu; mais il cessa de vivre vers la fin de janvier 1118.

A peine fut-il mort, que l'on nomma à sa place Jean de Gaëte, moine du Mont-Cassin, cardinal et chancelier de l'église romaine. Jean prit le nom de Gélase II. Son élection déplut à la faction de Cesio Frangipani. Ce chef de parti entra dans l'église où Gélase venait d'être nommé, traita le nouveau pape d'intrus, le maltraita, le conduisit chez lui et lui donna des fers. Intimidé néanmoins par le grand nombre de Romains qui réclamaient le nouveau pontife, il lui rendit la liberté. Henri fit faire à Gélase des propositions de paix; elles furent refusées. Il revint à Rome. Gélase s'enfuit à Gaëte. L'empereur lui envoya l'archevêque de Brague pour l'engager à reparaître dans son église; ses instances furent inutiles. Il fit alors nommer pape ce même archevêque de Brague, qui choisit le nom Grégoire VIII; et, par une bizarrerie que l'esprit du onzième siècle pourrait seul excuser, il désira d'être couronné une troisième fois, et il voulut que le bandeau impérial fût placé sur sa tête par le pontife qu'il venait de créer. Pendant que, dans cette singulière solennité, Grégoire VIII se montrait avec la tiare dans la première basilique de Rome et de la chrétienté, une cérémonie moins brillante avait lieu dans une église de Gaëte. Gé-

lase II n'était pas encore prêtre; on lui donna le sacerdoce, et le lendemain on le consacra évêque et pontife suprême.

Henri VIII cependant crut pouvoir s'éloigner de nouveau de Rome. Gélase y rentra secrètement; mais ses partisans furent attaqués et défaits, après un combat sanglant, par ceux des Frangipani; et le pape, ne croyant pas pouvoir résister à la violence d'une faction victorieuse et aux armes de l'empereur, s'échappa de la ville, parvint à s'embarquer, et se dirigea vers la France, où il espérait trouver un asile.

Louis-le-Gros, digne successeur des Pepin et des Charlemagne, ne vit rien dans sa politique ni dans ses devoirs qui l'empêchât de suivre son penchant généreux. Le fameux Suger alla lui-même au-devant de Gélase. Le pape vint jusques à Cluny; mais l'état de sa santé le contraignit à s'arrêter dans ce célèbre monastère, où il mourut peu de temps après. Les cardinaux qui l'avaient suivi en France avaient reçu de ceux qu'ils avaient laissés à Rome le pouvoir d'élire le successeur de Gélase, si ce pontife venait à succomber aux chagrins de l'exil et aux fatigues d'un long voyage (1119); ils nommèrent l'archevêque de Vienne, fils de Guillaume dit le Grand, comte de Bourgogne, et oncle d'Adélaïde, épouse du roi des Français. Ce pontife partit de Cluny peu de temps après son élection, pour aller se faire couronner dans son ancienne métropole de Vienne; il prit le nom de Callixte II. Fidèle aux principes de Grégoire VII et

de Pascal II, il fit tenir un synode national à Cologne. Le cardinal de Préneste présida l'assemblée, elle renouvela tous les anathèmes dont Henri avait été l'objet. Plusieurs princes d'Allemagne, encouragés par l'exemple du synode, se réunirent à Fritzlar, sommèrent l'empereur de faire droit à leurs réclamations, et le menacèrent de lui ôter la couronne si leurs demandes étaient rejetées. Henri était encore en Italie; il en confia le gouvernement à l'impératrice Mathilde d'Angleterre, et se hâta de partir pour l'Allemagne.

Une grande partie de cette Italie que Mathilde devait gouverner allait être le théâtre de guerres sanglantes, que le pouvoir de l'impératrice serait trop faible pour réprimer. Deux républiques célèbres devaient tourner leurs armes l'une contre l'autre. De grandes rivalités de commerce auraient seules fait naître ces discordes cruelles; mais une cause étrangère en apparence à ces rivalités commerciales, alluma l'incendie. Le pape Gélase avait érigé l'église de Pise en archevêché. Callixte II soumit la Corse à cette métropole. Les Génois, qui, dès le neuvième siècle, avaient enlevé cette île aux Sarrasins, ne purent souffrir qu'elle fût soumise à un prélat étranger, au métropolitain d'une ville dont ils jalousaient la puissance et la prospérité; et la guerre fut bientôt déclarée entre les deux républiques.

Pendant que ces terribles différents allaient ensanglanter les rivages de la Méditerranée, Henri V convoqua une diète à Tribur; il rendit aux mécon-

tents les fiefs et les terres qu'il avait réunis au domaine impérial; il voulut qu'on tînt des conférences à Strasbourg, au sujet des investitures: on parla même d'une entrevue entre Henri et Callixte; on espéra une véritable réconciliation. Mais le pape proscrivit, dans un concile tenu à Reims, les investitures données aux prélats par les princes. Il excommunia l'empereur avec l'appareil le plus propre à troubler les imaginations vives et les esprits craintifs. Il quitta la France, et partit pour la ville apostolique (1120). Grégoire VIII se réfugia à Sutri. Bientôt il fut assiégé, pris, dépouillé, revêtu d'une peau de mouton, placé à rebours sur un chameau, et amené dans Rome, où la populace l'aurait mis en pièces, si Callixte ne lui avait fait grâce de la vie, et ne se fût contenté de le reléguer dans un monastère. Il fit faire néanmoins un tableau où il était représenté foulant aux pieds l'archevêque de Brague; et peu de temps après, ne négligeant aucun des projets de ses prédécesseurs, il donna dans Bénévent l'investiture du duché de la Pouille et de la Calabre à Guillaume II, et lui remit solennellement un gonfalon ou étendard.

Les princes de Saxe, contents des dernières concessions de Henri, se soumirent à l'empereur; mais les évêques, qu'une souveraineté absolue pouvait seule satisfaire, persistèrent dans leur révolte et réunirent tous leurs efforts pour rallumer la rébellion des princes.

(1121) Henri redoubla de courage et de fermeté. La ville de Mayence était le foyer de la révolte; il

résolut d'y étouffer l'incendie. Heureusement pour l'humanité, une trève fut proposée; l'empereur l'accepta. Peu de temps après, il fit plus; il convoqua une diète à Wurtzbourg; il y proclama une paix publique universelle; et l'assemblée décida d'envoyer des députés à Rome, pour y travailler à un arrangement définitif, relatif aux investitures.

Des ambassadeurs de l'empereur et des états de l'empire arrivèrent, en effet, auprès de Callixte. Le pontife envoya trois cardinaux en Allemagne; il leur donna le titre de légats. Ils furent reçus à Worms par une assemblée générale de l'empereur, des princes et des états de la Germanie; et, après plusieurs conférences, on convint d'un concordat conciliateur.

Henri renonça à nommer aux bénéfices; il consentit au renouvellement des anciennes formes des élections canoniques; il promit de ne plus donner, dans les investitures, la crosse et l'anneau, qu'on voulait regarder comme des signes mystérieux d'une juridiction spirituelle. Et, d'un autre côté, il fut décidé que les élections des prélats auraient lieu en présence de l'empereur ou de son délégué; que le monarque prononcerait sur les nominations douteuses; qu'il investirait les évêques et les abbés, en leur remettant un sceptre; que ces abbés et ces évêques seraient obligés de remplir tous les devoirs imposés à leurs fiefs, et que les terres possédées par le pape seraient seules exemptes de la suzeraineté de l'empereur.

Le cardinal d'Ostie annula tous les anathèmes

lancés contre Henri; le pape ratifia le concordat, dans un concile tenu à Saint-Jean-de-Latran; et une diète, convoquée à Bamberg, adhéra avec joie à cet acte solennel et pacificateur.

(1122) La tranquillité publique fut rétablie en même temps dans l'Italie méridionale. Roger II, comte de Sicile, et petit-fils du Normand Tancrède de Hauteville, avait voulu profiter du départ pour Constantinople de son cousin Guillaume II, duc de la Pouille et de la Calabre; il avait assiégé un des châteaux de Guillaume. Le cardinal Hugues lui avait fait à ce sujet de vaines représentations de la part du pape. Callixte II était allé dans la Pouille. Une maladie épidémique avait enlevé Hugues et plusieurs autres cardinaux; il en avait été attaqué lui-même. Il s'était arrangé avec Roger; et l'année suivante (1122), Guillaume, de retour dans la Pouille, obligé de réclamer le secours de son cousin Roger, contre le comte d'Aviano qui s'était révolté, lui céda la moitié du duché de Calabre et la moitié de la ville de Palerme, qui faisait partie de ses états.

Henri, parvenu enfin à pacifier l'Italie et l'Allemagne, veut venger la splendeur de l'empire, ou plutôt satisfaire ses ressentiments secrets. La prudence l'abandonne; il ne voit pas qu'il va faire renaître tous les dangers qu'il a eu tant de peine à dissiper. Il ne peut pas oublier que la France a protégé le pape, son ennemi; il fait une alliance offensive et défensive avec son beau-père, le roi d'Angleterre, et croit pouvoir anéantir, sous les

ruines de Reims, le souvenir du concile qui l'a excommunié. Il lève une armée très nombreuse. Mais la ville de Worms secoue son autorité ; Lothaire, duc de Saxe, reprend les armes ; et nous avons vu tous ses projets s'évanouir comme une vapeur légère.

Il veut néanmoins les reprendre, après avoir contraint la ville de Worms à se rendre, à la suite d'un long siége ; mais il meurt à Utrecht (1125), au milieu de ses nouveaux préparatifs et sans laisser de fils.

L'archevêque de Mayence convoque les états. On voit accourir vers sa ville métropolitaine les archevêques, les évêques, les abbés, les prévôts des chapitres, les ducs, les margraves et les comtes, accompagnés de leurs principaux vassaux et de l'élite des nobles, divisés, comme les vassaux, en brigades, et rangés sous leurs drapeaux particuliers. Cette assemblée, ou plutôt cette armée, comprend plus de soixante mille hommes, suivant plusieurs historiens. On forme un comité de dix princes de la France rhénane, de la Saxe et de la Bavière; on le charge de présenter des candidats pour l'empire. Il propose quatre princes : le margrave Léopold d'Autriche, qui avait épousé la sœur de Henri V ; Frédéric de Hohenstauffen, duc de Souabe et neveu de cet empereur ; Lothaire de Supplenbourg, duc de Saxe; et Charles-le-Bon, comte de Flandre. On paraissait disposé à nommer Frédéric de Hohenstauffen ; mais ce prince est absent : le duc de Bavière, qui le favorise,

n'est pas encore arrivé à la diète. L'archevêque de Mayence, ennemi acharné de toute la famille de Henri, qui cependant l'avait comblé de bienfaits, parvient à s'attacher un parti nombreux, et s'empresse de proclamer empereur Lothaire, duc de Saxe. Les évêques bavarois réclament en vain contre une élection précipitée ; ils rappellent inutilement les droits de leur nation, et la règle ou l'usage qui ne permettait pas de nommer le chef de l'empire sans la participation de leur duc. L'archevêque, secondé par le légat du pape, détermine le plus grand nombre de suffrages en faveur de Lothaire. Le duc de Bavière lui-même, entraîné par les promesses du duc de Saxe, consent à l'élévation de ce prince. Lothaire est élu par l'assemblée entière, et l'archevêque le sacre à Aix-la-Chapelle.

Lothaire envoya des ambassadeurs à Honoré II, pour lui faire connaître son avènement à l'empire. Cette notification devait être, avant peu de temps, regardée par les successeurs d'Honoré comme un devoir et un acte d'obéissance. Quel progrès dans l'usurpation la plus extraordinaire !

Lothaire, qui, n'ayant pas encore reçu le diadème impérial, ne s'appelait que roi des Romains, recherche des domaines royaux, que le duc de Souabe et Conrad, duc de Franconie, favorisés par l'empereur Henri V, leur oncle, avaient réunis à leurs fiefs. Il veut les faire restituer à la couronne. Frédéric, duc de Souabe, oppose la force à la volonté du roi. Les princes, ses pairs, réunis

dans une diète de Strasbourg, le condamnent, le déclarent ennemi de la patrie, et, dans une seconde assemblée, tenue à Goslar, ils le mettent au ban de l'empire. Frédéric, aidé par le seul duc de Bavière, se défend contre toute la Germanie. Mais Lothaire marie avec le duc de Bavière sa fille unique, héritière présomptive du duché de Brunswick, de celui de Hanovre et d'autres grands domaines de la maison de Henri-l'Oiseleur, et le duc de Bavière abandonne Frédéric.

Heureusement pour le duc de Souabe, son frère Conrad, duc de Franconie, revient de la Palestine. Les deux frères réunissent leurs forces; ils font lever à Lothaire le siége de Nuremberg; et Conrad, enhardi par ce succès, ne met plus de bornes à son ambition, prend le titre de roi des Romains, passe en Italie, se fait couronner par l'archevêque de Milan, et s'empare de la plus grande partie de la Lombardie.

Vers le temps de ces désordres, Guillaume V, comte de Bourgogne, fut assassiné. Renaud, son cousin germain, lui succéda sans recourir à l'autorité de Lothaire. Le roi, voulant conserver les droits ou les prétentions de la Germanie sur le comté de Bourgogne, cette partie importante de l'ancien royaume d'Arles, conféra ce comté à Conrad, duc de Kœhringen, et il le nomma son lieutenant dans le royaume de Bourgogne; mais Renaud se maintint contre le duc Conrad.

Un autre Conrad succéda à son oncle dans le margraviat de Misnie, et ce Conrad de Wettin est,

suivant plusieurs auteurs, la souche de la maison royale de Saxe.

Cependant Guillaume II, duc de la Pouille et de la Calabre, mourut sans enfants, en 1127. Son cousin Roger II, comte de Sicile, se hâta d'arriver à Salerne, avec quelques galères. L'archevêque et les Salernitains le reconnurent pour successeur de Guillaume. Les habitants d'Amalfi, de Troja, de Melfe et des autres villes de la Pouille suivirent leur exemple; mais le pape et les cardinaux ne virent qu'avec effroi l'accroissement de sa puissance; ils craignirent que le souverain de la Sicile, de la Calabre et de la Pouille ne pût trop facilement commander dans Rome. Honoré résolut de réunir la Pouille au saint-siége, comme un fief qui devait revenir à son suzerain, ou de le donner à Boëmond, prince de Tarente et d'Antioche, et neveu de Robert Guiscard. Il alla à Bénévent et à Troja. Les habitants de ces deux villes lui prêtèrent serment. Roger lui envoya de riches présents, pour obtenir l'investiture des fiefs de Guillaume II. Le pape le refusa. Roger ordonna à ses officiers de commencer les hostilités contre Honoré. Le pontife excommunia le comte de Sicile. Plusieurs seigneurs réunis à Capoue se liguèrent contre Roger (1128); mais ce prince, revenant de Sicile, où il était allé rassembler une armée nombreuse, prit Otrante, Tarente, Brindes, et vint se poster en présence de l'armée pontificale, que les désertions réduisirent à un petit nombre de soldats. Le pape offrit alors à Roger l'investiture qu'il

avait refusée; il l'invita à venir à Bénévent. Roger conçut des soupçons; et ce fut sur le pont de cette ville que Roger et Honoré II eurent une entrevue, dans laquelle le pontife l'investit des duchés de la Pouille, de Calabre et de Naples.

Honoré, ne craignant plus les attaques de Roger, déclare nul le sacre de Conrad, et il excommunie ce prince. Lothaire continue la guerre contre ce duc de Franconie et contre son frère Frédéric, duc de Souabe; il leur enlève la Franconie presque tout entière. Il se ressouvient de l'opposition que son ambition avait trouvée, pendant le règne de Henri V, dans la fidélité d'Hermann, margrave de Thuringe. Il se dégrade par une lâche calomnie. Il accuse Hermann d'un crime capital, dans une diète de Quedlinbourg; il le fait condamner comme violateur de la paix publique. Hermann est dépouillé de tous ses fiefs et de toutes ses dignités.

Le roi des Romains confie le gouvernement de la Thuringe à un comte Louis, issu, suivant quelques historiens, de Charles de France, duc de la basse Lorraine, et rejeton de la race carlovingienne. Le nouveau comte prend le titre de *landgrave*, ou *comte provincial;* et, suivant le cérémonial adopté à cette époque dans la collation des fiefs princiers, il reçoit avec l'investiture, du roi son suzerain, autant d'étendards qu'il y a de comtés dans sa principauté.

Honoré II meurt en 1130; et ce sont des évènements curieux, relativement à l'histoire du siècle,

que ceux qui concernent l'élection de son successeur.

Le lendemain de la mort d'Honoré, de très grand matin, et avant qu'on sût dans Rome que le pape avait cessé de vivre, seize cardinaux qui avaient été les plus assidus auprès du pontife pendant sa maladie élisent pape un cardinal Grégoire, que l'on nomme Innocent II. Les autres cardinaux, plus nombreux que les seize, apprennent la mort d'Honoré; ils s'assemblent à Saint-Marc; ils élèvent sur la chaire apostolique Pierre de Léon, moine de Cluny, cardinal, et fils d'un juif converti, qui avait acquis par le commerce de très grandes richesses. Pierre prend le nom d'Anaclet. Les deux élus sont intronisés presque à la même heure; on consacre Innocent II dans Sainte-Marie-la-Neuve, et Anaclet dans la basilique de Saint-Pierre. Les largesses d'Anaclet augmentent le nombre de ses partisans. Innocent est obligé de se réfugier en France, dans cette terre hospitalière, dans cet asile si souvent ouvert aux grandes infortunes. Nous avons vu comment l'éloquence de saint Bernard le fait reconnaître, par l'assemblée d'Étampes, comme pape légitime. Presque tous les souverains de l'Europe suivent l'exemple de Louis-le-Gros. Roger, le duc de la Pouille, de Calabre et de Naples, s'attache au contraire au parti d'Anaclet, qui, par une bulle, lui confère le titre de patrice de Rome et de roi de Sicile, auquel ce prince ajouta peu de temps après celui de roi d'Italie, dans des chartes conservées par l'histoire.

Anaclet, pour plaire à Lothaire, avait renouvelé l'excommunication lancée contre Conrad; mais Lothaire n'en reconnaît pas moins Innocent II. Il a une entrevue avec ce pape à Liége; et comme s'il avait voulu donner un nouvel encouragement à l'ambition sans bornes des pontifes romains, il remplit auprès d'Innocent, pendant son entrée solennelle, les fonctions d'écuyer du pontife; il ne veut lui promettre néanmoins de le replacer par la force des armes sur la chaire romaine, qu'à condition que le pape renonce au concordat de 1122; mais, vaincu par l'éloquence de saint Bernard, il n'exige plus cette renonciation. Il passe les Alpes, soumet aisément toute la Lombardie, charge l'archevêque Norbert, le fondateur des Prémontrés, de remplir les fonctions d'archi-chancelier du royaume d'Italie, en l'absence de l'archevêque de Cologne, et tient une diète dans les champs de Roncale. Innocent II y assiste; il confirme la singulière donation faite aux Génois et aux Pisans, de l'île de Corse et de celle de Sardaigne, par Boniface VIII, et termine la guerre qui existait entre ces deux peuples, en érigeant l'église de Gênes en archevêché, et en attribuant à la juridiction de cette métropole deux des cinq évêchés de l'île de Corse.

Il arrive enfin à Rome avec Lothaire. Le roi des Romains tient une assemblée solennelle dans le palais de Latran, approuve l'élection d'Innocent II, et met au ban de l'empire Anaclet et ses partisans. Innocent lui donne la couronne impériale,

ainsi qu'à sa femme Richilde; mais Lothaire jure avant de la recevoir de défendre la personne des souverains pontifes et la gloire du saint-siége, de conserver aux papes leurs droits régaliens, et de les aider à recouvrer ceux dont on les avait dépouillés.

L'empereur et le pape s'arrangent, d'ailleurs, au sujet de la succession de la comtesse Mathilde, et, par un renversement d'idées que personne n'aurait pu prévoir sous le règne de Charlemagne, c'est le pape qui investit des fiefs de Mathilde, l'empereur lui-même, et le gendre de Lothaire, Henri, duc de Bavière, issu de la branche allemande de la maison d'Este, et qui leur impose envers le saint-siége un *cens* annuel de cent marcs d'argent.

Lothaire et Innocent II, continuant d'agir de concert, engagent plusieurs barons et plusieurs villes de la Pouille à se révolter contre Roger; mais le roi de Sicile oblige les insurgés à lui demander la paix, et s'approche de Capoue, dont les habitants viennent au-devant de lui, en chantant des hymnes et des cantiques.

(1133) Il repasse en Sicile. La mort de sa femme le plonge dans un chagrin profond: livré à la douleur la plus vive, il se renferme dans une sorte de solitude. On répand le bruit de sa mort. Le prince de Capoue prend les armes; il obtient des Pisans huit mille hommes et vingt navires, avec lesquels il se présente devant Naples, dont le duc joint ses étendards aux siens. Mais Warin, chancelier du roi, vient au-devant des Pisans et des Napolitains,

et Roger, arrivant de Sicile, débarque à Salerne et rassemble ses guerriers.

Le roi irrité abandonne au pillage et fait brûler la ville d'Averse, qui avait partagé la révolte; il prend Alife et San-Angélo; il réduit Cajazzo et Sainte-Agathe; il ravage les environs de Naples, ordonne de rebâtir Averse et Encolo, et veut qu'on y place des garnisons qui puissent inquiéter les Napolitains, non encore soumis.

Lothaire cependant était retourné en Allemagne. Il donne le margraviat de Brandebourg à Albert-l'Ours, comte de Ballensted, qui devait étendre les frontières de sa principauté par des expéditions heureuses contre les Slaves et les Venèdes. Il voit dans une diète, Magnus, roi de Danemarck, et dans une autre, Boleslas, roi de Pologne, qui lui avait rendu hommage pour la Poméranie, marchant devant lui dans une cérémonie solennelle, le front ceint du diadème royal, et portant élevée l'épée impériale, ou l'épée de Charlemagne. Il reçoit, dans une autre diète, les soumissions des deux frères, le duc de Franconie et le duc de Souabe. Il les rétablit dans tous leurs fiefs; il donne à Conrad, l'aîné des deux princes, la première place parmi les ducs de Germanie et lui confère le droit de porter la bannière impériale.

Mais pendant que tout s'abaisse devant lui en Allemagne, le parti d'Anaclet l'emporte à Rome sur celui d'Innocent. Le pontife reconnu par Lothaire se réfugie à Pise, et engage les citoyens de la république à continuer la guerre contre le roi de

Sicile, qui soutient Anaclet. Ils font partir vingt vaisseaux chargés de troupes, qui surprennent Amalfi, dont elles enlèvent un riche butin, qu'elles embarquent sur leurs bâtiments. Les Pisans veulent poursuivre leurs succès; mais Roger accourt, les attaque, en tue plusieurs et met les autres en fuite.

Le roi se transporte ensuite à Bénévent, met ordre aux affaires de la Pouille, crée chevaliers son fils aîné Roger, duc de la Pouille, et son second fils Tancrède, prince de Bari, investit par un étendard son troisième fils, Alphonse, de la principauté de Capoue, déclare son gendre Adam comte de Matéra, et, vainqueur de ses ennemis, se rembarque pour la Sicile.

Innocent II implore de nouveau le secours de Lothaire contre Anaclet et Roger. L'empereur revient en Italie. Les états du royaume de Bourgogne ajoutent à ses troupes un grand nombre de guerriers (1139). Il préside dans les campagnes de Roncale une assemblée générale, dont un des décrets défend aux vassaux d'aliéner ou d'engager leurs fiefs sans le consentement de leurs suzerains, et pendant que l'impératrice tient à Reggio des assises impériales, il soumet plusieurs villes insurgées.

Il entre ensuite dans la Pouille. Son gendre, le duc de Bavière, commande un corps séparé, auquel se réunissent les soldats levés par Innocent, les guerriers de Pise, Rainulfe, comte d'Alife, Robert, prince de Capoue, et Sergius, duc de Naples. Lothaire s'empare de presque toute la Pouille; le

duc de Bavière prend Capoue et Bénévent. Les deux armées font leur jonction, et commencent le siége de Salerne. L'abbé Stavelot commande une flotte impériale. Les assiégés se défendent avec vigueur: le Salernitains néanmoins se rendent au pape et à l'empereur; mais la forteresse, ou la grande tour, dans laquelle la garnison se retire, résiste aux forces du pontife et de Lothaire.

L'empereur et Innocent II se rendent à Avellino; ils donnent le duché de la Pouille à Rainulfe, comte d'Alife. Lothaire veut investir Rainulfe de ce duché: le pape s'y oppose; il doit seul, dit-il, donner l'investiture d'une principauté qui est un fief du saint-siége. Lothaire et Innocent conviennent enfin de tenir ensemble l'étendard qui est donné à Rainulfe.

Lothaire, après cette investiture, fait reconduire Innocent II à Rome, et reprend le chemin de l'Allemagne.

(1137) Roger avait facilement prévu le départ de l'empereur et les effets de son éloignement: il avait levé de nouvelles troupes en Sicile. Dès qu'il apprend que Lothaire est en route pour la Germanie, il repasse la mer avec son armée; il reprend Salerne, Capoue et plusieurs autres places. Sergius, duc de Naples, implore sa clémence, et marche sous les drapeaux du roi. Rainulfe, au contraire, résolu de mourir plutôt que de céder à Roger, réunit aux troupes italiennes qui ne l'abandonnent pas celles que Lothaire lui a laissées, et va camper en présence de Roger.

Saint Bernard s'efforce en vain de faire consentir les deux rivaux à la paix. La bataille se donne: Roger est battu. Mais l'année suivante, 1138, il arrête les progrès de Rainulfe, et reprend une partie des places que le comte avait soumises après sa victoire.

Dès l'année précédente, Lothaire, revenant en Allemagne, était mort dans un village du Tyrol. C'est sous le règne de ce prince, et sous celui de ses prédécesseurs de la maison de Franconie, que la puissance des ducs était devenue plus que jamais une rivale redoutable de celle des empereurs. Les Othon l'avaient bien pressenti; mais au lieu de reconnaître la véritable source de l'indépendance de leur couronne, et de chercher à rendre à la nation ces droits sacrés qui garantissent la sûreté des trônes et l'autorité des monarques, en même temps qu'ils assurent la liberté et le bonheur des peuples, ils avaient imaginé d'accroître la puissance du clergé, et n'avaient pas douté de sa reconnaissance. Mais dès que les évêques partagèrent les prérogatives et les richesses des grands vassaux, ils en adoptèrent l'esprit d'indépendance, et furent des instruments terribles entre les mains des papes, ennemis constants du pouvoir impérial. Et quelle influence n'exerçaient pas des prélats aux genoux desquels la superstition précipitait un si grand nombre de fidèles, et qui, jouissant de duchés, de margraviats, de comtés, frappaient monnaie, percevaient des péages, établissaient des foires, accordaient des franchises, et réunissaient

sous leurs bannières un grand nombre d'hommes d'armes, de vassaux et de chevaliers!

Quels furent donc les résultats de la fausse politique des Othons, dont le but ne fut que trop facilement deviné par les ducs et les comtes?

Ces comtes et ces ducs, aidés par les évêques dont les intérêts étaient devenus semblables aux leurs, n'opposèrent qu'une barrière plus inébranlable à l'exercice de l'autorité légitime du souverain : ils épuisèrent les forces des deux derniers Henri par des révoltes sans cesse renouvelées, et par des secours qu'ils leur vendirent au plus haut prix; ils les livrèrent, pour ainsi dire, sans défense aux pontifes de Rome. Ils ne s'occupaient plus de la chose publique; ils ne pensaient qu'à consolider leur autorité usurpée. « Principes, dit un annaliste » de Hildesheim, nihil de republicâ agebant, sed » sua stabiliebant. » Henri V fut forcé de confirmer les droits qu'ils tenaient de la rébellion; Lothaire II paya son élection par de nouvelles concessions qui achevèrent d'affaiblir l'autorité royale, et de livrer les peuples à la merci des vassaux. Les princes ne voulurent plus souffrir dans leurs états de juges impériaux, à moins que le tribunal ne fût présidé par l'empereur lui-même. Le monarque ne pouvait plus faire grâce aux coupables condamnés par les états, c'est-à-dire par les grands vassaux réunis. L'hérédité absolue était plus que jamais attachée à tous les fiefs. Les grands vassaux faisaient la guerre et la paix, contractaient des alliances, envoyaient des ministres publics. Quelle confusion!

quel mélange hétérogène de forces irrégulières et insubordonnées, de pouvoirs indépendants, de mouvements opposés, de règles anarchiques, de droits contradictoires!

Quelle différence entre l'état de la Germanie à la mort de Lothaire II, et celui de la France lorsque Louis-le-Gros avait cessé de vivre! L'esprit de Hugues-Capet avait passé de monarque en monarque. Les succès militaires de Louis-le-Gros, son caractère, la conduite pacifique, mais ferme, noble et généreuse des rois des Français avec les pontifes de Rome, le départ d'un nombre immense de vassaux pour la croisade, un soin constant de relever insensiblement la force nationale et de l'opposer à l'ambition usurpatrice des grands, avaient porté les coups les plus terribles aux fondements du système féodal. Ce monstrueux système avait été ébranlé; on pouvait déjà concevoir quelque espérance de le voir un jour renversé, au moins en partie.

Henri V paraît avoir senti l'importance et la bonté de la politique des Capétiens. Les six grandes classes sociales, qu'on appelait les six *boucliers* de l'empire, comprenaient, premièrement, les ducs; secondement, les évêques et autres princes ecclésiastiques; troisièmement, les princes séculiers, les landgraves, les margraves, les comtes; quatrièmement, les dynastes, les seigneurs et les nobles indépendants; cinquièmement, les nobles attachés aux princes par des emplois ou par des fiefs civils; sixièmement, les hommes libres ou *ingénus*. Les

trois dernières classes n'étaient guère convoquées que pour les revues générales et pour les diètes d'élection. En examinant avec attention les actes de Henri V, on pourrait croire qu'il avait résolu de chercher des auxiliaires dans ces trois classes, particulièrement dans les deux dernières, et surtout dans la sixième dont il voulait augmenter l'influence. Les Othons avaient imprudemment confié aux évêques l'avouerie, ou la protection des villes les plus considérables du domaine impérial. Henri V révoqua ces impolitiques concessions ; il rétablit plusieurs cités dans la dépendance immédiate de l'empire : il abolit les règlements qui distinguaient les citoyens libres des artisans ; il affranchit ces artisans, les gens de métiers, les serfs qui se trouvaient dans Spire, dans Worms et dans plusieurs autres villes ; il leur accorda la qualité et les droits de citoyen. On organisa des tribus et des communautés. Les nobles se réunirent sous le nom de *monnoyeurs ;* d'autres habitants formèrent des associations de francs bourgeois. Les serfs qui se réfugiaient dans les villes immédiates, et qui y séjournaient pendant un temps déterminé sans être réclamés par leurs maîtres, recouvraient la liberté et étaient admis dans les tribus.

Mais indépendamment des avantages politiques qui devaient être le fruit de ces mesures, elles firent naître dans les idées un changement de la plus haute importance. Un des préjugés les plus funestes régnait encore en Allemagne : la profession des arts et métiers flétrissait ceux qui les exer-

çaient. Une opinion aveugle et barbare rabaissait les personnes libres qui s'adonnaient au commerce au-dessous de la condition des affranchis : ils tombaient dans une servitude pareille à celle que l'ignorance et la superstition avaient imposée aux juifs ; ils étaient entrés dans les donations que des empereurs avaient faites de certaines villes à des évêchés ou à des archevêchés. Les Slaves du Holstein, du Mecklenbourg et de la Poméranie avaient profité de ces sauvages et pernicieuses erreurs : dégagés de ces préjugés, ils faisaient presque seuls un grand commerce dans les ports méridionaux de la Baltique, et trafiquaient jusque dans la Russie. La liberté donnée par Henri V aux négociants et aux artisans changea la direction d'un grand nombre de branches du commerce. On vit naviguer sur tous les fleuves de la Germanie des barques chargées de richesses ; l'abondance pénétra dans les villes, et se répandit dans les campagnes : et si l'on veut savoir quelle était à la mort de Lothaire II la véritable étendue de ce royaume germanique, auquel le commerce promettait une si grande prospérité, on trouvera qu'il était alors limité par la mer d'Allemagne, la rivière d'Eyder, l'Oder du côté de la Pologne, la Leithe et la Wartha du côté de la Hongrie, le sommet des Alpes, le Rhône, la Saône, l'Escaut et la Meuse.

La mort imprévue de Lothaire II laissa pendant quelques mois cette vaste Germanie sans monarque. Deux concurrents demandèrent le trône, Conrad de Hohenstauffen, duc de Franconie ou de

la France rhénane, et le chef des Guelfes, Henri dit le Superbe, duc de Saxe et de Bavière. Henri avait pour lui la qualité de gendre de Lothaire, et, ce qui était quelque chose dans le douzième siècle, l'avantage d'avoir entre ses mains les ornements impériaux. Conrad était neveu et héritier de l'empereur Henri V, et l'on n'avait pas oublié que sans les intrigues d'un prélat intrigant et infidèle, les princes d'Allemagne lui auraient décerné la couronne, plutôt qu'à Lothaire II. On s'attendait cependant à voir Henri élu par les nombreux suffrages des vassaux dont il était le suzerain et qui l'accompagneraient à la diète. Mais plusieurs princes, comtes ou margraves craignirent de remettre la puissance royale entre les mains du possesseur de tant d'états héréditaires, du duché de Saxe, de celui de Bavière, de la principauté de Lunébourg, de celle de Brunswick, et de tant d'autres fiefs ou domaines, qui s'étendaient, pour ainsi dire, depuis la mer d'Allemagne jusques à la Méditerranée; on redoutait d'ailleurs son caractère fier, hautain, et porté au despotisme. Les envoyés du pape partagèrent ces alarmes; ils engagèrent l'archevêque de Trèves à convoquer à Coblentz une assemblée des états de son parti; et ce fut dans cette assemblée incomplète que Conrad, duc de Franconie, fut élu, sans la participation de la Saxe ni de la Bavière, et même à l'insu du duc Henri.

(1138) Conrad III fut couronné à Aix-la-Chapelle, par le cardinal légat. Les Saxons réclamèrent

contre son élection; mais ils le reconnurent dans la diète de Bamberg. Les Bavarois les imitèrent dans celle de Ratisbonne, et Henri présenta à Conrad les ornements impériaux, qu'il avait gardés jusques à ce moment.

Conrad néanmoins voulut que Henri ne conservât qu'un de ses deux duchés; Henri s'y refusa. Le duc était depuis long-temps l'objet de la jalousie ou du ressentiment de plusieurs princes ou comtes: Conrad crut pouvoir le faire proscrire dans une assemblée tenue à Wurtzbourg. Il le déclare déchu du duché de Saxe, dans une diète provinciale saxonne, réunie à Goslar; il disposa de ce grand fief en faveur d'Albert-l'Ours, margrave de Brandebourg, et petit-fils, par sa mère, de Magnus, duc des Saxons. Il tint ensuite une diète provinciale bavaroise, et conféra la Bavière à son frère utérin Léopold V, margrave d'Autriche.

Les Saxons, que la force, la surprise ou la séduction avaient fait consentir à la destitution de leur duc, ne la virent bientôt qu'avec mécontentement; ils s'en irritèrent; ils désirèrent de se soustraire au pouvoir de Conrad. Plusieurs princes, ou autres grands vassaux, se réunirent. Henri se mit à leur tête; il reprit la Saxe; il obligea Conrad à se contenter d'une trève d'un an, et il allait entrer dans la Bavière, pour la recouvrer, lorsqu'il mourut à Quedlinbourg, ne laissant qu'un fils, âgé de dix ans, qu'on devait appeler Henri-le-Lion, et qu'il recommande à l'archevêque de Magdebourg et aux autres princes de la Saxe.

Les Saxons se déclarèrent pour le jeune Henri. Ils chassèrent Albert-l'Ours, non seulement du duché, mais de ses terres patrimoniales. Welf ou Guelfe de Bavière, frère de Henri-le-Superbe, et oncle de Henri-le-Lion, défendit le duché de Bavière contre Léopold d'Autriche ; le roi de Hongrie le seconda : Léopold fut repoussé. Guelfe accourt en Souabe, où le roi des Romains assiégeait un château fort. Il résolut de livrer bataille à Conrad ; il donna à ses troupes, pour cri de guerre, son nom de *Welf*. Les guerriers de Conrad reçurent pour ce cri de bataille le mot de *Waiblingen*, nom d'une ville qui appartenait au duc de Souabe, frère et général de Conrad III ; et ces deux mots devenus, à force d'être prononcés, *Guelfe* ou *Guelphe*, et *Gibelin*, furent bientôt adoptés pour désigner les ennemis et les partisans de l'autorité royale et impériale des souverains de la Germanie.

Welf fut battu par Conrad : les gibelins l'emportèrent.

Vers le même temps, Roger, roi de Sicile, est délivré d'un rival redoutable, par la mort de Rainulfe, comte d'Alife. Aidé de son fils Roger, qu'il avait fait duc de la Pouille, et à qui il avait confié une armée particulière, il soumet plusieurs villes qui avaient secoué sa domination. L'inquiétude s'empare de nouveau du pape. Innocent II rassemble des troupes ; il vient jusques à San-Germano. Le roi lui envoie des ambassadeurs. On négocie pendant plusieurs jours ; mais le pape veut que le prince Robert soit rétabli dans Capoue, et

les hostilités commencent. L'armée du pape tombe dans une embuscade ; elle est battue par celle du jeune duc Roger ; elle prend la fuite, et se disperse. Le pape est fait prisonnier : on ne peut le garantir du mépris et des railleries des soldats vainqueurs. On pille ses riches équipages ; on enlève sa caisse militaire, qui renfermait de grandes sommes d'argent ; on le conduit vers le roi, avec son chancelier et un grand nombre de cardinaux. Le roi de Sicile ordonne qu'on lui rende de grands honneurs ; il lui envoie des ambassadeurs pour lui demander de se réconcilier avec lui. La paix est bientôt conclue. Le pape annule toutes les excommunications lancées contre le roi Roger et ses adhérents. Le roi et son fils s'empressent d'autant plus de le reconnaître, qu'Anaclet était mort, et que le schisme était éteint. Ils lui prêtent serment de fidélité, ainsi qu'à ses successeurs ; ils se déclarent ses hommes liges ; ils promettent de lui payer un cens annuel, et de lui rendre Bénévent ; et Innocent II reconnaît Roger pour roi de Sicile, duc de la Pouille, prince de Capoue, et l'investit de ses états en lui remettant un étendard.

(1139) Le monarque accompagne le pape. Des députés de Naples viennent se soumettre à Roger, et lui demandent pour duc son fils Alphonse. Il prend congé d'Innocent, et conduit son armée au-delà de la haute chaîne des Apennins, vers Troja, dans la Capitanate. Par quelle lâche barbarie il va souiller le diadème des rois ! Les habitants de Troja déposent les armes qu'ils avaient prises contre

Roger; ils le prient d'entrer dans leurs murs. Roger leur répond qu'il n'entrera pas dans leur ville tant qu'elle sera profanée par un traître. Les malheureux habitants sont forcés de déterrer le corps de Rainulfe, qui avait été leur souverain, qu'ils avaient aimé, que plusieurs d'eux regrettaient encore. Quelques hommes, trop dignes de mépris, attachent une corde au cou de ce cadavre corrompu, le traînent dans les rues, le jettent dans un des fossés de la ville. Cette horrible et basse vengeance va faire détester Roger dans toute l'Italie. Son fils en gémit: il vient conjurer son père de permettre qu'il donne la sépulture aux restes de Rainulfe; Roger le lui accorde, et, comme s'il voulait fuir le déshonneur dont le menace la terrible exhumation de son ennemi, il part sans entrer dans Troja, s'approche des bords de l'Adriatique, et va mettre le siége devant la ville de Bari, insurgée contre lui.

Innocent II envoie l'évêque d'Ostie vers les habitants de cette ville, qui se prépare à se défendre jusques à la dernière extrémité. Il les exhorte à céder à la force, à ne pas irriter un vainqueur qui peut devenir implacable; mais ils ne veulent point recevoir le légat, et sont résolus de mourir plutôt que de se rendre.

Le roi fait dresser de grandes tours de bois contre les murs de la ville. Les pierriers lancent des grêles de pierres sur les remparts, les béliers détruisent les fortifications. Les assiégés continuent de se défendre avec la rage du désespoir; mais la

famine règne parmi eux; leurs forces s'affaiblissent; ils sont contraints de se rendre: ils acceptent une capitulation moins dure qu'ils ne l'avaient craint. Un soldat de Roger vient cependant réclamer sa justice contre Hyacinthe, prince de Bari, qui lui a fait crever un œil. Le roi furieux ordonne que des juges de Troja, de Trani et de Bari forment un tribunal pour juger Hyacinthe. Le prince de Bari est pendu avec dix de ses conseillers; dix autres conseillers d'Hyacinthe ont les yeux crevés; plusieurs des meilleurs citoyens de Bari sont emprisonnés et dépouillés de leurs biens; et Roger ne se rembarque pour Palerme qu'après avoir réuni, à des cruautés aussi impolitiques, la proscription de plusieurs de ceux qui avaient combattu contre lui.

Vers le temps de ces actes barbares, Innocent II convoque dans Saint-Jean-de-Latran un concile dont il importe de rapporter deux décisions: la première interdit aux souverains de succéder au mobilier des évêques; la seconde condamne les opinions d'Arnaud de Bresse, d'après lesquelles le clergé ne pouvait pas posséder ses droits régaliens, ni ses vastes domaines, sans déroger à son caractère.

L'empereur ne paraît faire aucune attention à la première de ces décisions, qu'il aurait pu considérer comme un véritable acte législatif de l'autorité civile. Léopold d'Autriche venait de mourir. Conrad rend le duché de Saxe à Henri-le-Lion, qui renonce à celui de Bavière; le duché de Bavière est

donné à Henri, margrave d'Autriche, et on restitue à Albert-l'Ours, pour le dédommager du duché de Saxe, le margraviat de Brandebourg, qui devait, sous son règne, prendre un grand accroissement et être placé parmi les premiers états de la Germanie.

Guelfe n'en continue pas moins la guerre contre le duc de Bavière, et même contre le roi. Il reçoit des secours puissants de Roger, roi de Sicile, qui craint les impériaux; et Conrad, irrité de ces secours donnés à un rebelle, et alarmé des succès de Roger, se ligue contre ce prince avec les Vénitiens et avec son beau-frère Emmanuel Comnène, empereur de Constantinople, qui ne redoute pas moins que l'empereur des Romains les forces et l'audace du souverain de la Sicile et de l'Italie méridionale.

Les Romains deviennent aussi, en quelque sorte, les auxiliaires de Conrad. Conservant toujours le désir secret de secouer le joug de leurs pontifes, ils saisissent avec ardeur le prétexte que leur fournit le traité conclu entre Innocent II et le roi de Sicile. Ils l'improuvent : mais ils ne se contentent pas de le blâmer avec aigreur, ils s'insurgent contre Innocent; ils rétablissent un sénat; ils nomment patrice de Rome le comte Jordan, le frère du feu pape Anaclet. Innocent II cesse de vivre. Célestin II, son successeur, refuse de confirmer le traité d'Innocent avec Roger. Peut-être aurait-il pu espérer de calmer les esprits; mais il ne survit pas long-temps à son élection.

(1144) Lucius II le remplace. Il fait un nouveau traité avec le roi de Sicile; il confirme en quelque sorte les droits de légat du saint-siége, accordés par Urbain II au père de ce prince; il permet à Roger de porter les sandales, l'anneau, la dalmatique et la mitre, regardés comme les insignes de la dignité et de la puissance ecclésiastique. Ses dispositions favorables envers le roi augmentent l'animosité des Romains. Toujours excités par Arnaud de Bresse, ils somment Lucius d'abdiquer entre les mains du patrice Jordan tous les droits régaliens acquis par ses prédécesseurs, de suivre l'exemple des apôtres et des pontifes les plus pieux, et de vivre avec son clergé des oblations des fidèles. Le pape envoie des légats en Allemagne; il implore l'assistance de Conrad; il espère pouvoir, en attendant les troupes du roi des Romains, s'emparer à main armée du Capitole; mais ses soldats sont repoussés, et il meurt des suites d'une blessure qu'il reçoit dans cette expédition.

(1145) On élit à la place de Lucius un ancien moine de Clairvaux, un disciple de saint Bernard, qui s'appelait Bernard comme son maître, et qui prend le nom d'Eugène III. On le sacre dans le monastère de Farfe, où les troubles de Rome l'avaient obligé de se retirer avec les cardinaux. Il parvient à gagner les Tiburtains, anciens ennemis des habitants de Rome. Il bat les Romains, entre dans leur ville, abolit le sénat, destitue le patrice. Le feu de l'insurrection se rallume néanmoins avec plus de force (1146). Eugène sort de nouveau de

Rome, se retire à Sienne, va à Pise, traverse les Apennins, parcourt la Lombardie, et se détermine enfin à chercher en France l'asile ordinaire des pontifes malheureux.

(1147) Conrad cependant avait tenu une diète à Spire. Les légats du pape y réclament avec instance l'autorité et les forces impériales contre les habitants de Rome; et d'un autre côté, des députés envoyés par les Romains, d'après les conseils d'Arnaud de Bresse, l'invitent à se rendre à Rome, à y rétablir le siége impérial, et à détruire la puissance temporelle des papes.

Jamais une occasion plus favorable de rendre à l'empire tous ses anciens droits et de relever la dignité impériale, si souvent rabaissée et si indignement outragée par l'audace des pontifes romains, ne s'était présentée depuis Charlemagne. Conrad était près de la saisir. Mais saint Bernard, à qui Eugène, son ancien religieux, avait confié ses intérêts, use auprès de Conrad de toutes les ressources de son esprit, de toute la force de son éloquence; il le séduit, l'effraie, l'entraîne; et Conrad, hors d'état de résister à l'influence toute-puissante de l'abbé de Clairvaux, confirme tous les priviléges de l'église et du clergé de Rome, ratifie le concordat de 1122, et promet de passer incessamment en Italie pour ramener les Romains sous l'obéissance du saint-siége.

Eugène et Bernard cependant ne cessent de voir le danger qui vient de menacer si fortement la puissance temporelle des papes; ils craignent

avec raison de le voir renaître; ils veulent éloigner le monarque qui a tant de droits à réclamer et tant de forces pour les reprendre. Le bruit des victoires des Sarrasins contre les chrétiens de l'Asie retentissait dans l'Occident. Eugène espère de faire réussir facilement une seconde croisade, et d'engager Conrad à porter lui-même dans l'Orient l'étendard de la croix. Saint Bernard est déclaré l'apôtre de cette guerre. Nous avons vu avec quel enthousiasme les Français, et même leur roi Louis-le-Jeune, cédant à l'éloquence victorieuse de Bernard, résistent aux avis de Suger et se déterminent à partir pour la Terre-Sainte, en pèlerins armés. L'abbé de Clairvaux déploie le même zèle, parle avec la même chaleur, obtient les mêmes succès, allume la même ardeur dans la diète germanique. Le roi Conrad, le duc Guelfe, et un grand nombre de puissants vassaux de l'Allemagne, veulent partir pour l'Orient. Ils reçoivent la croix des mains de saint Bernard. Eugène III, ravi de voir Conrad engagé dans une expédition aussi longue que lointaine et périlleuse, répand sur les croisés toutes les grâces célestes; et voulant ne rien négliger pour écarter tous les obstacles, il permet que les domaines ecclésiastiques soient employés aux frais de la nouvelle guerre sacrée. Conrad et Louis-le-Jeune s'accordent sur le plan que les croisés devront suivre. On le présente à une diète tenue à Ratisbonne: tous les croisés de la Germanie l'adoptent; les Saxons seuls refusent de le suivre; et s'ils ont promis de combattre sous l'étendard de la croix, ils

veulent tourner leurs armes contre les Slaves et les Venèdes, qu'ils regardent comme des ennemis des chrétiens, aussi dangereux que les musulmans.

Mais quel nouvel et épouvantable effet d'un horrible fanatisme! Des Germains égarés ne veulent aller combattre les Sarrasins de l'Orient qu'après avoir immolé les juifs de leur patrie. On massacre dans presque toute l'Allemagne ces infortunées victimes d'une sanguinaire frénésie, et aucune d'elles ne peut échapper à la mort, qu'en se réfugiant dans les terres du domaine particulier du roi, où les juifs étaient serfs.

Le roi de Sicile cependant n'imite pas l'exemple des rois de France et de Germanie : bien loin de prendre les armes contre les Sarrasins, il attaque l'empire de Constantinople. Manuel Comnène, l'empereur des Grecs, réclamait la Sicile, la Calabre, la principauté de Capoue, la Pouille, tous les états de Roger, comme des souverainetés usurpées sur l'empire d'Orient. Roger pense que la meilleure manière de défendre, contre les Grecs, l'Italie méridionale, est de porter l'effroi dans les contrées qui obéissent à Comnène. Les généraux du roi surmontent facilement la résistance des impériaux; ils prennent l'île de Corfou, celle de Céphalonie, le Négrepont, Corinthe, Athènes, et leurs soldats reviennent chargés des plus riches dépouilles. Mais remarquons avec intérêt le soin qu'ont ces généraux victorieux d'amener avec eux, comme la conquête la plus précieuse, un grand nombre d'ouvriers en soie. Roger accueille ces

ouvriers de la manière la plus favorable; et bientôt des manufactures d'étoffes de soie s'élèvent dans la Sicile, comme dans l'Espagne et dans la Grèce.

(1146) Cette noble et féconde création ne fut pas le plus faible des avantages remportés par Roger sur l'empire d'Orient. Cet empire grec avait été gouverné pendant vingt-cinq ans par Jean Comnène, que d'illustres historiens ont cru pouvoir appeler le Marc-Aurèle de Constantinople. Ce prince avait su dissiper par sa prudence les complots formés contre lui, lors de son avènement au trône, par sa propre mère Irène Ducas, et par sa sœur Anne, mariée à Nicéphore-Bryenne (1118). Ces deux princesses avaient voulu lui ôter la couronne pour la faire passer sur la tête de Nicéphore. Combien on est fâché de voir Anne, ce célèbre auteur de la vie de son père Alexis, se laisser entraîner par les séductions de sa mère, celles de son mari, et son ambition passionnée, et conspirer contre son empereur et son frère! et combien on est affligé, en lisant dans l'histoire que cette Anne, réduite à l'impuissance de nuire à son souverain, se plaignait, dans sa fureur aveugle, de n'être pas homme et de n'avoir pas la force d'immoler son frère (1120)! L'empereur, que ses vertus, ses talents et sa beauté, devaient faire surnommer *Calo-Jean*, le *Beau-Jean*, avait marché contre les Turcs Seldjioucides, qui avaient rompu la paix. Il avait repris plusieurs places sur ces redoutables voisins; il avait aussi repoussé les Turcs Patzinaces, autres Tartares ou

Scythes, qui, après avoir fait le tour de la mer Noire, avaient traversé le Danube, et répandu de vives alarmes dans la Thrace (1143). Les Triballes ou Serviens avaient été également vaincus par ce grand prince, lorsque, chassant dans la Cilicie, il se blessa avec une de ces flèches empoisonnées dont on avait l'imprudente habitude de se servir contre les animaux des forêts, et cessa bientôt de faire le bonheur de l'empire. Il était veuf d'une fille de Géisa, roi de Hongrie. Il laissa deux fils, Isaac et Manuel. Au lit de la mort, il désigna pour son successeur son fils cadet Manuel Comnène, qui fut reconnu par la ville impériale, et couronné par le patriarche. Ce Manuel commença son règne par rendre la liberté à son frère et à son oncle Isaac, qu'un de ses grands officiers avait fait arrêter dans la crainte d'une sédition; et peu de temps après, ayant remporté plusieurs victoires contre le sultan d'Iconium, il l'obligea à demander la paix.

Cet empereur Manuel ne voyait pas avec moins de peine que son père Alexis les croisés de l'Occident, bien éloignés de se contenter de secourir les Grecs contre les Turcs et contre les Arabes, élever et étendre une puissance rivale et redoutable dans la Palestine et dans plusieurs autres contrées asiatiques.

Dès 1100, les Génois, dont les intérêts commerciaux ne pouvaient qu'être favorisés par les conquêtes des croisés, avaient équipé une flotte de six vaisseaux et de vingt-huit galères, pour aller au secours des chrétiens occidentaux ou latins de la

Syrie et de la Judée. Ils avaient abordé au port de Laodicée. Baudouin, comte d'Édesse, qui venait de succéder sur le trône de Jérusalem à son frère Godefroy, et d'être sacré par le patriarche dans l'église de Bethléem, fut si reconnaissant des services des Génois, qu'il leur accorda des quartiers plus ou moins étendus dans plusieurs des places dont ils l'avaient aidé à s'emparer.

Des secours bien plus grands encore arrivèrent à Constantinople. Deux cent mille nouveaux croisés parurent sous ses murs, conduits par Hugues de France, comte de Vermandois, qui avait voulu faire une seconde expédition dans la Palestine; par Guillaume, duc d'Aquitaine, et par les comtes de Bourgogne, de Blois et de Vendôme. Raymond, comte de Toulouse, qui jouissait dans ce moment d'une grande faveur à la cour d'Alexis Comnène, se joignit à ses pairs Hugues, Guillaume et Étienne de Blois. L'empereur grec réunit à ces guerriers d'Occident un de ses généraux et cinq cents *turcoples*, ou soldats nés d'un Turc et d'une Grecque. Alexis pressa, autant qu'il le put, le départ de cette nouvelle armée, dont la force et l'insubordination lui donnaient de grandes inquiétudes. Elle s'avança dans la Natolie : mais cette multitude indisciplinée se livra à tant de débauches, et fut si indocile aux ordres de ses chefs, que les Turcs en détruisirent une grande partie dans plusieurs combats (1101). Ils lui livrèrent une grande bataille, lorsqu'elle fut parvenue dans les déserts de la Cappadoce; ils l'exterminèrent. Raymond, qui avait fait

inutilement des prodiges de valeur pour sauver ses compatriotes, tomba dans le désespoir après cette funeste défaite, s'enfuit pendant la nuit, et se retira à Constantinople. Le comte de Vermandois se sauva avec peine au travers des montagnes de l'Anti-Taurus, et vint mourir à Tarse en Cilicie, des suites de ses blessures.

Plusieurs de ceux qui n'étaient pas tombés sous le cimeterre des Turcs périrent misérablement dans les contrées inhospitalières où ils s'étaient dispersés; d'autres, moins malheureux, parvinrent à Constantinople, d'où ils devaient repartir pour la Palestine après la fin de l'hiver.

Des historiens latins, et que tant de calamités avaient pu aigrir, ont accusé Alexis d'une horrible perfidie. Ils ont écrit que ce prince avait trahi ces croisés qu'il n'avait cessé de redouter, et que ses agents secrets avaient averti les Turcs des marches et des divers projets des chrétiens occidentaux.

Quoi qu'il en soit de cette terrible accusation, les croisés qui, après la défaite de Cappadoce, avaient pu arriver jusques à Constantinople, parvinrent en Palestine le printemps suivant. Le comte de Toulouse, arrivé à Tarse, y fut arrêté par Tancrède, son ennemi personnel, qui lui reprocha d'avoir été la cause du désastre de la seconde armée des croisés. Plusieurs princes s'intéressèrent cependant pour Raymond; et le comte de Toulouse, à la tête de ces mêmes princes et des guerriers venus des bords du Bosphore, s'empara de Tortose, et alla assiéger Tripoli.

(1102) Une nouvelle défaite porta la consternation dans l'âme des croisés. Le roi Baudouin fut battu à Rama. Il s'échappa, rassembla quelques troupes, et alla se jeter dans Jafa ou Joppé, près de l'embouchure du torrent auquel on a donné le nom de Goas, et dont les sources sont peu éloignées de Jérusalem. Les Sarrasins l'assiégèrent dans cette place; mais, digne frère de Godefroy, il fit une sortie audacieuse, contraignit les musulmans à fuir en désordre, leur prit leur bagage et leurs machines de guerre, et releva le courage et l'espoir des chrétiens.

(1104) Il échoua néanmoins devant Ptolémaïde, ou Saint-Jean-d'Acre, dont il voulut s'emparer; mais l'année suivante, aidé d'une nouvelle flotte génoise, composée de soixante-dix bâtiments, il réduisit Ptolémaïde sous son obéissance.

(1105) Peu de temps après cette importante conquête, les croisés perdirent Raymond, comte de Toulouse. Il mourut, âgé de soixante-quatre ans, dans le château de Mont-Pèlerin, qu'il avait construit auprès de Tripoli. Il laissa les villes d'Arche, Giblet et Tortose, qu'il avait conquises sur les musulmans, à son neveu Guillaume Jourdain, comte de Cerdagne, qui lui parut le plus capable de les conserver.

Son fils aîné Bertrand de Saint-Gilles lui succéda dans le comté de Toulouse, le duché de Narbonne et le marquisat de Provence. Il céda bientôt au même enthousiasme religieux que son père, et abandonna les vastes et belles contrées dont il au-

rait pu faire le bonheur, pour aller combattre les infidèles (1109). Il s'embarqua avec son fils unique, nommé Pons, et qui n'avait encore que onze ou douze ans. Sa femme Hélène ou Alix, fille d'Eudes I[er], duc de Bourgogne, et princesse du sang de France, voulut braver toutes les fatigues du voyage et tous les dangers de l'expédition, pour ne se séparer ni de son fils ni de son époux. Sa flotte fut composée de quarante bâtiments; chaque vaisseau portait cent chevaliers. Quelle puissance redoutable pour leur roi, que celle des grands vassaux de France! et quelle anarchique indépendance, que ce droit de faire la guerre sans le consentement du souverain, et de transporter à son gré, au-delà des mers, des forces qui pouvaient devenir à chaque instant si nécessaires au monarque et à la défense de la patrie commune!

Quatre-vingt-dix bâtiments de Gênes ou de Pise se joignirent à la flotte du comte de Toulouse. Mais de nouvelles divisions vont régner parmi les croisés!

Bertrand s'enfonce dans l'Archipel; il débarque auprès de Constantinople; il voit Alexis Comnène; il renouvelle avec ce prince des arrangements adoptés par son père, relativement aux conquêtes qu'il pourrait faire sur les Turcs ou sur les Sarrasins. Il se rembarque; il arrive au port d'Antioche; il reçoit la visite du Normand Tancrède de Hauteville, qui gouvernait la principauté pendant l'absence de son oncle Boëmond; il réclame la portion de la ville d'Antioche dont son père Raymond s'était emparé le premier. Tancrède feint de reconnaître la

justice de sa demande; mais il l'engage à se réunir à lui pour reprendre Mamistra, que les Arméniens venaient de livrer à l'empereur de Constantinople. Bertrand allègue les engagements qu'il vient de renouveler avec Alexis; il refuse Tancrède. Le neveu de Boëmond défend qu'on donne des vivres à Bertrand; et le comte de Toulouse est contraint de tenter de nouveau les hasards de la mer.

Il aborde enfin à Tortose. Son parent Guillaume Jourdain, comte de Cerdagne, commandait dans cette ville et dans la Camotta, nom des contrées conquises par Raymond de Saint-Gilles. Il demande en vain à Guillaume l'héritage de son père; et, forcé de se rembarquer, il va, avec sa flotte fatiguée, faire le siége de Tripoli, dont son père et ensuite le comte de Cerdagne avaient inutilement tenté de s'emparer.

Baudouin, roi de Jérusalem, apprend l'arrivée et l'entreprise de Bertrand; il marche à son secours. Il ordonne à Tancrède et à Guillaume Jourdain de le joindre sous les murs de Tripoli. Cette ville ne peut résister à ces forces réunies; elle ouvre ses portes aux croisés; et Bertrand est reconnu comte de Tripoli, de ses dépendances et de quelques contrées que lui rend le comte de Cerdagne.

(1110) Peu de temps auparavant, le roi Baudouin avait pris Bérythe, nommée alors Baruth; et l'année suivante, ajoutant encore à l'étendue de son petit royaume, il s'empare de Sidon, que l'on nommait Sayette. Le comte de Tripoli ne cesse

de le servir avec zèle, dans les différentes expéditions que le roi est obligé d'entreprendre pour agrandir ou pour défendre ses états ; mais il meurt en 1112, et son fils Pons, abandonnant à son oncle paternel, Alphonse Jourdain, le comté de Toulouse et tous les autres états que son père avait possédés dans la France méridionale, lui succède dans le comté de Tripoli, à l'âge de quatorze ou quinze ans.

Baudouin, privé de l'assistance du comte Bertrand, n'en continue pas avec moins d'ardeur de faire la guerre aux musulmans. Il bâtit des forts ; il remporte plusieurs victoires ; il entreprend de conduire jusques en Égypte ses guerriers victorieux ; il y fait le siége de Pharamia ; mais, tombé malade sous les murs de cette place, il repart pour la Palestine, et meurt dans le désert qui sépare la Judée de l'Égypte.

Il ne laisse pas d'enfants ; et un de ses parents, nommé Baudouin comme lui, fils du comte de Rethel, et qui l'avait remplacé dans le comté d'Édesse, est élu à sa place et couronné roi de Jérusalem.

(1118) Son règne, comme celui de ses deux prédécesseurs, devait être une suite d'expéditions militaires, d'attaques et de défenses, de batailles et de combats. Quelle valeur, quel dévouement, quelle vigilance, n'exigeaient pas, non seulement du monarque et des principaux chefs, mais encore de tous les croisés, l'agrandissement et la conservation de ces petits territoires, entourés d'ennemis

si nombreux, si aguerris et si actifs! Les chrétiens ne pouvaient sortir des villes, ou s'éloigner de leurs flottes, qu'avec des escortes plus ou moins fortes; et lorsque les plaines de la Palestine et de la Syrie ne présentaient pas d'armée musulmane, chaque vallée, chaque défilé, chaque gorge de montagnes était infestée de partis turcs ou sarrasins. Les croisés étaient à chaque instant obligés de défendre, contre ces Arabes et ces Turcs plus redoutables encore, les nombreux pèlerins qui abordaient de toutes parts sur les côtes de Syrie, pour aller visiter le tombeau du Sauveur dans la ville de Jérusalem redevenue chrétienne. Les dangers que couraient ces pèlerins, presque tous désarmés, excitèrent le zèle de plusieurs chevaliers qui avaient suivi Godefroy de Bouillon. A la tête de ces chevaliers parurent Geoffroy de Saint-Omer et Hugues, issu des comtes de Champagne, et seigneur de la terre des Païens (de Paganis), située entre Troyes et Méry-sur-Seine. Ils formèrent le projet d'établir un ordre de religieux militaires, consacré à la défense de la Terre-Sainte et des chrétiens qui en visitaient les monuments pieux. Le patriarche de Jérusalem reçut leurs serments. Ils joignirent aux vœux solennels que faisaient à cette époque tous les religieux, celui de porter les armes contre les ennemis du Christ; ils jurèrent, devant le patriarche, de se dévouer particulièrement à maintenir la sûreté des routes si souvent infestées par des guerriers ennemis, avides et cruels, à protéger les pèlerins, à les garantir des

insultes des musulmans. Ils parurent décorés de la croix rouge, qui distinguait les croisés français et lorrains ; ils la placèrent sur leur étendard, qu'ils choisirent partie de blanc et de noir, et qui fut appelé le *Beaucens* ou le *Beaucéant.*

Le roi Baudouin II, enchanté de voir naître une institution dont il prévit facilement les importants services et les exemples éclatants, favorisa de tout son pouvoir les nouveaux chevaliers ; il leur donna le quartier méridional de l'enceinte du temple ou de son palais ; et de cette concession vinrent les noms de *frères de la milice du temple*, de *chevaliers du temple*, de *templiers*, sous lesquels ils devaient acquérir tant de gloire.

(1119) Peu de temps après l'établissement de ces chevaliers, le Turc Ilghazi, roi de Marédin et conquérant d'Alep, défit le régent d'Antioche. Ce prince périt au milieu de la bataille. Baudouin et le comte de Tripoli marchèrent contre Ilghazi, et taillèrent en pièces une grande partie de son armée (1120). Non seulement les nouveaux templiers accompagnèrent leur roi dans cette brillante expédition, mais encore un autre ordre religieux et militaire y attacha le plus grand éclat à sa naissante bannière, et contribua puissamment au succès des chrétiens.

Pendant vingt ans, le célèbre et vénérable Gérard avait dirigé, sous le titre de prévôt ou de gardien, l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem, destiné aux pèlerins. Ceux qui partageaient, sous ses ordres, ce touchant ministère de charité et de

bienfaisance s'étaient liés par les vœux des religieux, comme les templiers; ils suivaient la règle de saint Augustin. Leurs vertus, leur dévouement, leurs services, avaient attiré sur leur asile hospitalier de grandes libéralités des chrétiens d'Orient et d'Occident; on leur avait donné des terres, non seulement dans la Syrie et dans la Palestine, mais encore dans plusieurs contrées de l'Orient. Le patriarche de Jérusalem avait exempté de la dîme tous les domaines dont ils jouissaient dans son patriarcat. Le pape Pascal II, plein d'estime et de reconnaissance pour Gérard et pour ses frères, avait confirmé leur philanthropique et pieuse institution, étendu l'exception de la dîme à toutes les terres qu'ils feraient valoir dans le monde chrétien, et soumis à l'hôpital de Jérusalem les hospices déjà fondés sur les diverses routes que les pèlerins pourraient suivre, et établis sur le modèle de celui de Saint-Jean, à Messine, à Tarente, à Otrante, à Bari, à Pise, à Asti, à Saint-Gilles (1113).

Gérard avait été remplacé par Raymond du Puy (del Puch, de Podio), d'une maison puissante de la France méridionale. Raymond veut que ses frères, que ses chevaliers allient aux soins des pauvres, des malades et des pèlerins le dévouement des braves et les hauts faits des guerriers. Il se met à leur tête, réunit aux drapeaux de son souverain la bannière rouge sur laquelle brille la croix blanche à huit pointes, marche avec le roi contre Ilghazi, rivalise avec les templiers, fait

des prodiges de valeur, et assure la victoire des croisés.

(1123) Mais, malgré tous les exploits des chevaliers du temple et de ceux de Saint-Jean, la fortune ne favorise plus les armes des chrétiens. Josselin, comte d'Édesse, est fait prisonnier par le Turc Balah ou Balak, le chef des Ortokides, devenu souverain d'Alep; Baudouin, qui veut le délivrer, tombe lui-même au pouvoir des musulmans.

(1124) Eustache Garnier, seigneur de Sidon et de Césarée, nommé régent du royaume pendant la captivité du roi, tient les rênes du gouvernement avec habileté. La ville de Tyr elle-même, malgré sa triple muraille, tombe au pouvoir du régent, après cinq mois de siége. Raymond, le grand-maître des chevaliers de Saint-Jean, accourt de Jaffa, dont il avait fait lever le siége par les musulmans, que les Vénitiens avaient d'ailleurs battus sur mer, et arrive assez tôt pour partager la gloire des vainqueurs.

Le roi Baudouin, racheté la même année avec le comte d'Édesse, tente inutilement de s'emparer d'Alep, dont le souverain lui avait donné des fers; mais, en 1225, il chasse du territoire d'Antioche Bourski, général du sultan de Perse.

Cependant Hugues des Païens, toujours rempli de zèle pour la gloire et les succès des croisés, ne voulut rien négliger de ce qui pouvait augmenter le nombre de ces braves défenseurs des chrétiens de Syrie, de ces intrépides chevaliers du temple,

dont il était le chef ou le grand-maître (1127); il alla en Italie demander au pape la confirmation de son ordre. Adressé au concile de Troyes, il s'y présenta avec quelques uns de ses chevaliers (1128). Le concile approuva leur noble institution, leur donna une règle, leur ordonna de porter l'habit blanc. Hugues parcourut la France, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie; il recueillit d'abondantes aumônes pour les besoins des pauvres et des pèlerins de la Palestine; il admit dans son ordre un grand nombre de guerriers qui le suivirent en Syrie, impatients de combattre sous sa bannière contre les Sarrasins.

Baudouin reçut en digne monarque des croisés ces chevaliers pleins d'ardeur que Hugues lui amenait, et dont le bouillant courage lui était si nécessaire. Attaqué ou menacé sans cesse, souvent trahi par la victoire, avec quelle reconnaissance il vit Hugues et sa brillante troupe entrer dans les rangs de ses guerriers si renommés pour leur valeur, mais si souvent inférieurs en nombre à d'infatigables ennemis!

Tous ces chevaliers du temple ou de Saint-Jean, tous les preux, tous les braves qui s'étaient dévoués à la cause des chrétiens, tous les Occidentaux établis dans la Palestine, n'auraient pas pu avoir pour roi un prince plus estimé et plus chéri que Baudouin. Il réunissait à une taille avantageuse un visage agréable et une physionomie qui inspirait l'affection et le respect. Sa longue barbe blonde ajoutait à la majesté de ses traits; on ad-

mirait son habileté dans le maniement des armes, son expérience dans l'état de la guerre, sa prudence dans la conduite des affaires, sa douceur, sa bonté, sa tendre pitié pour le malheur, et cette constante activité que son âge avancé n'avait pu ralentir.

Il n'avait point de fils ; il se concerta avec le patriarche et les barons du royaume, pour donner à sa fille un mari qui pût lui succéder. Il avait connu Foulques, comte d'Anjou, qui, vers 1120, avait passé un an dans la Terre-Sainte, et s'y était distingué; il désira de l'avoir pour successeur et pour gendre: les barons et le patriarche partagèrent son vœu. Guillaume de Bures, chevalier français, fut mis à la tête de l'ambassade que Baudouin envoya à Foulques pour lui proposer la main de sa fille et la succession au trône de Jérusalem. Le comte se hâta d'accepter les offres du roi (1129); il arriva dans la Palestine à la tête d'un nombreux cortége; il épousa la princesse Mélissende, et le roi le créa comte de Tyr et de Ptolémaïde.

(1131) Deux ans après ce mariage, Baudouin cessa de vivre, après avoir réuni au royaume de Jérusalem toute la Syrie, excepté Alep, Damas, Émèse, Hamach, et les territoires de ces quatre villes.

Foulques, son gendre, défendit avec courage ses états contre les attaques sans cesse renaissantes des Sarrasins.

(1136) Pendant son règne, Hugues, le grand-maître des templiers, termina sa carrière. On élut à sa place Robert dit le Bourguignon, fils de Re-

naud, sire de Craon, et descendant de Renaud Ier, comte de Nevers. Les templiers, sous sa conduite, et les chevaliers de Saint-Jean, ne cessèrent de se faire remarquer parmi les guerriers les plus intrépides de Foulques.

Vers ce temps, Pons, comte de Tripoli, et fils de Bertrand, comte de Toulouse, fut attaqué par le général de Damas ; il appela à son secours des Syriens du mont Liban. Trahi par ces Syriens au milieu du combat qu'il livra aux musulmans, il fut livré au chef de ces habitants de Damas, qui lui fit souffrir une mort cruelle (1137). Raymond, fils de ce prince infortuné, et de Cécile sœur de Philippe, roi des Français, voulut venger la mort de son père. Il rassembla les guerriers dispersés du malheureux Pons, pénétra dans le mont Liban, parvint à s'emparer des principaux traîtres, et leur fit subir de rigoureux supplices.

Sanguin ou Zenghi, sultan d'Alep, voulant profiter de la défaite et de la mort de Pons, vint mettre le siége devant Raphania. Le roi Foulques vola au secours de Raymond ; ils marchèrent vers la ville assiégée ; mais Zenghi les battit, fit prisonnier le comte de Tripoli, obligea le roi à se renfermer sans vivres dans un château à demi-ruiné, et se hâta de l'assiéger ; la nouvelle de la détresse de Foulques parvint à Jérusalem et à Antioche. Le patriarche accourut avec tous les soldats qu'il put rassembler ; il porta à leur tête la croix conservée depuis plusieurs siècles, comme celle à laquelle Jésus avait été attaché. Raymond, prince d'Antioche,

se met en route avec ses troupes; mais le roi qui ignorait qu'on venait à son secours, accepte les propositions de Zenghi; il céda la ville que désirait le musulman, et tous les prisonniers chrétiens lui furent rendus.

Baudouin III, fils aîné de Foulques et de Mélissende, succéda à son père en 1144; il fut couronné avec sa mère.

Bientôt de grands revers vinrent ajouter aux embarras des princes chrétiens de la Palestine et de la Syrie. La ville d'Édesse fut prise par les Turcs. La position des Occidentaux devenait chaque jour plus pénible. On ne pouvait remplacer tous les braves qui périssaient dans des combats aussi meurtriers que fréquents; les forces des croisés diminuaient, et celles des musulmans s'accroissaient avec leurs succès. Une seconde croisade était appelée par tous les vœux des chrétiens de l'Orient; les Turcs ni les Arabes ne paraissaient la redouter.

Saison, fils aîné du Turc Kilidge Arslan, nommé aussi Soliman-le-Jeune, et sultan d'Iconium, avait succédé à son père en 1107; son règne avait été une suite de malheurs. L'empereur de Constantinople lui avait enlevé une partie de ses états; ses émirs, révoltés contre lui, l'avaient livré à son frère Masoud. Ce barbare rebelle avait fait aveugler Saison par l'approche d'un fer rouge, passé devant les yeux de cette malheureuse victime de l'ambition et de la cruauté. Pendant près de trente ans, il avait soutenu la guerre avec des succès divers,

contre l'empereur des Grecs; mais en 1147 un traité de paix mit fin à ces scènes de carnage; et même Masoud s'était ligué avec Manuel Comnène, contre leurs ennemis communs, les anciens croisés de la Syrie, et les nouveaux croisés, dont les armées immenses se préparaient à traverser la Propontide ou la Méditerranée, et à inonder l'Anatolie et la Syrie.

Les états d'Alep et de Damas avaient été gouvernés, dès 1095, par deux frères seldjioucides. Le premier sultan d'Alep, malheureux dans ses guerres contre les chrétiens, s'était rendu odieux par son avarice, par ses cruautés, et surtout par deux horribles fratricides; son fils aîné fut assassiné; son second fils abandonna le pouvoir suprême à un indigne ministre; le favori fut massacré, et ses sujets l'abandonnèrent pour se soumettre à Ilghazi, roi de Marédin. Après plusieurs révolutions, les habitants d'Alep, mécontents de la famille d'Ilghazi, voulurent avoir pour sultan Bourski, roi de Mosul, qui venait de faire lever le siége de leur ville par les chrétiens.

Quelque temps après, Zenghi gouverna aussi les deux royaumes d'Alep et de Mosul; il fut fameux par ses victoires contre les chrétiens; mais elles furent ternies par d'affreuses cruautés. Le fer des assassins, qui termine presque toujours la vie des despotes, l'attendait à Mosul : son fils aîné lui succéda sur le trône ensanglanté de cette ville. Nouradin ou Noradin, le second de ses fils, fut proclamé sultan d'Alep, attaqua les croisés, et obtint de rapides succès.

(1145) Pendant que ce musulman préludait aux exploits glorieux qui devaient lui donner une si grande renommée, Modgir-Eddin était encore sur le trône de Damas, où il avait été élevé par Amar ou Ainard-Mehmedino, ministre habile, qui, pendant la minorité du sultan son prédécesseur, avait tenu avec succès les rênes du gouvernement.

Vers le commencement du douzième siècle, un autre ministre avait usurpé ce trône de Damas, où il s'était soutenu par ses exploits guerriers; le fils et le petit-fils de l'usurpateur avaient été assassinés sur ce même trône, sur lequel le fer avait aussi tranché les jours du prédécesseur de Modgir-Eddin. Horribles preuves de cette vérité terrible, proclamée par tous les siècles et dans tous les pays, que les lois seules peuvent garantir la vie des princes, comme les droits des peuples, et que la puissance absolue n'est que le signal éclatant, mais funèbre, du plus grand des dangers.

Ce Modgir-Eddin était faible, incapable de tenir le sceptre; mais Amar gouvernait en son nom, et ce ministre était bien loin de craindre les chrétiens.

Bagdad avait obéi, dès 1118, au khalife Mostarched. La force et la violence commençaient de livrer ce malheureux empire des khalifes à de nouvelles et anarchiques divisions; de nouveaux pouvoirs s'élevaient contre celui du lieutenant du prophète; ceux qui l'usurpaient prenaient le titre d'*atabek*, qui signifiait père ou gouverneur. Quatre grands gouvernements s'établissaient sous la dépendance apparente du khalife. On comptait l'a-

tabek de l'Irak, l'atabek de la Médie ou de l'Aderbidjian, l'atabek du Far, ou de la Perse, et l'atabek du Laristan, près du golfe Persique.

L'atabek de l'Irak était ce Zenghi, sultan d'Alep et de Mosul, dont nous venons de rappeler les exploits. Le khalife, obligé d'employer la force des armes pour réprimer ses entreprises audacieuses, le défit dans une bataille livrée sur les bords du Tigre (1131), mais lui accorda l'année suivante une paix avantageuse.

Mostarched entreprit ensuite une expédition bien funeste contre Masoud, sultan seldjioucide, qu'il avait nommé émir-ol-omara, et dont ensuite il avait été mécontent. Masoud dispersa les troupes du khalife dans les plaines de Bagdad, le prit et le fit massacrer (1134). Il laissa proclamer khalife le fils de Mostarched, mais il retint le pouvoir suprême, déclara la guerre au lieutenant du prophète lorsqu'il commença de le craindre, le mit en fuite, le fit déposer, voulut qu'on inaugurât Moctafi, neveu du khalife proscrit, mais ne lui laissa prendre aucune part au gouvernement.

Vers ce temps, la dynastie des Gaurides ou Gourides était fondée dans la province de Gaur de l'Indostan, par Hossein-Eben-Sam. Ces Gaurides se disaient issus des anciens rois de Perse. Ils devaient, avant peu d'années, faire une grande et nouvelle révolution dans les gouvernements de l'Inde, s'élever sur les ruines de la dynastie des Gaznevides, s'emparer de Gazna, de Moultan, de Delhi, pousser leurs conquêtes dans le midi de la péninsule in-

dienne, y détruire, ou du moins y affaiblir la puissance de l'empire du Bahara.

Il est curieux de remarquer que, dans le temps où les successeurs du pape Grégoire VII employaient toute leur influence pour se soustraire à l'autorité des empereurs, réunir le pouvoir civil le plus étendu à la puissance spirituelle, et parvenir à commander aux rois et à disposer des couronnes, le grand lama, chef de la religion indienne de Boudha, de Fo, ou des samanéens, dans le Thibet et dans la Chine, réunit la puissance temporelle à l'autorité ecclésiastique.

Vers le milieu du onzième siècle, les Chinois avaient soumis le Thibet; et vers le commencement du douzième, ce grand lama ayant établi sa résidence dans le monastère de Sechia, l'empereur de la Chine l'investit des nouvelles prérogatives que ce chef des prêtres de Boudha devait bientôt chercher à étendre avec tant de zèle; il les lui conféra comme l'empereur des Romains confirmait les dons ou les concessions favorables aux pontifes de Rome. Il lui envoya un sceau d'or et un diplôme.

Pendant tous ces grands évènements de Perse, de l'Inde et du Thibet, les khalifes fatimites régnaient toujours sur l'Égypte. Aboul-Manzor-Amer avait succédé à son père Mostali, à l'âge de cinq ans (1101). La régence avait été confiée au visir Afdhal, à ce ministre qui, deux ans auparavant, avait voulu reprendre la Palestine sur les croisés, et malgré le nombre immense de ses soldats avait

été battu près d'Ascalon, par le duc de Normandie. Afdhal gouverne l'Égypte pendant vingt ans. Amer, lassé de l'esclavage dans lequel le visir le retenait, et trop faible pour réclamer ouvertement ses droits, fut assez lâche pour le faire assassiner (1121). Neuf ans après il fut massacré à son tour par les amis du visir.

Haphed, cousin d'Amer, fut proclamé khalife. Son visir, nommé Bahram, professa hautement la religion des chrétiens; il administra avec sagesse: mais un de ses rivaux, l'ambitieux Rédouan, se met à la tête de musulmans fanatiques, l'oblige à prendre la fuite et le remplace. Il ne cesse de persécuter les chrétiens de l'Égypte; il leur refuse toute justice; il les assujettit à des taxes excessives; il abandonne au pillage leurs maisons, leurs monastères, leurs temples. Les chrétiens, indignés de tant de tyrannie, forment un parti puissant et le contraignent à se réfugier en Syrie. Le khalife ne nomme pas de nouveau ministre, gouverne par lui-même, et on a loué sa modération.

La puissance des Arabes se maintenait dans les autres contrées du nord de l'Afrique; elle florissait à Tunis dans le Kirwan, et à Maroc dans la Mauritanie.

Le fondateur de cette ville de Maroc et de l'empire du même nom avait été appelé, avant la fin du onzième siècle, à une nouvelle et plus grande destinée.

Alphonse VI, dit le Vaillant, gouvernait encore les royaumes de Léon et de Castille, au commencement

de 1095. Il avait perdu, trois ans auparavant, Constance de Bourgogne, petite-fille de Robert, roi des Français. Cette princesse ne lui avait laissé qu'une fille nommée Urraque; il l'avait unie à Raymond, comte de Galice, et fils de Guillaume, dit le Grand, comte de Bourgogne, et il s'était remarié. Il venait d'obtenir un grand avantage sur les musulmans de l'Espagne méridionale. Le fameux Cid, ce héros si brave et si puissant, qui lui avait rendu de si grands services, qui, à la tête de ses vassaux, avait si souvent battu les Sarrasins, et qui, retiré sur les hautes montagnes d'Albarazin et de Téruel, se précipitait de ces sommités comme la foudre, renversait tous les obstacles, et portait la terreur et la désolation dans les fertiles campagnes du bassin du Guadalquivir, avait écrit au roi de Castille pour lui demander des troupes, et lui proposer d'assiéger Valence, située vers la mer, à l'extrémité de ce bassin si favorisé par la nature. Don Alphonse s'était empressé d'envoyer des guerriers à Rodrigue. Presque tous les chevaliers de l'Espagne chrétienne étaient venus se ranger sous les étendards de l'invincible. Valence avait été emportée. Le vainqueur avait fixé sa résidence dans cette ville, où il devait fonder un évêché, avec l'autorisation du roi et du primat, archevêque de Tolède; et toutes les Espagnes disaient la *Valence du Cid*, pour perpétuer le souvenir et de la glorieuse expédition et du séjour du héros.

La puissance d'Alphonse brillait d'un nouvel éclat. Le conquérant de Valence aurait été seul un rempart inexpugnable contre les musulmans. Il

avait d'ailleurs pourvu à la sûreté de ses provinces occidentales, en donnant au comte Henri, petit-fils de Robert Ier, duc de Bourgogne, la main de sa fille, dona Thérèse, et toutes les contrées qu'il avait conquises dans la Lusitanie.

(1096) L'amour, ou une politique nouvelle, le conduisent à une alliance extraordinaire, et qui devait produire des résultats bien différents de ceux qu'on avait espérés. Sa seconde femme était morte depuis plus d'un an; il demande et obtient aisément la main de Zaïde, fille de Mahomet-Ben-Abad, roi de Séville.

La princesse maure reçut le baptême avant la célébration du mariage. On lui donna les noms de Marie-Isabelle. Elle était belle et spirituelle; un nombreux cortége de Sarrasins, venu à sa suite, présenta au roi de Léon de riches présents; et elle porta en dot, à don Alphonse, Mora, Ocana, Guète, Cuença, et plusieurs autres places du haut bassin du Tage, ou de celui du Xucar, que le roi réunit avec leurs territoires à la Nouvelle-Castille.

Le roi de Séville ne pouvait soumettre à son sceptre les gouverneurs insurgés de Grenade, d'Alméria et de Murcie; d'un autre côté, don Alphonse voulait depuis long-temps s'emparer de Sarragosse et de Dénia.

Par un singulier arrangement, les deux rois se promirent de seconder mutuellement leurs projets et de réunir leurs forces. Des chrétiens et des Maures devaient marcher contre des musulmans, sous les drapeaux du croissant et de la croix; et

par des combinaisons militaires et diplomatiques, bien plus inattendues, ils résolurent, pour le succès de leur double et commune entreprise, d'appeler à leur aide, contre les musulmans du nord et du midi de la péninsule, Jousef-Aben-Teroufen, ce chef des mahométans almoravides que nous avons vu régner sur la partie occidentale de l'Afrique du nord. On a voulu expliquer cette association, hardie et bizarre, en disant que les *almoravides*, ou *morabites*, ou musulmans *attachés à l'observation de la loi*, formaient une secte particulière qui regardait les autres sectateurs de l'islamisme comme des hérétiques, et avait pour eux une haine très forte. Mais pourquoi cette antipathie devait-elle les porter à favoriser plutôt les Maures de Séville que ceux de Sarragosse, de Grenade, d'Alméria et de Murcie? et comment pourrait-elle être assez vive pour surmonter leur inimitié contre les chrétiens, et les engager à planter eux-mêmes, pour des intérêts bien faibles et bien passagers, l'étendard de la croix sur des remparts possédés depuis si long-temps par des enfants du prophète?

Quoi qu'il en soit, Jousef se hâte d'accepter les propositions des deux rois et de passer en Espagne. Il débarque à Malaga. Les gouverneurs insurgés contre Ben-Abad s'effraient et s'empressent d'envoyer des ambassadeurs à Jousef. Les députés lui représentent que Ben-Abad veut suivre l'exemple de sa fille, embrasser la religion de son gendre et détruire l'islamisme. Ils implorent sa protection; ils lui promettent de l'aider à conqué-

rir, non seulement le royaume de Séville et toute l'Andalousie, mais encore le royaume de Tolède et la Nouvelle-Castille, soumis par le roi don Alphonse. Jousef accueille avec joie des propositions qui favorisent son ambition, bien plus que les promesses des deux rois. Il réunit sous ses étendards les troupes des trois gouverneurs; il marche vers Séville. Les habitants de cette capitale, qui ne peuvent souffrir d'alliance avec leurs anciens ennemis, lui livrent leur monarque et le reconnaissent pour leur roi. Le prince détrôné est envoyé en Afrique, où sa fille le suit. Exemple des vicissitudes humaines, il tombe du faîte du pouvoir dans une dure captivité. Il ne laisse aucune affection dans les cœurs de sujets qui l'ont regardé comme un traître; et la politique de Jousef n'est ni assez éclairée ni assez généreuse, pour qu'il respecte dans Ben-Abad l'auguste caractère dont il a été revêtu et les droits sacrés du malheur. Mais il reste au monarque infortuné une fille, modèle touchant de la piété filiale, et le goût très vif qu'il avait toujours eu pour la poésie. Cette fille, dont le dévouement ne se lassa jamais, le nourrissait du travail de ses mains; sa constante tendresse adoucissait le sentiment des maux de son père: il charmait ses ennuis en faisant des vers arabes qu'on a loués dans le temps où il n'avait plus de flatteurs; et si ses fers avaient pu être rompus, son talent et l'attachement de sa fille bien-aimée lui auraient donné bien plus de bonheur que la couronne de l'Andalousie.

Cependant Jousef veut régner sur les contrées des gouverneurs qui l'ont aidé à vaincre le roi de Séville : il les soumet facilement à son empire. Mais il va être obligé de combattre un ennemi bien plus redoutable.

Alphonse veut venger son beau-père et éloigner de ses états un adversaire aussi puissant que le roi de Maroc. Il envoie une armée nombreuse contre les Almoravides. Jousef part d'auprès de Murcie, traverse les hautes montagnes, rencontre les chrétiens près de Ruéda, dans la Manche, et leur livre une bataille sanglante dont il sort victorieux.

(1097) L'année précédente, les armes de don Alphonse avaient été aussi très malheureuses vers la grande chaîne des Pyrénées. Pierre Sanche ou don Pèdre Ier avait succédé à Sanche, son père, sur le trône d'Arragon (1095). Assisté de Centule, comte de Bigorre, et d'autres vassaux de la Gascogne, il avait enlevé aux Maures la ville d'Ecija. Il s'était approché de Huesca au commencement du printemps de 1096, et en avait formé le siége. Abdérame, seigneur ou émir de Huesca, avait imploré le secours du roi de Sarragosse et s'était déclaré vassal du roi de Léon et de Castille. Les musulmans de Sarragosse et des environs étaient accourus au secours d'Huesca, et, à côté de leurs enseignes, on avait porté celles de don Alphonse, qui, prenant la défense de son vassal, avait envoyé contre les Arragonais une armée commandée par don Garcie, comte de Najéra. On avait vu les chrétiens de Castille, non seulement se réunir avec les

musulmans au nord des Espagnes, comme au midi de la péninsule, mais marcher, près des bords de l'Èbre, contre des disciples du Christ et pour ainsi dire leurs compatriotes. Cette politique si peu prévoyante et si subordonnée aux passions du moment avait menacé don Pèdre d'une grande catastrophe. Le roi d'Arragon et de Navarre, bien loin d'être effrayé du nombre de ses ennemis, n'avait laissé que peu de monde autour des murs de la ville assiégée, et s'était avancé à la rencontre des Maures et des Castillans. Les Arragonais et les Navarrois avaient fait de si grands prodiges de valeur, qu'ils avaient dispersé ou étendu sur le champ de bataille l'élite des Maures et des chrétiens, devenus les auxiliaires des musulmans. On a écrit que près de quarante mille hommes avaient été moissonnés par le glaive des soldats de don Pèdre. Le roi de Sarragosse, effrayé du carnage, avait pris la fuite; le général des Castillans avait été pris; et Abdérame avait rendu au vainqueur la ville de Huesca.

Don Alphonse voulut réparer tous ses désastres et attaquer de nouveau les almoravides. Les mahométans de Sarragosse avaient déserté son parti; ils étaient revenus vers leurs alliés naturels, ils s'étaient ligués avec le musulman Jousef. Alphonse fortifia Almazan, pour s'opposer à leurs efforts; il conduisit ensuite une nombreuse armée vers Séville. Le comte don Garcie Ordonez, mécontent du roi de Castille, avait passé du côté de Jousef. Le roi almoravide alla au-devant des Castillans jus-

ques à quelques lieues au-dessus de Séville; mais ne se trouvant pas assez fort pour livrer bataille au roi de Léon, il se retira dans sa capitale, s'y renferma, laissa don Alphonse ravager les environs de Séville, et porter ensuite le fer et le feu dans le Portugal musulman, d'où le roi de Léon retourna dans ses états avec un grand nombre de dépouilles et d'esclaves; il nomma, pour les différentes contrées de ses états espagnols, des gouverneurs dont il était sûr, monta sur ses vaisseaux, emmena avec lui les chrétiens mozarabes de son nouvel empire, anéantit ainsi dans l'Andalousie l'exercice de la religion chrétienne, dont les disciples lui étaient suspects, et alla en Afrique rassembler de nouvelles forces et se préparer à de nouvelles conquêtes.

(1098) Dès l'année suivante, son lieutenant Almohait-Hiaya, arrivé en effet d'Afrique avec des troupes nombreuses, y réunit celles que Jousef avait laissées dans l'Andalousie, franchit la Sierra-Moréna, traverse le bassin de la Guadiana, et va dans celui du Tage investir la ville de Tolède, cet ancien chef-lieu de la puissance musulmane, cette capitale de la Nouvelle-Castille. Il tente plusieurs fois d'escalader la ville; mais il éprouve une si grande résistance et il perd tant de monde dans les assauts qu'il donne, qu'apprenant l'arrivée d'Alphonse à la tête de ses vassaux, il renonce à son audacieuse entreprise, se retire vers l'Andalousie, se contente de soumettre Consuégra, et de laisser une forte garnison dans cette place, voisine

de Tolède, et qui commande au passage des montagnes situées au midi du Tage.

Et cependant combien ce succès de don Alphonse devait être troublé par un des plus grands malheurs que la fortune pût lui réserver! Il perd le grand homme qui était l'épée et le bouclier des chrétiens. Don Rodrigue Diaz de Bivar termine sa carrière. Ce Cid, devant lequel tremblaient les Sarrasins, que le sultan de Perse, frappé de sa renommée, avait envoyé féliciter sur ses merveilleux exploits, meurt couvert de gloire, à l'âge de soixante ans.

A peine la nouvelle de sa mort parvient-elle dans l'Andalousie, que les Maures, délivrés de leur ennemi le plus redoutable, croient pouvoir s'emparer de Valence, qu'ils n'avaient pas osé attaquer pendant la vie du héros. Ils accourent sous les murs de cette ville; ils battent les guerriers d'Alphonse, qui veulent leur disputer le passage. Le bras du Cid ne pouvait plus défendre Valence; mais sa veuve Chimène, la fille du comte de Gormaz, se montre digne de l'amour du Cid et du nom qu'elle porte. Secondée par Henri de Bourgogne, le gendre de don Alphonse, et par le gouverneur Alvar Fannez, cette héroïne contraint les Sarrasins à lever le siége de la place qui renferme encore les cendres de son époux.

(1100 et 1101) Don Pèdre, roi de Navarre et d'Arragon, déploie aussi son courage contre les Sarrasins; il leur prend Balbastro au-delà de Huesca; il s'empare de plusieurs autres places, et, suivant

les historiens espagnols, son glaive abat dans un combat les têtes de quatre chefs ou émirs maures, auxquels ces historiens donnent le titre de rois: et voilà pourquoi, disent-ils, on a vu quatre têtes noires sur l'écu des rois d'Arragon.

Vers le même temps les préparatifs des Sarrasins de l'Andalousie augmentent chaque jour: tous leurs efforts doivent être dirigés contre Valence. Don Alphonse craint que l'éloignement de cette place n'en rende la défense trop difficile, et n'exige le sacrifice d'un trop grand nombre de ses guerriers: il renonce à cette ville; il résout de l'abandonner aux musulmans; il ordonne à Chimène de l'évacuer et de se retirer en Castille.

(1102) C'est un grand spectacle que celui de cette veuve si fameuse, sortant de la ville qu'elle a défendue avec tant d'éclat, traversant tristement les montagnes, suivie des chevaliers de don Rodrigue, de l'évêque don Jérôme, du gouverneur Alvar Fannez, de plusieurs autres chrétiens, conduisant religieusement les restes sacrés du Cid, qu'elle va déposer sous un magnifique mausolée dans le monastère de Saint-Pierre de Cerdagne, et les peuples accourant en foule, bordant la route que suit Chimène, déplorant la perte de leur sauveur, et faisant des vœux pour sa digne et malheureuse compagne. L'admiration publique réunit les noms du Cid et de Chimène; le génie de Corneille devait les préserver à jamais de l'oubli.

Peu de temps après la retraite de Chimène, un si grand nombre de guerriers espagnols, entraînés

par l'esprit du siècle, leurs idées religieuses et leur passion pour les aventures extraordinaires, partaient pour la Palestine, que le souverain de Castille et celui de Navarre et d'Arragon en conçurent des alarmes (1105). Le pape Pascal II crut devoir se mêler de cette émigration, si dangereuse lorsque tant de forces sarrasines menaçaient la péninsule chrétienne : il défendit, par une bulle, aux Espagnols d'aller combattre dans la Syrie; et il ordonna que ceux qui auraient déjà arboré la croix rempliraient leur vœu, non pas en cherchant au-delà des mers les musulmans de l'Orient, mais en portant les armes contre ceux des Espagnes.

Les effets de cette bulle n'empêchèrent pas les almoravides d'entrer dans les états de don Alphonse, et de tailler en pièces l'armée qu'il voulut leur opposer.

On aime à voir, au milieu des malheurs de la guerre, Alphonse favoriser les progrès encore bien lents de la civilisation, en ressuscitant, pour ainsi dire, une ville à jamais fameuse par la glorieuse défense de ses habitants, leur admirable constance et les vertus de Scipion leur vainqueur. (1106) Il fit relever les ruines de Numance; il voulut qu'elle fût peuplée : la politique comme la justice, et l'admiration des siècles, lui dictaient cet hommage au noble amour de la patrie. Mais comment eut-il l'idée de changer le nom consacré de cette illustre et malheureuse cité? comment put-il imaginer de substituer le nom obscur de *Garai* au nom si imposant de *Numance?* Ce nom si célèbre aurait

seul garanti à jamais le souvenir de son ouvrage.

Quinze ans auparavant il avait fait régler, pour faciliter le commerce et les communications avec l'étranger, qu'on ne se servirait plus que des caractères latins un peu altérés qui étaient en usage en France et dans plusieurs autres contrées européennes. Les mozarabes conservèrent seuls la langue et les caractères des Visigoths.

Un grand désastre cependant devait marquer la fin de la carrière de ce monarque, que le sort des armes avait favorisé si souvent.

(1108) Jousef, roi de Maroc et de Séville, rassemble une grande armée en Afrique, la passe en revue près des rivages de la mer, vient en Andalousie, rallie tous les guerriers qu'il y a laissés, et veut que deux grands corps de troupes envahissent les états du roi de Castille. Don Alphonse réunit tous ses vassaux, et s'avance avec eux jusques à Tolède; mais son grand âge et ses infirmités ne lui permettent pas d'aller combattre de nouveau à leur tête. Il gémit en secret de sa destinée; il dévore son chagrin; il a auprès de lui son fils unique et bien-aimé don Sanche, jeune prince de dix ou onze ans, né de cette Zaïde de Séville qu'il avait perdue cinq ans auparavant, et dont la mémoire lui était si chère. Il veut que cet infant marche au premier rang de son armée, sous la conduite de son gouverneur qu'il nomme général; il veut le familiariser avec la victoire, le faire connaître de ses chevaliers, animer le courage des soldats par la présence de l'héritier présomptif de sa couronne.

Les comtes de Léon et de Castille partent avec leurs vassaux. Don Sanche est au milieu d'eux ; il a reçu les vœux et les adieux de son père : Alphonse l'a béni. Ils traversent les montagnes ; ils rencontrent Jousef campé auprès d'Uclès, à l'origine du bassin de la Guadiana ; ils lui présentent la bataille, sans s'étonner du nombre immense des almoravides. On combat avec ardeur de part et d'autre. Combien la mort moissonne de victimes ! Les musulmans sont si nombreux qu'ils réparent aisément leurs pertes : ils enfoncent les premiers rangs des chrétiens ; ils pénètrent jusques à l'endroit où est l'infant don Sanche. Le jeune prince montre un courage digne du fils du roi de Castille ; il se relève de dessous son cheval qui vient d'être tué ; il continue de se battre. Les musulmans l'investissent : don Garcie de Cabra le couvre de son bouclier, fait des prodiges de valeur, mais tombe percé de coups à côté de l'infant, qui succombe aussi sous le fer ennemi.

Le bruit de leur mort se répand parmi les chrétiens : les musulmans jettent de grands cris de victoire. Une terreur panique saisit les soldats de Castille : plusieurs comtes, plusieurs chevaliers, meurent en héros ; mais les guerriers d'Alphonse sont dispersés, ou faits prisonniers, ou immolés sur le champ de bataille.

Ceux qui peuvent se sauver apportent au roi de Castille la terrible nouvelle de la défaite de son armée et de la mort de son fils. Il est inconsolable ; mais bientôt il veut venger les siens et ré-

parer tous ses malheurs. Sa fille dona Urraque, comtesse de Galice, et l'évêque de Saint-Jacques, se mettent à la tête d'une troupe nombreuse, et marchent à grandes journées vers Tolède. Don Alphonse convoque tous ceux qui peuvent porter les armes. Les vainqueurs effrayés n'osent poursuivre leurs succès, et se retirent vers l'Andalousie.

(1109) Alphonse distribue ses vassaux vers les frontières de la manière la plus propre à contenir les almoravides, et à se réunir lorsque le moment serait arrivé d'entrer dans le royaume de Séville. Son courage est plus admirable que jamais, sa prévoyance plus attentive, et sa constance plus difficile à ébranler. Mais il sent que sa santé se dérange chaque jour davantage : il compte ses années; il a soixante-quinze ans; il y a quarante-cinq ans qu'il règne. Il a perdu celui sur lequel il avait fondé toutes ses espérances; il n'a plus de fils. Sa fille Urraque est veuve du comte de Galice; mais elle est encore très jeune; et quoiqu'elle ait eu de don Raymond de Bourgogne un fils qui a survécu à son père, il désire de la remarier; il jette les yeux sur don Alphonse, roi d'Arragon et de Navarre, qui a succédé à son frère don Pèdre. Ce prince vient à Tolède, épouse l'infante, et l'emmène dans ses états.

Peu de temps après ce mariage, les infirmités du roi de Castille deviennent plus graves, sa santé s'altère de plus en plus; il sent qu'il n'a plus que quelques jours à vivre. Il convoque les comtes qu'il avait placés sur les frontières; il leur déclare le

désir qu'il a que dona Urraque sa fille hérite du Léon et de la Castille, que son petit-fils Alphonse Raymond, né de cette princesse et de Raymond de Bourgogne, conserve le comté de Galice, et qu'il succède à sa mère sur le trône de Castille et de Léon, si cette princesse n'a pas d'enfants de son second mariage.

A peine les almoravides apprirent-ils sa mort qu'ils s'emparèrent de Talavéra-de-la-Reina, auprès de Tolède. Le nouveau gouvernement de Castille ne songea pas à la reprendre : la division venait de naître entre Urraque et son époux.

La reine avait joui d'un grand ascendant sur Raymond de Bourgogne. Elle était fière; elle aimait le pouvoir; elle se regardait comme la seule souveraine de la Castille et du Léon (1110) : elle témoigna à son mari une hauteur qu'il ne put supporter. Don Pèdre Assurez, qui l'avait élevée, crut devoir lui faire des observations sur sa conduite; elle dépouilla ce respectable vieillard de toutes les places qu'il tenait du feu roi. On accusa Urraque de torts bien plus graves encore : on prétendit qu'elle avait oublié ses devoirs les plus sacrés avec un favori, don Gomez, bâtard de Castille. Alphonse, profondément blessé, fit enfermer Urraque dans un château d'Arragon, nommé Castellar. La reine parvint à s'échapper de sa prison; elle se retira en Castille auprès de partisans puissants. Le roi d'Arragon était son cousin issu de germain; elle demanda qu'on déclarât nul son mariage avec ce prince, à cause de leur parenté.

Les grands du royaume, voulant éviter les suites funestes d'une plus longue mésintelligence entre le roi et la reine, et craignant que les dissensions intestines de la Castille ne la livrassent aux armes des almoravides, parvinrent à obtenir d'Alphonse et d'Urraque l'oubli du passé; la princesse ne se refusa pas à retourner auprès de son mari, et le roi consentit à la recevoir (1111).

Cette réconciliation parut d'autant plus importante, qu'Ali, fils et successeur de Jousef, roi de Maroc et de Séville, venait de ravager l'Andalousie, d'insulter les villes de Tolède et de Madrid, dont il se serait emparé sans l'héroïque valeur de leurs habitants, et de prendre dans la Lusitanie Scalabis ou Sanetaren, le château de Sainte-Eulalie et celui de Soria.

Mais cette paix si nécessaire ne dura qu'un moment. L'animosité d'Alphonse contre la reine reparut avec tant de force, qu'il prit une résolution extrême. Il conduisit Urraque à Soria de Castille, vers les sources du Douro, la répudia publiquement, la renvoya, et voulant néanmoins se réserver la possession de la plus grande partie des états de la princesse, ne confia la garde des forteresses de la Castille qu'à des garnisons arragonaises, ou à des Castillans dont il se croyait sûr.

Cependant un grand nombre de seigneurs de Castille, de Léon et des Asturies ne voulurent reconnaître que l'héritière de leur dernier roi. Ils se réunirent; ils ordonnèrent que tous les commandants des forteresses des trois royaumes les remettraient

à leur souveraine; ils réglèrent qu'on lèverait des troupes pour y contraindre les commandants qui voudraient résister à la reine ; et ce qui est remarquable, ce furent le comte don Gomez et le comte don Pèdre de Lara qu'Urraque chargea de rassembler ces troupes qui devaient faire respecter son autorité.

A peine ce signal d'une terrible guerre civile fut-il donné, que le roi d'Arragon s'avança avec son armée contre les soldats de la reine. Ils se rencontrèrent à Campo-de-Espina, auprès de Sépulvéda. Le comte de Lara commandait un corps d'élite à la tête de l'avant-garde castillane. L'avant-garde et le corps d'élite furent enfoncés par le roi d'Arragon, et don Pèdre fut obligé de prendre la fuite. Le comte de Gomez, qui commandait la seconde ligne, soutint les efforts des Arragonais avec la plus grande intrépidité; mais il périt en combattant. Un grand nombre des guerriers qu'il commandait reçurent aussi la mort sur le champ de bataille; l'effroi dissipa le reste de l'armée de la reine. Urraque fut obligée de se réfugier dans la Galice ; et le roi entra en vainqueur dans Burgos, dans Carrion, dans Sahagun, dans la ville de Léon. Urraque fit lever des troupes dans toutes les contrées qui reconnaissaient encore son pouvoir. Les différents partis qui divisaient la Galice se réunirent contre le roi d'Arragon; ils résolurent de reconnaître pour leur monarque le jeune prince né d'Urraque et de son premier mari Raymond de Bourgogne; ils le conduisirent à Saint-Jacques de Compostelle.

L'évêque le sacra avec une grande solennité. La mère du nouveau roi s'était avancée jusques à un château voisin d'Astorga. Les grands qui venaient de couronner son fils désirèrent de le voir réuni à leur reine; ils partirent à la tête d'un grand nombre de guerriers, pour le conduire auprès d'Urraque (1112). Déjà ils avaient soumis la ville de Léon, déjà ils s'avançaient vers le but de leur expédition, lorsque le roi d'Arragon, brûlant du désir d'enlever le fils d'Urraque, arriva à l'improviste avec l'élite de ses troupes, et les attaqua avec impétuosité. Les Galiciens se défendirent vaillamment; mais ils furent obligés de céder au nombre et de se retirer dans Astorga, après avoir perdu beaucoup des leurs. Leur jeune roi fut sauvé néanmoins par l'évêque de Saint-Jacques, qui parvint, pendant le combat, à le dérober aux recherches des Arragonais, et à le conduire à sa mère.

Urraque, après avoir rassemblé une nouvelle armée en Galice, reparut dans le royaume de Léon, pour faire lever le siége d'Astorga, qui se défendait avec peine contre don Alphonse. Un grand nombre de seigneurs des Asturies et de Castille, et don Henri, comte de Portugal, vinrent la joindre avec leurs guerriers. Le roi d'Arragon ne crut pas pouvoir résister à tant de troupes réunies; il leva le siége d'Astorga : il crut même devoir dérober sa retraite; il décampa pendant la nuit. Mais son départ fut bientôt connu : on le poursuivit; on l'investit dans la ville où il se renferma, et il ne put reprendre librement la route de ses états, qu'en

promettant de rendre à Urraque toutes les places dont il s'était emparé dans les royaumes de Léon et de Castille.

Mais la question de la légitimité du mariage d'Alphonse et d'Urraque n'était pas encore décidée. Le pape Pascal II ne laissa pas échapper une occasion éclatante d'accroître ou de consolider les prétentions de son siége; il envoya en Espagne l'abbé du monastère de Classe, voisin de Ravenne. Ce légat consulta les principaux seigneurs des royaumes d'Urraque et d'Alphonse, et convoqua un concile qui devait se réunir dans la ville de Palencia, et prononcer sur le mariage du roi.

(1113) Don Alphonse cependant ne se pressait pas de rendre à Urraque les places dont il s'était emparé. Les grands de Castille étaient bien éloignés de le porter à remplir ses promesses; ils commençaient à être mécontents de la grande faveur que la reine continuait d'accorder au comte don Pèdre de Lara. Urraque eut même besoin de l'intervention de l'évêque de Saint-Jacques pour n'être pas abandonnée par les Galiciens, auxquels on était parvenu à rendre ses dispositions très suspectes. Ils la suivirent néanmoins, et avec leur secours elle s'empara de Burgos.

(1113) Pendant que les Galiciens, les Castillans, les Arragonais, tournaient ainsi leurs armes les uns contre les autres, les almoravides entrèrent dans le bassin du Tage, prirent plusieurs villes, ravagèrent les environs de Tolède, et l'année suivante ils portèrent de nouveau le fer et le feu dans la Nou-

velle-Castille. Il était temps que les chrétiens missent fin à leurs discordes sanglantes, et réunissent leurs efforts contre les Maures, leurs ennemis communs. (1114) Le concile de Placentia, le légat du pape, et peut-être le pontife lui-même, déclarèrent nul le mariage d'Alphonse et de la reine. Le roi parut renoncer à ses prétentions. Les royaumes de Navarre et d'Arragon furent de nouveau distincts de ceux de Léon, de Castille, des Asturies et de Galice; et don Alphonse ne songea plus qu'à chercher un dédommagement des couronnes qu'il perdait dans de nouvelles conquêtes sur les Sarrasins.

Ces musulmans étaient près d'éprouver un échec considérable. Don Raymond, comte de Barcelone, Aymery, vicomte de Narbonne, Guillaume, comte de Montpellier, d'autres puissants vassaux de France, et les Pisans, devaient bientôt s'emparer de l'île de Majorque où régnaient les Sarrasins. Don Alphonse crut le moment favorable pour agrandir son royaume d'Arragon, reprendre sur les Maures les contrées qu'ils avaient enlevées aux chrétiens, et s'emparer de l'importante place de Sarragosse, cette ancienne capitale de la Celtibérie; il rassembla toutes ses troupes, il convoqua tous ses chevaliers, il réunit ses *riches-hommes*, c'est-à-dire ceux des nobles, des seigneurs, des possesseurs de terres, qui pouvaient entretenir à leurs dépens une compagnie d'hommes armés; il annonça solennellement son expédition : il publia, pour ainsi dire, une croisade contre les musulmans du nord de l'Espagne. L'ardeur guerrière et le zèle religieux ré-

pondirent à son appel : on accourut de très loin sous ses enseignes. On vit arriver de France Gaston, seigneur de Béarn, Centul, seigneur de Bigorre, le comte de Comminges, le vicomte de Gavardan, l'évêque de Lescar, Rostron, comte du Perche, et un grand nombre d'autres vassaux ou chevaliers français. L'expédition commença par la prise de Tudéla, que l'on dut à l'audace et à l'habileté du comte du Perche.

(1116) Ne voulant pas craindre les invasions des Sarrasins de Valence, il fit bâtir la ville de Montréal vers les frontières de ces musulmans; et, pour la rendre une forteresse inexpugnable, il la donna à ces chevaliers du temple dont la renommée s'était répandue jusques au fond de l'Occident. Il leur accorda en même temps des domaines considérables, et il voulut qu'ils pussent conserver le cinquième du butin qu'ils enlèveraient aux mahométans.

Pendant la durée de cette guerre des Arragonais contre les Maures de Sarragosse, la conduite de la reine Urraque excite un grand mécontentement dans ses états. L'évêque de Saint-Jacques, dont la puissante influence lui avait été toujours si utile, et plusieurs autres grands personnages des quatre royaumes, veulent sauver l'état qu'Urraque leur paraît pousser vers un abîme dangereux. Ils forment la résolution de faire déclarer la Galice, les Asturies, la Castille et le royaume de Léon en faveur du jeune Alphonse Raymond. Ils le font proclamer roi dans Ségovie, dans Avila, dans Salamanque,

dans plusieurs autres villes, et le jeune prince reçoit de nouveau, dans la cathédrale de Saint-Jacques de Compostelle, le serment des seigneurs de Galice.

La reine marche vers Saint-Jacques, avec un corps de troupes considérable et plusieurs vassaux de Léon et de Castille. Les habitants l'introduisent dans la ville, dont le jeune roi et les guerriers qui étaient auprès de lui viennent de sortir. L'évêque se retranche dans son église. Quelques seigneurs pacifiques proposent une sorte d'arrangement que la reine s'empresse d'adopter.

Urraque part de Saint-Jacques avec son armée, pour soumettre ceux qui ne voulaient pas déposer les armes et reconnaître sa puissance. Elle est obligée de se renfermer dans Sobéroso, où l'assiège le comte don Pèdre Féolaz, aux soldats duquel s'étaient réunis les guerriers envoyés par la reine de Portugal, sœur mais ennemie d'Urraque. Plusieurs grands de Léon et de Castille obtiennent cependant de don Pèdre qu'il lève le siége de Sobéroso, et, après une nouvelle pacification apparente, la reine revient à Léon.

Tout annonçait néanmoins de nouvelles et sanglantes discordes entre les partisans de la mère et ceux d'Alphonse Raymond: de terribles conspirations allaient ensanglanter de nouveau la Galice. Une grande assemblée nationale est convoquée dans le monastère de Sahagun, pour conjurer l'orage. On rédige un traité de paix et de réconciliation: le jeune roi le signe, et soixante des princi-

paux seigneurs du parti de la mère et de celui du fils jurent qu'ils en garantissent la durée.

(1117) L'évêque de Saint-Jacques avait principalement contribué à un arrangement qui satisfaisait vivement la reine. Après être allée auprès de son fils, dont elle n'a qu'à se louer de l'accueil, elle désire de témoigner sa reconnaissance à l'évêque, et veut réprimer à Saint-Jacques les mouvements des nombreux ennemis du prélat. Ces Galiciens, dont les fluctuations politiques et peut-être l'ambition de l'évêque auraient seules, dans ces temps de troubles et de dissensions, allumé la haine, se réfugient dans des églises et dans des monastères. Ils animent la multitude : leur force et leur audace s'accroissent. La reine, qui n'était ni aimée ni estimée, l'évêque et toutes les personnes de leur suite, se réfugient dans la cathédrale, en barricadent les portes, en fortifient les issues. Les insurgés ne peuvent en forcer l'entrée : leur furie augmente ; ils mettent le feu au temple ; les flammes s'élèvent avec violence. On s'écrie : « Que la reine sorte, mais que l'évêque périsse » avec tous ses adhérents ! » L'évêque croit que la présence d'Urraque calmera la rage des factieux ; il l'engage à sortir de la cathédrale. La reine cède, se montre à la multitude égarée : on l'accable d'injures, on ose porter la main sur elle. Elle se sauve, au milieu du plus grand danger, dans l'église de Sainte-Marie. Le feu gagne les plus hautes tours de la cathédrale. Plusieurs de ceux qui étaient renfermés dans le temple se précipitent du haut des

murs, pour échapper aux flammes; d'autres ouvrent les portes et cherchent, les armes à la main, à s'ouvrir un passage au travers de leurs ennemis. Le sang coule, l'incendie est terrible; une horrible confusion règne autour du parvis. Le bruit se répand que l'évêque déguisé a pu sortir de la ville. On court auprès d'Urraque; on la félicite, dans un affreux désordre, de ce qu'elle n'a pas été la proie de l'incendie; et, dans son trouble extrême, elle se hâte d'accorder un pardon qu'on a l'air de lui demander.

Comment pourrait-on être surpris qu'au milieu de tant de guerres, de pillages, de dévastations, les champs arrosés de sang et couverts de ruines soient restés stériles, et qu'une grande famine ait comblé, en 1117, les malheurs de la Nouvelle-Castille ou du royaume de Tolède?

Le roi d'Arragon avait continué avec constance la guerre qu'il avait entreprise avec les Maures de Sarragosse; il s'était emparé de plusieurs places voisines de cette capitale, et, secondé particulièrement par les Français du Béarn et par ceux du Perche, il serrait de près la ville dont la conquête était l'objet de ses vœux. Les mahométans de Lérida, de Tortose et de Valence tremblent de voir tomber le boulevard de leur puissance dans le nord de l'Espagne; ils prennent les armes, et marchent en grand nombre vers la ville assiégée. Leur secours est le dernier espoir des Maures de Sarragosse. Don Alphonse va au-devant de ses nouveaux ennemis. La fortune favorise son courage;

il remporte une victoire complète, revient vers Sarragosse, et s'empare aisément d'une ville que les habitants consternés ne peuvent plus défendre.

(1118) La réduction de cette ville, l'une des cités espagnoles où le commerce des Maures avait attiré le plus de richesses de l'Orient et de l'Afrique, est suivie de celle de tant d'autres contrées, que Sarragosse se trouve, en quelque sorte, au centre du royaume d'Arragon, et devient la véritable capitale des états de don Alphonse. Ce prince y établit sa cour. Il veut l'embellir, il veut en augmenter la population, l'éclat, le commerce et la force; il y donne des propriétés à plusieurs des seigneurs de France et d'Espagne auxquels il doit sa nouvelle et si importante conquête.

(1119) Ce prince possédait encore quelques forteresses dans la partie de la Castille la plus voisine de l'Arragon. La reine Urraque lève des troupes pour les reprendre, s'avance vers Ségovie et veut attaquer Soria. Son fils Alphonse Raymond est avec elle. Mais quel nouvel effet elle va éprouver de la haine et du mépris qu'elle inspire! A peine est-elle à Ségovie, qu'un violent orage s'élève contre elle : on lui reproche la faveur qu'elle ne cesse d'accorder à don Pèdre de Lara. Un grand nombre de seigneurs, indignés contre le favori, se séparent d'elle et ne veulent reconnaître que l'autorité de son fils. On ose arrêter l'objet de ses funestes préférences; on le renferme dans un château fort. La reine est contrainte de se retirer à Léon; et don Alphonse Raymond, le petit-fils du comte de Bour-

gogne, digne du sang français qui coule dans ses veines et de l'honneur qu'il a de commander aux braves des quatre royaumes, poursuit l'entreprise commencée par sa mère, prend Soria et s'empare du district de cette ville.

A peine cette guerre est-elle terminée, que les principaux seigneurs de la Castille et de Léon, plus mécontents que jamais de la reine Urraque, l'assiègent dans le château de Léon, et l'obligent à l'abandonner à son fils. De combien de troubles, de dissensions, d'anarchie et de malheurs la conduite de la reine va continuer d'être la cause ou le prétexte, surtout dans le royaume de Galice!

Combien ces divisions auraient donné de l'avantage aux musulmans du midi de l'Espagne, si la discorde n'avait aussi régné parmi eux! Et quelle était la partie du monde qui, pendant la plus grande portion du douzième siècle, ne fût pas la proie de la force, de l'audace, de l'injustice, du brigandage, de la violence? Une nouvelle secte de musulmans s'était formée dans le royaume de Maroc; ceux qui la composaient portaient le nom d'unitaires ou d'almohades; ils avaient voulu répandre leurs opinions par la terreur de leurs armes. Un Mahomet, leur chef, rassemble quarante mille hommes, marche vers Maroc, et veut renverser l'empire des almoravides. Ali, le fils de Jousef, réunit à ses guerriers fidèles les chrétiens mozarabes: il disperse ses ennemis.

(1120) Cependant Ali meurt, et Texefin son fils lui succède. Le nouveau roi de Maroc et de l'An-

dalousie aspire à la renommée des conquérants; il veut signaler le commencement de son règne en reprenant sur les chrétiens ce qu'ils ont enlevé aux musulmans. Son armée s'avance par le royaume de Valence jusque dans le bassin de l'Èbre; elle arrive auprès de Daroca; elle y rencontre le roi d'Arragon, auprès duquel sont plusieurs seigneurs français, et particulièrement Guillaume, comte de Poitiers, qui lui a amené six cents hommes d'armes. La bravoure des chevaliers et des soldats de France et d'Espagne l'emporte sur le grand nombre et sur le courage de leurs ennemis (1121) : les Maures sont taillés en pièces. De riches dépouilles, deux cents chameaux, beaucoup de prisonniers, et la reddition de la ville de Daroca, sont le fruit de la victoire.

Si les Maures, au lieu d'attaquer le royaume d'Arragon, avaient porté leurs armes dans ceux dont la reine Urraque avait hérité, les résultats de leur grande expédition auraient pu être bien différents; les plus grands troubles y régnaient, et les sentiments ennemis qu'Urraque inspirait ne cessaient de produire ou d'accroître ces désordres. En même temps qu'elle apprend la révolte de plusieurs grands de Galice, on lui annonce que sa sœur, dona Thérèse, comtesse de Portugal, et régente de ce comté après la mort de son mari, attaque ses frontières. Elle convoque les principaux seigneurs de Castille et de Léon, réunit ses guerriers, passe en Galice, fait arrêter le comte don Dugne qu'elle regarde comme le fauteur de la rébellion, et ne lui rend la liberté que lorsqu'il a payé une forte contribu-

tion, et qu'il lui a rendu tous les châteaux qu'il tenait pour elle ou pour le roi son fils.

Mais à peine le comte est-il libre qu'il reprend les armes, et ravage plusieurs contrées. Don Diègue Gelmirez, cet évêque de Saint-Jacques que nous avons vu jouer un si grand rôle, et dont le pape Callixte II avait érigé l'église en métropole, montre le plus grand dévouement. S'empressant de se conformer à la prière de la reine, il lève des troupes à ses frais, les réunit à celles de plusieurs grands restés fidèles, attaque le comte, emporte d'assaut un château d'où Dugne ne se sauve qu'avec beaucoup de peine, le détruit, et fait également raser celui d'un autre rebelle. Il réunit ensuite ses soldats à ceux de la reine, du jeune roi et de quelques grands; et la princesse marche à la rencontre de dona Thérèse.

La comtesse de Portugal abandonne Tuy et quelques autres places qu'elle avait prises; elle campe sur la rive gauche du Minho. La reine arrive sur la rive droite. Les guerriers de l'archevêque passent le fleuve avec intrépidité, les uns dans des barques et les autres à la nage : les Portugais effrayés prennent la fuite. Toute l'armée d'Urraque entre en Portugal, y porte le fer et le feu, assiège Thérèse dans un château, et étend ses ravages jusques au Douro.

L'archevêque, n'approuvant pas la continuation de la guerre contre un ennemi repoussé, une armée chrétienne et la sœur de la reine, demande à Urraque la permission de se retirer avec ses sol-

dats. La reine oublie tous les services de don Diègue ; elle ne songe plus aux dangers qu'il a bravés pour elle ; elle imagine qu'il s'entend avec ses ennemis ; elle veut le faire arrêter : mais elle a recours à la dissimulation ; elle ne permet que le départ des soldats du prélat ; elle assure qu'elle ne peut se passer des conseils de l'archevêque ; elle exige qu'il reste auprès d'elle.

Son secret cependant est trahi. Dona Thérèse en est instruite ; elle se hâte d'en informer don Diègue, qu'elle espère de détacher du parti de la reine. L'archevêque ne peut croire aux perfides intentions d'Urraque : il congédie ses guerriers ; il ne veut se séparer ni de la reine ni de son fils ; il reprend avec eux le chemin de Galice.

A peine le Minho est-il traversé, que la reine ordonne qu'on arrête l'archevêque, ses trois frères, tous leurs domestiques, et qu'on les enferme dans un château fort. Un ami de don Diègue en apporte la nouvelle à Compostelle. A l'instant toute la ville est en combustion ; on profère contre Urraque les plus violents murmures : tous n'aimaient pas le prélat, mais tous détestaient la reine. Le clergé se réunit dans la cathédrale : on députe vers Urraque ; on demande la liberté de l'archevêque. Urraque est inexorable. Le chapitre jure de délivrer son chef. La reine furieuse arrive à Compostelle : elle entre dans l'église ; elle la voit tendue de noir. Le clergé et les principaux citoyens réclament leur pasteur ; le peuple s'indigne et menace : rien ne paraît pouvoir ébranler la reine. Mais son

fils, qui avait fait de vains efforts pour empêcher l'arrestation de don Diègue, sort de Compostelle avec plusieurs seigneurs, et va faire dresser ses tentes et celles de ses troupes sur le bord de la rivière de Tambre, au nord de Compostelle. Ce départ consterne la reine et ses partisans; il donne une nouvelle audace aux habitants de la ville: ils se rendent en tumulte auprès d'elle; ils l'insultent; ils se saisissent de celui qui avait été chargé de la garde de l'archevêque; ils veulent qu'il réponde de la liberté de don Diègue. La reine effrayée ordonne qu'on ouvre les portes de la prison du prélat, déclare qu'elle ne l'a fait arrêter que sur de faux rapports, promet de faire punir sévèrement ceux qui l'ont trompée, et, comme tous ceux qui ont recours à la force pour violer les lois, et à qui la justice éternelle finit toujours par enlever la force, elle n'inspire aucune foi, se déshonore et brise son sceptre.

L'archevêque est reçu dans Compostelle au milieu des acclamations. Il veut profiter de cette faveur populaire qu'il doit à la haine qu'on a pour Urraque: il va trouver la reine; il réclame les terres et les châteaux dont elle a dépouillé son église. Elle refuse. Don Diègue forme une ligue avec le jeune roi, plusieurs grands de Galice, et même la comtesse de Portugal. L'armée du roi et celle de la reine sont bientôt en présence; mais l'archevêque parvient à faire adopter un nouvel arrangement. On nomme des commissaires pour prononcer sur les réclamations de l'église de Saint-Jacques: ils condamnent la reine. Urraque se conforme à

leur décision, souscrit un acte de réconciliation, et donne pour garants du traité soixante des principales personnes de sa suite.

Les troubles devaient recommencer bientôt dans un état où tant de vassaux turbulents et ambitieux partageaient la puissance du monarque, où les droits du peuple étaient méconnus, où l'ignorance et la superstition donnaient tant d'influence à un clergé riche et nombreux, et où les rênes du gouvernement étaient tenues par une femme haïe et méprisée. Le fils de la reine voulut soutenir des grands qu'il aimait; il se brouilla avec sa mère: les discordes s'accrurent. Les musulmans de l'Andalousie auraient pu de nouveau ravager impunément la Castille; mais, dès 1123, le roi d'Arragon ne leur permit de penser qu'à se défendre. Ayant réuni de nouveaux soldats à ceux avec lesquels il avait reculé les frontières de ses états, et venant de recevoir de France de nouvelles cohortes de chevaliers et de guerriers avides de combattre contre les Sarrasins, il entreprit une grande et mémorable expédition: il parcourut en vainqueur le royaume de Valence, les terres de Dénia, les rivages maritimes de la Murcie; et, remontant le long des rives de la Ségura, il livra aux Maures une grande bataille auprès d'Alcaraz, et les tailla en pièces. Il ne regarda ces grands succès que comme le prélude de triomphes plus importants encore. Ses soldats allaient être exposés aux rigueurs de l'hiver, toujours très rude sur les hautes montagnes qui environnent Alcaraz, malgré le voisinage du

trente-huitième degré de latitude; il les distribua dans des quartiers choisis avec habileté (1124); et dès que la saison le lui permit, il descendit le long de la Guadarmena, parvint au Guadalquivir, répandit sans obstacle sa redoutable armée dans les différentes contrées qui composent le grand bassin de ce fleuve, ravagea les environs de Cordoue, de Jaën et de Grenade, vit accourir vers lui plusieurs milliers de chrétiens mozarabes réfugiés depuis long-temps dans les gorges les moins accessibles des monts les plus exhaussés, les emmena avec lui d'après leurs prières, revint dans ses états par les confins de la Castille et de la province de Valence, et ne licencia ses troupes, chargées de richesses, qu'après avoir signalé sa rentrée dans l'Arragon par la prise de Molina et de plusieurs autres places.

Les généraux des almoravides apprirent cependant que les Français, qui avaient été si utiles à don Alphonse pendant sa brillante expédition, avaient repassé les Pyrénées, et étaient retournés dans leur patrie (1125): espérant alors un sort plus favorable, et pleins du désir de réparer leurs défaites et leurs malheurs, ils fondirent sur l'Arragon, et, suivant l'horrible usage de ces temps si barbares, y portèrent la désolation. Don Alphonse se hâta de rappeler les Français ses alliés, et le comte du Perche, Gaston, vicomte de Béarn, et d'autres seigneurs de France, étant accourus à son secours, les musulmans furent facilement repoussés. Les contrées sarrasines furent à leur tour ravagées; et combien cette manière féroce de faire la guerre

avait d'horribles charmes pour des guerriers ignorants et avides! C'était en vain que les chevaliers dignes de leur nom s'efforçaient de s'opposer à ces sanguinaires violences; c'était en vain que tant de conciles tenus dans la péninsule avaient défendu d'inquiéter les pèlerins, de dépouiller les voyageurs, de piller les marchands, d'attaquer les laboureurs, de rompre la trève sacrée qui devait avoir lieu pendant certains jours, et particulièrement pendant les dimanches et les fêtes célébrées par l'église chrétienne : le pillage, la dévastation et l'incendie marquaient partout le passage des hommes armés.

(1126) Peu après ces dernières hostilités des Arragonais contre les Maures, la reine Urraque termina sa vie orageuse et si fatale à ses états. Presque tous les historiens de l'Espagne ont flétri sa mémoire.

Dès que don Alphonse Raymond eut appris la mort de sa mère, il se rendit à Léon, où il convoqua les prélats et les seigneurs du royaume, qui le proclamèrent leur roi. Néanmoins la funeste influence de sa mère n'était pas encore éteinte. Le favori d'Urraque, le comte don Pèdre de Lara, ne pouvait se résoudre à perdre le grand pouvoir dont il avait joui pendant si long-temps. Il s'empara de la citadelle de Léon, à la tête de quelques factieux. Le jeune roi prit d'assaut la citadelle, fit prisonniers les rebelles, et se contenta de les bannir de ses états. Il alla à Zamora, eut auprès de cette ville une entrevue avec sa tante dona Thérèse,

comtesse de Portugal, et reçut l'hommage des grands des Asturies, de la Galice et de Castille.

Don Pèdre de Lara, qu'il avait exilé, s'était cependant fortifié dans les montagnes de Santillane; et quelques autres seigneurs, impatients de toute autorité, s'étaient emparés d'un petit nombre de places de la Galice ou du royaume de Léon; mais toutes ces rébellions furent bientôt dissipées.

D'un autre côté, les peuples de Burgos, de Carrion et d'autres villes de Castille, lesquels avaient préféré l'autorité du roi d'Arragon à celle d'Urraque qu'ils détestaient, eurent à peine appris la mort de la reine, qu'ils chassèrent leurs garnisons arragonaises et se soumirent au fils d'Urraque. Alphonse VII, ou Alphonse Raymond, fut paisible possesseur des couronnes de Tolède, de Castille, de Léon, des Asturies et de Galice. Le roi d'Arragon ne crut pas devoir réclamer Burgos, Carrion et les autres places castillanes qui s'étaient déclarées contre lui; il préféra de faire une nouvelle invasion dans la province de Valence. Le comte du Perche et le vicomte de Béarn étaient dans son armée. Il s'engagea dans les hautes montagnes qui bordent cette province de Valence: une armée nombreuse de musulmans s'empressa de l'y suivre, et parvint à le renfermer dans les gorges où il avait trop audacieusement pénétré. Le roi fut investi pendant trois jours; mais il attaqua avec tant de courage les Sarrasins qui le tenaient assiégé, et il fut secondé si valeureusement par ses guerriers et les Français ses alliés, que les Maures furent

taillés en pièces, et qu'il put reprendre avec gloire le chemin de ses états.

Si les chrétiens de l'Espagne avaient à cette époque réuni leurs efforts contre les Sarrasins, les musulmans auraient peut-être été obligés de leur céder toute la péninsule et de se retirer dans le nord de l'Afrique; mais dès qu'une funeste dissension était apaisée, il en naissait une nouvelle, souvent plus déplorable encore.

On vit en 1128, Alphonse Henriquez, le fils du prince du sang de France, Henri de Bourgogne, et de dona Thérèse, tante du roi de Castille, prendre les armes contre sa mère, dont il voulait secouer l'autorité, se faire proclamer souverain de Portugal, par le plus grand nombre des seigneurs de la Lusitanie, battre les troupes de la princesse, et gouverner seul les Portugais, satisfaits de l'avoir pour leur chef.

(1130) Deux ans après la comtesse mourut. Les historiens d'Espagne lui ont reproché une vie aussi déréglée que celle de sa sœur la reine Urraque. Le roi de Castille voulut obliger le comte de Portugal à lui rendre hommage: Alphonse Henriquez s'y refusa, et soutint son indépendance les armes à la main. Guy, cardinal légat, parvint à réconcilier les deux princes. Le roi de Castille, de Léon et de Galice renonça à la suzeraineté du Portugal. Mais le ministre du pape n'oublia pas les grandes vues des pontifes de Rome; il substitua en quelque sorte le siége apostolique au trône de Galice et de Léon; et le comte de Portugal s'engagea à payer tous les

ans au pape, comme un don pieux, un tribut de quatre onces d'or.

(1131) Vers le temps où Alphonse VII signa avec le comte de Portugal le traité de paix négocié par le légat, il prit sur les Maures la ville de Calatrava, dans le haut du bassin de la Guadiana. Il la donna à l'archevêque de Tolède, qui la céda bientôt aux templiers, plus en état que ce métropolitain de la défendre contre les musulmans.

Un descendant des anciens rois mahométans de Cordoue, nommé Zafadola, gouvernait cependant la ville de Rhoda, dans la province de la Manche. Il apprend que les almoravides ont résolu sa mort, celle de ses enfants, de ses parents, de ses amis. Il ne voit qu'un moyen de sauver leur vie et la sienne. Il implore la protection du roi de Castille, lui livre sa ville, lui abandonne ses domaines, se déclare son vassal. Alphonse Raymond lui donne des châteaux et des terres dans les environs de Tolède. Mais Texefin-Ben-Ali arrive d'Afrique dans l'Andalousie avec un grand nombre d'almoravides. Il rassemble les guerriers de Séville et de Cordoue, campe auprès de cette capitale, et se prépare à entrer dans la Castille nouvelle, dont il veut raser Tolède et toutes les autres places. Quel coup impossible à prévoir va renverser ses redoutables projets! Des fantassins de Ségovie et d'Avila, et mille cavaliers castillans, avaient passé le Tage auprès de Talaveira. Ils avaient osé franchir la Guadiana; la Sierra-Moréna ne les avait pas arrêtés; ils étaient venus jusques auprès du Guadalquivir, ravageant les villes

et les campagnes musulmanes. Ils apprennent que Texefin est campé auprès d'eux, et que ses troupes sont déjà très nombreuses. D'abord, ils se croient perdus; mais ensuite, ne prenant conseil que de leur courage, ils conçoivent le plan le plus hardi. Ils partent vers la fin du jour; ils s'arrêtent à une petite distance du camp ennemi, sans avoir été découverts. La nuit arrive; elle devient obscure : ils se remettent en route; ils gardent le plus profond silence; ils se précipitent, vers minuit, dans le camp de Texefin. Combien de musulmans endormis sont égorgés par les Castillans! Ceux qui peuvent échapper à la mort s'enfuient dans le plus grand désordre. Texefin, blessé à la cuisse, ne peut que se sauver à la hâte dans Cordoue; son armée est dispersée, son entreprise au moins suspendue; et les tentes, les enseignes, les mulets, les chameaux, le bagage, le trésor des almoravides, tout tombe entre les mains des vainqueurs, qui reviennent dans leur patrie chargés de glorieux trophées.

Texefin prend quelques places, ou châteaux, dans les environs de Tolède. Mais les bandes victorieuses de Ségovie, celles d'Avila, et d'autres troupes castillanes, saccagent les environs de Séville, brûlent les maisons, coupent les arbres, enlèvent beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants, s'emparent de bijoux précieux, emmènent un nombre immense de chevaux, de bœufs et de brebis, et remportent une victoire éclatante sur les Sarrasins qui veulent défendre ou venger leur

pays. Malheureuse Andalousie, si favorisée par la nature, et condamnée aux plus horribles calamités par la férocité d'un siècle barbare! Et quelles funestes représailles succèdent à ces atrocités!

Des habitants de Salamanque et de plusieurs villes voisines s'étaient jetés sur le territoire de Badajoz. On voit briller de loin les flammes qui consument les villages et les hameaux dont ils s'approchent. Texefin marche contre eux. Quel nouveau crime l'histoire est forcée de raconter! Les chrétiens égorgent leurs captifs: mais cet attentat ne peut les sauver; la justice céleste les livre au fer des Maures; ils sont presque tous massacrés.

(1132) Texefin reprend le projet de s'emparer de Tolède. Alphonse, roi de Léon, accourt pour protéger cette capitale de la Castille; il va jusque dans le bassin du Guadalquivir; il le parcourt depuis Cordoue jusques auprès de Cadix. Texefin ne peut arrêter sa marche; et ce n'est qu'en frémissant qu'on lit dans les historiens d'Espagne les effets de ce torrent destructeur (1133). Détournons les yeux des moissons brûlées, des vignes arrachées, des oliviers abattus, des bestiaux enlevés, des villages réduits en cendres, des mosquées renversées, des imans égorgés, des vieillards, des femmes, des enfants courbés sous de pesantes chaînes.

Le roi d'Arragon voulut, à l'exemple de celui de Castille, ajouter de nouveaux succès à ceux qu'il avait déjà obtenus contre les musulmans. Toujours aidé par des Français, et particulièrement par Gas-

ton, vicomte de Béarn, Centule, seigneur de Bigorre, Guide, évêque de Lescar, il mit le siége devant la ville de Fraga près du confluent de deux rivières dans le fleuve de l'Èbre (1134). Il repoussa deux fois les Maures qui vinrent au secours de la place assiégée. Les habitants offrirent de lui rendre la ville, pourvu qu'ils pussent en sortir librement avec leurs propriétés. Le roi leur refusa cette capitulation. Une armée composée de Maures d'Afrique, de Séville, de Cordoue, de Grenade, de Valence, parut cependant près des rives de l'Èbre. Le roi d'Arragon sortit de ses retranchements pour aller au-devant de cette armée. Le combat fut terrible. La valeur des Arragonais et des Castillans ne put leur donner la victoire; leur perte fut immense. Gaston de Béarn, Centule de Bigorre, Alméric de Narbonne, l'évêque de Huesca, celui de Rhoda, furent tués en combattant. Don Alphonse vit périr autour de lui sept cents de ses gardes. Obligé de prendre la fuite, il alla se renfermer au milieu des montagnes dans le monastère de Saint-Jean de la Pégna, où il mourut de chagrin. Les Sarrasins pillèrent le camp, et conduisirent à Valence un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels était l'évêque de Lescar, qui fut obligé de payer une rançon de trois mille maravédis d'or.

La nouvelle de la défaite et de la mort du roi répandit la consternation dans l'Arragon et dans la Navarre. Les seigneurs des deux royaumes se hâtèrent de se réunir pour donner un successeur à don Alphonse. Ce prince n'avait pas laissé d'en-

fants. Dès 1131, il avait disposé par un testament de ses deux couronnes en faveur de l'ordre des templiers et de celui de Saint-Jean de Jérusalem. Les braves chevaliers de ces ordres lui avaient paru les meilleurs défenseurs qu'il pût donner à ses états contre les musulmans. Mais les Navarrois et les Arragonais eurent bientôt rejeté des dispositions qui auraient changé la forme de leur gouvernement, compromis leurs droits et soumis leur pays à des étrangers. Unanimes à cet égard, ils s'accordèrent si peu sur le choix d'un monarque, que les Navarrois se séparèrent des Arragonais. Les premiers se rassemblèrent à Pampelune, et les seconds à Jacca. Les Arragonais élurent don Ramire, troisième fils de Sanche Ramirez, et frère du roi qui venait de mourir. Ce prince s'était renfermé depuis long-temps dans un cloître; il était religieux du monastère de Saint-Pons de Tomières dans la province de Narbonne. On le couronna à Huesca; et peu de temps après il épousa Agnès, fille de Guillaume IX, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, après avoir reçu l'abolition de ses vœux monastiques d'Anaclet, que le duc Guillaume reconnaissait pour pontife de Rome.

Les Navarrois donnèrent la couronne de Navarre à don Garcie Ramirez, descendant d'un de leurs anciens rois, et dont on avait admiré le courage à la funeste bataille de Fraga. Combien cette division de l'Arragon et de la Navarre devait faire couler de sang dans les combats! Mais combien ce désastre de Fraga, si fatal à la Navarre et à l'Arra-

gon, contribua à la puissance du Léon et de la Castille!

Dès que le roi des quatre royaumes de Castille, de Léon, des Asturies et de Galice, Alphonse Raymond de Bourgogne, apprit la victoire des musulmans, il rassembla ses troupes, franchit les montagnes, suivit le cours de l'Èbre, s'annonça comme le protecteur de Najéra, de Calahora, de Tarragone, et de plusieurs autres villes, y plaça de fortes garnisons, vint à Sarragosse, y fut reconnu suzerain du comte de Barcelone, dit au roi don Ramire, à ses grands, à ses évêques, qu'il n'était venu que pour les défendre contre les Maures, enorgueillis de leurs succès, mais n'en reçut pas moins de ce moine couronné, des seigneurs et des prélats de l'Arragon, cette même ville de Sarragosse dans laquelle il laissa un grand nombre de ses soldats.

Revenant ensuite en Castille, il trouva sur sa route le nouveau roi de Navarre, qui accourait pour implorer sa protection, et pour lui faire hommage de sa couronne. Tristes effets d'une fatale journée, et de la consternation qu'elle avait répandue! Deux royaumes se divisent et s'anéantissent, pour ainsi dire, devant leur prétendu protecteur; deux braves nations, égarées par une terreur panique, laissent tomber les armes de leurs mains, si habituées à les manier avec gloire; et leur indépendance s'évanouit. De tous les malheurs qui ont accablé l'espèce humaine, combien n'ont été produits que par cet effroi soudain et irréfléchi qui brise toutes les forces de l'âme!

Dès que le roi don Alphonse eut repassé les montagnes, il convoqua dans la ville de Léon les états de tous ses royaumes : les évêques, les comtes, les seigneurs, s'empressèrent de s'y réunir. Le roi de Navarre s'y trouva. Ils proclamèrent don Alphonse empereur des Espagnes chrétiennes (1135). L'archevêque de Tolède lui remit le sceptre et la couronne. Le roi de Navarre et l'évêque de Léon soutinrent le monarque pendant la cérémonie.

Mais don Garcie se repentit bientôt de tant de soumission ; il se ligua avec le prince de Portugal, qui refusa de reconnaître la suzeraineté de don Alphonse, et prit les armes contre le nouvel empereur. La paix termina cette guerre en 1137.

Le roi d'Arragon, regrettant la solitude où on était allé le chercher pour le porter sur le trône, et fatigué des soins et des soucis de la royauté, abdiqua la couronne. La reine lui avait donné une fille, nommée Pétronille. Cette jeune princesse n'avait encore que deux ans; il la fiança néanmoins avec don Raymond, comte de Barcelone; et sur sa proposition, les états décidèrent qu'elle monterait sur le trône, lorsqu'elle serait dans l'âge d'être mariée; que le comte de Barcelone serait régent du royaume, et succèderait à l'infante, si elle venait à mourir avant d'être unie à don Raymond. Le nouveau régent obtint de don Alphonse, qui avait épousé sa sœur, que les places arragonaises où étaient des garnisons castillanes seraient rendues à l'Arragon, mais que l'empereur en recevrait l'hommage.

Les Maures cependant avaient fortifié le château d'Oréja, dans le voisinage de Tolède, et de ce château fort faisaient dans les environs de cette capitale des courses très fréquentes, pendant lesquelles les terres des chrétiens étaient horriblement ravagées. L'empereur don Alphonse voulut enlever ce fort aux musulmans (1139). Il en forma le siége, et l'entoura de béliers et d'autres machines propres à renverser les murailles les plus épaisses. Une armée de Sarrasins arriva de l'Andalousie pour secourir la place; mais ils n'osèrent pas attaquer les troupes de l'empereur, et essayèrent en vain de s'emparer de quelques villes ou châteaux.

Dans un de ces châteaux était l'impératrice. Peu effrayée de la tentative des Maures, elle leur fait dire combien elle est étonnée que des chevaliers renommés par leur valeur et par leur courtoisie attaquent une femme et une reine; que l'empereur les attend sous les murs d'Oréja, que c'est sous ces remparts qu'ils doivent signaler leur courage.

La galanterie chevaleresque des Maures applaudit aux paroles de la reine; ils ne réclament que le bonheur de la voir. Elle se montre sur le haut d'une tour; les Maures défilent devant elle, témoignant par leurs acclamations l'admiration que sa beauté leur inspire; et, n'ayant aucune espérance de vaincre don Alphonse, ils abandonnent leur entreprise et se retirent au-delà des monts, dans leur Andalousie.

Les habitants d'Oréja capitulent. L'empereur observe avec loyauté les conditions de l'arrange-

ment, traite les chefs des Sarrasins avec magnificence, et les fait conduire avec une escorte jusques à la première ville musulmane.

(1139) Peu de mois avant l'importante prise d'Oréja, les Maures avaient éprouvé dans l'Alentéjo un malheur bien plus grand. Alphonse Henriquez, ce prince de la maison de Bourgogne, et par conséquent ce prince du sang de France, qui régnait sur le Portugal, s'était jeté, à la tête de troupes valeureuses, sur les contrées musulmanes situées au midi de ses états; il était parvenu vers la province des Algarves, jusque dans les campagnes qui entourent la ville d'Ouriques. Les alcades ou gouverneurs de Béjà, d'Évora, d'Elvos et de Badajoz, avaient marché à sa rencontre. Ils l'attaquent sur une montagne où il s'était fortifié; ils le pressent sans pouvoir le forcer dans ses retranchements; et tout d'un coup il sort avec tant d'audace de ses lignes, et se précipite sur les Maures avec une si grande impétuosité, que les musulmans sont saisis de terreur. Un grand nombre de Maures succombent sous le fer des chrétiens; presque tous les autres sont faits prisonniers; et dans l'ivresse de la victoire, les Portugais, au milieu des plus vives acclamations, proclament roi de Portugal, le prince qui vient de montrer tant de valeur. Le nouveau monarque voit parmi les captifs plus de mille chrétiens mozarabes; il se hâte d'ajouter un nouvel éclat à sa victoire : il leur donne la liberté.

Cependant les rois chrétiens d'Espagne oublièrent de nouveau leurs véritables intérêts. Au lieu

de réunir leurs forces pour délivrer toute la péninsule du pouvoir des musulmans, ils tournèrent bientôt leurs armes les uns contre les autres. Don Raymond, comte de Barcelone, régent et héritier éventuel du royaume d'Arragon, souhaitait avec ardeur de recouvrer la Navarre. Il vint trouver l'empereur. Les deux princes convinrent d'attaquer don Garcie, et réglèrent entre eux la manière dont, après la défaite du roi de Navarre, ce royaume serait partagé entre la Castille et l'Arragon.

Don Garcie, informé du grand danger qui le menaçait, s'empressa de se liguer avec le nouveau roi de Portugal.

L'empereur entra dans la Navarre, s'empara de plusieurs places le long de la rivière et de la vallée d'Arga, et vint mettre le siége devant Pampelune. Don Garcie marcha contre les Arragonais et les Catalans, commandés par don Raymond; il les tailla en pièces: mais l'empereur, qui avait levé le siége de la capitale de la Navarre, ayant paru pendant que les Navarrois pillaient le camp des Arragonais, les vainqueurs prirent la fuite, et les dépouilles des vaincus furent prises par les Castillans.

L'approche des grandes chaleurs de l'été obligea cependant l'empereur à distribuer ses troupes jusques à l'automne dans des quartiers de rafraîchissement (1140). Le roi de Portugal, craignant d'être attaqué par les musulmans de l'Andalousie, se détermina bientôt à faire la paix avec don Alphonse; et les grands de la Castille, du Léon et de la Na-

varre portèrent l'empereur et don Garcie à s'arranger l'un avec l'autre.

(1141) Bientôt après, des chevaliers du temple vinrent en Arragon réclamer, au nom de leur ordre, l'exécution du testament du roi don Alphonse. Leur demande fut rejetée par les Arragonais; mais on leur accorda des terres, des domaines, des revenus considérables, et particulièrement une église du Saint-Sépulcre, qu'on fonda à Calatayud.

Les Arragonais se donnèrent par ces concessions de braves auxiliaires contre les Sarrasins (1143). Ces musulmans furent taillés en pièces auprès de Tolède, par Mugne Alphonse, célèbre général de l'empereur d'Espagne. Texefin crut devoir confier la défense du royaume de Cordoue à l'alcade de Valence, qu'il nomma gouverneur général des provinces de Séville, de Cordoue et de Grenade. L'empereur fit une nouvelle invasion dans l'Andalousie, brûla les moissons, les vignes, les oliviers, donna des fers ou la mort à un grand nombre de mahométans. Mais une troupe de Maures, commandée par Farar, alcade de Calatrava, que les musulmans avaient repris, se mit en marche pour aller ravager les environs de Tolède et jeter des renforts dans Mora, que les Castillans menaçaient (1143). Le valeureux Mugne Alphonse s'avance contre les Sarrasins; il fait des prodiges de valeur, et néanmoins ne peut vaincre des ennemis trop nombreux, tombe glorieusement avec tous les siens sous les coups des Maures, et expire percé de flèches. La tête du brave Castillan fut envoyée, comme un sanglant et barbare tro-

phée, à Cordoue, à Séville, et ensuite à Maroc.

L'empereur, après l'été de l'année suivante, rentra dans l'Andalousie, massacra ou fit prisonniers tous les musulmans qui ne purent pas se dérober à ses armes, enleva tous les troupeaux, pilla les objets précieux, détruisit les châteaux, les hameaux, les villages dans les campagnes de Séville, de Cordoue, de Grenade et d'Almérie. Fidèle à l'esprit féroce de son siècle, on aurait dit qu'il voulait partout allumer des bûchers et multiplier les hécatombes pour apaiser les mânes du général qu'il avait perdu.

(1144) Quelques mois auparavant, le roi de Navarre était venu à sa cour épouser sa fille dona Urraque. Une grande magnificence fut déployée dans les fêtes données à l'occasion de ce mariage. Remarquons qu'il y eut dans cette solennité des danses publiques, des concerts, des joutes, des tournois, et au milieu de ces nobles spectacles, des combats de taureaux, qui ne rappelaient que trop ces jeux sanglants des cirques romains, dont le renouvellement était au moins bien superflu pour des peuples aussi braves que ceux de l'Espagne, et un ridicule divertissement donné par de malheureux aveugles renfermés dans un parc, au milieu duquel on lançait un porc qu'ils étaient obligés de poursuivre à coups de bâton.

Quel affreux délire, cependant, va armer plus que jamais les musulmans les uns contre les autres! Quelle aveugle ambition, quelles discordes intestines vont ensanglanter de nouveau cette Es-

pagne méridionale, si souvent dévastée par la guerre étrangère!

On distinguait dans l'Andalousie et dans les contrées voisines, les mahométans indigènes, qu'on nommait *Agaréniens*, et ceux d'Afrique, auxquels on donnait le nom de *Morabites*. Les agaréniens, mécontents de Texefin, qui, occupé de guerres intérieures dans le royaume de Maroc, ne peut les défendre contre les forces des chrétiens, veulent se soustraire à sa domination; ils élisent pour leurs chefs, l'alcade Mahomet, issu des anciens rois de Cordoue, et ce Zafadola, qui avait reconnu l'empereur d'Espagne pour son souverain. Une horrible résolution succède au choix de ces deux chefs : tous les Africains doivent être massacrés. Cet épouvantable attentat leur paraît nécessaire pour assurer leur indépendance (1145). Mahomet, à la tête d'un corps de troupes, s'empare de Mortola, de Murcie, de Valence et de Tortose, près de l'embouchure de l'Èbre. Grenade, Jaën, Baëza, Ubéda et Andujar sont pris par Zafadola, et l'on passe au fil de l'épée les Africains qui habitaient dans ces places ou dans les pays voisins.

Aben-Gama, lieutenant de Texefin, veut en vain arrêter la fureur des agaréniens; il est vaincu et contraint de se renfermer dans le château de Cordoue. Les morabites qui peuvent se sauver, se réfugient dans Séville, dans Carmone, dans Almodovar.

Un musulman, nommé Aben-Fandi, fait armer en sa faveur les habitants de Cordoue. Aben-Gama

se retire à Séville. L'Espagne musulmane, bien loin de former une seule monarchie, se divise en plusieurs états. Aben-Gama ne conserve que Séville et ses dépendances ; Aben-Fandi règne à Cordoue et à Calatrava; Zafadola domine dans Grenade, Jaën, Murcie; et Mahomet commande dans Valence et Tortose.

Le roi de Portugal profite des troubles qui agitent l'Andalousie, pour surprendre Santarem. L'empereur fait une grande faute: il croit devoir accorder à Zafadola, son ancien vassal, le secours que ce musulman réclame pour agrandir ses états. Les Castillans obligent plusieurs Sarrasins qui n'obéissaient pas à Zafadola, à reconnaître l'autorité de ce chef; mais le Maure réclame avec hauteur le butin et les prisonniers qu'avaient faits les Castillans. Ses guerriers en viennent aux mains avec ceux de l'empereur; il est vaincu, fait prisonnier, conduit au camp des chrétiens, et massacré par des soldats qui se disputent sa possession.

(1146) Aben-Gama, le lieutenant de Texefin, part de Séville pour aller assiéger, dans Cordoue, l'agarénien Aben-Fandi. Ce dernier chef se sauve à Andujar, et, suivant l'exemple de Zafadola, implore l'assistance de don Alphonse. L'empereur passe lui-même en Andalousie; et Aben-Gama, trop faible pour lutter contre ses armes, le reçoit dans les murs de Cordoue, se soumet à sa puissance, et, comme Aben-Fandi, le reconnaît pour son suzerain.

Cette défection du général de Texefin est suivie

de malheurs bien plus grands encore qui se précipitent sur le roi de Maroc. Ce monarque avait confié la conduite de la guerre qu'il soutenait contre les almohades à un Barcelonais nommé Revertaine. Ce brave et habile général, qui avait remporté de grandes victoires contre les ennemis de Texefin, venait de mourir à Maroc. A peine la nouvelle de sa mort parvient-elle à Abdulménon, le chef des almohades, qu'il conçoit les plus grandes espérances, rassemble son armée, et met à feu et à sang plusieurs contrées du royaume de Maroc, qu'il parcourt en vainqueur. Texefin lève de nombreuses troupes, y joint un grand nombre de chrétiens d'Espagne qu'il a depuis long-temps à sa solde, et s'avance vers ses ennemis. Une grande bataille se donne: la victoire se déclare pour Abdulménon. Texefin court se renfermer dans un château fortifié. Abdulménon l'assiège. Des feux d'artifices sont lancés contre la tour qui renferme le roi; un feu terrible et soudain s'y développe : le monarque est brûlé vif avec plusieurs de ses guerriers, et Abdulménon poursuit la conquête du royaume.

Mahomet Aben-Zat, voyant l'empire des almoravides détruit en Afrique par les almohades, passe dans la péninsule ; et, doué d'un grand courage, de beaucoup d'esprit, d'une fermeté inébranlable, d'un caractère doux, généreux, bienfaisant, des plus propres à faire naître et conserver l'affection des peuples, il parvint à se placer sur les trônes de Valence, de Murcie, de Guadix et de Baëza.

L'empereur d'Espagne ne laisse pas échapper l'occasion si favorable de vaincre les musulmans divisés par la guerre et le fanatisme. Il s'empare de Calatrava, se jette dans l'Andalousie, et forme le projet de prendre Almérie, port de mer où se retiraient de nombreux corsaires mahométans, qui portaient le ravage sur tous les rivages chrétiens de la Méditerranée. Mais il n'a point d'armée navale, et il croit ne pouvoir réussir dans l'expédition importante qu'il médite qu'avec le secours d'une flotte. Il a recours à son beau-frère don Raymond, comte de Barcelone et prince d'Arragon, à Guillaume, duc de Montpellier, à la république de Gênes et à celle de Pise. Il leur fait parler de tout l'intérêt qu'ils ont à la destruction d'Almérie; il les engage à réunir leurs vaisseaux et à tenir investi par mer l'asile des corsaires dont les courses leur sont si funestes. Pise, Gênes, le duc de Montpellier et le comte de Barcelone adoptent sa proposition avec empressement; et lorsque le moment convenable est arrivé, il se met à la tête des chevaliers, des vassaux et des autres guerriers de la Galice, des Asturies, de Léon, de la haute et de la basse Estramadure, de la Castille, de Tolède et de ceux que son gendre, le roi de Navarre, lui amène. Il réduit sous son obéissance plusieurs forteresses, Baëza, plusieurs autres places, et, traversant la haute chaîne de montagnes appelée Sierra-Névada, il paraît sous les murs d'Almérie, que les musulmans avaient fortifiée avec le plus grand soin. Dans le même temps, on voit les vais-

seaux de Barcelone, du duc de Montpellier, de Gênes et de Pise former autour du port une ligne formidable. On bat les remparts avec un grand nombre de machines de guerre. On donne plusieurs assauts, que les assiégés soutiennent avec une grande valeur; et, malgré la courageuse résistance des Maures, les chrétiens emportent la place, dans laquelle ils font beaucoup de captifs (1147). On trouve dans la ville des richesses immenses: l'empereur en distribue la plus grande partie à ses alliés. On a remarqué que les Génois avaient eu, dans leur partage, un vase précieux composé, suivant les uns, d'un superbe morceau de prase, et orné, suivant les autres, de riches émeraudes.

A l'exemple de l'empereur, le roi de Portugal s'empare de quelques places musulmanes, et met le siége devant Lisbonne. Les Maures la défendent avec intrépidité. Il commençait à désespérer de la prendre, lorsqu'on lui annonce que des guerriers français, allemands, flamands et anglais, partis d'Angleterre pour la Palestine sur une flotte de cent voiles, et ayant été retardés dans leur voyage par des tempêtes et des vents contraires, viennent de relâcher près de l'embouchure du Tage, pour y faire de l'eau et y prendre des rafraîchissements. Il va trouver ces valeureux croisés; il leur représente que la saison est peu favorable à la navigation qu'ils ont entreprise; il les engage à commencer, sous les murs de Lisbonne, la guerre sainte qu'ils ont promis de faire aux ennemis du Christ.

Les croisés se réunissent au roi de Portugal. La ville de Lisbonne est prise d'assaut, après un siége de quelques mois. Don Alphonse partage noblement avec les croisés les richesses que l'on trouve dans la ville, et bientôt Sintra, Almada, Palméla et d'autres places tombent, comme Lisbonne, sous la domination du roi.

Mais, depuis plus de cinquante ans, quelle était la contrée de l'Europe qui ne présentât pas le terrible spectacle de tous les abus de la force, de toutes les violences de la guerre, de tous les crimes, de toutes les misères humaines? Et quel demi-siècle fut, en effet, plus profondément plongé dans les ténèbres de l'ignorance et d'une honteuse superstition? L'Océan qui environne les îles britanniques n'avait pu les garantir, pendant cette époque désastreuse, du fléau si contagieux des plus grandes calamités.

Nous voyons, dès le commencement de cette période, Guillaume II ou le Roux, roi d'Angleterre, recevoir avec hauteur Malcolm, roi d'Écosse, refuser de suivre un ancien usage, ne pas vouloir s'en rapporter, relativement à leurs prétentions mutuelles sur le Cumberland, à une assemblée des nobles de l'Angleterre et de ceux de l'Écosse, réunie sur la frontière des deux royaumes, rompre les traités, et forcer, pour ainsi dire, à la guerre l'Écossais irrité.

Malcolm s'empressa d'assembler une armée. Il entra dans le Northumberland, le ravagea, alla mettre le siége devant Alnwick. Et de quelle hon-

teuse perfidie se rendit coupable le gouverneur de cette place ! Il demanda à capituler, obtint des conditions avantageuses, fit ouvrir les portes de la ville, s'avança au-devant du roi, et, au moment où il lui présentait les clefs d'Alnwick, il enfonça son épée dans un des yeux de Malcolm, le tua et fit massacrer le fils du roi d'Écosse. La garnison se jeta à l'instant sur les Écossais surpris et consternés, les mit en fuite, les poursuivit, en fit un grand carnage ; et le corps de l'infortuné monarque, mis sur une mauvaise charrette, fut remis par deux paysans à la reine d'Écosse, qui mourut de chagrin.

Ce prince fut vivement regretté, non seulement des habitants de l'Écosse, mais même des Anglais, qui avaient toujours trouvé dans son royaume un asile assuré contre la tyrannie de Guillaume II et celle de Guillaume Ier. Donald, frère de Malcolm, s'empara du trône, et contraignit à sortir de l'Écosse ses neveux, tous les réfugiés anglais que Malcolm avait protégés, et particulièrement Edgar Atheling. Il voulut néanmoins venger la mort de son frère, et porta le fer et le feu dans plusieurs contrées de la Grande-Bretagne. Guillaume II fit marcher contre lui Duncan, fils naturel de Malcolm, qui s'était retiré en Angleterre, et que le frère de Guillaume II, Robert, duc de Normandie, avait armé chevalier. Duncan dispersa les guerriers de Donald, qui se réfugia dans les îles occidentales de l'Écosse. La nation écossaise lui donna la couronne de son père. Mais il eut le

malheur de former une garde composée d'Anglais. Les Écossais furieux passèrent au fil de l'épée cette garde étrangère. Le roi effrayé prit la fuite; les Écossais ne le rappelèrent qu'en lui faisant promettre de ne jamais introduire d'étrangers armés dans son royaume. Un comte de Merns l'assassina, et Donald reprit les rênes du gouvernement.

Toutes ces révolutions délivrant Guillaume de la crainte de ces Écossais, il résolut de s'emparer des états de son frère Robert. Il conduisit en Normandie une armée nombreuse ; il soumit plusieurs places ou châteaux fortifiés; mais Philippe, roi des Français , étant accouru au secours de Robert, son vassal, ces châteaux et ces villes furent bientôt repris. Guillaume recourut alors à un singulier expédient pour se procurer l'argent dont il manquait, et qu'il regardait comme nécessaire au succès de son expédition. Il ordonna une nouvelle levée de vingt mille hommes. Ses agents parvinrent facilement, par de nouveaux abus de l'autorité despotique du roi, à ne comprendre dans cette levée que des Anglais ayant un peu de fortune et un grand désir de ne pas quitter leur famille. Il fut permis à chacun des inscrits de rester dans ses foyers en payant dix schellings. Tous les Anglais appelés s'empressèrent de compter cette somme, et Guillaume eut l'argent dont il avait besoin.

(1094) Le roi d'Angleterre apprit bientôt cependant que les anciens Bretons du pays de Galles prenaient les armes contre Louis, et qu'une con-

spiration dangereuse était près de seconder leur attaque; il crut devoir suspendre l'exécution de ses projets sur la Normandie, et repassa dans son royaume.

Les établissements que Robert Fitzhamon, comte de Glocester, Roger, comte de Shrewsbury, et son fils Arnulph, avaient formés dans le comté de Glamorgan, dans celui de Pembrok, dans celui de Montgommery, avaient irrité les fiers Gallois, si justement jaloux de l'indépendance dont ils jouissaient au milieu de leurs sauvages montagnes. Ils étaient tombés de toutes parts sur les seigneurs normands qui avaient envahi une partie de leur territoire; ils avaient repris presque toutes les places dont ces Normands s'étaient emparés, soumis l'île d'Anglesey, passé au fil de l'épée la garnison de Montgommery, et s'étaient répandus dans les comtés de Chester, de Shrops, et d'Héreford, ravageant les campagnes, renversant les édifices, massacrant les habitants. Guillaume, de retour en Angleterre, marcha contre eux à grandes journées; il reprit la ville de Montgommery. Les Gallois refusèrent la bataille qu'il leur présenta, et se retirèrent dans leurs forêts impénétrables, au milieu des gorges de leurs monts escarpés. C'est de ces asiles qu'ils sortaient à l'improviste pour se jeter sur les guerriers de Guillaume qui osaient s'en approcher, et qui trouvaient une mort inévitable dans toutes les tentatives que ces soldats faisaient pour percer au travers de ces bois antiques et touffus. Tous les efforts de

Guillaume furent inutiles, et il ne put qu'élever sur les frontières des Gallois des camps retranchés, des châteaux fortifiés, des espèces de forteresses, dont les garnisons devaient réprimer leurs redoutables excursions.

Il voulait d'ailleurs ne pas perdre de temps pour aller réprimer l'insurrection du comte Robert Mowbray. Ce courageux et habile capitaine n'avait pu supporter l'ingratitude de Guillaume, pour lequel il avait, avec ses propres forces, remporté contre les Écossais d'importantes victoires. Plein de ressentiment, et ne rencontrant que des Anglais indignés du despotisme et de la dureté de Guillaume, il avait conçu le projet de le renverser du trône, et d'y élever à sa place Étienne, comte d'Albemarle, neveu de Guillaume Ier. Un grand nombre de seigneurs et d'hommes puissants s'étaient ligués avec Mowbray. Le roi s'avança vers le château ou plutôt la ville de Bamburg, dans laquelle Mowbray s'était renfermé; une embuscade l'attendait sur la route, et il n'aurait pu y échapper, si l'un des insurgés ne l'eût averti du danger qui le menaçait. N'espérant pas pouvoir s'emparer de Bamburg, que la situation de ce château paraissait rendre imprenable, il ordonna de l'investir, renforça le blocus par la construction ou la réparation d'une forteresse voisine, et se retira avec plusieurs de ses guerriers.

Peu de temps après le départ du roi, Mowbray voulut surprendre Newcastle; mais, poursuivi par la garnison de la nouvelle forteresse, il ne put re-

gagner la ville de Bamburg, fut obligé de se sauver dans un monastère, et y fut pris avec ses officiers, malgré la résistance la plus courageuse. Un de ses parents, nommé Morel, continuait de défendre Bamburg, où la comtesse de Mowbray était restée. On amena sous les remparts le malheureux captif, et un héraut annonça à la comtesse et à Morel que l'on allait arracher les yeux au prisonnier, si la place ne se rendait pas à l'instant; la comtesse éplorée et Morel en firent ouvrir les portes (1095). Robert fut condamné à une prison perpétuelle.

Morel voulut sauver sa vie; il dévoila toutes les ramifications de l'insurrection. Un grand nombre d'insurgés furent punis avec la plus grande sévérité. Le comte de Shrewsbury n'obtint son pardon qu'en payant trois mille livres. Roger de Lacy étant parvenu à s'échapper et à passer en France, ses biens furent confisqués : on les donna à son frère le comte d'Eu. Mais quelque temps après, ce comte d'Eu fut accusé d'avoir trempé dans la conspiration; il demanda à prouver son innocence dans un combat singulier, d'après l'usage de France, introduit en Angleterre depuis la conquête. Le combat eut lieu à Salisbury. Le comte fut vaincu, déclaré coupable, et puni par la perte de la vue, et par une seconde et horrible mutilation. Guillaume d'Aldery, parent du monarque, et qui l'avait tenu sur les fonts baptismaux, fut condamné à être pendu, malgré l'opinion générale des Anglais qui le regardaient comme innocent, et ce respec-

table vieillard n'arriva au lieu de son supplice qu'après avoir été traîné de place en place, en chemise, nu-pieds, sous la main infâme du bourreau, et tout couvert du sang innocent qui découlait de ses blessures.

Ce fut dans la même année que Robert, duc de Normandie, partant pour la Terre-Sainte, où nous l'avons vu déployer tant de valeur, engagea son duché à son frère Guillaume, pour une somme de dix mille marcs d'or, que le roi d'Angleterre s'empressa de lever sur ses sujets par un emprunt forcé qui ne devait pas être remboursé.

Il n'est pas surprenant que, victime de tant d'avarice et de cruauté, le peuple anglais ait voulu voir dans une aurore boréale, qui brilla pendant plusieurs nuits de suite, le signe effrayant de la colère céleste et de la vengeance terrible qui attendait une implacable tyrannie.

(1096) Pendant que Guillaume était occupé dans la Normandie ou dans le Maine, à combattre contre ceux qui ne voulaient pas reconnaître son autorité, un Gallois nommé Owen, irrité contre deux chefs ou rois de ses compatriotes, dont il était beau-frère, trahit son pays, et facilita aux comtes de Chester et de Salisbury l'entrée dans ce pays de Galles, pour la sûreté duquel il aurait dû sacrifier et ses ressentiments et sa vie. Les deux comtes ravagèrent la malheureuse patrie du coupable Owen, forcèrent les deux rois, qui n'avaient pas eu le temps de rassembler leurs guerriers, à se réfugier en Irlande, et portèrent les haches et les torches

de la destruction jusque dans l'île d'Anglesey. Des Norwégiens, sous la conduite de leur roi Magnus, s'étaient emparés de l'île de Man; ils débarquèrent dans celle d'Anglesey, mirent en déroute les soldats du comte de Shrewsbury qui fut tué, mais remontèrent bientôt sur leurs barques, et s'éloignèrent de ces malheureux rivages.

Les hommes d'armes avaient trop ravagé l'Angleterre, pour qu'elle ne dût pas éprouver une affreuse famine. Ce fléau ne put inspirer aucune pitié à Guillaume; il ne l'empêcha pas d'imposer de nouvelles taxes à un peuple expirant de besoin; et s'il en employa une partie du produit à construire une grand salle dans Westminster, et à relever pour l'utilité publique le pont de Londres, que les eaux avaient emporté, il s'en servit aussi pour donner une nouvelle force à son despotisme, en faisant environner d'une nouvelle muraille la fameuse tour de sa capitale.

(1097) Un traité de paix avait remis Guillaume en possession du comté du Maine; mais dès qu'il fut retourné en Angleterre, Hélie de La Flèche prétendit de nouveau à ce comté, se présenta devant le Mans, provoqua la garnison à une sortie, la mit en déroute, entra avec les fuyards dans la ville, et fut reçu par les habitants avec de vives acclamations. Guillaume était à la chasse lorsqu'il en reçut la nouvelle. « Qui m'aime me suive, » s'écria-t-il à l'instant. Il vola vers Darmouth, monta sur un vaisseau qu'il y rencontra, rassura les matelots effrayés par la violence du vent, les obligea à lever l'ancre,

arriva à Harfleur, rassembla des troupes, marcha au secours du château du Mans, et contraignit Hélie à lever le siége de cette forteresse; mais ayant reçu, en assiégeant une petite place, un coup de pierre si violent qu'il faillit à perdre la vie, il ravagea le Maine, et repartit pour l'Angleterre. La mort l'y attendait.

(1099) Peu de jours après son retour dans la Grande-Bretagne, il voulut chasser dans la forêt où était mort son frère Richard; il avait avec lui Walter Tyrrel, chevalier français, célèbre par son adresse à tirer de l'arc. Vers le soir ils se trouvèrent séparés du reste des chasseurs. Le roi mit pied à terre, pour attendre sa suite; un cerf passa près de lui. Guillaume le blessa et se mit à le poursuivre, un second cerf s'élança près du roi. Une flèche lancée par Tyrrel, et renvoyée par un arbre, rencontra Guillaume et le frappa au cœur. Le roi tomba mort. Tyrrel, effrayé quoique innocent, s'enfuit dans les états du roi de France.

Deux paysans rencontrèrent le corps du roi; ils l'emportèrent à Winchester. Ce n'était plus qu'un cadavre inanimé qui n'inspirait aucune crainte; on l'enterra, sans aucune cérémonie, sous la tour de la cathédrale : aucun courtisan n'assista à ces solitaires funérailles.

Bien loin de donner des regrets à son règne, sa mémoire fut maudite. On oublia que, par un édit singulier, monument de l'ignorance du siècle, un criminel pouvait racheter sa vie, en prouvant qu'il savait lire; on ne se souvint que de ses dé-

bauches avec des prostituées, de ses exactions, de ses emportements, de ses cruautés, de son mépris pour l'autorité des lois, de son horreur pour les libertés des Anglais ; on ne parla plus de lui qu'avec l'expression de la haine.

Le trône appartenait au frère de Guillaume, à Robert, duc de Normandie, d'après le traité conclu entre les deux princes et garanti par les principaux seigneurs de la Normandie et de l'Angleterre. Mais Robert, qui avait quitté la Palestine après la prise de Jérusalem, s'était arrêté dans l'Apulie, où il avait reçu la main d'une princesse célèbre par sa beauté, Sibille, fille du comte de Conversana. Il y vivait dans les plaisirs avec sa compagne, et prodiguant à ses courtisans toutes ses richesses. Dès que Henri, le second frère de Guillaume, fut instruit de la mort du roi, il se hâta de profiter de l'absence de son frère et de se rendre à Winchester. Il demanda les clefs du trésor royal à Guillaume de Breteuil, à qui ce trésor avait été confié. Breteuil refusa de les donner, voulant les conserver, dit-il, pour Robert, le légitime héritier de la couronne d'Angleterre. Henri était aimé : on l'appelait le Beau-Clerc, parce-qu'il était bel homme et instruit pour son siècle. Il était né fils de roi ; il avait vu le jour en Angleterre ; il était véritablement Anglais ; on craignait les prodigalités de Robert et son amour pour les plaisirs. Un grand nombre de seigneurs se déclarèrent pour Henri ; le comte de Meulan surtout embrassa son parti avec chaleur. On força Breteuil

à remettre à Henri le trésor de Guillaume. Une élection tumultueuse eut lieu : Henri fut proclamé roi. Il courut à Londres : l'évêque Maurice le sacra; l'archevêque d'Yorck le couronna ; et lorsque ces deux cérémonies furent terminées , à peine, suivant quelques historiens, soixante-six heures s'étaient-elles écoulées depuis la mort de Guillaume II.

Il redoutait cependant le retour de son frère, les droits de Robert au trône, et les sentiments de plusieurs Anglais. Il voulut se donner la plus grande des garanties, en obtenant l'amour de la nation. Il ne perdit pas un moment pour publier une charte dont il fit répandre un grand nombre de copies dans le royaume. Par cet acte solennel, il confirma ou renouvela tous les priviléges dont les Anglais avaient joui avant la conquête; il annula les abus sous lesquels la nation avait gémi pendant les règnes tyranniques de son père et de son frère; il renonça aux revenus des évêchés et des abbayes vacants , et à l'usage presque incroyable de les mettre publiquement en vente; il exempta les héritiers des nobles et de leurs vassaux des droits excessifs qu'ils étaient obligés de payer pour se mettre en possession de leurs terres; il permit à tous ceux qui relevaient de la couronne et à leurs veuves de se remarier ou de marier leurs enfants selon leur volonté; il céda la tutelle des mineurs à leurs mères ou à leurs plus proches parents; il supprima le droit de monnayage; il remit toutes les amendes dues à la cour de l'échi-

quier; les barons purent disposer, par un testament, de leurs biens personnels; on régla le partage des successions dont on n'avait pas disposé; on déchargea les cautions des personnes accusées de félonie; les terres des militaires vassaux de la couronne furent exemptées des tailles, des autres contributions, des dons prétendus gratuits; et enfin toutes les lois de saint Édouard, si chères aux Anglais, furent remises en vigueur.

Cette charte si remarquable venait de briser les instruments de la tyrannie. Le nouveau monarque voulut y ajouter encore, tant il lui importait de conquérir les cœurs de ses sujets. Il accorda des priviléges très étendus à la ville de Londres, qui venait de le reconnaître avec enthousiasme. Il abolit l'odieuse loi du *couvre-feu;* il chassa de sa cour les indignes fauteurs des débauches et du barbare despotisme de son frère. Ralf Flambard, infâme ministre des cruautés de Guillaume, perdit son siége de Durham, fut privé de ses revenus, emprisonné dans la Tour de Londres; et Henri rappela Anselme, archevêque de Cantorbéry, d'autant plus chéri du peuple, que le peuple avait détesté Guillaume.

Anselme apprit la nouvelle de son rappel avec des transports de joie, qui devinrent plus vifs encore lorsqu'on lui dit que le nouveau monarque désirait de lui confier la direction générale des affaires du royaume. A peine néanmoins l'archevêque fut-il arrivé en Angleterre, qu'une fâcheuse division faillit à éclater entre le monarque et lui.

Le prélat rappela une décision d'un concile de Bari, et refusa de rendre hommage au roi pour les fiefs attachés à son siége; il exigeait même que Henri renonçât au droit de donner l'investiture aux évêques et aux abbés. Le roi, vivement irrité de l'audace d'Anselme, se repentit de l'avoir rappelé; mais il ne se regardait pas encore comme très affermi sur son trône; il craignit que l'archevêque et ses partisans ne favorisassent les prétentions du duc Robert. Il dissimula son mécontentement, et convint avec Anselme d'envoyer des députés au pape, pour être dispensé d'obéir à des décrets contraires aux usages de la nation. Henri d'ailleurs voulait épouser Mathilde, fille de Malcolm III, roi d'Écosse, et de Marguerite, sœur d'Edgar Athelin. Cet Edgar avait amené sa nièce en Angleterre et l'avait placée dans un couvent de Winchester: elle n'y avait pas fait de vœux, mais elle y avait pris le voile de religieuse. L'archevêque Anselme assembla un concile national à Lambeth, déclara Mathilde libre de tout engagement ecclésiastique, et Henri reçut la main de la fille de Malcolm.

Robert cependant arrive dans la Normandie, et reprend le gouvernement de son duché. Bientôt il annonce ses prétentions à la couronne d'Angleterre. Il se plaint de son frère qui, pendant son absence, lui a ravi le sceptre qui lui appartient. L'évêque de Durham, échappé de la Tour de Londres, et plusieurs seigneurs normands sont prêts à soutenir ses droits. Il apprend qu'un parti

puissant se déclare pour lui en Angleterre ; il s'embarque avec confiance. Une grande partie de la flotte anglaise le reconnaît pour roi ; et à peine débarque-t-il à Portsmouth, qu'un grand nombre d'Anglais se réunissent autour de lui , lui jurent de sacrifier leurs fortunes et leurs vies pour le succès de sa cause , et lui annoncent que son frère doit être bientôt abandonné de toute la nation.

Henri cependant rassemble son armée. Anselme harangue les chevaliers et les autres guerriers ; il leur parle de toutes les lois que l'Angleterre vient de recevoir de Henri ; il rappelle leurs serments, raffermit leur dévouement, anime leur zèle. Henri s'approche de Portsmouth, et les deux frères sont en présence ; mais chacun d'eux se méfie des dispositions des Anglais et du succès de ses armes. Anselme et presque tous les seigneurs et prélats des deux armées parlent de négociations. On a horreur d'une nouvelle guerre civile. Un traité solennel est conclu. Robert cède à son frère tous ses droits sur la couronne d'Angleterre. Henri s'oblige à lui payer annuellement trois mille marcs d'argent ; il lui abandonne le Cotentin, à l'exception de Domfront. Les partisans des deux princes doivent être rétablis dans tous leurs biens et dans tous leurs honneurs, en Angleterre ainsi qu'en Normandie ; et il est convenu que si Robert ou Henri meurt sans enfants , son frère lui succèdera.

Henri cependant, peu fidèle à ses engagements,

n'attendait qu'une occasion de faire éprouver aux seigneurs qui s'étaient déclarés pour son frère le ressentiment secret dont il était animé contre eux. De lâches délations, et la résistance armée que plusieurs de ces vassaux opposèrent à ce qu'on méditait contre leur sûreté, lui donnèrent les moyens de satisfaire sa haine. Ils furent vaincus, dépouillés de leurs biens et bannis du royaume (1102). On compta parmi les proscrits le fils de ce vaillant Roger de Montgommery, qui avait rendu de si grands services à Guillaume, Robert de Bélesme, comte d'Arundel et de Shrewsbury. On vit aussi, parmi ces victimes, Roger, comte de Lancastre, Arnolphe de Montgommery, comte de Pembrok, Robert de Pontefract et Robert de Malet. Ces condamnations détruisirent la puissance rivale de celle du monarque, qu'avaient donnée à plusieurs seigneurs normands les immenses concessions de Guillaume Ier. L'anéantissement d'un pouvoir aussi dangereux devait amener, avec le temps, un ordre de choses favorable aux libertés et au bonheur des peuples comme à l'autorité légitime des rois. Mais ce n'est pas à la violation de la foi jurée, à une politique cruelle, à l'injustice et à la violence qu'on voudrait rapporter ce progrès de la civilisation.

Vers le même temps, revinrent de Rome les députés que le roi y avait envoyés. Le pape avait refusé de dispenser les Anglais de l'exécution des décrets de Bari. Henri persista dans le maintien de sa prérogative. Anselme refusa de consacrer les

évêques établis par le monarque. La dispute devint très vive. Henri eut besoin de rappeler tous les services qu'Anselme lui avait rendus, et le crédit dont il jouissait auprès du peuple, pour ne pas le faire descendre de son siége. Anselme voulut aller plaider sa cause auprès de Pascal II. Le roi envoya au pape l'évêque de Nordwich, celui de Litchfield, et un autre ecclésiastique des plus habiles de son royaume. Le pontife persista dans son refus, et menaça même d'excommunier Henri. On s'arrangea cependant, et on convint que le monarque n'accorderait plus l'investiture des bénéfices, mais que les évêques et les abbés lui rendraient hommage (1103).

Vers la même année, Guillaume de Warenne, comte de Surrey, avait été dépouillé de ses biens. Henri s'était trop souvenu que Guillaume avait embrassé la cause de son frère. Le comte de Surrey va en Normandie, et se plaint vivement auprès du duc de l'injustice qu'il vient d'éprouver. Robert, imprudemment, passe en Angleterre avec onze chevaliers; il reproche au roi la confiscation des domaines du comte. Henri s'irrite. Le comte de Meulan, premier ministre d'Angleterre, effraie Robert. Le duc de Normandie se hâte, pour sortir du danger dans lequel il s'est jeté, de faire présent à la reine de la pension annuelle de trois mille marcs qu'on lui avait promise. Henri rétablit dans ses biens le comte de Surrey, et le duc revient en Normandie en maudissant sa témérité.

Le comte de Mortagne et de Cornouailles, privé

par des juges vendus au roi de tout ce qu'il possédait en Angleterre, était venu dans le comté de Mortagne, et, s'étant joint à Robert de Belesme, ravageait la Normandie à la tête de plusieurs aventuriers, sans que le duc Robert songeât à garantir ses états de tant de désordres et de violences. Livré dans Rouen à la plus honteuse débauche, le duc avait prodigué ses richesses et abandonné presque tous ses domaines.

(1104) Les seigneurs normands, n'espérant aucune protection de Robert, implorèrent l'assistance de Henri. Le roi, saisissant avec avidité une occasion aussi favorable d'enlever la Normandie à son frère, lui écrivit pour lui reprocher sa coupable indolence et le menacer de son intervention en faveur des Normands, qui avaient réclamé le secours de ses armes; et bientôt après, oubliant les promesses qu'il avait faites aux Anglais, dédaignant leurs droits, et n'imitant que trop le despotisme de son père et de son frère Guillaume, il leva avec rigueur, et sans le consentement de la nation, une taxe excessive, destinée à soutenir la guerre qu'il voulait porter en Normandie, quelque étrangère qu'elle fût aux intérêts de la Grande-Bretagne.

(1105) Arrivé sur le continent, Henri s'empara de Caen et de plusieurs autres places, sans que le bruit de ses conquêtes réveillât, pour ainsi dire, Robert de son honteux sommeil. Le duc de Bretagne et le comte d'Anjou ne crurent pas devoir s'opposer à ses succès. L'évêque de Séez, ennemi

implacable du comte de Mortagne et de Robert de Belesme, qui l'avaient chassé de son siége, et qui n'espérait que de Henri son rétablissement et la punition des deux comtes, ne cessait d'exciter l'ardeur du roi et de favoriser ses ambitieux projets. Et qu'on voie de nouveau quel était l'esprit du siècle. Cet évêque de Séez avait célébré la fête de Pâques à Carentan, en présence du roi. Henri et toutes les personnes de sa cour portaient des cheveux longs. Une application ridicule de passages vénérés par les chrétiens, et quelques unes de ces idées absurdes si communes dans le commencement du douzième siècle, avaient fait regarder à plusieurs membres du clergé comme une grande faute cet usage de porter de très longs cheveux. L'évêque prêche avec force contre cette mode, qu'il représente comme criminelle. Henri et ses courtisans, entraînés par son éloquence, consentent à y renoncer. L'évêque prend des ciseaux, et s'empresse de couper lui-même, dans l'église, les cheveux du roi et de ses chevaliers.

Mais ce qui est bien plus digne d'attention que ce zèle bizarre d'un évêque, c'est que, suivant Guillaume de Malmesbury, Henri avait beaucoup hésité avant de se déterminer à déposséder Robert, que ce fut le pape Pascal II qui dissipa ses scrupules, et que ce pontife lui montra la guerre qu'il ferait à son frère comme une expédition louable, et dont dépendait le salut de la Normandie.

Quoi qu'il en soit, Henri, continuant de s'avancer dans cette province, avait pris Bayeux et plu-

sieurs autres villes. Il repassa en Angleterre avant la fin de la campagne, y leva l'argent et les troupes qui lui étaient nécessaires pour terminer la conquête qu'il avait entreprise.

Robert, ne voyant aucun moyen de résister aux armes de Henri, imagina d'avoir recours à l'affection de son frère; il conçut l'espérance de l'engager à renoncer à la Normandie et à lui rendre les places dont il s'était emparé. Il passa pendant l'hiver dans la Grande-Bretagne. Mais combien son attente fut trompée! Henri le traita avec mépris. « Regardez-vous comme bien heureux, lui dit-il, » de pouvoir retourner en Normandie. » Robert repartit furieux contre son frère, en faisant entendre des malédictions et des menaces, qui d'abord ne parurent pas émouvoir le roi.

Mais bientôt Henri craignit que les plaintes de Robert n'inspirassent aux Anglais un grand intérêt en faveur de ce prince; il n'osa pas d'ailleurs imposer de nouveau de fortes taxes à la nation, sans l'assentiment des grands du royaume, et il avait besoin de beaucoup d'argent pour achever la conquête du duché de son frère. Il réunit donc une assemblée générale des évêques et des barons; il leur parla des débauches, de l'indolence, de toutes les fautes du duc, des lettres par lesquelles le pape l'avait exhorté à s'emparer des états de Robert, de tout ce qu'il avait cherché à faire pour les Anglais depuis son avènement au trône, de la charte qu'il avait donnée pour garantir tous leurs priviléges, de la volonté inébran-

lable où il était de ne les gouverner jamais que d'après les lois les plus équitables, de l'assurance que lui donnerait dans toutes les circonstances l'affection de ses sujets. L'assemblée crut à ses promesses, lui accorda des subsides considérables, et Henri, à la tête de nombreuses troupes, débarqua en Normandie.

(1106) Robert s'avance contre lui avec le comte de Mortagne, Robert de Belesme, et plusieurs autres grands vassaux normands qui détestaient la domination de Henri. La bataille s'engage. Robert, secondé par le comte de Mortagne, met en déroute le principal corps des Anglais; mais l'aile commandée par Belesme est mise en fuite par le comte du Maine, qui combat pour Henri; et, le monarque s'avançant avec la cavalerie de réserve, l'armée du duc, malgré tous les efforts de ce prince, est entièrement dispersée. Robert ne veut pas quitter le champ de bataille; il est fait prisonnier avec le comte de Mortagne et Edgar Athelin. Rouen ouvre ses portes au vainqueur; et Robert, transféré de prison en prison, commence de subir une effroyable captivité, que la mort ne termine qu'au bout de vingt-huit ans. Cette proscription accusera à jamais, auprès de la postérité, l'homme cruel qui a osé traiter avec tant de barbarie le frère qui lui avait sauvé la vie, et qui a cru expier ce crime en fondant l'abbaye de Reading. Et quelle était donc alors la faiblesse de Philippe Ier, de ce roi des Français qui ne peut défendre un prince dont il était le suzerain et devait être le protecteur, et qui ne peut

empêcher un voisin dangereux de devenir le vassal le plus redoutable? Triste effet de l'anarchie féodale, et d'une forme de gouvernement où rien ne garantit une nation fière, spirituelle et valeureuse contre les effets de la lâcheté, de la paresse ou de l'incapacité de son roi!

On n'a même recours en aucune manière à l'autorité suprême de Philippe, pour les règlements que le nouveau duc concerte à Lisieux avec les barons et les prélats normands, pour l'annulation des aliénations consenties par Robert, et pour la démolition de ces châteaux forts bâtis depuis le règne de Guillaume-le-Conquérant, que Henri regardait comme des retraites propres à seconder les révoltés, et que le roi de France aurait pu considérer comme des forteresses nécessaires à la défense d'une partie de son royaume.

Que l'on soit juste cependant envers Henri. Ce prince rendit à Robert de Belesme tous les biens et tous les honneurs dont le père de ce Robert avait joui, à condition qu'il restituerait l'évêché de Séez, Argentan et la forêt de Goular. Il fit bien plus.

Par une suite des droits féodaux réservés au monarque, les Anglais dont le domaine relevait de celui de la couronne étaient obligés de fournir au prince tous les vivres et toutes les provisions nécessaires au roi et à ceux qui l'accompagnaient. Les gens de la suite du prince, sous le prétexte de recevoir ou d'exiger ces provisions, se rendaient presque toujours coupables des excès les plus criminels; ils brûlaient ou vendaient publiquement

l'excédant de ce qu'on leur avait fourni sur la quantité qui leur avait été nécessaire; ils lavaient leurs chevaux avec les liqueurs qu'ils ne pouvaient consommer, et, ravageant toutes les contrées qu'ils traversaient, ils maltraitaient les hommes, et violaient avec tant d'audace les femmes et les filles, que les habitants du pays par lequel le roi devait passer abandonnaient leurs maisons, s'enfuyaient avec leurs familles au fond des bois encore si étendus dans la Grande-Bretagne, et y cachaient avec effroi tout ce qu'ils pouvaient emporter. Henri publia et fit exécuter avec sévérité un édit qui condamnait à perdre les yeux ou les mains ceux qui, à sa suite, se rendraient coupables de violences. Un autre édit ordonna que la perte de la vue et une honteuse mutilation seraient la punition des monnayeurs qui continueraient d'altérer les espèces d'or et d'argent sous la protection des nobles, dans les maisons desquels ils établissaient l'atelier de leur brigandage, et qui ne souffraient pas que les officiers de justice pussent pénétrer dans les repaires qu'ils avaient accordés.

La nature des peines infligées par ces deux édits montre la barbarie du siècle; mais ces édits paraissaient aux Anglais des preuves de la modération et de l'équité de leur roi.

Mais la confiance du peuple se dissipa bientôt. A peine Henri se crut-il paisible possesseur de la Normandie, qu'il ne dissimula plus ses véritables sentiments : remplaçant sa première affabilité par la plus grande hauteur, il gouverna

avec le despotisme le plus opposé à la charte qu'il avait promulguée.

(1109) Vers ce temps, Anselme, archevêque de Cantorbéry, assemble un concile, dans lequel il fut ordonné que tous les prêtres mariés quitteraient leurs femmes, sous peine d'excommunication; et, après la mort de ce prélat, Thomas, élu archevêque d'York, fut obligé, d'après la décision d'une assemblée de barons et de prélats convoqués par le roi, de signer une profession solennelle d'obéissance canonique à l'archevêque de Cantorbéry, primat du royaume, avant d'être sacré et de recevoir le pallium des mains du légat du pape.

Des ambassadeurs de Henri V, roi de Germanie et empereur des Romains, arrivèrent cependant en Angleterre, et demandèrent pour leur souverain la main de la princesse Mathilde, qui n'avait encore que huit ans. Le mariage fut arrêté, et, dès l'année suivante, la princesse partit pour l'Allemagne avec de riches présents, et une dot pour laquelle on établit une nouvelle taxe, qui n'ajouta pas faiblement au mécontentement de la nation.

Avant le départ de cette princesse, Henri conçut de nouvelles craintes sur la possession de la Normandie. Ce n'était plus Philippe qui régnait sur les Français; son fils, Louis VI, dit le Gros, lui avait succédé, et se montrait digne du trône par son courage, son caractère et son habileté. Il existait un jeune fils du duc Robert; il se nommait Guillaume. Henri avait remis la garde de son neveu à

Hélie de Saint-Saën; craignant la très grande affection d'Hélie pour Guillaume, il ordonna à Robert de Beauchamp de se saisir du prince et de l'emmener dans un château fort. Hélie sauva Guillaume, et se déclara pour lui. A son exemple, Robert de Belesme et plusieurs autres seigneurs normands embrassèrent le parti du fils de leur ancien duc; Foulques, comte d'Anjou, promit de l'unir avec sa fille, et Louis-le-Gros résolut de secourir le successeur légitime du duc Robert son vassal.

Henri revint en Normandie, et commença la guerre. Il obtint des succès, il éprouva des revers; il s'empara de Gisors. Le roi de France, qui était à la tête de son armée, fit proposer à celui d'Angleterre de terminer la guerre par un duel entre les deux rois, ou par un combat de trois chevaliers français contre trois chevaliers anglais. Henri refusa les deux combats. On ne peut qu'approuver la sagesse qui empêcha Henri d'oublier ses devoirs de monarque et de général; mais comment ne pas désirer de pouvoir applaudir à l'ardeur chevaleresque de Louis et à la haute idée qu'il avait de la valeur des Français?

Robert de Belesme remporta plusieurs avantages sur les troupes de Henri. Mais il fut surpris à Bonneville; et quoique Louis lui eût donné le titre de son ambassadeur, pour négocier avec le roi de la Grande-Bretagne, il fut arrêté, conduit en Angleterre, et condamné à une prison perpétuelle.

La ville d'Alençon se soumit à Henri. Tous les

funestes résultats de l'anarchie féodale, les révoltes coupables de plusieurs grands vassaux, les trames secrètes des autres, les négligences et la mauvaise volonté des moins puissants, ne laissèrent à Louis ni assez de temps ni assez de forces pour s'opposer aux succès chaque jour renouvelés du roi d'Angleterre ; et le valeureux roi d'une nation si renommée pour son courage, et que l'union aurait rendue invincible, fut obligé de consentir à la paix qui lui fut proposée. Il fut convenu que les barons normands qui avaient combattu sous les drapeaux de Guillaume seraient rétablis dans leurs biens, que le comte d'Anjou rendrait hommage au duc de Normandie pour le comté du Maine, et que la fille de ce comte, qui avait été promise au fils du duc Robert, épouserait un autre Guillaume, fils et héritier présomptif de Henri.

A quel malheureux arrangement l'insubordination et la rébellion des vassaux de France soumettent le généreux Louis et son peuple! Quel traité que celui qui doit augmenter un jour la puissance déjà si dangereuse du duc roi d'Angleterre!

L'infortuné fils de Robert, obligé de renoncer à ses états, à celle qui devait être sa compagne, à l'asile que lui avait donné le comte d'Anjou, erra, comme un fugitif, de province en province, et ne trouva un refuge, au moins momentané, qu'auprès de Baudouin VII, comte de Flandre.

Henri, revenu triomphant dans la Grande-Bretagne, crut pouvoir plus que jamais se livrer à

cette ardeur pour le despotisme qu'il avait dissimulée pendant quelque temps; et voilà pourquoi, voulant écarter tous les obstacles qui pouvaient s'opposer à ses projets, et connaissant toute l'influence que les membres du clergé exerçaient sur la nation, il eut un grand soin de ne laisser monter sur les chaires épiscopales ou abbatiales que des étrangers, dont la résistance lui paraissait moins à craindre que celle des Anglais.

Cette époque cependant ne fut pas uniquement marquée par les évènements politiques que nous venons de retracer : de grands phénomènes physiques ont, vers le même temps, agité ou ravagé l'Angleterre et quelques contrées voisines. L'occident de la Grande-Bretagne éprouva un de ces ébranlements auxquels il devait être exposé, à cause de la nature du terrain de la côte voisine d'Irlande et des îles Hébrides. Un tremblement de terre fut ressenti dans les environs de Shrewsbury, et particulièrement dans la chaîne de montagnes qui séparent la vallée de la Saverne d'avec les sources du Trent (1110). On a écrit que ces sources avaient été momentanément dérangées par les secousses des montagnes, que la rivière fut en quelque sorte sans eau pendant près de deux heures, et qu'on la passa presque à pied sec auprès de Nottingham. Un hiver très rigoureux fit périr un grand nombre d'hommes et de bestiaux. Une grande sécheresse enleva ensuite à plusieurs rivières, et même à la Tamise, une très grande partie de leurs eaux. Nous avons vu de vastes inondations de la mer (1111),

dont les flots furent peut-être soulevés par un nouveau tremblement de terre, couvrir une grande partie des côtes des Pays-Bas. Un très grand nombre d'habitants de ces rivages submergés abandonnèrent leur patrie, envahie par l'Océan, et allèrent chercher un refuge en Angleterre. Henri les accueillit avec empressement. Il voulut d'abord les établir dans le comté d'York; mais voyant qu'ils ne pouvaient pas s'accorder aisément avec les anciens habitants de ce comté, il les transporta dans le pays de Pembroke et dans les contrées voisines et situées vers le midi du pays de Galles. Cette nouvelle colonie, dévouée à son fondateur, forma comme une barrière contre les excursions des Gallois, ces fiers habitants des montagnes, ces braves défenseurs de l'ancienne indépendance bretonne. Ces courageux Gallois attaquèrent des étrangers dont le voisinage ne pouvait pas leur convenir; ils étendirent leurs courses armées sur plusieurs comtés de l'Angleterre. Henri, irrité et croyant que le pays de Galles ne pourrait résister à ses armes victorieuses, entreprit une guerre qui n'avait pu réussir à aucun de ses prédécesseurs, et résolut de ne laisser aucun Gallois indépendant de son autorité. Vains projets! Ses soldats entrèrent dans le pays de Galles par trois vallées différentes; ils ravagèrent tous les endroits où ils purent pénétrer. Mais les anciens Bretons eurent la sagesse de ne pas hasarder de batailles; ils ne sortaient de leurs gorges et de leurs forêts inaccessibles que pour surprendre les corps détachés, cou-

per la retraite à ceux qui s'engageaient trop avant dans les étroits défilés des bois et des montagnes, enlever les vivres, tomber comme la foudre sur les Anglais imprudents qui s'écartaient trop de leurs enseignes. Cette manière de défendre la liberté de leur pays affaiblit à un tel degré l'armée de Henri, qu'il fut obligé de renoncer à son entreprise, et d'accorder aux Gallois une paix avantageuse (1114).

Quelque temps après, Henri désira de faire reconnaître, par les Anglais, son fils Guillaume, comme héritier présomptif de sa couronne (1116). Ce fut principalement pour ce grand acte que, suivant plusieurs auteurs anglais, il convoqua à Salisbury les états du royaume, où se trouvèrent, non seulement les grands vassaux séculiers et ecclésiastiques auxquels on a donné le nom de pairs temporels et spirituels, mais encore des députés des communes ou habitants libres, et que quelques historiens ont nommés le premier parlement de la Grande-Bretagne.

Louis-le-Gros cependant profita du premier moment où il crut pouvoir prendre les armes avec succès pour remplir ses devoirs de roi des Français, de suzerain de la Normandie, de protecteur du duc Robert et de son fils Guillaume (1118). Il céda et reprit Gisors; il s'empara de l'Aigle. Amauri de Montfort surprit Évreux; le comte d'Anjou réduisit Alençon; Baudouin VII, comte de Flandre, ravagea la Normandie jusques aux portes de Rouen, où Henri s'était retiré avec ses troupes,

n'osant pas risquer une bataille contre Louis VI et ses vassaux.

Tous ces vassaux du roi des Français ne furent pas long-temps fidèles à leur monarque. Foulques, comte d'Anjou, gagné honteusement par une forte somme que lui donna Henri, abandonna de nouveau le parti de son roi, s'attacha à celui du monarque étranger, et termina le mariage projeté dans le temps entre sa fille et Guillaume, prince d'Angleterre. Le comte de Flandre avait été tué d'un coup de lance. Le redoutable guerrier français Enguerrand de Chaumont venait de mourir. Henri conçut de nouvelles espérances.

(1119) Nous avons vu les deux rois combattre à Brenneville, et Louis y déployer toute sa valeur. Henri y montra aussi un grand courage. Attaqué par un brave chevalier normand, nommé Guillaume Crispin, il reçut deux coups de sabre, qui fendirent son casque et sa tête, et malgré sa grave blessure, désarçonna son adversaire et le fit prisonnier. Les Anglais avaient surpris les Français, qui avaient eu à peine le temps de former leur première ligne, et néanmoins, à l'exemple de Guillaume Cliton, prince de Normandie, ils combattirent avec tant d'audace, qu'ils culbutèrent l'avant-garde anglaise, la rejetèrent sur le corps principal, qui ne put soutenir leur choc, et auraient gagné la bataille, si, se croyant trop sûrs de la victoire, ils n'avaient pas abandonné leurs rangs et présenté une troupe en désordre aux nouveaux efforts des Anglais.

Nous avons vu aussi la guerre continuer avec des succès divers, et un traité ménagé par le pape Callixte II la terminer, ou du moins la suspendre. Les places prises furent rendues des deux côtés; les prisonniers recouvrèrent leur liberté; et le fils du roi d'Angleterre rendit hommage au roi de France, pour le duché de Normandie.

Un évènement terrible vint troubler ou plutôt anéantir la satisfaction que la paix avait donnée à Henri. Il s'était embarqué à Harfleur, pour retourner en Angleterre. Son fils Guillaume, qui avait alors près de dix-huit ans, monta sur un vaisseau de Thomas Fitz Stephen, dont le père avait conduit Guillaume-le-Conquérant lors de sa première expédition contre Harald. Trois cents jeunes nobles montèrent sur le même vaisseau, et par une déplorable fatalité, s'empressèrent de s'y livrer à la débauche. Les mariniers, à leur exemple, burent jusques à l'ivresse. Le prince ordonna qu'on tâchât d'atteindre le vaisseau de son père. Fitz Stephen était hors d'état de commander la manœuvre. Le bâtiment donna avec tant de violence contre un rocher couvert, qu'il s'ouvrit de tous les côtés. On mit la chaloupe en mer; on y précipita le prince, et elle touchait déjà le rivage, lorsque Guillaume entendit les cris de la comtesse de Perche, sa sœur naturelle, qui était restée sur le vaisseau. Le prince se hâta de retourner vers le bâtiment entr'ouvert; mais tant de passagers se jetèrent dans la chaloupe ramenée par l'ordre de Guillaume, qu'elle s'enfonça dans la mer; et tous ceux qui avaient cher-

ché leur salut sur cette embarcation périrent, comme les matelots et les passagers restés sur le vaisseau que l'Océan allait engloutir. On cacha, pendant trois jours, au roi ce funeste accident; il tomba évanoui lorsqu'il l'apprit à Southampton. La nation anglaise ne regretta pas un prince qui avait annoncé le plus grand penchant pour la tyrannie; mais le roi resta inconsolable. La reine Mathilde était morte depuis deux ans. Ne voulant pas que sa couronne passât à son neveu le prince de Normandie, Henri se remaria avec Adélaïde, fille de Godefroy, duc de Louvain. L'archevêque de Cantorbéry officia au couronnement de la reine; et quel étonnement mêlé d'indignation on éprouve, lorsqu'on lit dans les historiens qu'au milieu de la cérémonie cet archevêque, voyant son souverain assis sur son trône, et la couronne sur la tête, osa regarder cet attribut de la royauté comme une atteinte à ses droits, que le monarque eut la faiblesse de lui demander pardon, et que le prélat porta l'audace jusques à détacher le diadème, l'ôter de dessus la tête de Henri, et le replacer ensuite comme pour lui permettre de le porter!

Les Gallois cependant, apprenant que le comte de Chester, dont ils redoutaient beaucoup la valeur, avait péri avec le fils du roi, firent une incursion dans le comté que ne pouvait plus protéger ce vassal, et le ravagèrent (1121). Henri pénétra avec son armée jusque dans le comté de Caernarvan; mais blessé dangereusement d'un coup de flèche, et prévoyant qu'il aurait trop d'ob-

stacles à vaincre pour poursuivre ses projets contre les Gallois, il fit la paix avec ces anciens Bretons, qui lui donnèrent des otages, et, en lui livrant cinq cents paires de bœufs, lui remirent une grande partie de leurs richesses.

Il est à remarquer que, vers ce temps, l'archevêque de Cantorbéry étant mort, les évêques prièrent le roi de trouver bon que ce prélat fût remplacé par un prêtre séculier, et non pas, suivant l'usage, par un régulier, les moines étant totalement dévoués au pape, et ennemis, non seulement du clergé séculier, mais encore de l'autorité du roi. Henri agréa et confirma l'élection du doyen d'un chapitre; mais le pontife de Rome ne lui accorda le pallium qu'avec peine, parceque le nouvel élu n'était pas du clergé régulier.

Quels singuliers évènements vont se succéder! et quelles mœurs vont continuer de nous présenter l'Angleterre et la Normandie! Un comte de Meulan, secrètement encouragé par son suzerain le roi des Français, prend les armes en faveur du brave Guillaume, fils de Robert. Le comte de Montfort le seconde. Henri est obligé de repasser la Manche, pour s'opposer aux efforts de ces deux vassaux. Il fortifie les châteaux de Rouen, de Caen et d'Arques, c'est-à-dire qu'il ajoute à la hauteur, à l'épaisseur et à la solidité de leurs tours et de leurs remparts, ainsi qu'à la profondeur de leurs fossés. Foulques, comte d'Anjou, irrité de ce que le roi d'Angleterre lui a renvoyé sa fille Sibille, devenue veuve par la mort du prince de la Grande-Bretagne,

et a gardé néanmoins les terres et les châteaux qui avaient formé sa dot, prend le parti des comtes de Meulan et de Montfort. Il fait venir auprès de lui Guillaume, fils de Robert, et lui donne la main de cette Sibille, qu'il lui avait destinée avant de la marier avec le fils de Henri. Mais les comtes de Montfort et de Meulan tombent dans une embuscade, et sont faits prisonniers. Henri s'empare aisément de leurs châteaux qu'ils ne peuvent plus défendre; et pour ne pas voir un ennemi dont il craint la valeur succéder un jour au comte d'Anjou, il obtient du pape que ce pontife casse le mariage de son neveu avec Sibille, veuve du cousin germain du prince de Normandie (1123).

Le brave et malheureux Guillaume est donc obligé de s'éloigner encore une fois de la cour du comte Foulques. Le roi des Français, qui l'aime et le protège, lui donne en mariage la sœur de la reine, une princesse de Maurienne, lui cède les villes de Pontoise, de Mantes et de Chaumont, et met à sa disposition un corps de troupes considérable, pour l'aider à conquérir le duché de Normandie.

Henri se voit contraint à se préparer à une nouvelle guerre; il lève des taxes très fortes sur les Anglais; et leur mécontentement est d'autant plus grand, qu'ils ne sont accablés sous ces impôts que pour des intérêts qui leur sont étrangers. Les habitants de la Grande-Bretagne gémissaient d'ailleurs sous les abus les plus odieux. Toutes les places de judicature étaient devenues vénales; quelques désordres que commissent les riches, ils se sous-

trayaient facilement à l'autorité des lois. De faux monnayeurs osaient presque publiquement altérer les monnaies, au point de leur ôter presque toute leur véritable valeur. Les soldats, qu'on ne payait qu'avec cette monnaie altérée, étaient presque sans solde lorsqu'ils combattaient hors de la Grande-Bretagne. Le roi ordonne que ces faux monnayeurs soient punis; mais tels sont et l'esprit du temps et l'autorité arbitraire du roi, qu'au lieu de juger les accusés d'après les formes tutélaires prescrites par les lois, un évêque de Salisbury, un commissaire du roi, fait conduire à Winchester ceux que la haine publique dénonce, et sans aucun jugement légal, sans les entendre, sans leur donner le moyen de se défendre, ordonne qu'on les prive de la vue, et qu'on les mutile honteusement.

(1124) Le pape cependant veut se mêler de nouveau des affaires ecclésiastiques d'Angleterre; il envoie un légat dans la Grande-Bretagne. Ce légat se place dans l'église au-dessus de l'archevêque de Cantorbéry. Les Anglais en sont indignés. Il va vers le nord de l'Angleterre; il a une conférence avec David, roi d'Écosse. Il revient à Londres, y convoque un concile national, et le préside sur un trône élevé au-dessus de celui du primat. Le mécontentement des Anglais redouble. Le prélat romain parle avec une grande force contre les mariages des prêtres, fait rendre un décret très sévère contre ces unions qu'il condamne, et déclare digne de mort le crime de ceux qui, en sortant du lit de leurs concubines, qu'il nomme des prostituées,

osent célébrer les saints mystères. Les auteurs anglais ajoutent qu'il officie solennellement; que la nuit suivante il est surpris dans les bras d'une courtisane; que, plein de confusion, il part secrètement le lendemain, et que le concile est rompu.

Les clameurs des Anglais irrités obligent l'archevêque de Cantorbéry à partir pour Rome, pour y défendre les droits et les anciens usages de l'église anglicane. Le primat se laisse séduire; il accepte le titre de légat. Il arrive dans la Grande-Bretagne; il convoque un nouveau concile à Westminster. On confirme les décrets rendus contre les prêtres mariés. Le roi approuve ces décrets, mais il paraît qu'il en suspendit l'exécution, en faveur de ceux qui payèrent chèrement cette sorte d'exception.

Henri cependant n'avait point d'enfants de sa seconde femme. Il désespéra d'en avoir. Il désira de transmettre sa couronne à sa fille l'impératrice Mathilde, qui était revenue en Angleterre, après la mort de son ami. Les Anglais la chérissaient, parcequ'elle descendait par les femmes de leurs anciens rois saxons; et les Normands devaient voir avec plaisir sur le trône la petite-fille de Guillaume-le-Conquérant. Henri convoqua donc une assemblée de tous les vassaux immédiats de la couronne. On y vit Étienne, comte de Boulogne, neveu du roi; et David, roi d'Écosse, y parut en qualité de prince de Cumberland. L'assemblée reconnut Mathilde comme héritière du trône de Henri, et lui prêta serment de fidélité.

La princesse passa ensuite en Normandie : le roi l'y suivit. Foulques, ce comte d'Anjou dont l'alliance ou l'inimitié avait si souvent influé sur les succès des armes de Henri, était allé dans la Palestine, où il avait remplacé Baudouin II sur le trône de Jérusalem. Son fils Geoffroy Plantagenet était en possession des états de son père : le roi d'Angleterre désira de le marier avec sa fille. Mathilde ne voyait qu'avec peine une union qui la faisait descendre du rang d'impératrice à celui de comtesse. Les seigneurs de la Grande-Bretagne et de la Normandie ne furent pas peu mécontents d'un projet qui renversait les espérances des uns et blessait l'amour-propre des autres. La nation anglaise ne voyait pas avec plaisir Plantagenet s'avancer vers le trône de ses rois. Mais Henri fit tout céder au besoin qu'il croyait avoir d'un gendre capable de résister aux entreprises de son neveu Guillaume Cliton, et à la puissance du roi des Français, qui soutenait Guillaume.

Ce neveu de Henri avait eu le comté de Flandre après la mort du comte Charles, qui n'avait pas laissé d'enfants. Le roi d'Angleterre, craignant les effets de cet accroissement de la puissance de Guillaume, incite les Flamands à se soulever contre son neveu, en faveur de Thierry, comte d'Alsace. Alost et quelques autres villes se déclarent pour Thierry. Une bataille se livre : Thierry est défait ; mais Guillaume est blessé mortellement d'un coup de lance, ou d'une flèche.

La mort de Guillaume Cliton, brave et habile

capitaine, dissipe les alarmes de Henri; il ne craint plus de rival pour la Normandie. Il donne la main de sa belle-fille Sibille au comte d'Alsace, qui succède au comté de Flandre. Il se ligue avec lui; il pardonne même à ceux qui ont combattu contre lui, et qui recourent à sa clémence. Mais un singulier et terrible spectacle l'attendait à son retour en Angleterre. Ceux qui possédaient des terres dans les domaines royaux payaient leurs rentes en nature. Les taxes énormes auxquelles on les avait soumis les avaient réduits à une extrême misère. Ils vont au-devant de Henri, qui revenait de Normandie, et lui remettent les socs de leurs charrues, comme des instruments inutiles. Cet acte de désespoir effraie Henri; il règle qu'on lui donnera chaque année, en argent, le prix auquel des commissaires évaluent les blés, les autres provisions, et les corvées qu'on était obligé de fournir; et comme les produits des terres étaient alors à un prix si bas que l'on avait une mesure de blé capable de nourrir cent hommes pour un schelling, la ration de vingt chevaux pour quatre sous, un bœuf gras pour cinq schellings, un mouton pour quatre sous, les charges des contribuables se trouvèrent bientôt soulagées.

La division se mit, peu de temps après, entre Mathilde et son mari, le comte d'Anjou, surnommé Plantagenet, suivant quelques auteurs, parcequ'il aimait à orner sa coiffure d'une petite branche de genêt. Henri, qui était alors en Normandie, la ramena en Angleterre (1131). Il convoqua à Northampton une assemblée des états, ou

un parlement, dans lequel les barons reconnurent de nouveau pour héritière du trône Mathilde, qui avait conservé le titre d'impératrice, quoiqu'elle eût épousé un comte. Plantagenet redemanda sa femme : on la lui renvoya; et un an après elle accoucha d'un fils, qui fut nommé Henri, comme son aïeul.

(1133) Cet évènement causa une grande joie au roi d'Angleterre. Il convoqua de nouveau une assemblée générale, dont il reçut le serment en faveur du petit-fils que Mathilde venait de lui donner, et il repartit bientôt pour la Normandie, impatient de voir le jeune prince destiné à lui succéder un jour.

Vers le temps où il allait jouir d'une satisfaction qu'il avait tant désirée, celui dont il avait usurpé la couronne, son frère Robert, à qui le sort avait ôté jusques à l'espoir que lui avait donné la valeur de son fils Guillaume, terminait dans les fers sa malheureuse vie.

Henri devait bientôt suivre sa victime dans la tombe. On a écrit que ses derniers jours furent troublés par des terreurs qu'il ne pouvait repousser : il croyait voir un assassin dans chacun de ceux qui l'approchaient; il croyait ne pouvoir dérober sa tête à un glaive vengeur, qu'en changeant plusieurs fois de lit dans la même nuit. Si ces alarmes ont été inventées, elles prouvent combien on a détesté sa mémoire; si elles ont existé, que la mort du prisonnier Robert a été bien moins cruelle que celle du tyran.

Henri meurt en 1135.

Quel prince doit lui succéder? L'assemblée générale d'Angleterre avait prêté serment au fils de Plantagenet et à Mathilde sa mère. Mais Henri avait toujours comblé de faveurs son neveu Étienne, troisième fils du comte de Blois et d'Adèle, fille de Guillaume-le-Conquérant; il lui avait fait épouser une princesse Mathilde, fille et héritière d'Eustache, comte de Boulogne. Ce mariage avait rendu Étienne possesseur de domaines très considérables situés dans la Grande-Bretagne. Henri avait fait nommer évêque de Winchester Henri, frère d'Étienne. Ces deux frères étaient devenus très puissants. Le roi les avait crus dévoués à l'impératrice et à son enfant; ils avaient juré d'être fidèles à cette princesse : mais à peine Henri eut-il cessé de vivre qu'Étienne voulut monter sur le trône de son grand-père maternel. Il se souvint de la facilité avec laquelle Henri avait usurpé la couronne de son frère absent; il crut son crédit assez grand pour se saisir aussi facilement de la même couronne, pendant l'absence de Mathilde et de Plantagenet. Il était entouré d'exemples de serments violés, de droits sacrés méprisés par l'audace et la témérité; il savait que son frère avait la plus grande influence sur le clergé anglican; il se hâta de quitter Boulogne et de passer à Douvres. Les habitants de ce port le reçurent mal; ceux de Cantorbéry l'insultèrent et lui fermèrent leurs portes; mais bien loin de s'effrayer, il alla à Londres, qui l'accueillit avec de grands honneurs, et le reconnut pour roi.

Encouragé par ce succès, il s'empressa d'aller à Winchester, dont l'évêque, son frère, engagea Guillaume de Pont-de-l'Arche à lui livrer les joyaux, la vaisselle du feu roi et le trésor, qui renfermait cent mille livres; il en distribua une grande partie parmi les nobles, les prélats et les militaires. L'évêque de Salisbury se rangea sous son étendard. Hugues Bigod, grand-maître de la maison du roi, jura à Guillaume, archevêque de Cantorbéry, que Henri, en mourant, avait déshérité Mathilde, dont il était mécontent, et nommé Étienne son héritier. Le primat couronne Étienne dans Westminster. Les membres de l'assemblée qui assista au couronnement déclarèrent qu'ils se regardaient comme dégagés de leurs obligations envers Mathilde, parcequ'elle avait épousé un étranger sans leur consentement, et parceque, dans le temps, ils avaient juré de ne reconnaître pour leur monarque qu'un prince issu de Guillaume Ier.

Étienne cependant crut devoir employer un grand moyen d'obtenir l'assentiment et même l'affection des Anglais. Il réunit tous les barons à Oxford; il prêta au milieu d'eux un serment solennel et inattendu. « Jamais, dit-il, je ne retiendrai l'ad- » ministration des évêchés et des autres bénéfices » vacants; je m'empresserai de placer sur leurs siè- » ges les ministres des autels qui auront été élus » canoniquement; je ne troublerai ni le clergé ni » les laïques dans la possession de leurs bois; je » ne poursuivrai personne devant les tribunaux, » ni pour les délits relatifs à la chasse, ni pour des

» contraventions commises dans mes forêts; je ren-
» drai à leurs anciens propriétaires les bois enle-
» vés par mon prédécesseur; j'abolis pour toujours
» la taxe du *dane gelt.* » La nation enchantée crut à ses serments, comme s'il n'avait pas violé ceux qu'il avait faits à l'impératrice.

A ces mesures, qui donnent une idée curieuse de l'état physique et moral de la Grande-Bretagne à cette époque, il crut devoir en réunir d'autres. Il voulut qu'on enterrât avec magnificence, dans l'abbaye de Reading, le corps de Henri, apporté de la Normandie. Il leva une armée de Bretons et de Flamands, et malheureusement pour la nation, il permit aux seigneurs et aux militaires vassaux de la couronne de fortifier leurs maisons et leurs châteaux.

Étienne n'aurait pas pu différer plus long-temps les précautions qu'il venait de prendre. David, roi d'Écosse, arme pour sa nièce l'impératrice Mathilde; il la fait proclamer reine d'Angleterre : il entre dans le Northumberland, soumet les villes et les forteresses à Mathilde, et oblige les nobles et les habitants à jurer fidélité à cette princesse.

Étienne accourt au nord de la Grande-Bretagne. Les deux armées se rencontrent auprès de Durham; on négocie. Un traité termine la guerre : la cause de Mathilde est abandonnée. David rend les places dont il s'est emparé; il garde Carlisle comme portion du Cumberland; son fils Henri en fait hommage à Étienne, et le roi d'Angleterre donne à ce jeune prince le comté d'Huntingdon.

Le trône d'Étienne n'est pas néanmoins aussi affermi qu'il peut le paraître après cet arrangement.

Robert, comte de Glocester, et fils naturel du dernier roi, arrive en Angleterre : adoré de la nation anglaise, il aurait pu la soulever contre Étienne. Mais remarquons un admirable effet des vertus de ce prince : il ne pense qu'au bonheur de sa patrie ; il jure à Étienne de lui être fidèle, tant que ce monarque observera les promesses qu'il a faites à son peuple, et presque tous les seigneurs de la Grande-Bretagne suivent son exemple, ou déclarent conforme au serment de Robert celui qu'ils ont déjà prêté.

Mais quelle indigne faiblesse va montrer Étienne ! et comme il va violer les droits et du peuple et du diadème !

Il demande au pape de confirmer son élection. Le pontife de Rome s'empresse d'accorder une confirmation si favorable aux prétentions du siége apostolique ; et ce qui doit montrer à Étienne combien il doit se repentir de sa démarche humiliante, plusieurs prélats ne promettent de lui obéir qu'autant qu'il maintiendra les libertés et la discipline de leur église.

Nous avons vu quelles funestes et sanglantes discordes suivirent en Normandie la mort de Henri. Étienne se rend dans cette province ; la politique qui lui a été si utile avec le roi d'Écosse le sert aussi auprès du roi des Français ; il parvient à faire un traité avec Louis-le-Jeune (1137). Il épouse Con-

stance, sœur de Louis : le roi de France lui donne l'investiture du duché de Normandie, et il marche contre Geoffroy, comte d'Anjou.

La jalousie du commandement met la division dans son armée. Les Boulonnais et les Flamands se battent contre les Normands; ces derniers, après le combat, abandonnent Étienne. Il est obligé de faire une trève de deux ans avec Plantagenet; et pendant qu'il donne ou promet, ainsi que nous l'avons dit, une forte somme d'argent à son frère Thibaut, comte de Blois et de Champagne, qui avait des prétentions sur la Normandie, il s'engage à faire compter chaque année cinq mille marcs au comte d'Anjou.

Mais une grande conspiration force Étienne à revenir en Angleterre. Des mercenaires étrangers, dont la plupart trouvaient un asile dans les châteaux qu'Étienne avait permis aux seigneurs de fortifier, pillaient et brûlaient les villages et les villes, en massacraient les habitants, ou dépouillaient de leurs biens et chargeaient de fers des hommes nés libres, dont ils violaient les filles et les femmes. Un grand nombre d'Anglais prennent une résolution désespérée : ils veulent chasser les Normands, immoler les autres étrangers, et donner la couronne de la Grande-Bretagne au roi d'Écosse, le plus proche héritier des rois saxons. La conjuration est découverte : plusieurs conspirateurs reçoivent la mort, d'autres parviennent à sortir du royaume; les plus puissants traitent avec les Gallois et les Écossais. David, le roi de ces fiers

Écossais, fait une irruption dans les parties septentrionales de l'Angleterre. Le Northumberland est ravagé; les Écossais s'avancent jusques auprès d'York; ils rencontrent l'armée anglaise, commandée par le comte d'Albemarle (1138). La victoire va décider du sort de cette malheureuse Angleterre, si souvent déchirée par des guerres cruelles, et si tyrannisée par un despote étranger et ses deux successeurs. Mais voyez les usages militaires des habitants des îles Britanniques. Les Anglais élèvent sur un chariot une pique surmontée d'une croix et d'une bannière, qui devait faire donner à la bataille le nom de bataille de l'Étendard. Les guerriers du Galloway, armés à la légère, réclament le privilége de former l'avant-garde de David. Le prince d'Écosse commande la seconde ligne, formée des troupes des frontières et des provinces maritimes, parmi lesquelles on compte plusieurs Anglais irrités contre Étienne; le roi d'Écosse commande en personne le corps de réserve, composé de soldats de l'intérieur; et, ce qui est remarquable, une garde particulière d'Anglais et de Normands veille autour de lui.

Les guerriers du Galloway jettent trois grands cris de joie, chargent les lanciers anglais, et les culbutent sur la seconde ligne; mais, dénués de véritables armes défensives, ils sont si maltraités par les flèches et les piques de cette seconde ligne, que, voyant tomber leurs principaux chefs, ils fuient en désordre. Le prince d'Écosse s'élance alors avec impétuosité, pénètre jusques à l'arrière-garde an-

glaise, la rompt et la repousse. La bataille paraît gagnée par les Écossais ; mais un vieux soldat anglais imagine de couper la tête d'un cadavre, de la mettre au haut d'une lance, de s'écrier : *Voilà la tête du roi d'Écosse.* A l'instant tout change ; les Anglais se rallient ; les Écossais trompés et consternés se dispersent, et David lui-même, qui combattait à pied avec la plus grande valeur, entraîné par les fuyards qui l'entourent avant qu'il ait pu désabuser ses autres guerriers et leur rendre leur intrépidité, est obligé de monter à cheval, et d'abandonner le champ de bataille.

Cependant il fait déployer son grand étendard royal. Ses guerriers savent bientôt qu'il n'a pas perdu la vie ; ils se rallient en grand nombre autour de lui ; il se retire vers Carlisle. Trois jours s'écoulent sans qu'il voie arriver son valeureux fils ; il le croit tué, et sa douleur est affreuse. Le prince avait couru les plus grands hasards ; il s'était trouvé engagé au milieu de l'armée anglaise avec un petit nombre de soldats. Jetant à la hâte tous les insignes qui auraient pu le faire reconnaître, il s'était échappé par des routes détournées ; il arrive auprès de son père ravi de le revoir : les Écossais poussent des cris de joie.

La défaite de David ne l'empêche pas de penser à de nouveaux combats ; il s'empare d'une forteresse importante. Un évêque d'Ostie, légat du pape Innocent II, ne peut obtenir de lui qu'une suspension d'armes ; mais Mathilde sa nièce, et femme d'Étienne, est plus heureuse, et l'engage à

accepter la paix. Le traité est conclu à Durham. Étienne cède à Henri, prince d'Écosse, tout le Northumberland, excepté Newcastle et une autre ville.

Vers le même temps, Étienne, courroucé du mécontentement que témoignent plusieurs grands d'Angleterre, fait saisir sous divers prétextes leurs biens et même leurs personnes. Il s'empare de Douvres et de Leves, qui font partie de l'apanage accordé par le feu roi Henri à Robert, comte de Glocester : il attaque Bristol, que comprenait ce même apanage (1139). Robert se déclare ouvertement contre Étienne; il lui écrit de Normandie; il lui reproche son parjure envers l'impératrice Mathilde; il le traite d'usurpateur; il lui déclare la guerre. Étienne ordonne la confiscation de tous les biens de Robert; il prend plusieurs villes des insurgés; il marche contre la forteresse de Ludlow; il en ordonne le blocus.

Les expressions de la lettre de Robert ne lui permettent pas de douter qu'une grande tempête ne soit près d'éclater contre lui; il soupçonne particulièrement ceux qui avaient été attachés au feu roi. L'évêque de Salisbury, qui avait joui du plus grand crédit sous le roi Henri, et néanmoins avait abandonné la cause de Mathilde, la fille de son bienfaiteur, avait, d'après l'autorisation générale donnée par Étienne, fortifié plusieurs villes ou châteaux de ses domaines. Son neveu, l'évêque de Lincoln, avait suivi son exemple; ils inspirent l'un et l'autre une grande méfiance à Étienne. Le roi

les mande à Oxford, ainsi que l'évêque d'Ély, frère de celui de Lincoln. Il fait arrêter ceux de Lincoln et de Salisbury. L'évêque d'Ély se sauve à Devizes. Étienne ordonne qu'on assiège la place; elle résiste avec courage. On amène sous les remparts l'évêque de Salisburg: sa tête va tomber sous la hache, si les assiégés ne se hâtent d'ouvrir les portes. Le neveu du malheureux prisonnier capitule, se retire, livre la place, et ce qui est remarquable, on y trouve un trésor de quarante mille marcs.

La tyrannie d'Étienne révolte la nation. Mais quelles déplorables suites de l'ignorance et des préjugés! quelle funeste confusion de droits réels et de prétentions absurdes, de justice et d'oubli des lois, de principes sacrés et d'erreurs monstrueuses, de violence et d'anarchie, d'autorité régulière et de pouvoir despotique, de mouvements qui ébranlent le trône et de secousses qui accroissent les souffrances d'un peuple infortuné!

Henri, évêque de Winchester, oublie qu'il est le frère d'Étienne, et ne pense qu'à ce qu'on appelle les priviléges du clergé: il convoque un concile dans sa ville épiscopale, et somme le roi d'y comparaître. Aubri de Ver, orateur alors très renommé, y paraît pour le roi avec quelques comtes. Un Alain, comte de Dinan, avait, par ordre du roi, excité à Oxford un tumulte assez grand auprès de l'habitation des évêques. Étienne avait senti qu'il lui fallait un prétexte pour les faire arrêter; il n'avait pas eu honte d'avoir recours à ce

moyen vil, lâche et perfide; et Aubri de Ver va se servir, pour justifier Étienne, d'un indigne attentat qui rend le monarque bien plus criminel encore. Croyons, pour son honneur, qu'il ignorait la basse perfidie d'Étienne: écoutons cependant ce qu'il va dire en faveur du monarque en présence des évêques; et remarquons que telle était alors l'influence du clergé, qu'Aubri ne conteste pas la compétence du singulier tribunal devant lequel il consent à humilier la majesté royale. Il s'empresse de faire observer que l'évêque de Salisbury a élevé une sédition à Oxford. « Un chevalier de Bretagne » et plusieurs sujets du roi ont été tués ou blessés » sous les yeux du monarque. Combien de fois le » prélat factieux n'avait-il pas favorisé secrètement » les ennemis du roi! N'a-t-il pas même plus d'une » fois laissé voir son intention de se déclarer pour » l'impératrice lorsqu'elle viendrait en Angleterre? » Ce n'est point d'ailleurs comme évêque qu'il a » été arrêté, mais comme sujet du roi: ses châteaux » n'ont pas été enlevés par la force, mais livrés en » compensation des peines que l'auteur des trou» bles d'Oxford n'avait que trop méritées; et quant » à son trésor, il avait été enlevé de l'*échiquier* du » dernier roi; et par conséquent ne devait-il pas » appartenir au monarque régnant? Quant à l'évê» que de Lincoln, il a trempé avec son oncle dans » cette malheureuse rébellion d'Oxford. »

La plaidoirie d'Aubri n'empêche pas l'évêque de Winchester de réclamer la restitution des châteaux des prélats. L'archevêque de Rouen affirme

en vain que les canons des conciles défendent aux évêques d'avoir des châteaux : l'évêque de Winchester menace d'excommunier Étienne ou d'appeler de ses désordres à Rome. Aubri de Ver peint alors avec tant de force les suites terribles qu'aurait le ressentiment du monarque, que les évêques effrayés se séparent sans oser donner une décision. Étienne garde les châteaux ; l'évêque de Salisbury meurt de chagrin ; et tout le royaume se plaint du despotisme et de la violence du roi.

Ce fut dans ces circonstances si peu favorables à Étienne qu'expira la trève conclue avec Geoffroy Plantagenet. A peine cette trève eut-elle cessé d'exister, que le comte d'Anjou entra en campagne, s'avança dans le Cotentin, en soumit la plus grande partie. Robert, comte de Glocester, qui combattait pour lui, s'empara de Caen et de Bayeux. La Normandie était près d'être entièrement conquise par Geoffroy. Baudouin de Redwers descendit à Warcham sur la côte d'Angleterre : il prit le château de Corf. Étienne l'investit ; mais il apprend que l'impératrice Mathilde va paraître dans la Grande-Bretagne pour réclamer la couronne que la nation anglaise lui a donnée, et que déjà un grand nombre de ses partisans sont rassemblés auprès de Glocester.

Mathilde arrive en effet à Arundel. Adélaïde, veuve du dernier monarque et remariée au comte de Sussex, y reçoit la fille du feu roi son mari. Étienne accourt ; le comte de Glocester était parti pour Bristol avec douze chevaliers. Étienne sait

que le château d'Arundel est regardé comme imprenable; il ne veut pas diviser ses forces trop peu considérables : il reçoit les excuses d'Adélaïde; il consent au départ de l'impératrice pour Bristol. L'évêque de Winchester conduit lui-même cette princesse. De Bristol elle va à Glocester, où le comte Robert parvient à lever un corps de dix mille hommes, pendant que le clergé, toujours blessé de l'arrestation des deux évêques, travaille à disposer les esprits du peuple en faveur de la fille de Henri.

Étienne est obligé de se retirer à Londres. Les insurgés détruisent les forts qu'il avait élevés pour bloquer Wallingford et brûlent Worcester. Il manque et d'argent et de guerriers; il ne voit que trop combien a de suites funestes la permission qu'il a donnée aux seigneurs de fortifier leurs demeures: ils trouvent dans leurs châteaux une défense contre l'autorité royale, qu'ils peuvent braver impunément, pendant que, sortant de ces redoutables repaires pour piller et dévaster, ils ont réduit le peuple à une telle misère qu'aucune taxe ne peut être payée. Mais par quels moyens odieux, par quelles ressources criminelles, par quelles perfidies, il va tâcher de réparer sa déplorable imprudence! Il fait rogner et affaiblir les monnaies; il met en vente, ouvertement et sans pudeur, tous les postes, tous les emplois, tous les bénéfices; secondé par son frère l'évêque de Winchester, il fait arrêter les seigneurs qui ne peuvent pas se dérober à ses violences, et les contraint à lui céder leurs châteaux fortifiés.

Étienne devient à chaque instant plus odieux à la nation : on le déteste, on l'abandonne, on le fuit comme un tyran. Il attaque en vain Héreford ; il se retire sans succès à Winchester.

(1140) Réginald ou Renaud de Dunstanville, frère du comte Robert de Glocester, épouse la fille du puissant Guillaume Fitz Richard, que Mathilde crée comte de Cornouailles. Guillaume livre à son gendre les châteaux du roi et la plus grande partie du comté. Étienne reprend quelques places de cette province ; mais il échappe avec peine aux mesures prises par le comte de Glocester pour s'emparer de sa personne.

La confusion, l'anarchie, la misère, règnent sur toute la surface du royaume : les opinions les plus opposées agitent les esprits. Non seulement les habitants de la même province, mais encore les proches voisins et les membres de la même famille, sont partagés en factions : aucun hameau, aucun bourg, aucune ville, ne sont garantis du pillage ni du meurtre. Chaque baron, usurpant la puissance souveraine, fait frapper des monnaies altérées, et opprime les faibles impunément. Mathilde est obligée de tolérer les crimes de ses partisans pour ne pas perdre leur secours. Étienne, qui ne peut payer les étrangers réunis sous ses enseignes, leur permet de commettre d'horribles vexations. Tous les hommes modérés de la Grande-Bretagne désirent vivement la paix. L'évêque de Winchester propose des négociations ; des conférences ont lieu dans le voisinage de Bath. On offre

l'arbitrage des évêques : l'impératrice l'adopte ; Étienne craint le ressentiment des prélats, et refuse de s'en rapporter à leur décision. Le véritable tribunal était l'assemblée générale de la nation ; mais on craint de la réunir. On propose et on accepte la médiation du roi des Français et de Thibaut, comte de Blois et de Champagne, frère aîné d'Étienne. L'évêque de Winchester, autre frère de Thibaut, part pour la France ; il en revient avec un projet d'arrangement. Ce projet convient à Mathilde ; Étienne le rejette, et la guerre recommence.

Le comte de Glocester prend Nottingham. Son gendre Ralf de Gernons, comte de Chester, surprend le château de Lincoln. Étienne accourt pour l'investir. Il arrive avant que Ralf ait pu être instruit de son approche et pourvoir à sa sûreté ainsi qu'à celle de sa femme et de son beau-frère, qui sont avec lui. Le comte de Chester parvient cependant à passer, pendant la nuit, au travers des soldats d'Étienne ; il court prévenir son beau-père. (1141) Le comte de Glocester part à la tête de ses vassaux et de quelques Gallois ; il traverse un marais qu'Étienne avait cru impraticable ; il attaque le monarque : il commande lui-même l'infanterie qui est au centre de sa petite armée. Les vassaux de Ralf forment la cavalerie de l'aile gauche avec les Gallois armés à la légère ; la cavalerie de la droite est composée d'un grand nombre de ceux que le roi a dépouillés de leurs biens et de leurs honneurs. Étienne est à pied au centre de ses troupes. Guil-

laume d'Ypres attaque les Gallois et les met en fuite; mais les rangs de ses cavaliers se rompent en poursuivant les Gallois. Le comte de Chester les prend en flanc et les disperse. Les cavaliers de la droite du comte de Glocester jettent leurs lances, tirent leurs glaives, et tombent avec tant d'impétuosité sur la cavalerie qui leur est opposée, qu'elle est mise en déroute dans la plus grande confusion. Le roi est environné d'ennemis; il se défend et fait manœuvrer son infanterie avec autant de courage que d'habileté. Mais ses soldats ne peuvent plus résister aux efforts des guerriers de Glocester; ils fuient. Étienne continue de combattre avec une sorte de fureur : sa hache d'armes se rompt, son épée se brise; il se défend avec le tronçon. Presque seul contre une multitude de guerriers, il refuse de se rendre. Une pierre l'atteint et le renverse; il se relève sur ses genoux. Un chevalier s'élance, lui présente la pointe de son épée, le menace de le percer. Étienne ne veut se rendre qu'à Glocester. Le prince se présente, et le fait son prisonnier, ainsi que quatre seigneurs qui n'avaient pas cessé de se battre aux côtés de leur souverain.

L'impératrice abusa honteusement de la victoire : elle souffrit que le roi fût traité ignominieusement; elle ordonna qu'on le chargeât de chaînes.

Dès qu'on connut la captivité d'Étienne, un grand nombre de châteaux fortifiés se rendirent à Mathilde. Le comte de Warwick la reconnut pour sa souveraine : son exemple entraîna presque toute

l'Angleterre, excepté la ville de Londres et le comté de Kent.

Mais l'impératrice avait encore à vaincre un obstacle bien puissant. Le frère d'Étienne, l'évêque de Winchester, avait, comme légat du pape, un grand crédit sur le clergé, dont l'influence sur la nation était immense. Mathilde alla le voir; elle lui dit qu'elle ne voulait se conduire que par ses conseils; elle lui promit de le laisser disposer de tous les évêchés vacants. Le légat ne put résister aux promesses de l'impératrice; il lui jura fidélité; il la reçut solennellement dans sa cathédrale; il excommunia les partisans du roi captif; et ce qui est un caractère bien remarquable de l'esprit du siècle, il offrit l'absolution à tous ceux qui abandonneraient la cause de son frère.

Il fit bien plus encore pour Mathilde; il convoqua à Winchester un concile national, et voici de quelle manière il parla aux évêques réunis : « C'est » avec la plus grande douleur que je suis obligé » de reconnaître que tous les malheurs qui affligent » l'Angleterre sont les résultats de la conduite » odieuse, de la tyrannie, de la mauvaise foi de mon » frère. Je lui ai promis mon assistance, lorsque les » circonstances ont rendu nécessaire son élévation » au trône. Mais combien je me suis trompé dans » l'opinion que j'avais conçue de lui! Quelque vive » que soit la peine que j'éprouve, je dois renoncer » à mes engagements. Rappelez-vous le premier » serment que vous avez fait à l'impératrice. Le ciel » se déclare en faveur de cette princesse : n'est-il

» pas bien plus juste d'obéir aux ordres du Très-
» Haut, que de sacrifier notre devoir à l'ambition
» d'un prince que nous avons sans succès tâché
» de ramener à la justice et de rendre fidèle à ses
» promesses ? La volonté du Tout-Puissant s'est trop
» manifestée; Dieu a montré trop évidemment celui
» qu'il a choisi, pour que je ne doive pas m'em-
» presser de reconnaître mon erreur, et de rendre
» la couronne à l'héritière légitime du trône de la
» Grande-Bretagne. J'ai conféré avec les principaux
» membres du clergé; j'ai cherché avec eux les vé-
» ritables moyens de fléchir le ciel, de faire cesser
» les horribles calamités sous lesquelles gémissent
» les Anglais; et en vertu du pouvoir apostolique
» dont je suis revêtu, je déclare que l'on doit re-
» connaître Mathilde, fille du dernier roi Henri,
» pour reine et souveraine d'Angleterre. »

Le discours du légat étonne une grande partie de l'assemblée : mais personne n'ose montrer son mécontentement; et l'évêque de Winchester veut qu'on regarde le silence du concile comme une approbation. Il avait appelé des députés de Londres; ils arrivent le lendemain. Loin de reconnaître Mathilde, ils demandent la liberté d'Étienne, qu'ils nomment leur souverain. Le légat leur reproche de s'être associés avec des barons qui ont abandonné le roi sur le champ de bataille, et qui veulent entretenir les troubles de la nation. Un chapelain de la reine, épouse d'Étienne, lit une lettre par laquelle cette princesse réclame, comme les députés de Londres, l'élargissement de son époux.

Le concile refuse de briser les fers du roi, et excommunie tous ses adhérents.

Les habitants de la capitale croient cependant devoir cesser de soutenir le parti du monarque prisonnier : le comte de Glocester les détermine à reconnaître sa sœur Mathilde. Elle arrive à Londres avec le roi d'Écosse, son oncle. On la reçoit en souveraine; on lui prête serment de fidélité; on prépare son couronnement. Combien elle va se montrer encore peu digne de ses succès!

L'épouse du roi captif implore sa pitié. « Rendez » la liberté à Étienne, dit-elle à l'impératrice; il se » soumettra aux plus grands sacrifices, il renoncera » à la couronne, il abandonnera le royaume, il se » liera par les serments les plus solennels, il don- » nera des otages. Si vous l'exigez même, il se sé- » parera de sa malheureuse compagne; il me quit- » tera, il se renfermera dans un monastère. » La reine fondait en larmes. L'impératrice rejette sa prière avec mépris, l'outrage, lui défend de l'importuner de nouveau par d'inutiles vœux.

Mais la justice céleste ne laissera pas impunies tant de hauteur et de dureté.

Le légat appuie les prières de la reine, sa belle-sœur; il demande pour Eustache, fils d'Étienne, le comté de Boulogne et celui de Mortagne. L'impératrice, égarée par la victoire, le refuse avec fierté; elle croit son triomphe assuré pour toujours; et déjà le légat, humilié par celle qui lui doit tout, blessé dans son amour-propre, offensé dans sa famille, et n'attendant plus rien de la reconnais-

sance de l'impératrice, médite dans son cœur des projets de vengeance. Il retirera le bras qui a soutenu Mathilde ; il renversera l'idole qu'il a élevée. Il dissimule, observe, et combine son plan. L'impératrice, comme si une main invisible et ennemie la poussait vers l'abîme qui va s'ouvrir sous ses pas, porte le délire du pouvoir jusques à traiter en esclaves nés pour obéir les peuples dont l'affection et la force lui sont si nécessaires. Les habitants de Londres la conjurent d'adoucir les lois sous lesquelles la Grande-Bretagne souffre depuis la conquête, et de leur rendre celles d'Édouard-le-Confesseur, qui leur sont chères; elle a l'impolitique de repousser leur prière. Tant d'arrogance et d'inflexibilité inspire aux Anglais une haine qui éclate en murmures; ils reconnaissent en frémissant, dans la conduite de Mathilde, l'esprit cruel et tyrannique de son grand-père Guillaume-le-Conquérant; ils commencent de s'attendrir sur le sort d'Étienne et de sa famille.

Le légat fomente en secret tous les mécontentements. Il apprend que Guillaume d'Ypres est parvenu à réunir un corps de troupes dans le comté de Kent, et pour les intérêts de son frère, il envoie son neveu Eustache auprès de Guillaume. Leur petite armée s'avance dans le Surrey; elle bloque Londres du côté de Southwarck. Des partis passent la Tamise, et ravagent la campagne jusques aux portes de la capitale.

Des habitants de Londres, excités par le légat, forment une conspiration contre l'impératrice. Ma-

thilde doit être arrêtée. Le hasard fait qu'elle est avertie du danger qu'elle court; elle s'échappe avec son oncle, le roi d'Écosse, son frère, le comte de Glocester, et Milon, qu'elle a créé comte d'Héreford. La populace pille ses meubles et vomit des injures contre elle. Le légat se fortifie dans son palais de Winchester; il prend les mesures les plus vigoureuses pour augmenter l'ardeur des mécontents et le nombre des soldats d'Eustache. L'impératrice, convaincue du nouveau changement du prélat, se rend à Winchester avec un corps de cavalerie, descend au château royal, et fait dire à l'évêque qu'elle a le plus grand besoin de le consulter. Le légat, au lieu de se rendre au château, se hâte de sortir de la ville, assemble des amis qui n'attendaient, pour le joindre, que son premier signal, envoie des courriers à l'armée de Guillaume d'Ypres et à la milice de Londres, qui était déjà en campagne; et tous ces guerriers marchent à Winchester avec tant de diligence, que l'impératrice, le roi d'Écosse, le comte de Glocester et le comte d'Héreford ont à peine le temps de se jeter dans le château avec quelques soldats.

Un grand nombre de jeunes nobles, pleins de courage et d'ambition, veulent réparer le tort qu'a fait à leur réputation la défaite de Lincoln; ils viennent se ranger autour du frère d'Étienne. Les habitants de Winchester témoignent de l'attachement à l'impératrice. Leur évêque, irrité, ordonne qu'on jette des feux et des substances combustibles sur la ville épiscopale. C'est la foudre qui part

d'une main consacrée pour bénir les fidèles. Vingt églises, une abbaye et presque toutes les maisons de la cité s'écroulent dans les flammes. Henri fait sauver néanmoins, du milieu des ruines, une coupe d'or massif, garnie de pierres précieuses, ancien présent du roi Canut, et trois diadèmes royaux d'un or très pur, d'un travail recherché, et apportés d'Arabie, suivant quelques écrivains.

Il est peu vraisemblable que l'armée du légat qui assiégeait le château de Winchester fût de soixante mille hommes, comme on l'a écrit, mais elle devait être nombreuse. Le roi d'Écosse et le comte de Glocester font néanmoins une si grande résistance, qu'après six semaines de tentatives hardies, l'armée du légat désespère de réduire le château par la force des armes. La fête de la Sainte-Croix arrive. Le légat fait publier une trêve : on annonce que les portes de la ville seront ouvertes, que les ennemis comme les amis pourront sans crainte célébrer la fête solennelle. Robert se méfie des promesses de celui qui a violé tant de fois ses serments, et qui a réduit en cendres sa ville épiscopale : mais il voit toutes ses provisions épuisées et la famine près de le forcer à se rendre à discrétion ; il se concerte avec David ; il résout de tout tenter pour sauver l'impératrice. Il la confie à Réginald, comte de Cornouailles, frère comme lui de Mathilde. Il lui donne pour escorte la portion la plus forte de la garnison ; il lui ordonne de se diriger vers Devizes ; il lui promet de le suivre et de le protéger avec deux cents hommes d'élite.

L'impératrice part à cheval avec le comte de Cornouailles. Guillaume d'Ypres la poursuit. Glocester et le roi d'Écosse attaquent Guillaume, et le combattent avec tant de valeur, que Mathilde a le temps de gagner un château dans le comté de Wilt. Elle s'y déguise en homme, et va jusques à Devizes. Le roi d'Écosse parvient à se retirer dans ses états; mais Glocester est fait prisonnier.

Mathilde ne se croit pas en sûreté dans Devizes; elle a recours, suivant plusieurs historiens, pour échapper à ses ennemis, à un stratagème bien singulier. On met dans une bière cette reine si hautaine. Ce n'est que dans cet humble cercueil qu'on laisse passer sans méfiance celle qui a traité si indignement et une reine infortunée et un monarque trahi par la fortune; et la nation anglaise tout entière peut se dérober à la captivité. On la transporte jusques à Glocester, où elle sort pour ainsi dire de sa tombe, et où elle voit arriver le comte d'Héreford, qui a traversé les postes ennemis, déguisé en mendiant.

Les partisans d'Étienne tâchent d'attirer dans leur parti le comte Robert, leur prisonnier. On lui offre le gouvernement du royaume; on le menace de le renfermer dans une prison de Boulogne. Les menaces ni les promesses ne peuvent rien sur lui; il conserve son noble caractère; il supporte ses fers avec courage; il reste fidèle à la cause de sa sœur. Il ne veut être échangé avec Étienne qu'à condition qu'on rendra la liberté à tous les prisonniers du parti de Mathilde. L'impératrice, qui

ne peut se passer ni de ses conseils ni de son épée, consent à faire ouvrir les portes de la prison d'Étienne, pourvu qu'on lui rende le comte de Glocester.

Étienne a une entrevue avec ce Glocester, le véritable appui du trône de Mathilde; il tâche en vain de le gagner.

Le légat cependant convoque un concile national. Étienne se plaint vivement de l'infidélité des Anglais. Quel singulier rôle va jouer l'évêque son frère! Il parle de la force des circonstances dans lesquelles il s'est trouvé; il accuse l'impératrice d'avoir violé ses engagements; il dit qu'elle avait formé des complots contre sa vie; il demande qu'on excommunie les perturbateurs de la paix publique, qui favoriseraient encore la comtesse d'Anjou. Aucun évêque n'ose manifester une opinion contraire à celle de Henri; un laïque seulement se lève contre le légat au nom de Mathilde, le traite de parjure et de rebelle, et continuant de s'adresser au prélat confondu, qui garde le silence, « C'est vous, lui dit-il, qui avez invité l'impératrice à venir en Angleterre; c'est par vos conseils qu'elle a retenu votre frère dans les fers. »

Étienne cependant rassemble des troupes, s'avance vers Oxford et s'empare de la ville. L'impératrice était renfermée dans le château avec un petit nombre de gardes. Son frère Robert était passé en Normandie pour se concerter avec Plantagenet. Plusieurs seigneurs anglais qui avaient promis de défendre Mathilde s'avancent jusques à

Wallingford; mais ils n'osent assiéger Étienne dans la ville d'Oxford, qu'il occupe. Robert arrive en Angleterre avec son neveu Henri, le fils de Plantagenet et de l'impératrice. Quatre cents hommes d'armes l'accompagnent; il investit le château de Warcham. Il espère qu'Etienne lèvera le siége du fort où Mathilde est renfermée, pour venir au secours de celui qu'il menace; mais Étienne aime mieux laisser prendre Warcham. Le comte rassemble des guerriers (1142). Il brûle du désir de délivrer sa sœur. Pendant qu'il marche à son secours, l'hiver devient plus rigoureux : la Tamise est gelée devant Oxford ; toutes les campagnes sont couvertes de neige; la discipline se relâche parmi les soldats d'Étienne; la vigilance des sentinelles diminue. L'impératrice conçoit un projet hardi : elle prend une robe blanche; quatre chevaliers qui doivent la suivre prennent un habit blanc. Elle attend la nuit; elle sort du château par une poterne, traverse la rivière sur la glace, n'est pas distinguée, sur la neige, par des soldats ennemis peu attentifs, arrive à pied à Abington, et se fait porter jusques à Wallingford.

Son frère lui amène Henri, ce fils pour lequel elle a une tendresse si vive. Elle le confie à Robert; et Glocester conduit le jeune prince à Bristol, où il devait, pendant quatre ans, recevoir les leçons des meilleurs maîtres que les circonstances permirent de lui donner.

Étienne, dès le printemps suivant, parcourt plusieurs comtés occidentaux. Les étrangers qu'il a

sous ses drapeaux ravagent horriblement ces malheureux comtés. Il veut élever à Wilton un fort capable d'arrêter les excursions de la garnison de Salisbury; mais le comte de Glocester le surprend, met son armée en déroute, et avant même que l'action commence, Étienne et son frère le légat prennent la fuite, et abandonnent à l'ennemi leurs bagages, leur vaisselle et leurs provisions.

La facilité avec laquelle il soupçonne de trahison ses partisans les plus puissants et les plus dévoués, et notamment le comte d'Essex, Hugues Bigod, Ralf, comte de Chester, Gilbert, comte de Clare, la violence avec laquelle il exige qu'ils lui remettent leurs forteresses, les mesures perfides ou tyranniques qu'il emploie pour les faire arrêter, augmentent à chaque instant le nombre de ses ennemis.

(1147) Plantagenet cependant veut revoir son fils Henri. Glocester conduit son neveu jusques au rivage de la mer; et peu de temps après, le comte meurt à Bristol. Tout le pouvoir de Mathilde s'évanouit, pour ainsi dire, à l'instant où elle n'a plus ce généreux prince, ni dans ses conseils ni à la tête de ses troupes. Le plus grand nombre des seigneurs qui la reconnaissent pour souveraine ne donnent plus de frein à leur ambition; ils s'irritent lorsqu'elle rejette leurs prétentions insolentes, ou lorsqu'elle veut réprimer leurs brigandages et préserver le peuple de leurs rapines et de leurs cruautés. Elle désespère de se soutenir sur le trône de son père. Elle se croit obligée de quitter la Grande-

Bretagne, et vient en Normandie auprès de son mari.

Pendant que tant de calamités publiques et privées rendaient chaque jour plus cruels les remords que devaient éprouver les Anglais, de n'avoir pas opposé une union plus désintéressée, un dévouement plus généreux, une ardeur plus patriotique, et par conséquent une résistance invincible, à l'invasion de l'étranger Guillaume, Éric Ier, quatrième fils naturel de Suénon II, roi de Danemarck, avait succédé à son frère en 1095. Deux pirates avaient infesté les mers qui baignaient les rivages de sa patrie; ils avaient trouvé un asile chez les Vandales. Il prit et rasa Wollin leur capitale. Ils entrèrent dans le Danemarck; il se jeta dans leur pays, et y porta le fer et la flamme. Roi d'un peuple encore bien éloigné de la civilisation à laquelle il devait parvenir, il se conduit dans la Vandalie comme un chef de hordes sauvages, et néanmoins il fut surnommé le Bon. C'est de lui que d'anciennes chroniques ont dit qu'il vécut avec ses peuples comme un père avec ses enfants, et qu'aucun malheureux ne l'avait quitté sans consolation; mais à cette époque, dans quelle contrée de l'Europe la guerre n'entraînait-elle pas toutes les horreurs de la plus atroce barbarie?

Il obtint l'érection de Lunden en métropole des églises du Danemarck, de la Norwège et de la Suède, qui avaient jusques alors reconnu l'autorité spirituelle de l'archevêque de Brême.

C'était son fils, le brave Suénon, qui avait péri si

glorieusement en Asie, en combattant contre les Turcs après la prise de Nicée. Éric voulut aller venger ce jeune et valeureux prince; il partit pour la Terre-Sainte, mourut dans l'île de Chypre, et sa femme Botilde, qui l'avait accompagné, le suivit bientôt dans la tombe.

(1103) Les Danois offrirent sa couronne à Ubbon, son fils aîné; il la refusa. On la donna, après deux ans d'interrègne, à Nicolas, cinquième fils naturel de Suénon II (1105). Plus de vingt ans après son élévation sur le trône des Danois, Nicolas fut attaqué par un fils de sa sœur, Henri, prince des Vandales. Un autre de ses neveux, Pierre Canut, fils d'Éric Ier, était duc de Sleswick, et roi des Abodrites ou Slaves occidentaux; il marcha au secours de son oncle, et força Henri à demander la paix. Son frère Harald, que ses vices avaient fait exclure du trône de Danemarck, ravageait le royaume à la tête d'une troupe de guerriers, et infestait les mers par ses pirateries. Canut parvint à réprimer ses brigandages, et à rendre la tranquillité au royaume de Nicolas. Les exploits et les vertus de Canut inspirèrent de la jalousie à Magnus, fils de Nicolas. Canut devint roi des Vandales. Magnus persuada à son père que ce chef de la Vandalie voulait l'être aussi du Danemarck. Nicolas convoqua une assemblée générale; il accusa Canut: ce prince se justifia. Nicolas et Magnus parurent lui rendre leur amitié; mais la belle-mère du prince de Danemarck lui donna de nouveaux soupçons. Magnus conçut contre le roi des Vandales la haine

la plus violente, et forma le plus lâche complot; il engagea Canut à venir le trouver à Ringstadt en Zélande: ils devaient terminer tous leurs différents. Canut, sans méfiance, s'empressa de s'y rendre; Magnus le tira à part dans une conférence, et d'un coup de sabre lui abattit la tête.

(1131) Deux frères de Canut, Harald et Éric, ne respirèrent que vengeance; le peuple indigné demanda à grands cris la punition de l'assassin. Nicolas fut contraint de la promettre.

Magnus se sauva en Suède; mais peu de temps après, il osa reparaître au milieu des Danois irrités. Une grande partie de la nation déposa Nicolas, et plaça Éric à sa tête. Les deux rivaux prirent les armes. Lothaire II, roi de Germanie, en sa qualité de suzerain des Abodrites, des Slaves, des Venèdes, et d'autres peuples du nord de l'Allemagne, marcha au secours d'Éric; mais une somme que Nicolas et Magnus lui envoyèrent le détermina à se retirer.

Il est à remarquer que, suivant plusieurs historiens, cette somme fut de quatre mille marcs d'or. On ne peut comprendre comment une somme aussi forte pouvait, à cette époque, appartenir au chef d'un peuple peu nombreux, très peu éloigné de l'état sauvage, et dont le territoire peu étendu comprenait tant de marais, de terres inondées et de vieilles forêts, qu'en rappelant les courses maritimes des Danois, leurs descentes fréquentes dans des contrées plus riches que les leurs, et le butin dont leurs barques revenaient chargées.

Quoi qu'il en soit, Éric abandonné par Lothaire II, le fut aussi par son frère.

Harald réclama la couronne pour lui-même. Trois princes prétendirent à cette couronne, Harald, Éric et Nicolas. La guerre civile dura trois ans dans ces pays agrestes, environnés de l'Océan et de la mer Baltique.

Des Allemands établis à Roschild et dans les environs favorisèrent le parti d'Éric. Harald les fit massacrer. Cet acte de férocité, cet horrible attentat souleva la Germanie. Lothaire II, de retour d'Italie, passa en Danemarck pour venger le sang des Allemands; Nicolas apaisa sa colère, et cessa de l'avoir pour adversaire en s'humiliant devant lui, et en se reconnaissant pour vassal de l'empire, ou plutôt de la Germanie.

Éric ne cessa pas néanmoins de lui disputer le trône. Une bataille eut lieu entre ce prince et Nicolas (1134); Magnus fut tué dans le combat. Nicolas, désolé de la mort de son fils, ne voulut plus conserver le commandement, déclara Harald son successeur, et voulut se retirer dans le duché de Sleswick. Les habitants de ce duché, pour lesquels la mémoire de Canut était sacrée, virent avec horreur le protecteur du meurtrier de ce roi qu'ils avaient tant chéri, enfoncèrent les portes du château, et massacrèrent Nicolas.

Le crime continua de régner dans le sauvage Danemarck (1135). Éric II, reconnu par la plus grande partie du royaume, craignait à chaque instant de se voir enlever la puissance suprême par Harald son

frère aîné ; il suscita des traîtres qui immolèrent Harald, et onze fils de ce prince furent noyés ou massacrés. Olaüs, frère de ces onze victimes, échappa déguisé à ce carnage horrible ; il se sauva en Suède.

Éric, couvert du sang de ses proches, porta la guerre chez les Vandales, et en les obligeant à professer le christianisme, il osa leur prescrire les préceptes de la religion la plus douce et la plus pure, de cette même bouche qui avait commandé d'affreux assassinats.

Revenu victorieux, il parcourut les diverses contrées de ses états. Les fonctions des rois comprenaient encore celle de rendre la justice : souillé des plus grands crimes, il ne craignit pas de monter sur le tribunal. Un noble du Jutland, irrité d'un jugement que le roi avait prononcé contre lui, le tua d'un coup de lance, au milieu d'une assemblée générale.

On comptait trois princes du sang royal ; mais ils étaient si jeunes, que les Danois leur préférèrent Éric III, petit-fils d'Éric Ier par sa mère. Olaüs, ce fils de Harald, qui s'était sauvé en Suède, voulut disputer le diadème à Éric III. Entré dans la Scanie, qui dépendait alors du Danemarck, il gagna deux batailles contre l'archevêque de Lunden. Éric accourut, et battit les guerriers d'Olaüs; le fils de Harald descendit dans la Zélande, et coupa lui-même la tête à l'évêque de Roschild qui voulait lui résister. Obligé d'abandonner la Zélande, il se soutint pendant quelque temps contre son rival ; mais il fut tué dans une bataille en 1143.

Éric III n'ayant pas réussi à réprimer des pirates de la Vandalie, et se voyant méprisé des Danois, abdiqua la couronne, se retira dans un monastère, et mourut peu de temps après.

La Bohême n'avait cessé d'être agitée comme la Scandinavie. Un peuple à demi sauvage, luttant contre les progrès de la civilisation, les souvenirs, les habitudes, les maximes de l'ancienne religion professée par ses ancêtres au milieu de leurs forêts épaisses, se relevant avec effort contre le culte évangélique que la force lui avait imposé; les violentes tempêtes des discordes civiles jetant pour ainsi dire sur un trône chancelant, et ensuite repoussant au loin les frères ou les cousins des ducs; le fer des assassins tranchant les jours des princes; la corruption se mêlant à la férocité de la barbarie; l'argent décidant souvent du succès des expéditions militaires, ou du choix du suzerain parmi les prétendants à l'autorité suprême: tels sont les traits du tableau qu'offre la Bohême, jusques à l'époque où le duc Sobieslas Ier marche à la tête d'une armée contre son rival Othon de Moravie, et contre l'empereur Lothaire II, qui soutenait Othon, remporte une victoire complète, voit périr sur le champ de bataille celui qui lui disputait la couronne, fait la paix avec Lothaire, en obtient l'investiture du duché, ravage les terres des Silésiens et des Polonais, qui n'avaient pas payé le tribut dû à la Bohême, bâtit des villes, et promulgue des lois.

Ayant reconnu l'empereur Conrad III après la

mort de Lothaire, Sobieslas lui envoya un corps considérable d'auxiliaires bohémiens; et à la diète de Bamberg, il obtint de Conrad, qu'il avait si bien servi, que son neveu Wladislas IV fût déclaré son successeur au duché de Bohême, et reçut la main de Gertrude, sœur de l'empereur et roi de Germanie.

Les Hongrois, ces valeureux voisins des Moraves et des Bohémiens, avaient eu pour roi, dès 1095, Coloman, fils de Ladislas I[er] ou de Géisa. C'est pendant les premières années du règne de ce prince que la Hongrie avait été traversée par les nombreuses divisions de croisés, qui se succédant sous le commandement de Gautier, de Pierre l'Ermite, de Godescalque, d'Émilcon, et d'autres chefs, avaient ensanglanté les rives de la Save, jusques au moment où parut l'armée commandée par Godefroy de Bouillon.

Son frère Almus avait pris les armes contre lui. Ils s'étaient réconciliés. Almus s'était retiré en Allemagne : revenu en Hongrie, il était parti pour la Terre-Sainte. De retour dans les états de son frère, et craignant de nouveau son ressentiment, il avait engagé l'empereur Henri V à venir en Hongrie pour obliger Coloman à lui accorder la paix. Coloman avait paru céder aux désirs de Henri; mais à peine l'empereur s'était-il éloigné des deux frères, que Coloman ordonna qu'on arrêtât Almus et son fils Béla, leur fit crever les yeux, et les relégua dans le monastère qu'Almus avait fondé.

Peu de temps après il tomba malade, et sentant

que sa fin était prochaine, il termina sa vie par un horrible fratricide : il voulut qu'on allât égorger Almus.

Étienne II n'avait que treize ans à la mort de son père Coloman. Combien les Hongrois durent se repentir de l'avoir élu malgré sa grande jeunesse ! Sa conduite atroce envers ses sujets et ses voisins le fit surnommer le Foudre. Il porta ses armes en Autriche, en Pologne, en Russie, en Bulgarie, en Grèce, laissa dans toutes ces contrées d'horribles traces de sa férocité, et devint aussi méprisable par ses débauches qu'odieux par ses cruautés. Se sentant en proie à une maladie mortelle, il se fit revêtir d'un habit religieux, et au lieu de laisser son sceptre à son fils Borich, il le fit remettre à ce Béla que son père avait privé de la vue.

(1131) Béla, quoique aveugle, non seulement gouverna la Hongrie avec sagesse, mais encore fit la guerre avec succès contre Borich qui voulait lui enlever la couronne, contre les Autrichiens qui soutenaient Borich, contre Henri-le-Superbe, duc de Bavière. Il conquit la partie de la Servie arrosée par la rivière de Rama, qui se jette dans le Naxo, dont l'embouchure est dans l'Adriatique ; et il ajouta le titre de roi de Rama à ceux de roi de Hongrie, de Croatie et de Dalmatie.

(1138) Auprès des Hongrois et des Bohémiens, les discordes civiles avaient fait tomber leurs terribles fléaux sur les descendants des Sarmates. Wladislas-Herman, deuxième fils de Casimir Ier, avait succédé à son frère Boleslas sur le trône de Polo-

gne. Grégoire VII avait rejeté le royaume de la communion romaine. Wladislas n'ose prendre que le titre de duc. Il envoie une ambassade au pape; il le conjure de lever l'interdiction jetée sur la Pologne. Grégoire se laisse fléchir; mais il ne rétablit pas le titre de roi qu'il a supprimé.

Les Polonais cependant sont attaqués aux deux extrémités de leur vaste territoire. Les Russes s'emparent des forteresses occupées dans leurs états par des troupes polonaises; ils massacrent ces troupes, trop peu nombreuses pour leur résister; et bientôt après les habitants encore trop féroces de la Prusse et de la Poméranie orientale prennent les armes, secouent la domination de la Pologne, et veulent l'envahir. Les Polonais accourent pour défendre leurs provinces menacées, repousser et soumettre de redoutables ennemis. Les combats se succèdent pendant cinq ans; et ce n'est qu'en 1097 que le palatin de Cracovie remporte une victoire décisive sur les Prussiens.

Le libérateur de la Pologne devient le favori du duc : fier de son crédit et de ses succès, il outrage deux fils du monarque. Wladislas est obligé de l'exiler. Boleslas III, l'aîné de ces princes, succède bientôt à son père (1102); il n'a que seize ans. Et dans quelles circonstances le sceptre lui est-il confié? Lorsque l'autorité des gouverneurs des provinces ou des chefs des palatinats est devenue plus grande que jamais, et que leur pouvoir, presque indépendant, produit et fortifie cette anarchie féodale, si funeste aux peuples, et

contre laquelle les rois de l'Europe luttent avec tant de peine.

Le jeune duc peut d'autant moins prévenir, arrèter ou diminuer les maux sous lesquels doit gémir sa patrie, que Sbignée, son frère naturel, a pour son partage trois palatinats et la Poméranie. Ce Sbignée refuse de reconnaître l'autorité suzeraine de Boleslas. Vaincu, fait prisonnier, relâché plusieurs fois pendant quatorze ans, il est assassiné par ordre de son frère.

Ce crime n'empêche pas l'empereur Lothaire II de recevoir à Mersbourg l'hommage de Boleslas pour la Poméranie orientale (1135). Le duc lui paie douze années qu'il lui doit d'un tribut annuel de cinquante marcs d'argent; et, dans une cérémonie solennelle, il porte devant Lothaire l'épée impériale.

Il fait la guerre à la Russie. Il avait, pendant le cours de son règne, été vainqueur dans quarante-six combats: il est abandonné par un palatin; il est vaincu par les Russes; il en meurt de chagrin.

(1138) Wladislas II, fils aîné de Boleslas III, lui succède. Mais Boleslas avait partagé ses états entre ses quatre enfants : la nation ne s'était pas opposée à ce partage. Wladislas, suzerain de ses trois frères, ne règne que sur la Poméranie orientale, la Silésie, le palatinat de Cracovie, et deux autres palatinats (1146). Il prend néanmoins le titre de roi, attaque ses frères, les assiége dans Posnanie, voit ses troupes, surprises au milieu d'une imprudente débauche, tomber sous le fer des assiégés;

se sauve en Allemagne auprès de son beau-frère, l'empereur Conrad, et Boleslas IV s'empare du trône abandonné par son frère, que l'archevêque de Gnesne excommunie.

La Russie n'est pas moins agitée que la Pologne. Les usages de la barbarie, les craintes de la superstition, l'ignorance du peuple, son asservissement à la force, l'ambition des princes, le partage des états, le défaut d'institutions, l'anarchie sous toutes ses formes, y maintiennent la guerre, la violence et le brigandage plus que dans plusieurs autres contrées de l'Europe. Qu'on était loin, dans ces régions septentrionales, des bienfaits et même de toute idée de civilisation!

L'opinion générale des Russes, quelque peu éclairée qu'elle fût, voulait, comme celle d'autres peuples de l'Europe, qu'à la mort du souverain l'on choisît pour le remplacer le plus âgé de la famille royale, comme le plus expérimenté et le plus capable de tenir le sceptre et l'épée. Voilà pourquoi Vladimir, après la mort de son père Vsévolod, consent à voir monter sur le trône son cousin Michel Sviatopolk II, comme l'aîné de la famille (1093). Les Poloutsi, ces Tartares descendants des Turcs, qui habitaient entre le Don et le Jaïk, demandent la continuation de la paix. Sviatopolk fait arrêter leurs ambassadeurs. Il apprend que ces Tartares s'avancent pour venger leur injure; il se hâte en vain de relâcher les envoyés et d'appeler à son secours son cousin Vladimir, qui arrive avec les guerriers de son apanage. Les Russes sont

battus par les Poloutsi, qui réduisent en cendres plusieurs villes ou villages, emmènent un grand nombre de prisonniers; et le prince de Kiew est trop heureux d'obtenir la paix qu'il a refusé d'accorder, et d'épouser la fille d'un des chefs des Poloutsi.

(1094) La guerre recommence bientôt. Vladimir indigne les Poloutsi par une noire perfidie. Ils sont successivement vaincus et vainqueurs. Les différents princes qui possèdent des états sous la suzeraineté du grand prince de Kiew ne cessent de se faire la guerre et de ravager la Russie; leur suzerain et son cousin Vladimir les engagent à se rendre à la diète qui doit se tenir, et où les principaux bourgeois des villes sont appelés avec les évêques et les abbés (1096). On y fait de nouveaux partages d'états ou de domaines entre les princes. Ils jurent de se conformer à ces partages; ils sont près de violer leurs serments. L'histoire ne présente que trop de ces violations de la foi jurée. Mais ce qu'il est important de remarquer, c'est qu'avant la fin du onzième siècle, sur les bords du Niéper, au milieu de contrées encore sauvages, à une petite distance des hordes scythes ou tartares, les droits des cités ont été reconnus, que leurs libertés ont été garanties comme leurs propriétés, et que leurs représentants ont siégé avec le monarque, les puissants et les prélats, et concouru avec eux dans l'assemblée générale à l'exercice de l'autorité législative.

Et cependant quelles mœurs que celles au

milieu desquelles on voit s'élever ce grand monument de justice et de saine politique ! Un frère du souverain est assassiné. David, un petit-fils de Vladimir-le-Grand, persuade à Sviatopolk que l'auteur du crime est un autre prince nommé Valsiko. D'accord avec le souverain, il fait arrêter ce Valsiko, le prive de la vue, le condamne à d'autres tourments, le fait traîner à Wolodimer, dans la Volhinie. Vladimir et d'autres princes russes veulent venger Valsiko : Sviatopolk est obligé de se joindre à eux contre David, que l'on dépouille de son apanage, et qui ne conserve que quelques petites villes dont le revenu devait le faire subsister.

Vers le même temps, le commerce de la Russie, presque toujours agitée par des guerres civiles ou étrangères, passe entre les mains des juifs. D'énormes usures leur procurent de grandes richesses : elles excitent l'envie et la haine des Russes chrétiens ; ils accusent les juifs de la misère à laquelle plusieurs de leurs compatriotes sont réduits, se soulèvent contre eux, et en massacrent un grand nombre.

Vladimir II, qui venait de succéder à Sviatopolk, et que le souvenir de ses exploits avait fait élire, quoique moins âgé que son frère, arrête l'acharnement des chrétiens russes contre les juifs ; mais il les bannit de la Russie.

(1113) Quatre de ses enfants se montrent dignes de diriger les guerriers qu'il avait conduits à la victoire : l'un remonte jusque vers les sources du Niéper et de la Duna, et conquiert une partie de la

Tchoude, aujourd'hui Livonie; l'autre défait les Turcs ou Tartares-Poloutsi auprès du Don, et leur enlève trois villes, ou plutôt trois camps retranchés; le troisième ravage les frontières de la Pologne, et le quatrième remporte sur les Bulgares une grande victoire.

Pendant le règne de son fils aîné Mstislaf, grand prince de Kiew, les Russes ont de nouveaux succès contre les Poloutsi, les habitants de la Tchoude et les Lithuaniens.

(1132) Jaropolk II est choisi pour succéder à son frère Mstislaf. Il donne des apanages aux fils de son frère. On répand le bruit qu'il va porter la guerre en Pologne. Un Polonais nommé Vlostovicz promet à son roi, Boleslas III, de détourner l'orage : il se rend à la cour de Jaropolk ; il se dit persécuté par Boleslas; il peint son roi comme un tyran détesté que les Polonais livreront au premier qui voudra l'attaquer. Le grand prince de Kiew est séduit par ses discours; il l'admet dans son intimité; il lui confie ses plans; il désire qu'il l'accompagne dans ses chasses: le Polonais l'entraîne dans un bois écarté, où des hommes armés étaient cachés. Jaropolk fait prisonnier est conduit à Cracovie, et ne recouvre la liberté que lorsque ses frères ont payé une forte rançon.

C'est quelques années après cet évènement que Boleslas III, trahi par un palatin et battu par les Russes, meurt de chagrin de voir interrompre le cours de ses victoires.

Les princes fils d'Oleg, appartenant à la branche

aînée des descendants de Sviatoslaf Ier, petit-fils de Rurik, souffrent impatiemment de voir régner la branche cadette de ces mêmes descendants, issue de Vsévolod Ier. Ils soutiennent leurs prétentions par les armes. Après des succès divers, Vsévolod II, fils aîné d'Oleg, monte sur le trône (1140). Il veut dépouiller de leurs apanages tous les princes de cette branche cadette dont il redoute la puissance. De grands troubles bouleversent la Russie. La ville de Novogorod, qui peut faire valoir les droits des cités russes avec plus d'avantages que les autres villes de la principauté, oppose les plus grands obstacles à l'ambition de Vsévolod; elle craint de voir trop s'agrandir l'influence du souverain ; elle soutient contre ses prétentions les princes que l'on veut dépouiller. Tous les projets de Vsévolod s'évanouissent : il apprend que ses guerriers, réunis à ceux de Wladislas II, roi de Pologne, ont été taillés en pièces par les princes polonais, armés, comme les princes russes, pour défendre leurs apanages ; et, contrarié dans ses vues, au dedans et au dehors de ses états, il cesse bientôt de vivre.

QUINZIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1147 JUSQUES EN 1189.

La moitié du douzième siècle s'est déjà écoulée. L'Europe entière est divisée en un grand nombre de petits états, dont les chefs, plus ou moins indépendants, luttent contre des suzerains trop faibles pour leur résister et leur imposer des lois sans le concours des peuples. L'agriculture porte la hache dans de vastes forêts, agrandit et fertilise les champs qu'elle cultive; l'industrie commence de donner aux habitants des villes des produits, des échanges, des richesses, de la force, des armes, des lois protectrices. Mais, au milieu des premiers progrès de la civilisation renaissante, l'ignorance, les préjugés et les vieilles habitudes exercent encore un si grand empire, que, du haut des sept montagnes de la Rome chrétienne, la chaire pontificale suprême étend sur l'occident du monde un pouvoir immense, devant lequel tremblent les peuples, les princes et les rois.

Nous avons vu cette influence apostolique déterminer la nouvelle croisade qui va précipiter vers l'Asie une multitude de guerriers de tant de nations européennes.

Vers le milieu de juin 1147, Louis-le-Jeune, roi des Français, laisse le gouvernement de son royaume à l'abbé Suger et au comte de Vermandois, et part pour Constantinople, à la tête de plus de deux cent mille hommes armés ou non armés. La reine Éléonore, jeune, belle, vive, et avide de tout ce qui peut agir fortement sur l'âme, veut accompagner le roi.

Conrad III, empereur et roi de Germanie, avait convoqué les états d'Allemagne à Francfort. Il y avait fait élire roi des Romains son fils aîné Henri, lui avait confié la régence de la Germanie, et, devant précéder Louis-le-Jeune avec lequel il s'était concerté, il était parti avec ses guerriers pour les rives du Bosphore. Passant par la Hongrie à la tête d'une armée formidable, il avait obligé Geisa, roi des Hongrois, à lui rendre hommage. Il arrive à Constantinople. Son beau-frère Manuel-Comnène occupait le trône de l'Orient. Il affecte sur Manuel une supériorité qui indigne les Grecs; il exige que Comnène lui fasse la première visite; et, pour ajouter au ressentiment des Grecs dont l'orgueil est vivement blessé, les troupes allemandes, si nombreuses et si indisciplinées, commettent des dégâts affreux sous les murs de la capitale. Manuel irrité, et qui ne voyait les Latins dans ses états qu'avec la plus grande méfiance, résout la perte des croisés de Conrad. L'empereur des Romains part pour l'Asie : celui de Constantinople lui donne des guides, mais des guides infidèles. Conrad perd, par une suite de leur trahison,

une grande partie de ses troupes. Ses guerriers, égarés au milieu de défilés impraticables, sans vivres, sans eau sous un soleil brûlant, périssent en grand nombre, ou de fatigue, ou de misère, ou par le fer des soldats du sultan d'Iconium.

Les Français cependant se dirigent vers Constantinople par l'Allemagne, les rives du Danube et la Hongrie. Ils traversent des pays déjà épuisés par l'armée de Conrad. Et qu'on ne croie pas qu'avec la manière de faire la guerre produite par la barbarie et le régime féodal, il y eût, sur la longue et difficile route que parcourt cette multitude de croisés que Louis traîne à sa suite, des magasins préparés, des mesures prises pour le passage des rivières, des stations déterminées, une police établie; le désordre ne cesse de régner dans cet immense et bizarre rassemblement. Les vivres commencent bientôt à manquer; les riches croisés n'en peuvent acheter qu'à des prix très élevés; les autres pillent leurs hôtes, se répandent dans les campagnes, prennent tout ce qu'ils peuvent enlever. Les habitants poursuivent ceux qui s'écartent, les assomment, les massacrent; et le nombre des Français est très diminué lorsque Louis arrive sur les bords de la Propontide.

Manuel désire vivement de les voir s'éloigner de sa capitale. Ils demandent des habits, des vivres, des munitions; ils s'emparent de ce qu'on leur refuse, et quelques uns des plus impatients proposent de s'emparer de Constantinople, pour éviter toutes les difficultés qu'on oppose à leurs dé-

sirs. Manuel effrayé leur donne tous les objets qu'ils souhaitent et dont il peut disposer; il les comble de promesses ; il assure qu'ils ne manqueront d'aucun secours lorsqu'ils auront passé la Propontide. Ils arrivent en Asie. Mais combien ils sont trompés dans leur attente ! Les villes fortifiées refusent de leur ouvrir leurs portes ; ce n'est que le long des murs de ces villes, qui leur sont fermées, qu'on fait descendre les vivres dont ils ont besoin, et qu'on leur vend très cher. Les habitants des campagnes, bien loin de leur fournir des subsistances et de les aider pour le transport des bagages, s'enfuient devant eux (1148).

Les Allemands cependant éprouvent une grande défaite ; ils sont forcés de rétrograder. Les débris de l'armée de Conrad viennent à Éphèse se réunir aux soldats du roi des Français, qui s'empresse de les accueillir. L'empereur des Romains les confie à Louis, revient à Constantinople, s'embarque pour la Palestine, et ne désire plus d'arriver à Jérusalem que comme un simple pèlerin. Les Français veulent surmonter tous les obstacles et braver tous les dangers ; ils persistent dans leur audacieuse entreprise ; ils s'avancent avec les Allemands vers la terre sacrée.

Ils arrivent sur les bords du Méandre. Une armée de Turcs d'Iconium en défend le passage. Les croisés ont fait des marches pénibles, ils sont harassés de fatigue. Mais les Français n'ont pas perdu leur audace ; ils se jettent dans le fleuve : Louis VII est à leur tête ; les uns suivent au gué, les autres

passent le Méandre à la nage; ils s'élancent sur les Turcs étonnés, les frappent avec furie, les renversent, les dispersent.

Ils se reposent, pendant quelques jours, dans l'agréable vallée qu'arrose ce Méandre, devenu monument de leur valeur et de leur victoire. Ils s'engagent ensuite dans une chaîne de montagnes. Les musulmans se mettent en embuscade dans des ravines. L'armée française est divisée en deux corps. Le roi ordonne au général qui commande l'avant-garde d'attendre le reste de l'armée au sommet d'une montagne escarpée, contre laquelle les croisés doivent gravir. Ce chef ne trouve sur cette haute montagne ni eau ni fourrage; il voit à ses pieds un vallon délicieux; il oublie l'ordre du roi; il descend dans le vallon : à l'instant les Turcs sortent de leurs retraites, s'emparent du poste important que l'avant-garde vient d'abandonner, fondent avec impétuosité sur l'arrière-garde qui monte, et renversent les croisés les uns sur les autres. Au milieu du désordre, Louis est séparé des siens: des Turcs le poursuivent; il monte sur un arbre, se défend avec la plus grande intrépidité. Les musulmans, qui ne le connaissent pas, l'abandonnent. Le roi s'élance sur un cheval qu'il rencontre, erre pendant la nuit dans les détours de la montagne, et ce n'est qu'à la pointe du jour qu'il peut rejoindre les croisés inquiets que leur valeur avait sauvés, et qui étaient parvenus à se réunir.

Le malheur que vient d'éprouver l'armée chré-

tienne est suivi des plus grands embarras. Les Turcs ne cessent de harceler les croisés, au milieu de nombreux défilés que les Français ne connaissent pas. Les guides donnés par Comnène les trompent, suivant plusieurs historiens, les égarent, les entraînent dans les gorges les plus dangereuses, les livrent aux flèches des musulmans, et, multipliant sans cesse des marches et des contre-marches inutiles, leur font éprouver tous les maux d'une fatigue extrême. Le découragement est près de saisir les croisés. Heureusement un Français, nommé Evrard des Barres, élu grand-maître des templiers après la mort de Robert-le-Bourguignon, vient joindre son roi dans la Pamphilie, à la tête d'un grand nombre de chevaliers. Ce secours important est regardé comme un bienfait du ciel. Évrard dirige la marche des croisés, et on arrive à un petit port où Louis s'embarque avec une partie de son armée. Les bâtiments de transport manquent pour ses autres guerriers; ils sont forcés de continuer leur route par terre; ils rejoignent Louis à Antioche; mais combien leur nombre a été diminué par les fatigues, les maladies ou le fer des musulmans! Raymond de Poitiers commandait à Antioche. Il reçoit le roi avec tous les égards qu'il doit à un ancien suzerain qui vient à son secours, a bravé tant de dangers pour lui, et mérité l'enthousiasme des guerriers par sa constance et sa valeur héroïque. On a écrit que la belle Éléonore, oubliant ses devoirs, avait répondu à la tendresse d'un jeune et beau musulman nommé Saladin, et

même à celle de son oncle Raymond. D'autres auteurs ont cherché à la justifier. Quoi qu'il en soit, Louis VII, ou irrité de la conduite scandaleuse de la reine, ou seulement offensé de la manière dont elle soutient des projets de Raymond, qui ne peuvent pas lui convenir, veut qu'Éléonore sorte d'Antioche pendant la nuit, se retire avec elle dans son camp, et la conduit à Jérusalem. L'empereur Conrad y était arrivé de Constantinople. Louis se concerte avec ce prince. Ils se décident à attaquer la puissance musulmane la plus dangereuse pour les chrétiens de Syrie; ils entreprennent le siége de Damas. Baudouin III, roi de Jérusalem, avait réuni ses guerriers à ceux de Louis et de Conrad. Une indigne trahison des chrétiens de Syrie fait échouer l'entreprise des trois souverains. Louis, justement irrité, reprend la route de la France ; il s'embarque. Une flotte des Grecs attaque avec perfidie celle de Louis, dont l'empereur Manuel paraissait être l'allié ; elle la met en déroute ; elle s'empare du vaisseau qui porte le roi ; elle l'emmène prisonnier. Une troisième flotte, commandée par un amiral de Roger, roi de Sicile, ennemi irréconciliable des empereurs de Constantinople, se précipite sur celle de Manuel, brûle ou coule à fond plusieurs vaisseaux des Grecs, et délivre le roi des Français.

(1149) Louis arrive enfin dans ses états, et cette grande croisade décidée avec tant de solennité, embrassée avec tant de zèle, préparée avec tant d'efforts, a couvert une partie de l'Europe et de l'Asie

Mineure de cadavres, de ruines, de sang, de vains trophées, sans avoir procuré aucun avantage durable à la cause des chrétiens de la Palestine et de la Syrie. Lorsqu'on compte le peu de guerriers qui reviennent avec Louis, lorsqu'on voit ces tristes restes d'une immense armée, la France entière gémit sur tant d'infortunes. Des reproches amers s'élèvent de tous côtés vers le principal auteur d'une entreprise qui a coûté tant d'hommes et d'argent. Saint Bernard ne sait que répondre à ces désolants murmures; il ne peut que rejeter ces déplorables revers sur la dissolution, le brigandage, les crimes des croisés; et ce qui peint d'une manière frappante l'esprit du douzième siècle, c'est qu'il exhorte les peuples à réformer leurs mœurs corrompues, et à se rendre dignes par ce grand changement de succès plus heureux dans une autre croisade.

A peine Louis était-il arrivé de l'Orient, qu'il alla en Normandie mettre en possession de ce duché Geoffroy Plantagenet. Le nouveau duc le cède à son fils Henri, et ce jeune prince rend à Louis un hommage *plein et lige*.

Quelle grande faute politique va cependant commettre le roi des Français! Il avait, avant son retour en Europe, dissimulé le mécontentement que lui avait donné la conduite de la reine; revenu en France, il veut le faire éclater, et demande qu'un divorce le sépare d'une épouse qu'il ne peut souffrir : il en parle à Suger. Ce grand homme parvient à modérer un ressentiment d'autant plus fort qu'il

a été long-temps retenu ; il lui montre les suites funestes d'un divorce qui priverait la couronne du duché d'Aquitaine et du comté de Poitiers, qu'on serait obligé de rendre à Éléonore ; il obtient même une sorte de réconciliation du roi avec la reine, qui donne une seconde fille à Louis. Mais Suger devait bientôt cesser de vivre, et la mort du ministre, que la nation reconnaissante honora du titre de *père de la patrie*, devait réveiller tous les mécontentements et toutes les résolutions du monarque.

Louis demanda son divorce avec la reine à une assemblée d'évêques qu'il convoqua, et qui, sous le prétexte de la parenté des deux époux, ordonnèrent ce divorce par une sentence ecclésiastique. Si les préjugés du siècle avaient permis de suivre les véritables principes des monarchies, la demande du roi aurait été soumise à la décision des états ; l'Aquitaine et le Poitou n'auraient pas passé entre les mains des Anglais : et combien de calamités auraient été épargnées à la France et à l'Europe !

Éléonore ne mit aucune opposition à son divorce ; elle le désirait. Bien loin d'aimer Louis, elle méprisait ce prince ; elle oubliait sa grande valeur : *Il est plus moine que roi*, disait-elle souvent.

Le jeune Henri Plantagenet et la reine Éléonore s'étaient vus à la cour de Louis : ils s'étaient convenu ; et le divorce d'Éléonore n'était prononcé que depuis quelques semaines, lorsqu'elle donna sa main à ce Henri, comte d'Anjou, duc de Normandie et héritier du royaume d'Angleterre. Plan-

tagenet réunit donc la Normandie, l'Anjou, une grande partie de la Touraine, le Poitou, l'Aquitaine. Quel vassal redoutable pour le roi des Français!

(1154) Deux ans après Louis épousa Constance, fille d'Alphonse VIII, roi de Castille. Il était de retour depuis peu de temps d'un voyage qu'il avait fait en Espagne avec la nouvelle reine, lorsqu'il lui survint une aventure que nous devons rapporter comme un trait de l'histoire du siècle dont nous nous occupons. Il revenait à Paris; la nuit le surprit à Créteil; il s'y arrêta, et se fit défrayer par les habitants, qui étaient *serfs* de l'église de Paris. A peine les chanoines de cette église en furent-ils informés qu'ils cessèrent le service divin, et déclarèrent qu'ils ne le reprendraient que lorsque le roi aurait rendu à leurs *serfs de corps* ce que ces serfs avaient dépensé pour lui. Le roi alla à la cathédrale; il en trouva les portes fermées: on lui en apprit la cause. Il fit venir l'évêque et les chanoines, et, rendant hommage aux droits sacrés de la propriété, il promit d'indemniser les habitants de Créteil.

Louis ne cessait de voir avec inquiétude la grande puissance de son rival Henri Plantagenet : il ne voulut rien négliger pour augmenter la force de ses armes. Les guerres continuelles que les grands et les petits vassaux de sa couronne soutenaient les uns contre les autres les empêchaient de lui fournir les secours qu'il avait le droit d'en exiger; il imagina de les réunir à Soissons. On y vit parmi

un grand nombre de comtes, de barons, de châtelains, qui se regardaient tous comme indépendants et presque souverains dans leurs domaines, le duc de Bourgogne, le comte de Flandre et celui de Champagne. Il leur parla avec force; il leur montra combien l'emploi des armes pour soutenir leurs droits était funeste et au royaume, et aux peuples, et à eux-mêmes; il les conjura de préférer des arbitres pour terminer leurs différents. Ils jurèrent une trève de dix ans. Mais ce qui fut bien plus utile à l'autorité légitime du monarque, à son pouvoir, aux droits du peuple et à la prospérité de la France, ce fut le soin avec lequel Louis continua la grande et importante entreprise commencée par son père, et favorisa cet établissement politique des communes, qui donnait aux cités leurs revenus, leurs lois, leurs magistrats, leurs guerriers, leurs libertés, leurs garanties.

Cependant Louis perdit la reine Constance de Castille, et, très peu de jours après, il se remaria avec Alix, fille de Thibaut, comte de Champagne.

(1160) Vers le même temps mourut Pierre Lombard, évêque de Paris, connu sous le nom de Maître des Sentences. Un des ouvrages que l'on a dus à ce célèbre théologien, et qui est intitulé *des Sentences*, a été regardé comme la source de la théologie scolastique de l'église latine. Un chanoine de sa cathédrale, nommé Léonius, avait mis le nouveau Testament en vers nommés *léonins*, et dont chaque premier hémistiche rimait avec le second.

(1161) Dès l'année suivante Henri II, devenu roi d'Angleterre, assiégeait Toulouse, qu'il regardait comme une dépendance du duché de sa femme Éléonore. Louis avait donné à un de ses parents le comté dont cette ville était la capitale. Toujours plein de bravoure, il pénétra au travers de l'armée ennemie, se jeta dans la ville, fit plusieurs sorties heureuses. Henri leva le siége : il fit dire au roi des Français que le respect qu'il devait à son suzerain l'empêchait de continuer l'attaque d'une place défendue par Louis en personne ; mais à peine fut-il rentré en Normandie qu'il ravagea la Picardie et le Beauvoisis. La guerre entre les deux rois allait devenir sanglante, lorsqu'un légat d'Alexandre III les engagea à signer la paix. Cette paix n'était pas peu nécessaire au pape chassé de Rome par la faction de son rival, et obligé de chercher un asile en France. Les deux rois de France et d'Angleterre allèrent au-devant du pontife jusque sur les bords de la Loire, et ils le conduisirent à la tente qu'on lui avait préparée, en tenant chacun de son côté les rênes de son cheval (1162).

(1163) Alexandre III, arrivé à Paris, y posa solennellement la première pierre de l'église de Notre-Dame, laquelle, élevée par saint Denys, avait été rebâtie par Childebert I[er], en 556, et que Maurice de Sully, le successeur de l'évêque Pierre Lombard, avait entrepris de faire reconstruire telle qu'on l'admire aujourd'hui.

L'année suivante, Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, vint en France, fuyant la colère du

roi d'Angleterre. Louis le reçut avec bonté. Des ambassadeurs de Henri se plaignirent de cet accueil. Rapportons la noble, généreuse et touchante réponse de Louis : « Si Henri est si jaloux des cou-» tumes de son royaume, il ne doit pas trouver » étrange que je conserve le droit héréditaire que » j'ai reçu des rois mes aïeux, celui de protéger les » personnes affligées, surtout lorsqu'elles souffrent » pour la justice. »

(1165) La reine Alix donna un fils au roi. La naissance de cet enfant causa une grande joie dans toute la France; on le nomma Philippe Dieudonné: on devait le surnommer Auguste.

La paix avec l'Angleterre avait été plus d'une fois troublée par des hostilités, et ramenée par des trèves, lorsqu'un traité célèbre fut conclu à Montmirail dans le Maine.

(1169) Le roi d'Angleterre y vient avec ses deux fils, Henri et Richard. C'était la fête de l'Épiphanie. « Dans ce jour, dit-il à Louis, où trois rois ont » offert des présents au Roi des rois, je me mets » sous votre protection avec mes deux enfants et » mes états. » Il lui renouvelle son hommage pour la Normandie; Henri, son fils aîné, rend le sien pour l'Anjou, le Maine et la Bretagne, et Richard pour l'Aquitaine, que sa mère Éléonore vient de lui céder. On conclut le mariage de ce même Henri d'Anjou avec Marguerite, fille de Louis VII et de sa seconde femme Constance de Castille, et celui de Richard avec Alix, fille du roi des Français et de sa troisième femme, Alix de Champagne. Les deux

rois règlent leurs prétentions, déterminent leurs droits, fixent les limites de leurs domaines. Une amnistie entière est accordée aux vassaux qui ont porté les armes; les prisonniers sont rendus, les villes et les châteaux sont restitués. Il y a un banquet solennel, et le jeune Henri sert le roi des Français, en qualité de comte d'Anjou et de grand sénéchal de France.

Le roi d'Angleterre avait emmené à sa cour la princesse Marguerite, encore trop jeune pour être réunie à son époux. Il avait associé à son trône le jeune Henri, celui à qui la princesse était destinée; et néanmoins lorsque le moment de l'unir à Marguerite fut arrivé, le roi anglais refusa si fortement d'y consentir, qu'on soupçonna l'affection que lui avait inspirée sa belle-fille. Le jeune Henri réclama avec force et sa femme et la Normandie. Son frère Richard demanda la Guyenne qu'Éléonore lui avait cédée. Cette reine, peu contente des sentiments et de la fidélité du second mari qu'elle avait tant aimé, soutenait les prétentions de ses enfants. Geoffroy, troisième fils du roi d'Angleterre, et qui avait épousé l'héritière de la Bretagne, avait embrassé le parti de ses deux frères. Louis VII, comme leur suzerain, secourut le jeune Henri, Richard et Geoffroy. Les succès furent partagés; les hostilités se prolongèrent. Enfin, un nouveau traité termina cette guerre. Marguerite fut remise à son jeune époux. La ville de Bourges fut cédée au roi d'Angleterre, comme si ce grand feudataire de la couronne de France n'était pas assez puissant. « Et

» telle sera désormais notre amitié, dirent les deux » rois dans le traité, que chacun défendra la vie de » l'autre, ses membres, sa dignité, ses biens. Je se- » courrai de toutes mes forces, moi Henri, Louis » roi de France ; et moi, roi de France, de tout mon » pouvoir, le roi d'Angleterre, mon homme et mon » vassal. »

Le jeune Philippe s'était cependant égaré en chassant dans la forêt de Compiègne ; la nuit était survenue. Un grand homme noir, armé d'une hache, et soufflant du charbon embrasé dans un vase, s'était présenté à lui. Philippe avait éprouvé une secrète horreur, et néanmoins il avait ordonné au charbonnier, qu'il regardait comme un spectre, de le conduire au château. Arrivé dans son appartement, il avait été saisi par une fièvre très forte, qui bientôt parut dangereuse. Louis se souvint des obligations que lui avait eues dans le temps l'archevêque de Cantorbéry, Thomas Becket. On ne parlait que des miracles opérés par l'intercession de cet archevêque. Louis, rempli de confiance, part pour l'Angleterre, se prosterne auprès du tombeau du prélat qu'on vénère, couvre cette tombe si respectée de présents magnifiques, se hâte de revenir en France, et ressent la plus grande joie que puisse éprouver un père, en apprenant que son fils lui est rendu. Il résout alors de le faire sacrer : il veut que cette grande cérémonie ait lieu à Reims, dont le frère de la reine est archevêque. Les douze pairs y assistent en personne, ou y sont représentés (1179). Le jeune Henri d'Angleterre

porte la couronne comme duc de Normandie, et le comte de Flandre l'épée royale. Une maladie assez grave retient Louis dans son lit; il ne peut ni assister à l'acte solennel qui unit son fils avec la nation, ni au mariage de ce même Philippe. Le jeune prince épouse Isabelle, fille de Baudouin V, comte de Hainaut (1180). Elle descendait d'Ermengarde, fille de Charles, duc de la basse Lorraine, et oncle de Louis X, dernier roi de la race carlovingienne. Combien elle avait dégénéré cette race qui avait commencé par quatre grands hommes! et cependant les Français, toujours épris de l'immense et nationale renommée de Charlemagne, voient avec plaisir monter sur le trône de leur roi une petite-fille du grand empereur.

Peu de temps après ce mariage Louis cessa de vivre; son corps fut porté à l'abbaye de Barbeaux, située auprès de Melun, et qu'il avait fondée et richement dotée; il y fut renfermé dans un tombeau revêtu de lames d'argent, et placé au milieu du chœur. On a écrit que Charles IX, passant par cette abbaye quatre cents ans après la mort de Louis VII, fit ouvrir la tombe de ce roi. Le corps était encore entier. Charles IX prit une croix d'or qui était suspendue au cou de Louis; il distribua à ceux de ses courtisans qui étaient avec lui les bagues qu'il trouva aux doigts du monarque dont il descendait, et dont il aurait dû, plus qu'un autre, respecter le dernier asile.

Pendant les tempêtes politiques de la fin du dernier siècle, les restes de Louis VII furent sauvés de

la profanation, et conservés religieusement par un respectable pasteur de Barbeaux. Quelques années après, cette abbaye fut donnée à la légion d'honneur, dont j'étais alors grand chancelier; elle servait à l'éducation d'un grand nombre de filles des braves de cet ordre. Le pasteur souhaita de voir replacer dans le temple de cette abbaye la dépouille royale qu'il avait préservée de la destruction; la supérieure générale de Barbeaux seconda son vœu. Je ne négligeai rien pour remplir ce désir pieux; et les cendres de Louis ont reposé de nouveau dans l'église qu'il avait fondée, jusques au moment où elles ont été transférées à Saint-Denys.

Quels heureux tableaux cependant la France commençait de présenter vers la fin du règne de Louis-le-Jeune! Quels nombreux effets de l'établissement des communes, de leurs lois, de leur police, de leurs tribunaux, de leur force, de leur industrie, de leur commerce, de leurs propriétés, de leurs richesses! L'agriculture devenait chaque jour plus florissante; on défrichait des forêts, on assainissait des vallées; on desséchait des marais; la population s'accroissait; on augmentait l'étendue et le nombre des hameaux, des villages, des bourgs et des villes; on relevait d'anciens édifices; on en construisait de nouveaux; on commençait de vastes églises; on attirait en France un grand nombre d'ouvriers étrangers; on appelait surtout de l'Espagne des constructeurs arabes; et les temples sacrés, les demeures des grands, les édifices publics, les portes des cités, les enceintes des villes, présentaient

cette architecture si déliée, si gracieuse, si élégante, si ornée, si aérienne et si hardie, apportée de la Syrie, ou d'autres contrées orientales, par les musulmans, et qui, au lieu de recevoir le nom d'arabe, a été pendant si long-temps nommée gothique, ou gothique moderne.

Et remarquez avec attention, dans cet exemple si mémorable, quelle salutaire et admirable puissance ont de sages institutions pour lutter contre tous les fléaux, en réparer les suites, en effacer les traces. A quelle époque voit-on cet accroissement de l'agriculture, de l'industrie, des arts, des richesses, de la population? Lorsque plusieurs grandes croisades ont entraîné dans les champs de la Syrie ou de l'Asie Mineure tant de milliers de combattants qui y sont restés engloutis, lorsque la France a été couverte de guerriers mal payés, mal nourris, mal disciplinés, et auxquels il semblait qu'on n'avait remis des armes que pour piller, détruire, brûler et massacrer.

Ce fut sous les heureux auspices de la prospérité des communes, de leur dévouement et de leur fidélité, que Philippe-Auguste monta sur le trône. Louis-le-Jeune avait nommé régent Philippe d'Alsace, comte de Flandre, en qui il avait toujours eu beaucoup de confiance, et qui était son beau-frère. Le jeune roi avait d'ailleurs pour guide et pour gouverneur Robert de Clément, maréchal de France. La reine douairière, Alix de Champagne, fut mécontente de ces dispositions; elle se retira en Normandie. Mais bientôt après, elle s'arrangea

avec Philippe d'Alsace : elle eut la tutelle de son fils, et le comte de Flandre la régence du royaume.

Plusieurs grands, et particulièrement les frères de la reine douairière, n'avaient vu qu'avec envie, pendant le dernier règne, le crédit du comte de Flandre, et les dons du monarque en sa faveur. Ils s'élevèrent avec force contre lui, lorsqu'il voulut exercer la régence. Philippe d'Alsace ne parut pas attacher un grand prix à sa nouvelle dignité; il ne fit pas de grands efforts pour la défendre; il se retira dans son comté.

Les confédérés conférèrent la régence au maréchal de Clément. Il mourut un an après. On lui donna pour successeur son frère, qui ne vécut pas long-temps; et Philippe-Auguste ayant déjà dix-huit ans, prit les rênes du royaume, aidé par son oncle l'archevêque de Reims.

Avec quelle peine on voit un jeune roi se croire obligé de commencer son règne par un acte cruel, injuste, et subversif de tous les principes des sociétés humaines! On reprochait aux juifs des usures énormes. Le conseil de Philippe-Auguste lui persuade qu'il doit les bannir de la France. Plusieurs grands du royaume sollicitent en leur faveur. On accuse ces grands de partager les indignes profits de leurs protégés les juifs : on impute de grands crimes à ces juifs qu'on veut absolument proscrire; on assure qu'ils crucifient secrètement des enfants chrétiens. On ne prend aucun soin de vérifier ces horribles attentats; on laisse la haine publique s'animer contre des malheureux qui ne peuvent pas

se justifier. Le conseil reste inexorable (1182). On ne leur donne que trois mois pour sortir du royaume et emporter leurs meubles, et un temps dérisoire pour vendre leurs propriétés immobilières. Leurs créances sont déclarées illégitimes, et les Français dispensés de remplir leurs obligations, en payant au trésor le cinquième de leurs dettes.

Hâtons-nous de parler de tous les soins que se donne Philippe-Auguste pour la sûreté, la salubrité et l'embellissement de la ville de Paris.

(1184) Il fait élever autour d'une partie des faubourgs septentrionaux un mur épais, garni de grosses tours; il ordonne, non seulement que les rues de la capitale soient débarrassées des immondices qui infectaient l'air, mais encore qu'elles soient pavées; et un financier, nommé Gérard de Poissy, donne généreusement onze mille marcs d'argent pour cette seconde et importante opération.

L'ignorance, la superstition, la misère, la malpropreté, avaient rendu la lèpre très commune. On avait établi un grand nombre de léproseries; mais, mal surveillées, elles propageaient la contagion, au lieu de contribuer à la guérir. Philippe décide qu'elles seront entourées de murs et dirigées par une police exacte; il donne des édits sévères contre les prostituées, et fait bâtir près de la nouvelle enceinte de la capitale le monastère de Saint-Antoine, pour recueillir celles qui voudraient renoncer à leur triste et infâme métier. Il ne montre pas moins de zèle pour soutenir les droits de sa couronne contre de grands vassaux rebelles. Le comte

de Flandre veut conserver par les armes le comté de Vermandois, que le roi des Français lui redemande; il entre dans la Picardie, la ravage; vient jusques à Dammartin, en prend le château, et le duc de Bourgogne le seconde. Philippe-Auguste part avec un grand nombre de guerriers. Le comte de Flandre s'arrête intimidé; il demande un arrangement. Un légat du pape sollicite Philippe en sa faveur. Le comte de Flandre obtient de garder, pendant sa vie, la ville de Pérone et celle de Saint-Quentin; mais il restitue au roi le pays d'Amiens ainsi que les autres dépendances du Vermandois; et le jeune monarque tombant sur le duc de Bourgogne, lui prend deux châteaux très forts, et les garde comme des gages de la fidélité que le duc s'empresse de lui jurer.

Le valeureux Philippe pouvait bien vaincre les vassaux infidèles à leurs serments, mais il ne pouvait tarir la source de ces guerres continuelles contre leurs rivaux ou contre leur monarque. De sages et fortes institutions auraient pu seules détruire les nombreux foyers de ces terribles et si fréquentes explosions. Que pouvait cependant en faveur de ces institutions un roi plein d'ardeur et de magnanimité, mais dont l'autorité royale, en comptant pour peu de chose de vaines suzerainetés, ne s'étendait réellement que sur quelques petites provinces, où elle se trouvait interceptée, combattue, ou affaiblie par tant de comtes, de barons, de châtelains, de vassaux subalternes, fiers, grossiers, indociles, et accoutumés, pour ainsi dire, à ne

subsister que par la guerre ou la chasse, et, en quelque sorte, à ne vivre que de proie? Il aurait fallu un Charlemagne pour suppléer à la marche invincible mais lente des siècles; il aurait fallu un homme précédé d'un père, d'un grand-père, d'un bisaïeul, pleins de force et de génie, un prince accoutumé à mesurer tous ses projets sur une grande échelle, disposant des forces de l'Europe presque entière, et les transportant comme avec un sceptre magique des Pyrénées au confluent du Raab, et des marais de la Hollande aux murs du Capitole. Le vrai royaume de Philippe-Auguste n'aurait été qu'une province du grand empire de Charlemagne. Il ne terminait une guerre par une victoire, que pour en voir naître une nouvelle; et voilà pourquoi, malgré ce grand nom de France, malgré les immortels souvenirs attachés à ses belles contrées, malgré les grandes qualités de Philippe, malgré son caractère héroïque, un si grand nombre d'événements de son règne paraissent peu dignes de figurer dans les tableaux de l'histoire.

Les habitants des campagnes, chassés de leurs chaumières par le fer et le feu des guerriers, étaient devenus errants, vagabonds, pillards, et, sous le nom de *pastoureaux*, des brigands si redoutables, que le roi se crut obligé d'aller les combattre lui-même, qu'ils se défendirent avec acharnement, qu'ils ne furent dissipés qu'après de grands massacres; et les véritables auteurs de leurs crimes restèrent impunis. C'est en lisant certaines pages de l'histoire, que l'âme, profondément blessée, sent

surtout le besoin d'adorer cette justice éternelle, tardive, mais inévitable.

Plusieurs seigneurs du midi de la France furent effrayés de tant de maux; ils jurèrent entre les mains des évêques, et sous peine d'excommunication, de s'abstenir de leurs guerres mutuelles, ou plutôt de leurs brigandages, pendant quatre jours de la semaine, le jeudi, le vendredi, le samedi et le dimanche. Le résultat de cette convention, comme beaucoup d'autres résultats semblables, fut appelé *la paix de Dieu.* Mais quelle profanation, que d'employer un nom aussi sacré pour un arrangement qui ne devait donner, pendant les trois jours funestes, qu'une activité plus destructive encore aux violences dont les fureurs s'accumulaient pendant que leur cours était arrêté!

Au milieu de tous ces désordres, de nouvelles discussions avaient eu lieu entre la France et l'Angleterre, au sujet des limites des provinces françaises soumises au roi de la Grande-Bretagne, sous la suzeraineté de Philippe. Le roi des Français descend en Angleterre, a des succès, s'avance dans la Grande-Bretagne. Un légat du pape obtient des deux rois d'entrer en négociation. Philippe se plaint de sa partialité; il l'accuse d'être gagné par les florins anglais. Mais l'arrangement se termine, une trêve de deux ans est acceptée; et Philippe revient en France.

Cependant un grand évènement se prépare. Les profondes commotions politiques qui agitaient l'Europe entière et la soulevaient contre l'Asie étaient

bien loin d'être calmées; elles devaient durer encore plus d'un siècle.

On voit arriver des bords de la Syrie consternée Guillaume, archevêque de Tyr. Il annonce tous les malheurs sous lesquels gémit la Palestine. Les chrétiens tombent sous le fer des musulmans, ou s'enfuient dispersés devant les étendards du croissant. Il peint avec force ces horribles calamités; il implore avec ardeur les secours les plus puissants. On est effrayé de ses récits, on est touché de ses larmes : chacun croit apprendre la mort ou la captivité plus cruelle encore d'un frère, d'un parent, ou d'un ami. Les esprits s'exaltent, les imaginations s'échauffent : toutes les idées de gloire, d'ambition, de conquêtes, de trésors, de religion, se réveillent. On demande des armes; on veut partir pour la cité sainte. Les deux rois Philippe et Henri se réunissent auprès de Gisors. Un grand nombre de seigneurs français et anglais se rassemblent dans une vaste campagne, autour des deux monarques; ils jurent de les suivre jusques aux bords du Jourdain. Le comte de Flandre est présent à l'assemblée; il fait le même vœu. Tous ses nobles profèrent les mêmes serments. Le champ témoin de leurs promesses prend le nom de *champ sacré*. On arbore la croix : elle est blanche pour les Anglais, rouge pour les Français, verte pour les Flamands. Et Philippe, enchanté d'une entreprise où son bouillant courage pourra se développer, dont les résultats ne pourront que favoriser ses vues politiques, et qui paraît devoir lui donner une si bril-

lante renommée, s'empresse de convoquer une assemblée générale dans Paris (1187). On y décrète un subside extraordinaire pour la nouvelle croisade. On le nomme *dîme saladine*, à cause de Saladin, le redoutable chef des ennemis du Christ; on ordonne que cette dîme, qui égalera le dixième de tous les revenus, sera payée par tous ceux qui ne pourront pas s'enrôler sous les drapeaux de Philippe, sans aucune distinction de séculier ou d'ecclésiastique, de noble ou de roturier. L'assemblée autorise d'ailleurs tous ceux qui partent à engager pour trois ans les produits, non seulement de leurs biens patrimoniaux, mais encore de leurs bénéfices; les prêtres sont garantis de toute opposition, et la France entière applaudit à ces décrets.

C'est dans l'époque suivante que nous présenterons les résultats de cette nouvelle et remarquable croisade, et que nous suivrons Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion, fils de Henri, dans les champs de la Syrie. D'autres évènements réclament encore notre attention.

On avait vu, dans le nord de l'Europe orientale, les habitants de Kiew chasser un Igor qui, malgré ses promesses, avait maintenu des impôts odieux, et dont les ministres corrompus avaient accablé les peuples et vendu la justice (1147). Isiaslaf II, qu'on élit à sa place, envoie des troupes pour le prendre. On trouve Igor caché dans un marais. On le conduit au nouveau prince, qui le fait jeter dans un cachot. Et quelles scènes se succèdent!

Le trône attaqué par des princes ambitieux; le

captif Igor obtenant en vain la permission de se faire moine; le peuple l'arrachant au sanctuaire de son couvent, et, malgré tous les efforts qu'on fait pour le sauver, le massacrant sans pitié; le frère d'Igor voulant venger son assassinat; la victoire couronnant ses succès; l'armée d'Isiaslaf II mise en déroute; ce prince obligé d'aller loin de sa capitale chercher un asile avec sa femme et ses enfants; (1149) Iouri, fils de Vladimir, placé sur le trône du prince fugitif; ce même Isiaslaf revenant avec ses alliés les rois de Hongrie et de Pologne; Iouri battant ses ennemis; la paix offerte et acceptée; chaque prince conservant ce qu'il possédait au moment de l'arrangement; Iouri se livrant à la débauche; les Kiewliens, indignés, rappelant Isiaslaf; Iouri obligé de s'éloigner, malgré tous ses efforts; Isiaslaf reprenant la couronne de Russie, mais obligé de combattre jusques à sa mort, soit contre les entreprises sans cesse renaissantes de Iouri et de son fils André, soit contre les incursions des Poloutsi; Iouri ramené par ces Tartares dans les murs de Kiew, et laissant pour monuments de son règne si agité, deux villes qu'il a fait construire, Wolodimer, sur la Kliasma, et Moscou, qu'il avait voulu qu'on élevât sur la rive solitaire où une cabane avait, suivant quelques historiens, servi d'asile à ses amours secrets (1157).

André, ce fils courageux et dévoué, qui avait si souvent combattu pour Iouri, avait reçu, du vivant de son père, la principauté de Suzdal. Il y avait réuni Wolodimer, et y avait fait construire

une de ces vastes demeures royales que les historiens se sont empressés d'appeler des palais. A la mort de Iouri, les habitants de Wolodimer et de Suzdal voulurent qu'il fût leur souverain indépendant. D'autres villes et plusieurs princes apanagés lui déférèrent le même titre. Bientôt il règne sur de vastes états. Ils comprennent Wolodimer, Rostof et Moscou; ils s'étendent depuis Kiew jusques à la grande Bulgarie, à l'est du Volga.

Des guerres intestines sans cesse renaissantes, et de fréquentes invasions des Poloutsi, affaiblissent la province de Kiew; et, ce qui lui est peut-être plus funeste encore, c'est que, dans l'espace de quatre ans, elle est successivement gouvernée par neuf souverains. Elle cesse d'être regardée comme la capitale de la Russie; on en donne le titre à Wolodimir.

André, devenu véritable grand prince des Russes, imagine de faire la guerre aux grands Bulgares, chez qui une sorte d'industrie et les caravanes du commerce avaient accumulé des richesses, et dont les Russes étaient devenus jaloux. Il réduit en cendres la capitale et plusieurs autres villes de ces Bulgares. Il revient chargé de butin; mais il n'a pu leur enlever ni leur esprit d'industrie, ni leurs caravanes, ni leur position commerciale, et il leur a laissé une juste et terrible haine contre les Russes.

Il craint que Kiew ne reprenne son ancienne prééminence; il marche vers cette ville. Onze princes apanagés joignent leurs guerriers aux siens. La ville se défend avec vigueur; mais elle est prise

d'assaut (1168): les Russes la pillent pendant trois jours. La femme et un des fils du souverain restent à la merci du vainqueur, qui leur donne des fers.

Deux ans plus tard, André Ier est assassiné. L'anarchie, toujours si terrible, et surtout dans un pays encore trop voisin de la barbarie, règne pendant cinq ans.

Vsévolod III, un des frères d'André, devient enfin grand prince de Wolodimer, ou plutôt de Russie. Il découvre les assassins de son frère et les fait noyer dans des corbeilles d'osier. Il remporte plusieurs victoires sur le prince de Rostof et sur plusieurs autres princes russes. Le bruit de ses exploits porte l'effroi dans la ville de Novogorod. Cette cité, si fière de sa puissance, se soumet à Vsévolod. L'enthousiasme qu'il inspire se change en horrible férocité. Le peuple veut arracher les yeux aux princes que son souverain a vaincus: Vsévolod ne les sauve qu'avec peine de la fureur qui les menace.

Les Russes cependant voient arriver les grands Bulgares, qui, au travers du Volga et du Don, viennent, le fer et la flamme à la main, venger leurs anciennes injures. Les Russes, surpris, ne peuvent arrêter ces dangereux ennemis. Les Bulgares ne se retirent qu'après avoir assouvi leur haine par le pillage et le massacre.

Le grand prince, irrité des atrocités dont il a été le témoin trop impuissant, veut en être le vengeur. Il lève une armée considérable; il y réunit les soldats de plusieurs princes russes et un corps

de Poloutsi; il se présente devant la capitale de la grande Bulgarie; il emporte les premiers retranchements : mais son neveu, aussi habile chef que guerrier courageux, et qui avait la confiance de l'armée, est tué dans une sortie. La consternation s'empare des Russes : on parle de paix; elle se termine, et les Russes se retirent.

Ils n'avaient pas eu peu de part aux guerres de leurs voisins les Polonais; ils avaient combattu avec ces derniers, ainsi qu'avec les Prussiens et les Poméraniens, lorsque, en 1157, l'empereur Frédéric Ier, dit Barberousse, avait passé l'Oder et poursuivi les troupes de Boleslas IV, duc de Pologne. La grande Pologne fut ravagée par Frédéric, Boleslas obligé de demander grâce; et la paix ne lui fut accordée qu'à condition de payer deux mille marcs d'argent à l'empereur, mille autres marcs aux princes de la suite de Frédéric, et vingt marcs d'or à l'impératrice. Il paraît, par la correspondance de Barberousse avec l'abbé de Stavel, qu'il ne fut reproché à Boleslas, dans le traité, que de ne s'être pas rendu à la cour impériale pour y prêter le serment de fidélité.

Quelque temps après, Boleslas s'étant réconcilié avec son frère, lui céda la Silésie.

Les Prussiens avaient porté les armes sous ses drapeaux lors de l'expédition de Barberousse, et cependant il veut leur faire la guerre. Plusieurs fois les Polonais avaient tenté de subjuguer ces fiers habitants des bords de la Baltique, où ils avaient toujours défendu avec le même courage et

leur indépendance et les dieux de leurs ancêtres. Les deux peuples se battent pendant près de quatre ans (1167). Après tant de combats, des guides infidèles engagent au milieu des marais l'armée de Boleslas : elle est entièrement détruite ; Boleslas n'échappe qu'avec peine ; et les suites de cette malheureuse entreprise réduisent les Polonais à une longue inaction.

Boleslas IV avait laissé un fils, qu'il avait fait duc de Mazovie (1173); mais la nation préfère à ce jeune prince Miécislas III, frère de Boleslas. La dureté de son gouvernement lasse les Polonais. Un évêque de Cracovie les engage à le déposer (1177). On proclame à sa place son frère Casimir II. Miécislas veut remonter sur le trône : Casimir lui oppose avec succès ses armes et ses bienfaits.

Toutes les nations du Nord, trop peu civilisées, abandonnées sans institutions tutélaires à tous les orages politiques, ne cessaient de gémir sous les discordes sanglantes de ceux qui attaquaient ou défendaient le monarque préféré.

Géisa II avait été couronné roi de Hongrie, après la mort de son père Béla II (1141). Il n'avait encore que onze ans, et néanmoins, bientôt après, il avait repoussé avec courage les attaques de Borich, qui prétendait à son trône. L'empereur Conrad traversa la Hongrie pour aller en Asie, à la tête des croisés de la Germanie (1147). Il paraissait disposé en faveur de Borich : les présents de Géisa changèrent ses résolutions. Il fut suivi par Louis-le-Jeune, roi des Français. Borich avait envoyé une

députation au parlement d'Étampes, pour implorer l'assistance de Louis. Lorsqu'il vit les Français en Hongrie, il se glissa parmi eux pour chercher le moment de pouvoir parler à leur monarque. Géisa vint au-devant de Louis avec de riches présents; il lui offrit des habits, des chevaux, des ustensiles. Les deux rois se séparèrent en se promettant l'amitié la plus durable. Borich cependant était toujours caché dans l'armée française. Géisa l'apprit; il écrivit à Louis, pour le prier d'ordonner qu'on livrât son rival à ses ambassadeurs. Il était nuit: on chercha Borich. Le bruit l'éveilla; il se sauva en chemise. Il rencontra hors du camp un cavalier dont le cheval lui parut propre à favoriser sa fuite; il l'attaqua. Les cris du cavalier attirèrent les gardes avancées. On saisit Borich sans le connaître; on le conduisit à Louis. Le roi de France n'avait dans ce moment aucun interprète auprès de lui : Borich ne savait pas le français ; il parvint néanmoins à se faire connaître. Louis ordonna qu'on lui donnât des habits et qu'on le gardât jusqu'au jour. Géisa envoya une seconde ambassade pour réclamer le rebelle; mais ni l'humanité de Louis ni la dignité suprême du roi des Français ne lui permirent de livrer le prisonnier à une mort certaine. Louis VII fit faire des excuses à Géisa; et, suivant un témoin oculaire, Odon de Deuil emmena Borich hors de la Hongrie.

Borich, sauvé par la magnanimité de Louis, trouva un asile à Constantinople, auprès de l'em-

pereur Manuel, qui l'employa dans ses armées et lui fit épouser une de ses parentes.

Deux ou trois ans après, ce même Manuel attaqua les Serviens. Ils appelèrent à leur secours leurs voisins les Hongrois. Géisa leur envoya un corps de troupes. Manuel atteignit les alliés sur les bords du Drino, qui sépare la Servie de la Bosnie, fondit sur eux avec impétuosité (1150), renversa tout ce qui s'opposait à son passage, parvint au général hongrois, en reçut un coup de sabre qui lui emporta la visière de son casque, mais le fit son prisonnier et remporta la victoire. Il apprit que Géisa faisait la guerre contre les Russes (1151). Il crut l'occasion favorable pour entrer dans la Hongrie; il s'avança entre la Save et le Danube; il fit prisonnière l'arrière-garde de l'armée hongroise, qui prit la fuite; il porta le ravage dans toutes les contrées qu'il parcourut.

Géisa revenait de Russie, chargé de trophés : il apprend les malheurs de ses guerriers; il ordonne à Bélosis, son oncle, de le précéder avec un corps de troupes, et il se hâte de le suivre avec un second corps. L'empereur va au-devant de Bélosis, qui campe dans un endroit de difficile accès. Borich, qui était dans l'armée de Manuel, reçoit l'ordre de passer le Témès et de porter le fer et le feu au-delà de cette rivière. Géisa le poursuit; mais Borich lui échappe, et revient au camp des Grecs avec de riches dépouilles. Géisa cependant redoute l'armée de Manuel, et craint de lui livrer bataille. Il ne peut empêcher l'empereur de prendre et de

piller plusieurs villes. Il demande la paix; il n'obtient qu'une trève très courte; et Manuel repart pour Constantinople avec un grand nombre de prisonniers.

(1152) Bientôt après, Géisa, encouragé par un cousin de l'empereur grec, rompt la trève, et taille en pièces une armée impériale; mais l'année suivante, consterné des grands préparatifs de Manuel, il rend aux Grecs ce qu'il leur a pris, et obtient la paix.

Géisa étant mort en 1161, les Hongrois élurent pour son successeur Étienne III, son fils aîné. La politique du nouveau monarque fut différente de celle de son père; il se ligua avec l'empereur de Constantinople, que Géisa avait tant combattu. Il entra dans la Dalmatie, et s'empara de Spalatro, de Zara, et de deux autres places.

Mais le désir de posséder le trône va faire naître une nouvelle guerre, qui répandra d'autant plus de malheurs sur la Hongrie, que l'empereur de Constantinople voudra réunir ce royaume à l'empire d'Orient.

Étienne III est obligé de céder la couronne à son oncle Étienne dit le Vieux, que soutient l'empereur Manuel. Ce nouveau monarque irrite les Hongrois par ses vexations; il est chassé du trône, ramené par les Grecs, chassé une seconde fois, abandonné par l'empereur.

Manuel imagine alors d'accorder la main de sa fille Marie à Béla, frère d'Étienne III, et de le déclarer héritier de l'empire, auquel la Hongrie se-

rait réunie. Étienne III attaque l'apanage donné par son père à son frère Béla: Manuel marche au secours de celui qui doit être son gendre. Étienne III consent à rendre à son frère l'apanage qu'il lui a enlevé. La paix se fait, et Manuel reprend la route de sa capitale.

La guerre cependant recommence. Manuel reprend une place importante, après un siége aussi long que meurtrier; un général d'Étienne bat l'armée impériale. Deux chefs des troupes grecques osent, malgré cette défaite, pénétrer dans la Hongrie septentrionale qu'ils ravagent. Une grande bataille a lieu entre Denys, général d'Étienne III, et Andronic Contostéphane, neveu et général de l'empereur grec. Les impériaux remportent la victoire; presque tous les guerriers hongrois périssent, et cette terrible catastrophe termine la guerre de Hongrie.

(1168) Manuel, depuis deux ans, était père d'un fils : il ne voulut plus que Béla se mariât avec sa fille, qui n'était encore que fiancée; il lui retira le titre d'héritier présomptif de l'empire, et l'impératrice Marie d'Antioche fit épouser à Béla sa sœur utérine, fille de Renaud de Châtillon.

(1174) Ce Béla était à la cour de Constantinople, lorsqu'il apprit la mort de son frère Étienne III. Manuel lui fit jurer de n'être jamais infidèle au service de l'empereur et de l'empire, et le fit partir pour la Hongrie, avec un cortége magnifique. La couronne fut déférée à Béla III, d'un consentement unanime.

(1181) La ville de Zara voulut de nouveau se soustraire à la domination des Vénitiens, et se donna pour la quatrième fois à la Hongrie. Le roi Béla divisa son royaume en comtés; mais combien les comtes abusèrent, dans les règnes suivants, de leur trop grande autorité! Béla III, en les établissant, ne vit pas qu'il créait ce que les autres souverains de l'Europe s'efforçaient de détruire, cette autorité rivale, si funeste aux peuples et aux rois.

(1185) Après la mort d'Agnès de Châtillon, il épousa Marguerite de France, fille de Louis-le-Jeune, et veuve de Henri Plantagenet dit au Court-Mantel, et fils de Henri II, roi d'Angleterre. Lorsque cette princesse eut perdu son second mari, le roi Béla, elle vendit son douaire, voulut aller dans la Terre-Sainte, conduisit avec elle un grand nombre de chevaliers et de sergents d'armes, arriva à Saint-Jean-d'Acre, et y mourut au bout de huit jours.

(1186) Des tableaux presque semblables reparaissent souvent dans l'histoire des Russes, des Polonais, des Hongrois, des Bohêmes. L'ignorance des vrais principes de la stabilité des trônes, de la liberté des peuples, de leur prospérité; la mobilité des bases de la législation; le peu de progrès de l'agriculture, au milieu de bois, de marais, de montagnes et de plaines exposés à un climat rigoureux, et presque toujours ravagés par la guerre; le défaut d'industrie; la langueur d'un commerce arrêté dans ses communications par le mauvais

état des routes et des rivières, par le grand nombre de péages, par les violences des hommes armés; une sorte de besoin affreux de substituer des brigandages réguliers et périodiques aux ressources du commerce et de l'agriculture: toutes ces causes déplorables, tous ces restes de la barbarie, agissaient avec plus ou moins d'influence sur les quatre nations du nord-est de l'Europe.

Wladislas IV gouvernait la Bohème en 1158; il reçut dans la diète de Ratisbonne le titre personnel de roi, que lui conféra l'empereur Frédéric Barberousse.

Sobieslas II, fils de Sobieslas Ier, fut choisi pour duc de Bohême après la mort de Venceslas IV. Les Bohémiens portèrent des plaintes contre lui à Frédéric, Barberousse: l'empereur le cita à la diète de l'empire. Sobieslas refusa de s'y rendre; l'empereur le déclara déchu de son duché, et en investit Frédéric, fils aîné de Wladislas.

Sobieslas gagna une bataille contre son successeur, fut ensuite défait et blessé par Frédéric, et mourut en exil.

(1178) Les frais de cette guerre civile obligèrent Frédéric à établir de nouveaux impôts. Les Bohémiens mécontents appelèrent Conrad, margrave de Moravie, qui s'empara de Prague. L'empereur mit Conrad au ban de l'empire, et rétablit Frédéric. Mais les fils de Sobieslas Ier, et le margrave de Moravie, ne cessèrent d'exciter des troubles dans la Bohême.

La même ambition pour le pouvoir suprême

avait fait naître des discordes semblables dans la Scandinavie.

Vers 1150, les Suédois élisent pour leur roi Éric IX, ou Henri, fils de Jeswar, et les Goths élèvent sur le pavois Charles, fils de Suercher. Les trompettes guerrières et le bruit des armes font retentir les bois, les rochers, et les bords des lacs de la Scandinavie: un arrangement dissipe la tempête et réunit les partis. Les Goths et les Suédois ne formeront plus qu'une seule nation; Éric règnera sur eux; Charles lui succèdera, et le trône scandinave appartiendra alternativement aux descendants de l'un et de l'autre prince.

(1154) Les Finlandais attaquent le roi Éric; il gagne sur eux une grande bataille; il s'empare de leur pays. Ils étaient idolâtres. Éric veut radoucir leurs mœurs, et leur donner des lumières; il leur envoie saint Henri, archevêque d'Upsal. Les Finlandais donnent la mort à l'archevêque.

Éric cependant ne néglige rien pour civiliser les peuples qu'il gouverne; il veut leur donner de bonnes lois; il compose et publie un code, divisé en plusieurs chapitres, sous le titre de *Gardstrœtte;* il fait rédiger le code d'Upland, qu'on a appelé *la loi de Dieu et de saint Éric.* Ses vertus et ses bienfaits ne peuvent néanmoins le garantir du fer du fanatisme; il tombe sous le poignard de féroces assassins.

(1162) Charles, fils de Suercher, lui succède. Il tâche de marcher sur les traces de son prédécesseur. Mais Canut, fils de saint Éric, l'accuse d'avoir

trempé dans le meurtre de son père ; il lui déclare la guerre ; il remporte la victoire (1168). Charles périt dans le combat, et Canut règne sur les Suédois. Le roi de Danemarck fait de grands efforts pour lui ôter la couronne. Canut défait les Danois, et gouverne paisiblement la Suède.

Ces Danois, dont la destinée a toujours été si liée avec celle des Suédois, n'avaient pas été d'accord dans le choix du successeur d'Éric III (1147). Les uns avaient élu Suénon III, fils naturel d'Éric Émund, et les autres avaient nommé Canut, fils de Magnus. Les deux rivaux s'étaient livré plusieurs combats : l'avantage était presque toujours resté à Suénon (1152). Les deux princes conviennent enfin de s'en rapporter au jugement de l'empereur Frédéric I[er] ; ils paraissent devant lui à la diète de Magdebourg. Frédéric adjuge l'île de Zélande à Canut, et la couronne à Suénon ; mais il exige du nouveau roi qu'il se reconnaisse vassal de l'empire, et veut placer lui-même le diadème sur sa tête.

A peine Suénon est-il de retour en Danemarck qu'il proteste en faveur de l'indépendance de son royaume : il ne tient aucun compte du jugement de l'empereur, et il oblige Canut à se contenter de terres qu'il lui offre dans trois provinces danoises.

La guerre civile est suspendue. Les passions de Suénon n'ont plus de bornes ; il accable les Danois d'impôts pour satisfaire son luxe et ses prodigalités. Une sédition éclate dans la Scanie : la vie du roi

est dans le plus grand danger. Tichon, un des hommes les plus puissants de la province, sauve le roi, et apaise le tumulte en promettant de supprimer les nouveaux impôts. Suénon, l'année suivante, conduit une armée dans cette Scanie, dont il veut, dit-il, punir l'insurrection; il la couvre de cendres; il porte l'ingratitude et le délire jusques à faire immoler Tichon son libérateur. Il soupçonne la fidélité de Waldemar, fils de saint Canut; il veut le perdre. Le jeune prince se range sous les étendards de Canut, fils de Magnus: l'un et l'autre prennent le titre de roi de Danemarck. Suénon appelle à son secours Henri-le-Lion, duc de Saxe, l'archevêque de Brême, et même les Vandales, ces cruels ennemis des Danois (1157). Un traité succède aux hostilités; on le signe à Roschild. Suénon a la Scanie, Canut les îles, et Waldemar le Jutland, qu'il réunit au duché de Sleswick. Mais voyez l'horrible caractère de Suénon, de l'ingrat et féroce assassin de son libérateur. Le traité est suivi d'un festin; au milieu de ce banquet solennel Suénon fait assassiner Canut: Waldemar s'échappe à la faveur des ténèbres; il court dans le Jutland, rassemble ses guerriers, attaque son perfide ennemi, et Suénon, mis en fuite, trouve dans un marais où on le massacre la fin de son exécrable vie.

Waldemar Ier est reconnu roi de tout le Danemarck.

Les Vandales, ne pouvant s'accoutumer à cultiver la terre, ne voulaient vivre que de brigandage. Marins audacieux, ils infestaient les rivages

danois : Waldemar coule à fond ou disperse leurs barques.

(1160) Aidé par Henri-le-Lion, duc de Saxe, il porte le ravage dans leur territoire. Tel était l'esprit du siècle, qu'on ne croyait pouvoir opposer aux meurtres et aux incendies que des incendies et des meurtres.

L'empereur Frédéric Barberousse l'invite à la diète de Metz. Waldemar s'y rend sans méfiance; mais à peine l'empereur le voit-il en son pouvoir qu'il veut le contraindre à se reconnaître vassal de l'empire. Le roi refuse avec courage, et tout ce que Frédéric peut obtenir de lui, c'est qu'il reconnaisse tenir de l'empire, mais sans aucune obligation (1162), la Vandalie que l'empereur lui promet de l'aider à conquérir.

(1164) Deux ans après Waldemar fait une descente dans l'île de Rugen, pendant que le duc de Saxe, le comte de Holstein et le margrave de Brandebourg attaquent les Vandales dans la partie du continent voisine de cette île. Il continue la guerre avec constance. Quatre ans s'écoulent : il soumet l'île des Vandales, la rend tributaire, et tâche d'y établir le christianisme.

(1175) Les habitants de Julin en Poméranie viennent ravager les côtes de Danemarck. Waldemar leur donne la chasse, assiège leur ville, l'emporte d'assaut, la pille, en brûle une partie, et fait abattre les murs, que la flamme n'a pas détruits.

L'archevêque des Scaniens veut en exiger des dîmes : ils se soulèvent contre le prélat. Le roi les

oblige à déposer leurs armes, mais il exige que l'archevêque renonce à ses prétentions.

(1181) L'empereur Frédéric parvient à le séduire. Waldemar oublie ce qu'il doit au duc de Saxe son ancien allié; il se ligue avec l'empereur, et l'aide à dépouiller le duc de Saxe de la ville de Lubeck.

(1182) Bientôt après il cesse de vivre. Le souvenir de ses vertus, de ses lois, de son courage, de ses succès militaires, lui fait donner le nom de Grand par les Danois reconnaissants.

Douze ans avant sa mort il avait associé à la royauté son fils Canut. Ce jeune prince lui succède, sous le nom de Canut VI.

Le nouveau roi prend la défense du prince de Rugen, son vassal, contre le duc de Poméranie; il oblige le duc à venir lui demander grâce (1187), suivant plusieurs auteurs danois, et à le reconnaître pour suzerain. Deux frères se disputent le Mecklenbourg: Canut ordonne au duc de Poméranie et au prince de Rugen d'entrer dans cette province, et de la soumettre à sa couronne. Les deux frères sont faits prisonniers; on les amène au roi. Canut partage entre eux le Mecklenbourg, et les oblige à lui prêter serment de fidélité comme à leur souverain. On voit dans ce prince l'esprit des anciens Danois conquérants de l'Angleterre. Mais combien d'évènements bien autrement importants pour l'Europe que ceux que nous venons de rappeler s'étaient passés dans cette Grande-Bretagne!

Le comte de Glocester était mort dès 1147. Quel

grand nombre d'Anglais son mérite, son zèle, son crédit, avaient réunis en faveur de sa sœur l'impératrice Mathilde, la femme de Geoffroy Plantagenet! Dès qu'il eut cessé de vivre, la plupart des partisans de cette princesse n'écoutèrent plus que leur ambition, construisirent des châteaux forts, opprimèrent le peuple, menacèrent de vengeances terribles ceux qui voulurent s'opposer à leurs violences. Mathilde crut devoir se retirer en Normandie, auprès de son mari.

Étienne cependant s'était rendu odieux à la nation : les grands ne pouvaient plus compter sur sa foi. Il se livra néanmoins à une entreprise pour laquelle il aurait eu besoin de l'affection et de l'assentiment des Anglais. Le chapitre d'York se plaignit au pape Étienne III de ce que Guillaume, neveu d'Étienne, avait été élevé sur le siége archiépiscopal de leur église, par la seule autorité royale et sans élection canonique. Le pape convoqua un concile à Reims, pour déposer Guillaume; il y appela son légat Théobald, archevêque de Cantorbéry, que le roi haïssait et qui détestait le roi. Étienne défendit au métropolitain de sortir du royaume: les ports étaient gardés par ordre du roi. Théobald s'embarqua dans une petite barque, et parvint sur le continent. A son retour à Cantorbéry le légat trouva ses revenus saisis, et reçut d'Étienne l'ordre de quitter la Grande-Bretagne. Théobald se retira dans le comté de Suffolk, y fut accueilli par Hugues Bigot, comte de Norfolk, et publia un interdit contre toutes les églises qui re-

connaissaient Étienne (1148). Une grande partie du royaume fut plongée dans la consternation, et, pour employer les expressions d'un historien anglais, dans une horreur superstitieuse. Un grand nombre de seigneurs, de chevaliers et de simples soldats, quittèrent une terre qu'ils regardaient comme maudite, et voulurent faire partie de la croisade que saint Bernard avait prêchée. Les forces militaires d'Étienne se trouvèrent tout d'un coup comme paralysées.

(1149) Geoffroy Plantagenet désira que son fils Henri, déjà âgé de seize ans, reçût la chevalerie des mains de David, roi d'Écosse. Le jeune prince se rendit à Carlisle, accompagné de Ralf, comte de Chester, de Roger, comte d'Héreford, et d'une suite nombreuse de chevaliers et de soldats. La cérémonie eut lieu avec une grande solennité.

Vers le même temps Étienne arma chevalier son fils Eustache; et la guerre civile faite par ce prince ne consista plus que dans des exactions, des pillages, des surprises de châteaux, des incendies de villes.

Deux ans plus tard mourut Geoffroy Plantagenet. Henri, son fils aîné, qui avait reçu de Louis-le-Jeune l'investiture de la Normandie, prit possession de l'Anjou, du Maine et de la Touraine; et nous l'avons vu épouser Éléonore d'Aquitaine (1151), dont le mariage avec le roi Louis VII avait été déclaré nul par un concile ou synode tenu à Beaugency.

Cette union ayant ajouté à tous les états qu'il

possédait déjà en France, sous la suzeraineté de Louis, un grand nombre de provinces situées entre la Loire et les Pyrénées, Étienne trembla pour sa couronne; il voulut faire déclarer son successeur son fils Eustache. Il convoqua à Londres une sorte de grand conseil : les seigneurs et les nobles présents ayant approuvé l'association d'Eustache à la royauté, Étienne voulut faire couronner son fils; mais l'archevêque de Cantorbéry, qui avait reçu des instructions du pape, et les autres évêques, refusèrent d'obéir au monarque (1152). Étienne les fit enfermer dans un appartement. Toutes ses menaces furent inutiles. L'archevêque s'échappa, vint en France, menaça de lancer sur l'Angleterre un nouvel interdit. Étienne fit saisir ses revenus; et néanmoins, effrayé des démarches du pape qui soutenait son légat, il permit à l'archevêque de revenir dans son église.

Henri Plantagenet n'avait perdu de vue aucun des mouvements qui avaient agité l'Angleterre; il sait combien Étienne est détesté, combien le clergé est irrité contre lui : il croit ne pouvoir pas trouver de moment plus favorable pour descendre dans la Grande-Bretagne, et conquérir le trône où l'on a élevé l'impératrice sa mère. Il s'embarque avec cent cinquante chevaliers et trois mille hommes d'infanterie. A peine est-il sur le rivage d'Angleterre, que la plus grande partie des barons du royaume accourent sous ses bannières (1153). Il voit céder à ses armes, ou se soumettre volontairement, Malmesbury, Norwich, Reading, près de trente

autres forteresses. Bientôt il se trouve en présence d'Étienne. Le comte d'Arundel et quelques autres seigneurs font des propositions de paix. Des négociations commencent. Eustache, fils d'Étienne, cesse de vivre. Henri s'empare des châteaux de Stamfort et de Nottingham; mais Étienne se rend maître d'Ipswich. Plantagenet perd le comté de Northampton. Presque tous les seigneurs qui avaient embrassé sa cause l'abandonnent; il est près de succomber à ce revers inattendu, lorsque son frère, l'évêque de Winchester, parvient à s'accorder avec l'archevêque de Cantorbéry; et les deux rois adoptent un traité que les prélats et les nobles ratifient.

D'après cet arrangement, Étienne règnera pendant sa vie; la justice sera administrée en son nom; mais aucune affaire importante ne sera décidée que du consentement de Plantagenet. Henri succèdera à Étienne; il recevra des otages pour les châteaux de la couronne, que l'on devra lui livrer à la mort de son prédécesseur. Guillaume, fils d'Étienne, héritera de tous les domaines d'Angleterre, ou de Normandie, qui avaient appartenu à son père, avant qu'Étienne montât sur le trône, aura une pension de sept cents livres, rendra hommage à Henri, et lui donnera des otages de sa fidélité.

La paix répand la plus grande joie dans toute l'Angleterre (1154). Les deux princes font une entrée solennelle dans Londres; ils reçoivent à Oxford, dans une assemblée générale, les serments des nobles et des évêques; Étienne congédie les

troupes étrangères, qui, pendant si long-temps, avaient opprimé les peuples de la Grande-Bretagne; mais bientôt après ce prince meurt à Cantorbéry.

Henri apprend, en Normandie, qu'Étienne a cessé de vivre; il traverse la Manche, et se rend à Winchester, où il reçoit les serments des seigneurs. Théobald, archevêque de Cantorbéry, le couronne ainsi que la reine Éléonore à Westminster, en présence de tous les prélats et de tous les barons, avec lesquels le monarque délibère sur les mesures les plus propres à réparer les maux sous lesquels l'Angleterre a gémi.

(1155) Henri ordonne que les étrangers qui avaient inondé l'Angleterre sous le règne précédent, en sortent dans l'espace de trois mois. Il fait démolir les châteaux construits depuis Henri Ier, et qui avaient servi d'asile aux auteurs de tant de vexations et de brigandages. Il décrie les monnaies altérées, et en fait frapper de nouvelles. Les domaines qu'Étienne avait concédés sont réunis de nouveau à la couronne; on annule les dons faits par le même prince aux églises et aux monastères. Le roi abandonne le comté de Huntingdon à Malcolm, le jeune roi d'Écosse; mais il oblige ce prince à lui rendre ceux de Northumberland, de Cumberland, de Westmoreland. Il appelle dans son conseil Théobald, archevêque de Cantorbéry. Il nomme chancelier du royaume Thomas Becket, archidiacre de la même église. Il convoque une assemblée générale, ou un parlement. Les an-

ciennes coutumes et les lois d'Édouard-le-Confesseur, que Henri Ier avait adoptées, sont remises en vigueur par l'assemblée générale, et une charte confirme aux églises, aux barons et aux vassaux toutes les donations et tous les priviléges dont ils ont joui sous Henri Ier, le grand-père du monarque régnant.

Henri II cependant fut obligé de parcourir plusieurs provinces de la Grande-Bretagne, pour réduire à l'obéissance plusieurs seigneurs qui refusaient, les armes à la main, de rendre à la couronne ou de laisser démolir les châteaux qu'ils avaient fortifiés, et dont plusieurs étaient regardés comme imprenables.

Peu de temps après, il alla dans ses domaines de France, apaisa les mouvements que son frère Geoffroy avait excités dans l'Anjou, rendit sa bienveillance à ce prince, reçut les hommages des nobles d'Aquitaine, et repassa en Angleterre, où il avait formé le projet de réduire les Gallois sous son obéissance.

(1156) Il entra dans le comté de Flint, l'un des plus septentrionaux du pays de Galles; il arriva auprès du camp d'Owen Guynath, l'un des princes ou chefs des Gallois septentrionaux. L'armée de Henri s'engagea dans un bois. Guynath se précipita sur l'avant-garde avec tant de furie, que plusieurs des premiers officiers qui la commandaient perdirent la vie. L'armée entière fut ébranlée, et le roi eut d'autant plus de peine à la rallier, que le comte d'Essex avait jeté l'étendard royal, crié

que Henri venait d'être tué, et pris indignement la fuite. C'est pour cette lâcheté que le comte d'Essex fut accusé de haute trahison par Simon de Montfort, vaincu par ce Simon dans un combat singulier, et obligé de se faire moine et de se retirer dans l'abbaye de Reading.

Henri II sentit toutes les difficultés de l'expédition qu'il avait entreprise; il vit combien il serait dangereux, pour ses guerriers, de s'engager dans des bois et des marais. Il se conduisit avec les plus grandes précautions, faisant abattre les arbres, frayer de larges routes, et éclairer sa marche par des détachements. Il s'avança ainsi si avant, que Guynath et ceux qui combattaient sous ses ordres demandèrent la paix, jurèrent obéissance au roi, donnèrent des otages, et rendirent les domaines dont ils s'étaient emparés sous le règne précédent.

Henri, néanmoins, n'avait soumis qu'un petit nombre de ces anciens Bretons, si illustres par leur amour pour l'indépendance, leur valeur, leur noble caractère et leur héroïque constance (1157). Il alla à Chester, où Malcolm, roi d'Écosse, lui rendit hommage pour le comté d'Huntingdon.

Un an ou deux après il s'était encore plus enfoncé dans les contrées septentrionales. Il était à Carlisle, sur les frontières du Cumberland et de l'Écosse. Le roi Malcolm vint l'y trouver: il désirait d'être armé chevalier par le monarque anglais. Henri le força à lui rendre hommage pour toute l'Écosse. Malcolm ne reçut pas la che-

valerie, et se retira avec le plus vif ressentiment dans le cœur.

(1159) Henri II, apprenant la mort de son frère Geoffroy, se hâta de repasser en France. Il est remarquable que dans l'entrevue qu'il eut avec Louis-le-Jeune, et où l'on convint du mariage du jeune Henri, son fils, avec Marguerite de France, ce monarque anglais qui venait d'obliger le roi Malcolm à lui rendre hommage pour l'Écosse fut très aise de recevoir de Louis, son suzerain, le titre de grand sénéchal de France; ce titre lui parut favoriser le projet qu'il avait formé de réclamer, comme héritier de Geoffroy, le comté de Nantes, dont les habitants avaient choisi son frère pour leur seigneur. Conan, comte ou duc de Bretagne, avait pris possession du comté de Nantes à la mort de Geoffroy; mais il craignit la puissance de Henri II, qui pouvait le dépouiller du riche comté de Richemond qu'il possédait en Angleterre. Il sacrifia ses droits aux prétentions de Henri, et consentit à voir dans le temps sa fille Constance épouser un fils de Henri II, qui se nommait Geoffroy comme son oncle, et qui était encore au berceau.

L'ambition de Henri ne fut pas néanmoins satisfaite par la réunion du comté de Nantes à ses vastes et nombreux états, et par l'espoir de voir un de ses fils avoir un jour le comté ou le duché de Bretagne. Guillaume VIII, comte de Poitiers, grand-père de la reine Éléonore, avait épousé Philippine, héritière de Guillaume IV, comte de Toulouse. Les états de Guillaume avaient été aliénés en faveur de

son frère Raymond de Saint-Gilles. Le comte de Poitiers avait consenti, en recevant une somme d'argent, à confirmer l'aliénation. Louis-le-Jeune ayant épousé Éléonore, fille et héritière de Guillaume IX, comte de Poitiers, avait prétendu que l'aliénation faite en faveur de Raymond de Saint-Gilles n'avait été qu'une collusion entre ce prince et son frère; qu'on avait abusé de la faiblesse de Guillaume VIII, comte de Poitiers, pour l'engager à confirmer cet arrangement, et que par conséquent sa femme Éléonore devait jouir de l'héritage de sa grand'mère Philippine, en rendant la somme reçue par son grand-père le comte de Poitiers. Un arrangement avait terminé les hostilités commencées par Louis, et le comte de Toulouse n'avait plus été troublé par le roi de France, son suzerain, dans la possession de ses états. Henri II, devenu époux d'Éléonore, voulut, après l'acquisition du comté de Nantes, réclamer le comté de Toulouse au nom de la reine. Il imagina d'autoriser tous les vassaux du duché de Normandie, et des autres grands fiefs qu'il avait en France, à remplacer par des sommes d'argent le service personnel qu'ils lui devaient pour l'expédition qu'il voulait entreprendre. Ces rachats, connus sous le nom de *scutage*, lui donnèrent les moyens de lever un corps nombreux de guerriers soldés, dont la durée du service devait être illimitée, au lieu d'être bornée à un nombre de jours déterminé, comme la présence sous les bannières des hommes d'armes conduits par les vassaux. Il perçut en Angleterre une contribution semblable

à celle qu'il avait établie dans le continent; et bientôt après il parut dans l'Aquitaine, accompagné de Guillaume, comte de Boulogne, et d'un grand nombre de seigneurs anglais qui l'avaient suivi comme volontaires. On ne doit pas passer sous silence que ce Malcolm, roi d'Écosse, qui s'était séparé si mécontent du roi de la Grande-Bretagne, parut dans les rangs de l'armée de Henri, et fut armé chevalier par ce monarque.

Le seigneur de Montpellier, le vicomte de Béziers et de Nîmes, vinrent trouver le roi d'Angleterre; et Raymond Bérenger, comte de Barcelone, dont la fille devait épouser Richard, le second fils du roi, envoya à Henri un renfort considérable.

Le roi commence alors les hostilités. Il s'empare de Cahors et de plusieurs autres places. La ville de Toulouse est bloquée; elle est près de se rendre, lorsque Louis-le-Jeune accourt pour défendre son vassal et son beau-frère, et pénètre dans la ville menacée. Louis n'avait encore qu'un petit nombre de guerriers avec lui. Le chancelier Thomas Becket presse Henri d'attaquer Toulouse, et de faire prisonnier le roi des Français. Henri ne veut point donner d'assaut à une place défendue par son suzerain en personne; il laisse un corps de troupes au comte de Barcelone et au vicomte de Béziers; il les charge de conserver les conquêtes qu'il vient de faire, et il marche vers la Normandie, dans laquelle étaient entrés Robert, comte de Dreux, et le frère de Louis VII, Henri, évêque de Beauvais.

Le roi d'Angleterre tombe sur le Beauvoisis, dé-

truit des forteresses, met en cendres plusieurs villes et plusieurs villages, infeste les environs de Paris. La guerre est suspendue par un traité. Le jeune Henri, fils de Henri II, rend hommage au roi des Français pour la Normandie. Il n'a encore que six ans, et néanmoins il fiance Marguerite de France. Henri se hâte de s'emparer de Gisors et des autres places qui doivent former la dot de Marguerite. (1160) Les hostilités recommencent entre les deux rois; un nouvel arrangement les fait cesser de nouveau. On célèbre le mariage de Marguerite et du jeune Henri (1161). Ce prince est conduit en Angleterre par Becket. Les nobles et les prélats le reconnaissent pour héritier de la couronne de la Grande-Bretagne (1162). Henri II et Éléonore reviennent en Angleterre. Owen Guineth, prince des Gallois du nord, et Rèce, prince des Gallois méridionaux, rendent hommage à Henri II et à son fils; et Malcolm, roi d'Écosse, rend le même hommage au roi d'Angleterre et à son héritier présomptif.

Cependant le siége de Cantorbéry était devenu vacant. Nous avons vu que le chancelier Becket était archidiacre de cette église métropolitaine. On lui avait donné un grand nombre de bénéfices; on lui avait confié le gouvernement de la Tour de Londres et de plusieurs autres forteresses: ses revenus étaient immenses. Il est curieux de lire dans plusieurs historiens anglais que les mets les plus exquis étaient servis sur sa table; que ses appartements étaient meublés avec magnificence; que ses

buffets étaient couverts de vases d'or et d'argent; que ses équipages étaient somptueux ; qu'il avait à son service un nombre prodigieux de chevaliers; que les nobles désiraient que leurs enfants fussent élevés comme pages dans sa maison ; que plus de cinquante clercs tenaient les registres des bénéfices vacants et de ses biens ecclésiastiques ; qu'il recevait tous les jours des présents de chevaux, d'habits, de vaisselle et d'argent; et que ses amusements favoris étaient la chasse à l'oiseau et la joute.

(1163) Henri II voulut lui faire avoir l'archevêché de Cantorbéry. Sa mère l'impératrice Mathilde semblait prévoir les malheurs qui pouvaient en résulter; elle s'y opposa. Il n'en persista pas moins dans son projet. Thomas Becket fut élu d'après une invitation, ou plutôt, suivant plusieurs auteurs anglais, d'après un ordre du monarque. A peine fut-il placé sur la chaire archiépiscopale, qu'il changea sa manière de vivre, se soumit à toute la sévérité des règles ecclésiastiques, et annonça la fierté, la hauteur et les prétentions qu'on avait reprochées à plusieurs de ses prédécesseurs. Henri était dans ses états de France. Le nouveau primat n'attendit pas le retour du roi, et lui renvoya les sceaux de chancelier. Bientôt après il alla au concile de Tours, où le pape le reçut avec des honneurs extraordinaires, et lui accorda de grands priviléges. Revenu du concile, et en vertu d'un décret de cette assemblée, il demanda que le roi fît rendre à son église plusieurs fiefs et plusieurs châteaux dont, suivant lui, ses prédécesseurs n'avaient pas pu ap-

prouver l'aliénation. Cette démarche irrita en vain les nobles d'Angleterre. Il confia à une de ses créatures la direction d'une église qui, d'après des lois existantes, devait être conférée par un Guillaume, seigneur du fief où l'église était située. Guillaume chassa les agents de l'ecclésiastique nommé par l'archevêque. Thomas excommunia Guillaume. Le roi, blessé de la conduite du primat, lui écrivit pour l'engager à retirer l'excommunication. Thomas refusa le monarque. Il se décida néanmoins, peu de temps après, à donner l'absolution à Guillaume, dans la crainte d'une loi qui déclarait coupables de haute trahison ceux qui oseraient excommunier à l'insu du roi un vassal militaire de la couronne.

Un noble du comté de Worcester fut tué par un clerc qui avait débauché sa fille. Le roi voulut que le coupable fût traduit devant les juges séculiers : Becket s'y opposa, et le fit renfermer dans les prisons de la primatie. Un autre clerc vola un calice d'argent dans une église de Londres. Le roi le réclama en vain : l'archevêque le fit juger; et quoique les cours ecclésiastiques n'eussent pas le droit d'infliger de peine corporelle, il voulut que le coupable fût marqué au visage avec un fer chaud. Tant de résistance à la puissance du monarque, non seulement irrita Henri, mais encore alarma toute la nation. On voyait l'autorité royale près d'être envahie par un clergé qui serait bientôt le maître de la Grande-Bretagne.

En peu de temps, disent les historiens d'Angleterre, plus de cent personnes furent tuées par des

ecclésiastiques, et les meurtriers furent soustraits à la punition qu'ils n'avaient que trop méritée. Henri ne crut pas pouvoir tolérer plus long-temps tant de rébellions. Il assembla les évêques à Westminster; il leur parla avec force des désordres et des crimes des clercs; il se plaignit de la corruption des tribunaux ecclésiastiques; il demanda que lorsqu'un clerc serait accusé d'un meurtre, un juge royal assistât au procès par lequel l'archidiacre, s'il y avait lieu, dégraderait et livrerait le clerc à un tribunal séculier. Le primat et les autres prélats délibérèrent sur la proposition du monarque. Les évêques la trouvèrent juste; mais le primat cita des canons et des décrets des pontifes de Rome; il soutint qu'un coupable ne pouvait pas être soumis à deux punitions pour le même délit; il prétendit que, les ecclésiastiques ne pouvant concourir à aucun jugement qui ordonnerait l'effusion du sang, ils ne pouvaient exposer aucun clerc à une peine capitale.

Henri, mécontent du refus des évêques, leur demanda s'ils voulaient obéir aux lois et aux coutumes du royaume. Le primat répondit qu'ils s'y soumettraient dans ce qui ne porterait aucune atteinte aux droits de leur ordre. Le roi indigné, et redoutant le caractère entreprenant de l'archevêque, obligea Becket à rendre les châteaux forts dépendant de la place de chancelier, et que le primat avait conservés après avoir renvoyé les sceaux, et se hâta de quitter Londres. Le départ du monarque irrité alarma les évêques; ils pressèrent l'ar-

chevêque de consentir aux volontés du roi. Becket fut long-temps inflexible. Philippe, légat du pape, joignit cependant ses instances à celles des prélats; il l'exhorta, au nom du souverain pontife, à préférer les mesures pacifiques. L'archevêque fut ébranlé; il céda : il alla trouver Henri, et lui promit d'observer scrupuleusement les lois et les coutumes de la Grande-Bretagne. Henri convoqua à Clarendon une assemblée des nobles et des prélats de la Grande-Bretagne, pour recevoir solennellement la promesse du primat et celle des évêques. Becket avait changé d'avis : lorsque l'assemblée fut réunie, il refusa ce qu'il avait promis. Les principaux seigneurs le pressèrent néanmoins avec tant de force de se conformer aux lois du royaume, et de ne pas irriter plus vivement que jamais le caractère de Henri, qu'il changea de nouveau, et jura entre les mains du roi, ainsi que tous les évêques, d'obéir aux lois et aux coutumes établies sous l'aïeul de Henri. On rédigea ces coutumes, et voici les dispositions de cet acte qui peuvent le plus servir à faire connaître les mœurs et les usages anglais du douzième siècle.

Les juges royaux devaient prononcer sur tous les procès relatifs à des présentations à des bénéfices, prendre connaissance des crimes commis par des membres du clergé, et décider sur les dettes contractées uniquement par serment. Aucun évêque ni aucun clerc ne pouvait quitter l'Angleterre qu'avec la permission du roi, et en donnant caution qu'il n'entreprendrait rien contre le roi ni le

royaume. Aucun vassal ou officier ministériel du roi ne pouvait être excommunié sans le concours du monarque, et, en son absence, de son justicier. Les archevêques, évêques et autres ecclésiastiques qui tenaient leurs possessions à titre de baronnies étaient obligés de comparaître devant les juges et les officiers du roi, au sujet des devoirs attachés à leurs domaines, et d'assister, comme les autres barons, aux cours royales, à moins que le jugement ne dût ordonner la perte de la vie ou celle d'un membre. Le roi jouissait des revenus de tous les évêchés et des abbayes ou prieurés fondés par un monarque anglais. L'élection des évêques, abbés ou prieurs était faite par le chapitre ou par le couvent, avec le consentement du roi, et l'ecclésiastique élu devait, avant sa consécration, rendre hommage et jurer fidélité au roi, comme au seigneur lige, de sa vie, de ses membres et de ses honneurs temporels. Les enfants des vassaux et des serfs ne pouvaient être ordonnés sans le consentement de leur seigneur.

(1164) Ces coutumes ou constitutions déplurent au pape, qui en condamna plusieurs articles comme contraires aux canons ecclésiastiques. L'archevêque, toujours changeant dans ses résolutions, se repentit d'avoir juré d'observer les coutumes, se concerta avec les évêques pour en empêcher l'exécution, s'imposa quarante jours de pénitence, et ne voulut remplir les fonctions du sacerdoce qu'après avoir reçu l'absolution du pontife de Rome.

Le pape prévoyant la tempête qu'allaient exci-

ter la rébellion du primat et le ressentiment du fier Henri, envoya l'archevêque de Rouen en Angleterre, pour tâcher de conjurer l'orage : mais le roi ne voulut entendre parler d'aucun arrangement, tant que le pape s'opposerait à l'exécution des constitutions royales.

La querelle entre le monarque et le primat devient cependant plus vive que jamais. L'archevêque craint qu'on ne le poursuive devant les tribunaux, à cause de sa désobéissance aux lois du royaume ; il veut quitter l'Angleterre : il s'embarque à Rumney ; il est repoussé par les vents contraires. Mais ce n'est pas contre sa rébellion que les tribunaux vont sévir ; ce n'est pas la sainteté des lois et les droits sacrés des rois et des nations que la justice va faire respecter : le prélat va être attaqué pour une faute particulière, pour un délit bien moins important, pour une désobéissance bien moins éclatante. L'esprit du douzième siècle explique ce procédé.

Un seigneur anglais, nommé Jean Mareschal, avait plaidé devant la cour de l'archevêque pour un bien dont l'église de Cantorbéry était en possession : sa demande avait été rejetée. Il appelle du jugement à la cour du roi. On somme le prélat de paraître : il prétexte une maladie, et envoie à sa place quatre chevaliers qui présentent une lettre d'excuse, et un acte du shérif qui indique les nullités des titres de Jean Mareschal. La cour du roi rejette l'excuse, fait arrêter les chevaliers comme ayant présenté des faussetés, et ordonne

que l'archevêque soit sommé de se présenter devant le conseil royal à Northampton.

On accuse le primat dans ce conseil. On lui reproche d'avoir méprisé l'autorité du monarque, et d'avoir manqué à la fidélité qu'il devait au roi en ne paraissant pas après l'appel de Jean Mareschal. Le prélat insiste en vain sur la pureté de ses intentions : il dit que sa partie adverse a juré sur un livre d'hymnes, et non sur l'Évangile. Il est condamné : l'évêque de Winchester prononce le jugement. Les châteaux et les biens du prélat sont confisqués. Il est obligé de se soumettre à sa condamnation, et presque tous les évêques se déclarent ses cautions.

Un second procès succède à celui que l'archevêque vient de perdre. On lui redemande trois cents livres qu'il n'avait pas eu, disait-on, le droit de conserver. Il répond qu'il n'a pas été cité à ce sujet, et qu'il a employé une somme plus forte à réparer des châteaux du roi. Mais Henri n'ayant pas admis son excuse, le prélat donne caution pour le paiement de trois cents livres.

Le lendemain on intente un troisième procès à l'archevêque. On réclame le paiement de mille marcs qu'il avait empruntés du monarque, et on veut qu'il rende compte, non seulement des revenus de l'archevêché, mais encore de ceux des évêchés et des abbayes qui avaient été vacants pendant qu'il était chancelier. Le primat dit que, n'ayant pas été cité pour ces objets, il n'a pas pu préparer le compte qu'on exige, mais qu'il ne refuse pas

de le rendre. Le roi veut que l'archevêque donne une caution pour les sommes qu'il pourrait être forcé de rendre. Ces sommes, suivant plusieurs écrivains anglais, pouvaient monter à deux cent trente mille marcs. Le primat ne trouve pas de caution. On lui accorde de consulter son clergé et ses suffragants. L'évêque de Winchester l'engage à offrir au roi deux mille marcs, qu'il promet de lui prêter: ces deux mille marcs sont refusés. Quelques évêques conseillent à Becket de renoncer à l'archevêché, et d'implorer la clémence du roi. Mais d'autres prélats veulent qu'il réclame les priviléges ecclésiastiques, et qu'il soutienne que son élection à l'archevêché l'a déchargé de toute poursuite civile relative à ce qui avait pu précéder son élévation, et de toutes les dettes qu'il avait contractées pendant qu'il tenait les sceaux du royaume. Le primat paraît adopter leur avis. Deux jours après il se plaint d'une incommodité douloureuse qui l'empêche de paraître devant la cour du roi. Henri envoie un grand nombre de comtes pour le visiter. Le primat promet de présenter sa défense.

Sachant cependant qu'il lui est impossible de rendre compte de tout ce qu'il a reçu, il se résout à réclamer les priviléges ecclésiastiques. Désirant d'émouvoir le peuple en sa faveur, il célèbre la messe avec solennité, et veut aller à la cour revêtu de tous les ornements pontificaux. Le clergé l'engage à quitter son pallium et sa mitre; mais il se rend au palais précédé de la croix, la prend dans sa main pour entrer dans le palais, et s'arrête dans

une des salles qui précèdent l'appartement du roi. Henri se plaint aux évêques et aux barons de ce qu'il regarde comme un défi. Les évêques lui répondent que le primat leur a reproché d'avoir concouru à la confiscation de ses châteaux et de ses domaines, qu'il avait appelé de ce jugement au pape, et qu'il leur avait défendu, au nom du saint-siége, de prendre part à aucun jugement relatif à la conduite qu'il avait tenue avant d'être archevêque. Le roi, plus irrité que jamais, charge les barons de demander au primat s'il a réellement formé un appel aussi contraire au serment de fidélité qu'il avait prêté à Clarendon. L'archevêque répond que ce serment avait renfermé la réserve de ce qu'il devait à Dieu, à la dignité qu'on lui avait conférée, à l'honneur de l'épiscopat. Il n'était obligé, ajoute-t-il, à rendre aucun compte de ce qui avait précédé son élection; il n'avait pas de caution à donner; il n'avait fait aux évêques que les défenses nécessaires à sa sûreté; et il avait appelé au pape pour mettre sous la protection du souverain pontife et sa personne et son église.

Le roi rappelle aux évêques qu'en vertu de l'hommage qu'ils lui ont rendu ils doivent siéger avec les barons, pour prononcer sur la rébellion du primat. Les prélats supplient le roi de permettre qu'ils obéissent à la défense du prélat, dont ils redoutent le caractère, et qui ne leur paraît que trop prêt à les excommunier, ou du moins à les suspendre de leurs fonctions. Ils se réunissent, avec le consentement du monarque, séparément des

barons ; ils envoient à l'archevêque des députés. On lui représente que, d'après les constitutions de Clarendon, les évêques sont obligés de juger avec les barons ; on lui rappelle qu'il a juré le premier de se conformer à ces constitutions ; on lui déclare que néanmoins les évêques obéiront provisoirement à sa défense, mais qu'ils vont appeler au pape de sa décision. « Jamais aucun prélat, répond » le primat, n'a été lié par les constitutions, en ce » qui peut blesser la dignité et les droits ecclésias- » tiques ; elles ont été d'ailleurs condamnées par » le pape. Je me défendrai devant le souverain pon- » tife. »

Henri ordonne alors aux comtes, aux barons, et à quelques grands shérifs, de juger le primat. On le déclare coupable de parjure et de trahison. Le comte de Leicester, l'un des justiciers du royaume, le somme de se défendre devant la cour royale. L'archevêque répond que lorsqu'il a été nommé au siége de Cantorbéry, il a été dégagé de tous ses rapports avec la cour ; qu'il ne peut répondre à aucune accusation relative à sa conduite antérieure, et qu'il ne reconnaît d'autre juridiction que celle du pape, sous la protection duquel il veut se retirer. Il s'avance alors avec sa croix vers la porte du palais : on l'ouvre devant lui ; mais en traversant les salles, il s'entend traiter de parjure et de traître. A l'instant où le roi en est informé, il fait publier dans toutes les rues une défense royale d'insulter l'archevêque. Le primat arrive sans aucun accident au couvent de Saint-

André; il envoie trois évêques pour demander la permission de sortir du royaume. Henri remet sa réponse au lendemain. L'archevêque craint d'être arrêté; il part secrètement pendant la nuit, accompagné de deux domestiques. Il va d'abord vers Lincoln, change ensuite de route, se tient caché pendant le jour, arrive à Sandwich sans être reconnu, s'embarque et descend en Flandre, auprès de Gravelines.

Henri apprend la fuite de Thomas Becket; il assemble son conseil : on décide qu'on ne déplacera aucun des officiers du primat, qu'on ne saisira pas ses revenus; et Henri se contente d'envoyer au pape une députation chargée de l'engager à déposer Becket, et composée de l'archevêque d'Yorck, de quatre évêques, de trois des chapelains du roi, de deux comtes et de plusieurs barons.

Ce prince écrit cependant à Louis VII, roi des Français, et à Philippe, comte de Flandre, pour les prier de ne point accorder leur protection au fugitif, et de ne pas lui permettre de séjourner dans leurs états. Malgré ces lettres, le comte de Flandre traite l'archevêque avec bonté, et Louis le visite à Soissons et lui promet sa protection.

Le pape était à Sens. Les députés de Henri y étaient arrivés avant Becket. Le pontife de Rome ne veut examiner l'affaire de l'archevêque qu'après l'arrivée de ce prélat. On leur avait ordonné de ne pas attendre la réponse du pontife suprême pendant plus de trois jours. Ils le prient d'envoyer en Angleterre des légats chargés de terminer défi-

nitivement l'affaire du primat. Le pape ne veut pas accorder de légats, à moins qu'on ne puisse appeler au siége apostolique. Les députés repartent, et rencontrent sur leur route le primat, escorté de trois cents cavaliers. Les cardinaux viennent au-devant de l'archevêque ; il entre dans Sens en triomphe et au milieu des acclamations du peuple : le pape se lève à son approche, et l'embrasse avec les plus grandes marques d'affection.

Continuons de présenter, dans l'histoire des démêlés de Henri et de l'archevêque, les traits les plus remarquables du douzième siècle.

Henri, blessé de la réception faite à Becket, renonce à la décision qu'il attendait du pape. Il assemble les barons, et, d'après leur avis, il fait séquestrer les revenus de l'archevêché de Cantorbéry, et des églises, châteaux et domaines des partisans de Thomas Becket, et il publie un édit qui bannit tous les parents et les domestiques du prélat.

L'archevêque déclare au pape que son élection n'a pas été canonique, qu'il a été élevé sur son siége par l'autorité royale : il se démet de l'archevêché entre les mains du pontife. Le pape le rétablit dans ses droits d'archevêque, annule l'acte qui avait confisqué les châteaux et les biens de Becket, sous prétexte que les biens des ecclésiastiques ne sont que les domaines de l'église, et après avoir ainsi usurpé et violé l'autorité temporelle des monarques et des représentants des nations, il recommande Becket à l'abbé du monastère de Pontigny, où le prélat se retire. Becket y est entretenu

aux dépens du monastère. Il désire d'y prendre l'habit religieux ; il écrit à ce sujet au pape, et Alexandre III lui envoie un habit de moine, béni de sa main.

(1165) Henri désire d'avoir une conférence avec le pape : il passe en Normandie. Le pontife de Rome, par une résolution bien extraordinaire, ne veut voir le roi d'Angleterre qu'en présence de l'archevêque. Henri rejette cette proposition avec une juste fierté ; et toute espérance d'arrangement paraît s'évanouir.

Il promulgue en conséquence trois constitutions avant de quitter la Normandie. D'après ces actes, nul ne peut, sous peine d'emprisonnement, appeler au pape ni au primat. La confiscation des terres des partisans de Thomas Becket est renouvelée. Les titulaires des bénéfices ecclésiastiques, absents de l'Angleterre, sont sommés d'y retourner dans trois mois, sous peine de la saisie de leurs biens. Ceux qui apporteraient dans la Grande-Bretagne des lettres du pape ou du primat, portant interdiction de la totalité ou d'une partie du royaume, doivent être punis comme des traîtres. Et remarquez les mœurs et les idées du siècle : si le coupable est un prêtre séculier, il doit perdre les yeux, et subir une mutilation honteuse ; s'il est régulier, on doit lui couper les pieds ; s'il est laïque, il doit être pendu ; et s'il est lépreux, le feu doit être son supplice. Les évêques, abbés, prêtres ou laïques qui obéiraient à des lettres d'interdiction du primat ou du pape seraient chassés du royaume

avec leurs parents. Personne ne peut entrer dans la Grande-Bretagne ni en sortir sans la permission du roi; et la taxe connue sous le nom de denier de Saint-Pierre ne doit pas sortir de l'échiquier.

Le pape cependant excommunie Hugues Bigot, comte de Norfolk. Les évêques de Londres et de Norwich publient la bulle; le monarque ordonne de les poursuivre comme désobéissant aux constitutions de Clarendon, que Henri fait envoyer à tous les tribunaux d'Angleterre.

Le roi bientôt après appela en Normandie la reine Éléonore pour lui remettre le gouvernement de ses états du continent, passa en Angleterre, marcha contre les Gallois qui avaient ravagé un comté voisin de leurs montagnes, les mit en déroute, fit prisonniers les fils de plusieurs de leurs chefs, prit le château de Cardigan, revint en France combattre des seigneurs turbulents du Maine et de la Bretagne, les vainquit (1166), arrêta le mariage de son fils Geoffroy avec Constance, fille de Conan, duc des Bretons, reçut de ce prince la souveraineté de toute la Bretagne, excepté du comté de Guingamp, que Conan se réserva, se fit reconnaître par les nobles bretons, visita les châteaux fortifiés, et fut joint au mont Saint-Michel par Guillaume, roi d'Écosse, successeur de Malcolm, et par Ninian, prince des îles Westerns, qui venaient l'un et l'autre servir sous ses enseignes en qualité de volontaires.

Dans le commencement de l'année précédente

un tremblement de terre avait répandu l'alarme dans les provinces de Cambridge, de Norfolk et de Suffolk. De grands éboulements encore assez fréquents à cette époque dans certaines contrées, ou de fortes secousses, produites par l'action de volcans plus ou moins éloignés, pouvaient occasioner ces terribles commotions; mais une de ces tempêtes politiques, toujours bien plus funestes que les orages des airs ou ceux de l'intérieur du globe, menaçait la Grande-Bretagne. Le pape Alexandre III, qui n'était pas reconnu par l'empereur roi de Germanie, et qui ne se croyait pas encore entièrement affermi sur la chaire apostolique, modérait le ressentiment, l'ardeur et la fierté rebelle du primat; mais, malgré tous ses efforts, l'archevêque tâche par ses lettres et par ses émissaires de soulever tous les esprits contre le roi d'Angleterre. Il soutient que sa cause est celle de Dieu même; il ose dire que Jésus-Christ a été jugé dans sa personne par le tribunal laïque qui l'a condamné; il porte l'audace jusques à écrire à Henri que toute la puissance du monarque ne vient que de l'église; que les prêtres ne sont pas soumis aux lois humaines; que les laïques doivent obéir à la puissance ecclésiastique, et que le roi doit renoncer aux anciennes coutumes et aux prérogatives de sa couronne.

Sa révolte devient bientôt d'autant plus violente, que le pape, rassuré sur sa propre position, ne retient plus ses mouvements désordonnés. Alexandre III confirme même la primatie de Becket sur toute

l'Angleterre, et ordonne aux évêques de la Grande-Bretagne, sous peine d'excommunication, de procurer la restitution de tous les bénéfices qui appartenaient aux partisans de l'archevêque.

Le primat, animé par la protection du pape, va d'abord à Soissons, où il passe une nuit auprès des reliques d'un saint très vénéré dans cette ville; de là il se rend à Vezelay, et se prépare à lancer les foudres spirituelles contre le roi et ses ministres. Mais il apprend que Henri est malade; il se hâte de lui écrire; il le menace des censures ecclésiastiques, s'il ne répare pas promptement les injustices dont le clergé a été l'objet: il excommunie plusieurs ministres du roi, tous ceux qui ont confisqué les revenus de son siége, tous ceux qui ont obéi aux constitutions de Clarendon; et, ne mettant plus de frein à des prétentions aussi absurdes que coupables, il annule ces constitutions, et le serment que les barons et les évêques ont prêté de les observer.

Le pape ratifie l'acte séditieux du primat; et néanmoins cet acte produit peu d'effet dans la Grande-Bretagne: malgré les préjugés et l'ignorance générale, il révolte la plupart des esprits. Mais Henri écrit aux religieux de Cîteaux, qui occupent l'abbaye de Pontigni, que s'ils continuent de garder Becket dans leur cloître, il fera saisir dans tous ses états les biens de leur congrégation.

(1167) L'archevêque va à Sens. Louis-le-Jeune lui accorde une pension. Becket se retire dans le monastère de Sainte-Colombe; il trouve le moyen

de faire parvenir sa censure à l'évêque de Londres, à qui il ordonne, sous peine d'excommunication, de rétablir dans leurs bénéfices tous ceux qui en ont été privés. L'approbation donnée par le pape à la censure de l'archevêque jette l'évêque de Londres dans une grande perplexité; mais bientôt le pape, ayant entendu les députés du clergé d'Angleterre, suspend les effets de l'acte de Becket, et envoie en Normandie deux légats chargés de tout arranger.

Becket prétend qu'ils sont trop attachés au roi pour qu'il puisse se soumettre à leur décision. La cour de France, qui n'aime pas Henri, réunit ses instances à celles de l'archevêque : les pouvoirs des légats sont limités avant qu'ils arrivent en Normandie. Ils trouvent à Caen un grand nombre de prélats, et le roi d'Angleterre, qui n'apprend qu'avec un mécontentement très vif que le primat ne sera pas obligé de se conformer à leur décision. Ils vont cependant auprès de l'archevêque; ils lui parlent des dispositions pacifiques du roi; ils lui proposent de se démettre de son archevêché, à condition que le monarque renonce aux constitutions. Il refuse tout arrangement jusques au moment où ses adhérents et lui seront rétablis dans leurs bénéfices et dans leurs domaines.

Ils reviennent auprès de Henri, qui les charge de faire connaître au pontife suprême l'obstination de Becket. Il demande que l'archevêque soit privé le toute communication avec ses états, et il ne lissimule pas que si Alexandre III se refuse à sa

demande, il pourra céder aux instances de l'empereur en faveur de l'antipape.

Des rébellions d'une autre nature que celle de Becket occupèrent bientôt le roi de la Grande-Bretagne. Il avait enlevé des priviléges aux barons de la Guyenne et du Poitou ; ces barons résolurent de prendre les armes pour les recouvrer. Ils s'adressèrent au suzerain du Poitou et de l'Aquitaine ; ils firent un traité avec Louis-le-Jeune, ils lui donnèrent des otages, et levèrent l'étendard de l'insurrection (1160). Henri marcha contre eux, prit plusieurs de leurs châteaux, laissa le gouvernement des deux provinces à la reine Éléonore et au comte de Salisbury, et vint auprès de Mantes, où dans une conférence avec Louis il obtint le renouvellement d'une trève qui était près d'expirer.

Gui de Lusignan et les autres barons du Poitou profitèrent de l'absence de Henri pour s'insurger de nouveau : ils immolèrent le comte de Salisbury : Henri fut obligé de suspendre les effets de sa vengeance, et d'aller faire la guerre aux barons de Bretagne, qui avaient refusé de lui obéir, et avaient, comme ceux du Poitou, fait un traité avec Louis VII et donné des otages. Henri ravagea les campagnes et prit les châteaux forts des environs de Porhoet, de Dinan, de Saint-Malo ; mais il tâcha en vain, dans une nouvelle entrevue qu'il eut avec le roi des Français, auprès de la Ferté-Bernard, d'obtenir une seconde prolongation de la trève.

Louis et Henri furent tous les deux à la tête de leurs troupes. Les champs furent ravagés, plu-

sieurs villes furent brûlées, tant la manière de faire la guerre était encore barbare; mais il n'y eut d'ailleurs que des escarmouches, et les deux monarques évitèrent un combat général.

L'empereur et les princes d'Allemagne offrirent à Henri d'entrer en France, à la tête d'une armée nombreuse, s'il voulait reconnaître l'antipape. Mais le roi d'Angleterre voulait encore ménager Alexandre, de qui il avait obtenu une dispense pour le mariage de son fils Geoffroy avec Constance, héritière de Bretagne.

Le refus de Henri n'empêcha pas cependant de célébrer avec beaucoup de solennité l'union dont il était convenu depuis long-temps, ainsi que l'empereur, celle du duc de Saxe avec Mathilde, princesse d'Angleterre, qui eut pour sa dot une somme immense produite par une taxe générale et par un impôt établi sur les juifs.

Malgré ce même refus, Alexandre, entraîné par les importunités de Becket et par les sollicitations de Louis VII, l'ennemi de Henri, permit à l'archevêque de publier ses censures contre le roi et le royaume d'Angleterre.

En conséquence de la bulle du pape, l'archevêque excommunie quelques uns des ministres du roi, malgré leur second appel, et sans employer les formes et les citations juridiques. Deux nonces arrivent auprès de Henri, à Domfront en Normandie; ils présentent au roi des lettres d'Alexandre. Le pape presse le monarque de rétablir le primat sur son siége. Henri rassemble à Bayeux les pré-

lats de Normandie; il consent, par égard pour Alexandre, à se réconcilier avec Becket et son clergé : mais il demande que les nonces absolvent ceux de ses ministres qui sont avec lui, et qu'ils passent la mer pour aller absoudre ceux qui sont en Angleterre. On dresse un acte pour cet arrangement; le roi y fait insérer cette réserve, *sauf les droits et la dignité de son royaume.* On s'oppose à cette addition, qui néanmoins est un devoir sacré pour le monarque. L'archevêque de Rouen propose de dire que l'archevêque et son clergé seront rétablis dans leurs bénéfices, comme avant leur expulsion. Le roi insiste pour le maintien de sa réserve. Les partisans de l'archevêque s'y opposent avec une obstination que l'on ne peut concevoir qu'en rappelant toutes les erreurs superstitieuses et funestes produites par l'ignorance. Les nonces partent sans avoir pu terminer aucune convention.

Les évêques de Normandie, fidèles à leur devoir, écrivent au pape pour soutenir le droit du roi, et des envoyés du monarque vont demander au pontife d'absoudre ceux que Becket a excommuniés, et d'empêcher que les démarches séditieuses de l'archevêque ne soient ni renouvelées ni imitées, afin que le roi ne soit pas obligé de garantir par son autorité royale, et son honneur et sa sûreté.

Peu de temps après, le départ de Gui de Lusignan pour Jérusalem, dont il venait d'être nommé roi, affaiblit les forces des barons insurgés du Poitou. Les armes du monarque anglais détruisi-

rent leur ligue, et Henri s'arrangea avec le roi des Français, dans une conférence tenue à Montmirail.

Ce fut après cette pacification que le roi d'Angleterre céda le Maine et l'Anjou à son fils aîné Henri, qui avait déjà la Normandie; la Guyenne et le Poitou, à Richard, et la Bretagne à Geoffroy, qui cependant ne dut la garder que comme un fief dépendant de la Normandie, et qui jura d'être fidèle à son frère aîné.

Louis VII, en qualité de suzerain de tous les fiefs que nous venons de nommer, confirma les arrangements de famille agréables à Henri. Le jeune Henri avait déjà rendu hommage pour la Normandie, à Louis VII son beau-père; il lui jura fidélité, ainsi qu'à Philippe, fils du roi des Français, et qu'on devait surnommer Auguste, pour l'Anjou, le Maine et la Bretagne. Richard, fiancé avec Alix, princesse de France, rendit hommage pour le Poitou et pour la Guyenne. Le roi d'Angleterre fut rétabli dans la charge de grand-maître de la maison du roi de France, charge héréditaire dans la famille des comtes d'Anjou, et le jour d'une fête solennelle, il servit en cette qualité Louis VII au banquet royal.

La paix qu'il venait de faire avec le roi des Français lui permit d'achever de soumettre le comte d'Angoulême, celui de la Marche, et presque tous les nobles qui avaient pris les armes contre lui. Il détruisit leurs châteaux; et étant allé ensuite en Normandie, dans le Maine et dans l'Anjou, non

seulement il y fit élever des fortifications redoutables, mais encore il établit des pêcheries sur la Mayenne, et fit faire des levées sur la rive septentrionale de la Loire, pour contenir les eaux de cette belle rivière.

Louis s'étant sincèrement réconcilié avec Henri, bien loin d'animer contre le roi d'Angleterre et le pape et le primat rebelle, fait tous ses efforts pour faire cesser la division funeste qui existait toujours entre Henri et l'archevêque. Les évêques déterminent Becket à se jeter aux pieds de son roi, et à s'en rapporter à sa volonté pour les conditions de la réconciliation. Il est introduit devant Henri, en présence de Louis VII; il lui fait ses soumissions. Mais une nouvelle réserve va de nouveau éloigner la paix: le primat ajoute, *sauf l'honneur de Dieu, et la liberté de l'église*. Le roi d'Angleterre se tourne vers celui de France, se plaint de l'obstination du primat, et cependant il offre de le faire remonter sur le siége de Cantorbéry, et de le faire jouir de tous les priviléges et de toute l'autorité des plus célèbres de ses prédécesseurs, à condition qu'il promette de ne pas refuser à son roi les respects rendus par les plus puissants des primats aux plus faibles monarques de la Grande-Bretagne (1169). Le roi des Français, les seigneurs et les prélats qui étaient présents pressent Becket d'accepter la proposition de Henri. Le primat ne veut y consentir qu'en conservant sa réserve: plusieurs nobles français condamnent hautement ce qu'ils appellent son orgueil; ils s'écrient qu'il ne

mérite plus aucune protection, et qu'il ne doit plus résider ni dans les états du roi d'Angleterre ni dans ceux du roi de France. Les deux monarques se séparent : l'archevêque paraît abandonné. Louis-le-Jeune cesse non seulement de le visiter, mais encore de lui faire donner les objets nécessaires à son entretien. Il lui rend néanmoins sa faveur, et lorsque Henri lui adresse des députés pour lui rappeler combien peu Becket mérite son appui, il répond que si le roi d'Angleterre désire de maintenir les coutumes de ses prédécesseurs, il veut conserver les maximes hospitalières dont il a hérité. Quelque coupable que fût l'archevêque, on ne peut que louer les sentiments de Louis.

La protection du roi des Français ranime le ressentiment de Becket. Le pape en avait contenu les effets; mais, offensé de la dernière lettre de Henri, il écrit au primat, que s'il n'est pas incessamment rétabli dans ses droits, ainsi que son clergé, il peut exercer ses pouvoirs de légat dans toute leur plénitude.

L'archevêque se hâte d'excommunier les ministres du roi d'Angleterre, les évêques de Londres et de Salisbury, quelques autres personnes qui avaient soutenu les constitutions de la Grande-Bretagne, contre les décisions ecclésiastiques, et d'interdire la province de Cantorbéry, à moins que Henri ne lui fasse une satisfaction convenable avant une époque très prochaine.

Le roi demande au pape d'annuler une sentence aussi irrégulière que téméraire, et l'évêque de

Londres, qui avait appelé au pontife suprême de l'excommunication de Becket, est chargé de porter à Alexandre III la lettre de Henri.

Ce prélat veut traverser la Bourgogne; mais les partisans de Becket parviennent à lui interdire cette route. L'évêque de Londres est obligé de passer par la Provence; mais à peine est-il à Milan, qu'il apprend par une lettre du pape que l'archevêque de Rouen a reçu l'ordre de l'absoudre.

Alexandre cependant sait que les sentences d'excommunication sont méprisées par la plus grande partie de la nation anglaise. Il connaît le caractère de Henri, son influence sur les Anglais, son zèle pour soutenir ses prérogatives; il craint de voir le siége apostolique perdre sa puissance dans la Grande-Bretagne: il a recours à la modération; il envoie de nouveaux députés à Henri. De nouvelles conférences ont lieu à Montmirail. Le roi de France veut bien y assister. Ce monarque, ainsi que les seigneurs et les prélats qui l'ont accompagné, se joignent aux députés d'Alexandre, pour engager l'archevêque à se soumettre à Henri. Becket veut conserver ses anciennes restrictions: Henri les repousse. Le primat propose alors de jurer l'observation des anciennes coutumes, avec les mêmes clauses que les prélats anglais avaient employées en prêtant serment de fidélité au couronnement du roi d'Angleterre. Henri fait une grande faute; il imite trop l'inflexibilité de Becket; il rejette l'offre du primat: il est blâmé par toute l'assemblée. L'opinion paraît favorable à l'arche-

vêque, et plusieurs prélats français vont jusques à engager le pape à le protéger.

Henri sent le tort qu'il a eu; il envoie à Rome des agents chargés de demander la suspension des censures; et néanmoins il ordonne, en renouvelant les anciens règlements, qu'après le terme qu'il indique, tous les membres du clergé anglais se trouvent dans la Grande-Bretagne; que l'on regarde comme un crime d'état d'appeler au pape ou au primat, et d'obéir à leurs sentences; que ceux qui porteraient des lettres ou mandats d'Alexandre ou de Becket soient punis comme coupables de trahison envers le roi et le royaume; que toutes les personnes qui observeraient un interdit soient bannies avec leurs parents, et privées de leurs biens; et que tous les Anglais âgés de plus de quinze ans jurent d'observer la règle qu'il prescrit.

Malgré cette ordonnance, Henri hésite dans l'exécution du plan qu'il paraît avoir adopté. Il a une nouvelle entrevue, à Montmartre, avec Louis et ses prélats. Les évêques français engagent l'archevêque à présenter une requête au roi d'Angleterre, à lui exposer tous ses désirs pour son rétablissement et pour celui de son clergé. Henri reçoit cette requête sans peine. Quelques difficultés s'élèvent au sujet des bénéfices dont on a disposé pendant l'absence de Becket. Le roi de la Grande-Bretagne consent à donner mille marcs d'argent pour les frais du retour de l'archevêque, et s'en rapporte pour le fond des prétentions du primat à la décision des pairs de France, de l'église gal-

licane, ou de l'université de Paris. Les Français applaudissent à la modération du roi d'Angleterre. Becket demande que ce prince donne une caution de sa promesse : on s'écrie qu'il manque de respect à son souverain. L'archevêque désire que du moins Henri lui accorde le baiser de paix. Henri le refuse; il a juré dans sa colère de ne jamais embrasser le primat: il ne fait aucune nouvelle proposition, et prend congé du roi de France.

Il envoie néanmoins des prélats au pape. Il offre de faire donner le baiser de paix à l'archevêque par son jeune fils Henri. Alexandre approuve cet arrangement, et charge l'archevêque de Rouen et l'évêque de Nevers de conclure le traité de réconciliation.

(1170) Henri II cependant était repassé en Angleterre. Il n'y avait pas paru depuis près de quatre ans; son absence avait fait naître de grands désordres dans l'administration. Les shérifs avaient été continués dans leurs fonctions ; les dissensions ecclésiastiques avaient empêché qu'on ne s'occupât de leur conduite ; les revenus de l'état avaient été dissipés; on avait opprimé le peuple. Henri assembla un grand conseil à Windsor. On ordonna que les shérifs, leurs baillis et leurs autres officiers s'engageraient, sous caution , à venir devant le roi rendre compte de leur administration. Presque tous furent condamnés à perdre leurs places.

Vers le même temps , le roi désire que son fils, le jeune Henri, âgé de seize ans, soit couronné comme héritier du royaume d'Angleterre. A peine

Becket est-il informé du projet du monarque, qu'il écrit à l'archevêque d'York et aux autres évêques de la Grande-Bretagne, pour leur défendre d'assister au couronnement. Personne n'ose remettre ses lettres aux prélats. Il charge le couvent de Christ-Church de publier une défense semblable, adressée à tous les suffragants de Cantorbéry. On ne fait aucune attention à ses ordres. Il a recours à l'évêque de Worcester, qui était en Normandie; il l'engage à porter lui-même ses défenses en Angleterre. La reine Éléonore et le justicier de la Normandie s'opposent au départ de l'évêque, et mettent un embargo sur les bâtiments du port de Dieppe, où ce prélat s'était rendu. Becket, traversé dans toutes ses démarches rebelles, implore l'intervention du roi de France. Louis se décide à menacer la reine Éléonore de toute la puissance de ses armes, si sa fille n'est pas couronnée en même temps que son époux. Mais, pendant tous ces mouvements, le jeune prince est couronné dans Westminster par l'archevêque d'York, légat du pape pour l'Écosse, en présence de l'assemblée la plus nombreuse. Guillaume, roi d'Écosse, son frère David, tous les barons, tous les prélats qui assistaient à la cérémonie, jurent fidélité au jeune prince, sauf ce qu'ils doivent au roi leur souverain. Un banquet solennel suit le couronnement: le roi veut présenter le premier plat. « Vous devez être » bien glorieux, dit-il à son fils, d'être servi par un » grand monarque. » Le prince ne répond rien à son père, mais il dit tout bas à l'archevêque d'York:

« Il n'est pas surprenant que l'héritier d'un grand » roi soit servi par le fils d'un petit comte. » Ces paroles sont répétées : elles attristent et indignent les Anglais.

Becket apprend le couronnement du jeune Henri. Dans ses premiers transports, il écrit au pape que le prince n'a pas prêté le serment de conserver les libertés de l'église, et qu'il a juré de maintenir les constitutions de Clarendon. Le pontife irrité suspend et excommunie tous les prélats qui ont assisté au couronnement; mais sachant, par l'évêque d'Évreux, que le prince n'avait pas parlé des constitutions et qu'il avait juré de maintenir la liberté de l'église, il modifie sa bulle, ne suspend que l'archevêque d'York, l'évêque de Londres, celui de Salisbury; et néanmoins on n'a aucun égard, en Angleterre, à la décision d'Alexandre.

Une scène bien remarquable va succéder à ces évènements.

Henri II avait repassé la mer. Il avait eu une entrevue avec le roi de France, qui venait de lui déclarer la guerre, parceque sa fille n'avait pas été couronnée avec son jeune époux. Il s'était justifié auprès de Louis, et les deux monarques s'occupaient des moyens de rendre la paix durable. Les légats vont à Sens visiter l'archevêque; ils l'engagent à renoncer au baiser de paix qu'il avait exigé; ils le mènent à Henri. Louis VII est absent, mais un grand nombre de seigneurs français assistent à l'entrevue. Le roi accueille Becket de la

manière la plus favorable ; ils passent une grande partie du jour ensemble. L'archevêque accompagne Henri ; il lui demande une satisfaction pour le siége de Cantorbéry, dont l'archevêque d'York a usurpé les droits en couronnant l'héritier présomptif du trône. Le roi l'accorde, et dit au primat que ce serait lui qui couronnerait sa belle-fille, et que, pendant la cérémonie, il mettrait le diadème sur la tête de son fils. L'archevêque enchanté se jette aux pieds du monarque, qui le relève et accorde un grand nombre de grâces aux ecclésiastiques qui ont suivi le primat dans son exil ; et cependant l'archevêque diffère, sous divers prétextes, de ne plus montrer de ressentiment contre ceux qui sont restés fidèles au roi, et n'accepte pas l'invitation du monarque qui veut l'engager à le suivre en Normandie.

Une maladie très grave que Henri II éprouve retarde les signatures que le monarque devait donner pour faire terminer l'arrangement projeté avec l'archevêque. Ce prélat conçoit des soupçons, et, reprenant toute la chaleur de son caractère, il presse le pape de donner un libre cours aux censures ecclésiastiques. Une bulle d'Alexandre renouvelle toutes les excommunications et l'interdit de tous les états de Henri, à moins que ce prince ne satisfasse entièrement l'archevêque. Le roi s'effraie ; il propose une nouvelle entrevue à Amboise. La médiation du roi de France est acceptée. L'archevêque consent à recevoir du jeune Henri le baiser de réconciliation. Ses agents sont autorisés

à prendre possession de son siége ; son clergé recouvre tous ses bénéfices. Il part pour l'Angleterre ; il fait publier ses pouvoirs de légat, et, d'après plusieurs historiens, c'est avec la plus grande hauteur qu'il s'empresse de les exercer. Il parcourt avec faste la province de Kent : un grand nombre de chevaliers et d'hommes d'armes l'accompagnent. Les habitants des villes qu'il traverse viennent en procession au-devant de lui, et célèbrent son retour par des hymnes. Il traite avec mépris les officiers du roi, et néanmoins il envoie un présent au jeune Henri, et part pour se rendre auprès de lui. Mais ce prince, offensé de l'audace de l'archevêque, qui, bien loin de remplir les conditions de l'arrangement, viole les lois, insulte au pouvoir royal, suspend ou dépouille plusieurs ecclésiastiques, et excommunie les laïques qui, malgré les décrets du pape, ont adhéré aux lois du royaume, lui fait dire de retourner dans son diocèse. Le primat, comme pour braver l'autorité du prince, passe plusieurs jours dans le comté de Middlesex. De retour à Cantorbéry, il monte en chaire le jour de Noël, prononce un discours qui ne peut qu'irriter les esprits contre ceux qui se sont opposés à ses prétentions, et excommunie solennellement plusieurs ministres, ainsi qu'un grand nombre d'officiers de la maison du roi, de justiciers et de seigneurs.

Le devoir de Henri II était de faire punir un prêtre factieux et un sujet rebelle ; mais, au lieu de n'employer que la sainte autorité des lois, il se

livre à la colère en apprenant, en Normandie, la nouvelle révolte de Becket; il lui échappe une sorte de vœu irréfléchi, mais terrible, et un grand crime va être commis. Le monarque, entraîné par une vivacité funeste, va jusques à dire qu'il n'aura jamais de repos tant que Becket sera vivant : il se plaint de n'avoir pas d'amis. Quatre chevaliers de la maison du roi s'engagent en secret et par serment à venger sa querelle. Henri apprend qu'ils sont partis pour l'Angleterre; il soupçonne leur résolution; il dépêche des courriers pour leur interdire toute violence, et se détermine à faire arrêter le primat. Richard du Hommet traverse la Manche, envoie des députés au jeune Henri, engage ce prince à envoyer secrètement un corps de chevaliers pour se saisir de l'archevêque, et garde la côte pour empêcher le prélat de s'échapper.

Les ordres du roi cependant n'étaient pas parvenus aux quatre chevaliers. Ils arrivent à Cantorbéry; ils chargent douze autres chevaliers qui s'étaient joints à eux de contenir le peuple; ils vont au palais du primat, s'emparent des portes, les font garder par les hommes de leur suite, marchent vers l'appartement de l'archevêque, lui adressent de violents reproches, s'irritent de ses réponses, sortent furieux pour rentrer avec de nouvelles armes. Les moines conjurent en vain Becket de s'échapper; il brave le fer des meurtriers : on aurait dit qu'il désirait la gloire du martyre. Il veut assister aux vêpres; il passe par le cloître du couvent : les assassins le suivent, fondent sur lui,

armés d'épées et de masses. Il reçoit quatre blessures à la tête, et tombe mort devant un autel qui est arrosé de son sang.

A l'instant le rebelle, haï de tant d'Anglais, devient un martyr vénéré. Le peuple entre en foule dans le cloître. On se croit sanctifié en trempant un doigt dans le sang de la victime.

La nouvelle de cet assassinat arrive en France. Le crime inspire une juste horreur à Louis VII; mais il oublie que l'autorité civile doit seule punir les meurtriers. Il trahit ses devoirs de roi: bien éloigné de prévoir tous les maux que produira un jour le souvenir de sa démarche, il s'adresse au pape; il le presse de venger la mort du primat. L'archevêque de Sens, légat du siége apostolique en France, interdit tous les états du continent qui obéissent à Henri. Alexandre confirme la décision de l'archevêque, et les moines d'Angleterre enflamment à un tel degré l'imagination d'un peuple ignorant et superstitieux, que l'autorité du monarque est presque méconnue.

Henri était à Argentan lorsqu'il apprit la mort de Becket; il en fut frappé comme d'un coup de foudre. Il prévit avec tant de force tous les malheurs que cet attentat devait faire naître, qu'il ne voulut, pendant trois jours, sortir de sa chambre ni recevoir aucune consolation. Les barons et les prélats qui étaient auprès de lui le déterminèrent enfin à prendre des mesures pour prévenir les suites funestes de l'évènement qu'il déplorait. Il envoie à Rome des ambassadeurs. Ils furent obligés de

jurer, au milieu d'un consistoire, que leur roi se soumettrait au jugement du pape (1171). Alexandre, apaisé par cette déclaration, se contenta d'excommunier les assassins du primat et leurs fauteurs; mais il envoya deux cardinaux pour examiner les circonstances de la mort de l'archevêque, et ce qui est remarquable, pour lui rendre compte de la pénitence du roi; et Henri fut obligé de payer pour le voyage de ces légats cinq mille marcs d'or et quarante mille marcs d'argent.

Le roi d'Angleterre cependant crut devoir détourner l'attention des Anglais, toujours occupés du malheureux assassinat. Il crut devoir tenter quelque grande entreprise qui occupât fortement les esprits; il imagina de conquérir l'Irlande. Le pape Adrien IV, sous le prétexte de favoriser la propagation de l'évangile, avait donné cette île à Henri II. Dans quelque ignorance que fût plongé le douzième siècle, Henri ne crut pas pouvoir se contenter de l'absurde donation d'Adrien. Des habitants de l'Irlande avaient pris plusieurs Anglais et les avaient vendus comme esclaves: Henri annonça l'intention de venger ces Anglais. D'ailleurs, quelque temps auparavant, un petit roi de Leinster, dans cette même Irlande, avait enlevé la femme d'un chef voisin de son territoire. Vaincu par ceux qu'il avait offensés, il s'était d'abord réfugié en Angleterre, était ensuite allé en Guyenne, auprès de Henri, avait imploré sa protection, et lui avait offert de lui rendre hommage de la couronne qu'il voulait recouvrer. Le roi de la Grande-Bretagne

avait permis aux Anglais, par des lettres patentes, de secourir ce roi de Leinster, qui se nommait Dermot. Le prince irlandais avait reçu un corps de troupes de Richard Strongbow, comte de Pembroke, lui avait promis sa fille en mariage, et l'avait déclaré son successeur. Aidé de plusieurs autres seigneurs anglais, il s'était emparé, avec le comte de Pembroke, d'une grande partie de l'Irlande. Richard, après la mort de Dermot, avait défendu avec succès, et contre les Irlandais, et contre les Danois établis en Irlande, des conquêtes qu'il avait offert de remettre entre les mains du roi de la Grande-Bretagne. Henri II voulut compléter ces conquêtes, et soumettre toute l'Irlande à son sceptre. Il fit venir son fils en Normandie, passa la mer, assembla une nombreuse armée, ordonna que les ports fussent gardés de manière que les actes du pape ne pussent pas pénétrer en Angleterre, et partit pour la ville de Pembroke. Il rencontra, dans le comté de Glocester, le comte de Pembroke qui venait au-devant de lui, et qui mit à sa disposition tout ce qu'il possédait en Irlande, du chef de sa femme, et tout ce qu'il avait conquis.

Pendant qu'il traversait une partie du pays de Galles, il reçut l'hommage des fils d'Owen Guineth, entre lesquels il s'était élevé une guerre civile. Ces discordes sanglantes avaient répandu tant de calamités dans ce fameux pays de Galles, qu'un des fils de Guineth, nommé Madoc, résolut de quitter sa patrie avec ses partisans. Il équipa plusieurs

vaisseaux, vogua vers le nord de l'Irlande, et se dirigeant ensuite vers l'ouest, arriva à des terres inconnues qu'il est impossible de ne pas regarder comme faisant partie de l'Amérique septentrionale. Il y forma un établissement avec ses compagnons. Ils revinrent dans leur pays, et firent un rapport si avantageux de la contrée qu'ils avaient découverte, que lorsqu'ils repartirent pour la colonie qu'ils venaient de fonder, un grand nombre de familles se joignirent à eux. Nous avons déjà vu des Samanéens arriver de l'Asie sur les rivages occidentaux de ce grand continent qui devait immortaliser Colomb et Améric Vespuce; et nous ne terminerons pas notre histoire sans parler de la découverte récente qu'on a faite dans ce même continent, d'un peuple qui peut-être descend des Gallois conduits en Amérique par leur prince Madoc.

A peine Henri fut-il arrivé à Pembroke, qu'il s'embarqua pour l'Irlande, à la tête d'une flotte de quatre cents bâtiments. Les Irlandais et les Danois s'empressèrent de se soumettre. Le roi donna au comte Richard, comme un fief relevant de la couronne, une grande partie de la province de Leinster, quelques autres contrées, plusieurs villes et châteaux fortifiés. Il reçut les hommages de ce Richard, comte de Pembroke; de Dermot Maccarty, roi de Corke; de Donald, roi d'Ossory; de Mélachlin O'Phelan, roi de Décie; de Reynald, prince ou roi de Waterford; de Donald O'Brian, roi de Thomond ou de Limerick; de Richard O'Carol, roi d'Uriel; et enfin de Roderic O'Connor, mo-

narque suprême de l'île. Il leur fit de riches présents; ils lui jurèrent fidélité, lui promirent des tributs annuels, et assistèrent à la cour plénière qu'il tint à Dublin avec beaucoup de magnificence, pendant les fêtes de Noël.

Les évêques l'avaient félicité à Waterford, et avaient juré de lui être fidèles. Depuis le règne des Saxons dans la Grande-Bretagne, on n'avait cessé de voir des Anglais dans le cœur desquels la misère étouffait la voix de la nature, vendre leurs enfants comme esclaves à des Irlandais. Les prélats d'Irlande, qu'affligeait depuis long-temps cette conduite barbare, s'assemblèrent à Armagh, et, par un généreux mouvement que partagèrent les nobles et les autres Irlandais libres, abolirent, d'accord avec eux, la servitude de tous les esclaves anglais.

Henri convoqua ces dignes prélats à Cashel. Le concile fut présidé par l'évêque de Lismore, légat du pape; il régla la liturgie pour l'administration des sacrements et pour la célébration des offices. Il en avait le droit. Mais ce qu'il faut remarquer, et ce qui prouve l'ignorance, la superstition et la confusion des idées qui régnaient encore vers la fin du douzième siècle, c'est que ce concile usurpant l'autorité temporelle, et se mettant à la place d'une assemblée de la nation, défendit la polygamie, abolit ce reste de la barbarie, donna aux Irlandais la faculté de faire des testaments, régla la manière dont ils pourraient partager leurs biens entre leurs femmes et leurs enfants, et re-

connut Henri et ses héritiers comme souverains de l'Irlande (1172).

Les actes du concile furent confirmés par le roi, et, ce qui est très remarquable, furent envoyés au pape, qui, voulant donner une nouvelle force aux prétentions du siége de Rome, renouvela la donation de son prédécesseur Adrien, et reconnut Henri comme roi de toute l'Irlande.

Le roi d'Angleterre avait résolu de passer l'été dans son nouveau royaume, et, lorsque la belle saison aurait rendu les routes praticables au milieu des bois, des marais, des lacs, et des rivières mal contenues et fréquemment débordées, de faire une expédition dans la province de Connaught et dans celle d'Ulster, pour achever de soumettre l'île entière. Mais il apprit qu'un grand nombre de mécontents préparaient des mouvements contre lui, non seulement dans la Grande-Bretagne, mais encore dans ses états du continent, qu'on cherchait à lui enlever jusques à l'affection et au dévouement de ses enfants, et que les cardinaux légats du pape, qui l'attendaient depuis plusieurs mois en Normandie, menaçaient de l'excommunier, s'il ne se présentait promptement devant eux pour se justifier du meurtre de l'archevêque. Il renonça à son projet, fit embarquer ses troupes à Waterford, parvint à détacher plusieurs seigneurs très puissants des intérêts du comte de Pembroke, dont le pouvoir commençait à lui donner de l'ombrage, confia à des officiers dont il était sûr les places fortes où il avait mis des garnisons, et par-

ticulièrement Waterford, Werford et Dublin, chargea Jean de Courcy d'achever la conquête de l'Irlande, et partit pour Saint-David, dans le pays de Galles.

Il traversa l'Angleterre sans s'arrêter, se rendit en Normandie avec son jeune fils Henri, et eut une conférence avec les cardinaux, en présence de l'archevêque de Rouen, de plusieurs autres prélats et d'un grand nombre de nobles. Les cardinaux commencèrent par faire des propositions si révoltantes, que le roi entra dans une grande colère, et menaça de repartir pour la Grande-Bretagne, sans attacher aucune importance à leur décision. Ils n'osèrent pas insister; et, après plusieurs altercations, Henri, qui n'avait eu la force ni de faire exécuter les décrets des assemblées nationales, ni de maintenir l'autorité des lois, ni de réprimer cette colère funeste dont l'expression avait armé le bras des assassins de Becket, montra de nouveau une lâche et coupable faiblesse.

Il consentit à payer aux templiers une somme suffisante pour entretenir, pendant un an, trois cents chevaliers chargés de la défense de la Terre-Sainte, à prendre lui-même la croix, à servir en personne contre les musulmans, soit en Asie, soit en Espagne, à ne jamais arrêter les appellations par lesquelles on réclamerait l'autorité du pontife de Rome dans les affaires ecclésiastiques, à n'obliger personne à suivre les *mauvaises coutumes* introduites depuis son avènement au trône, à restituer toutes les terres de l'église de Cantorbéry,

aliénées depuis l'exil du primat, et à remettre tous les partisans de l'archevêque en possession de leurs biens.

Le roi et son fils jurent solennellement, dans la cathédrale d'Avranches, d'observer ces conditions. L'assemblée croit la cérémonie terminée; mais Henri s'avance de son propre mouvement, et levant la main devant l'autel du Très-Haut : « Je proteste » avec serment, dit-il, que je n'ai eu volontaire- » ment aucune part à la mort du primat : elle m'a » pénétré d'une douleur profonde; cependant l'ex- » pression du mécontentement que sa conduite » m'avait inspiré a, malgré tous mes efforts, fait » répandre son sang. Je veux me soumettre à la » pénitence qui me sera imposée. »

Les légats saisissent avec empressement l'occasion que le monarque leur offre ; ils conduisent le roi hors de l'église. Henri fléchit les genoux : ils lui donnent l'absolution et le ramènent dans l'intérieur du temple.

Les assassins s'étaient retirés dans le comté d'York. Ils y passèrent un an, cachés dans un château solitaire. Le roi, par une résolution aussi remarquable que les précédentes, leur ordonna de se soumettre au jugement du pape. Ils allèrent à Rome. Alexandre les traita avec une grande indulgence; il se contenta de leur prescrire d'aller en pèlerinage à Jérusalem.

Ainsi parut finir la déplorable histoire de la rébellion et du meurtre de Becket.

Vers le même temps, le pape désira la réconci-

liation de Henri avec Louis VII, irrité de ce que sa fille Marguerite n'était pas encore couronnée. Alexandre recherchait une occasion de faire regarder comme nul et de voir renouveler le couronnement du jeune Henri, qui avait eu lieu pendant l'exil de Becket. Les légats s'empressèrent de travailler à cette réconciliation, et l'obtinrent sans peine. La princesse et le jeune Henri repassèrent en Angleterre ; l'archevêque de Rouen, assisté des évêques de Worcester et d'Évreux, les couronna l'un et l'autre dans Winchester ; et les deux époux revinrent auprès de Louis VII, qui aimait tendrement sa fille.

Le jeune Henri était faible, vain, ambitieux, prodigue ; ses dépenses excessives dépassaient de beaucoup les revenus qu'on lui avait attribués. Gêné par l'économie de son père, jeté dans les plus grands embarras, il osa former le projet de devenir indépendant. Ses favoris et ses flatteurs, non seulement approuvèrent sa coupable résolution, mais ne négligèrent aucune des insinuations perfides qui pouvaient irriter son amour-propre et donner à son ambition une nouvelle force. Des historiens anglais ont même prétendu que Louis VII, toujours jaloux de la puissance du roi d'Angleterre, n'avait pas été étranger aux conseils des favoris du jeune prince.

La reine Éléonore oublia ses devoirs jusqu'à favoriser les projets rebelles de son fils. Depuis longtemps la jalousie avait éteint dans son cœur l'amour qu'elle avait eu pour son époux ; elle voyait

chaque jour de nouvelles preuves de l'infidélité du roi et de son ingratitude pour celle qui lui avait apporté en dot la souveraineté de tant de contrées.

De toutes les femmes auxquelles Henri avait prodigué sa tendresse, celle qui avait allumé le plus fortement la haine de la reine était Rosemonde, fille de lord Clifford. Elle était la plus belle; et combien ses charmes avaient éclipsé ceux de la reine, dont les années avaient flétri la beauté! Henri redouta pour celle qu'il adorait le terrible ressentiment d'Éléonore. Des historiens se sont plu à décrire le château que le roi fit bâtir pour elle, au milieu d'un riant paysage; ils n'ont oublié ni aucun des ornements de ce séjour, ni aucune des précautions que l'amant royal avait prises pour en rendre l'accès impossible aux ennemis de la fille de Clifford; ils ont écrit que, malgré tous ces soins, Éléonore avait trouvé le moyen de pénétrer dans ce château, qu'elle avait vu Rosemonde, qu'elle l'avait traitée avec une affection apparente, mais que cet objet de l'amour de Henri avait bientôt cessé de vivre, et qu'on avait soupçonné la reine d'avoir empoisonné Rosemonde.

Quoi qu'il en soit de ce terrible soupçon, qui peut-être a été uniquement l'ouvrage des ennemis d'Éléonore, cette princesse partagea d'autant plus les vœux d'un fils coupable, qu'elle avait pour lui une tendresse aveugle, et qu'elle était vivement offensée de n'avoir pas une très grande part dans le gouvernement des états dont elle avait hérité.

Le jeune prince alla trouver son père, et porta

la hardiesse jusqu'à lui demander la cession du gouvernement de l'Angleterre et de celui de la Normandie. Le roi le refusa. Dès le commencement de l'année suivante, il alla avec la reine et son fils à Limoges; il y traita avec Humbert, comte de Savoie, du mariage de son fils Jean avec Adélaïde, fille de Humbert. La mort de la princesse annula le traité; mais, d'après cet arrangement, les châteaux de Loudun, de Mirebeau et de Chinon devaient être cédés au prince Jean. Le jeune Henri ne voulut pas consentir à remettre ces châteaux à son frère. Le roi éloigna de son fils des chevaliers qu'il regardait comme des conseillers dangereux; et néanmoins, dès que la cour fut revenue à Chinon, le prince s'échappa secrètement, et se rendit auprès du roi de France, son beau-père.

Un grand nombre de barons normands, privés de terres pour lesquelles on n'avait pas trouvé leurs titres suffisants, suivirent le jeune Henri à la cour de Louis; beaucoup d'autres barons de la Normandie, de l'Anjou, de la Bretagne et de la Guyenne se déclarèrent en sa faveur; on vit briller parmi leurs bannières celles de Guy et de Geoffroy de Lusignan, de Ralf de Fougères, et du vicomte de Porhoet.

Richard, second fils du roi d'Angleterre, réclamait avec force le gouvernement du comté du Poitou, dont il avait été investi; Geoffroy, son frère, n'avait encore que quinze ans, et néanmoins il demandait la Bretagne. Éléonore, entraînée par

l'orgueil, la jalousie, la haine et l'ambition, enflammait les jeunes cœurs de ses fils Richard et Geoffroy. Elle les porta à se rendre auprès de Louis et à se réunir à leur frère aîné : elle voulut s'échapper aussi, aller se mettre à la tête des insurgés, chercher un refuge auprès de Louis, et présenter un spectacle remarquable et bizarre, en implorant, contre son roi et l'époux qu'elle avait adoré, le secours du premier mari qui l'avait repoussée de son trône et de sa couche; mais elle fut reconnue et renfermée dans une étroite prison.

Louis se déclare cependant en faveur des trois fils du roi de la Grande-Bretagne. Quels dangers environnent Henri! Une grande partie de l'Angleterre se soulève comme ses états du continent. Il apprend que le comte de Chester et celui de Leicester ont levé l'étendard de la révolte contre lui. Sa femme, ses enfants, les plus puissants de ses vassaux, l'ont trahi. Il ne s'abandonne cependant pas lui-même; il reprend tout son courage. Il envoie des ambassadeurs au pape; il nomme au siége de Cantorbéry un prieur de Douvres, d'un caractère pacifique et agréable au pontife de Rome. Un grand nombre de guerriers nés en France, en Allemagne ou dans les Pays-Bas, et nommés *brabantins* et *bandits*, vivaient de pillage dans ces temps de désastres, après avoir servi sous différents drapeaux. Endurcis aux dangers, aux fatigues, aux privations, la guerre leur était nécessaire; ils ne pouvaient se livrer à aucun des travaux de la paix. Henri II en prend vingt mille à son service.

Louis VII, au milieu d'une assemblée de prélats et de nobles réunis à Paris, jure solennellement d'assister les trois fils du roi d'Angleterre : il ne posera les armes que lorsque leur père aura été détrôné; et les trois princes rebelles jurent de ne faire de paix avec l'auteur de leurs jours, que du consentement du roi de France et de ses barons.

Le jeune Henri voulant s'attacher de plus en plus ses alliés, leur prodigue les concessions les plus impolitiques et les plus dangereuses. Il donne au comte de Flandre le château de Douvres et celui de Rochester, qu'on regardait comme les clefs du royaume; au comte de Boulogne, Kirketon, dans le Lindsey, et le comté de Mortagne à Théobald, comte de Blois; le château d'Amboise et tous les domaines du roi d'Angleterre, dans la Touraine, à Hugues Bigot, Eye et Norwich; au roi d'Écosse, qui avait embrassé son parti, le Cumberland et le Northumberland; et à David, frère du monarque écossais, le comté de Cambridge et celui d'Huntingdon.

La tempête excitée contre Henri II devient à chaque instant plus terrible... Elle éclate avec plus de violence dans la Guyenne, dans l'Anjou, dans la Bretagne, dans la Normandie. Philippe, comte de Flandre, et Matthieu de Boulogne son frère, s'emparent d'Aumale et de Neufchâtel; ils pénètrent dans le comté d'Eu. Matthieu est tué d'un coup de flèche, et Philippe est obligé d'aller dans ses états régler la succession de son frère. Mais Louis VII attaque la Normandie et assiège Verneuil. Le comte

de Pembroke et plusieurs chevaliers sont dans la place. Les habitants soutiennent plusieurs assauts avec intrépidité. Réduits à l'extrémité par le défaut de vivres, ils obtiennent une trève de trois jours, envoient des députés au roi d'Angleterre, et promettent de se rendre s'ils ne sont pas secourus. Henri reçoit les députés à Conches. Il part à l'instant, et s'avance jusques à Breteuil. Il y trouve l'archevêque de Sens, le comte de Dreux et celui de Blois. Ils lui proposent un traité avec ses fils. On convient d'une suspension d'armes. Henri se rend le lendemain à l'endroit indiqué pour les conférences : il voit les flammes qui consument Verneuil. Louis s'en était emparé, sous le prétexte des trois jours écoulés sans que la ville eût été secourue. Quel temps que celui où un roi des Français se permet de violer sa foi!

Il semble que Louis se reproche sa faute; il s'éloigne à la hâte de la ville qu'il a voulu réduire en cendres. Mais la vengeance céleste le poursuit: son bagage tombe entre les mains des Anglais, et Henri taille en pièces une aile de l'armée de Louis. Le roi d'Angleterre entre ensuite dans Verneuil, donne des ordres pour qu'on répare les ravages de l'incendie, s'empare de Damville; et comme les quarante jours de service que les vassaux du roi de France devaient à leur suzerain étaient expirés, il va vers Rouen.

Les brabantins, cependant, surprennent à Fougères les insurgés de Bretagne, les mettent en fuite, leur enlèvent un riche butin, les rencontrent

bientôt réunis en plus grand nombre, remportent sur eux une grande victoire, font prisonniers plus de vingt barons, investissent le château de Dol; et Henri, arrivant à la hâte, oblige cette forteresse à se rendre. Ralf de Fougères est pris dans ce château fort, avec près de cent barons ou chevaliers. Le roi ordonne qu'ils soient renfermés comme rebelles. Ces succès anéantissent la confédération de Bretagne; ils alarment les partisans des jeunes princes. On fait à Henri des propositions de paix; il consent sans peine à une conférence. Il se rend à Gisors, où se trouvent ses fils, Louis VII et un grand nombre de seigneurs et de prélats. Le roi de la Grande-Bretagne propose de céder à son fils aîné la moitié du revenu de l'Angleterre et quatre forteresses de ce royaume, ou la moitié du revenu de la Normandie, six châteaux et la totalité du revenu de l'Anjou. Richard aurait la moitié des revenus de la Guyenne avec quatre châteaux; Geoffroy possèderait toutes les terres de Conan, dans la Bretagne. Il fait plus: il déclare que si ces concessions ne paraissent pas suffisantes, il s'en rapportera à la décision arbitrale des légats du pape. Il ne demande en quelque sorte qu'à conserver les prérogatives de la royauté. Combien Henri devait se méfier de l'affection de ses peuples et redouter les forces des partisans et des alliés des princes, pour se résoudre à tant de cessions en faveur de fils révoltés!

La politique de Louis VII le porte néanmoins à vouloir affaiblir encore plus un vassal qui réu-

nissait sous son sceptre un si grand nombre d'états, pendant que le roi des Français ne régnait véritablement que sur quelques provinces et n'exerçait, comme suzerain, qu'un si faible pouvoir sur le duc de Bourgogne, le comte de Flandre, le comte de Champagne, celui de Toulouse et les autres grands vassaux de sa couronne. On a écrit que le monarque français avait fait naître des difficultés contre l'adoption des propositions de Henri. Les princes rejettent les offres de leur père. Le comte de Leicester, un des chefs les plus violents de leur parti, laisse échapper de coupables invectives contre son souverain : il ose porter la main sur son épée. Henri indigné rompt la conférence. Le roi d'Angleterre et ses fils se séparent plus irrités que jamais.

Bientôt les troupes de Henri remportent un assez grand avantage. Mais Guillaume, roi d'Écosse, entre dans les comtés septentrionaux de l'Angleterre, pénètre dans le comté d'York et le ravage.

Une armée royale poursuit le roi d'Écosse et brûle Berwick, auprès d'Édimbourg. Cette même armée apprend que le fougueux comte de Leicester vient de descendre dans le comté de Suffolk à la tête d'un corps nombreux de Flamands, et que Hugues Bigot l'a joint avec plusieurs de ses vassaux et de ses hommes d'armes. Elle accorde une trève à Guillaume, accourt vers le pays de Suffolk, rencontre Leicester dans un terrain marécageux, taille en pièces ses troupes, donne la mort, sur le champ de bataille, à près de dix mille Flamands, et fait prisonniers le comte de Leicester et sa

femme. Henri ordonne que Leicester soit conduit en Normandie ; il veut qu'on le renferme à Falaise, dans la même prison que le comte de Chester ; et, désirant de profiter de l'impression produite sur les révoltés par le succès de ses armes, il marche vers l'Anjou avec ses brabantins, réduit les châteaux des barons rebelles, et conclut une trève avec le roi de France.

Cette trève cependant est bientôt près d'expirer. Louis VII rassemblait une grande armée pour envahir la Normandie. Le comte de Flandre équipait une flotte nombreuse, et menaçait les côtes de la Grande-Bretagne (1174). Un grand nombre de barons anglais se préparaient à soutenir le parti des princes, et une vaste insurrection allait s'étendre dans les contrées orientales de l'Angleterre, depuis le comté de Suffolk jusques aux frontières de l'Écosse.

Les autres provinces et les évêques du royaume, excepté un seul, restent fidèles à Henri II. Mais Guillaume, après la fin de la trève qu'il avait obtenue, entre dans le nord de l'Angleterre. Ses soldats n'épargnent ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants, ni les ecclésiastiques, dont plusieurs sont massacrés au pied des autels qu'ils embrassent.

Un évêque de Lincoln, fils naturel de Henri II, prend les armes pour la cause de son père et pour la défense de sa patrie. Très aimé du peuple, il est suivi d'un grand nombre de guerriers. Il s'empare de plusieurs châteaux des révoltés, et fait lever aux Écossais le siége de Bowes.

D'un autre côté les rebelles prennent Northampton, Huntingdon et Norwich. Richard de Lacey, lieutenant général du royaume, leur résiste à la tête d'une armée. Il appelle à son secours des chefs des Gallois. Henri II s'embarque à Harfleur, pour l'Angleterre, conduisant avec lui la reine Éléonore, le comte de Leicester, celui de Chester, et plusieurs autres de ses prisonniers. Il imagine, pour regagner l'affection du peuple, de rendre un hommage solennel à l'archevêque que tant d'Anglais vénèrent comme un saint. Il traverse nu-pieds la ville de Cantorbéry; il entre dans l'église où reposent les cendres du primat; il se soumet à recevoir des coups de discipline de la main des moines; il passe tout le jour en prières; il veille pendant la nuit auprès de la tombe du prélat. Il ordonne que le couvent reçoive, chaque année, trente livres pour l'entretien des lampes qui doivent brûler sur le monument, et ne quitte ce tombeau, devenu si respecté, qu'après avoir reçu une absolution générale.

A peine est-il de retour à Londres qu'il apprend un évènement bien heureux pour le succès de sa cause. Guillaume, roi d'Écosse, avait détaché presque toute son armée pour ravager les contrées anglaises. Ralf de Glanville et plusieurs autres barons forment le projet de le surprendre; ils prennent avec eux quatre cents chevaux, arrivent auprès d'Alnwich, où était le monarque écossais, s'avancent à la faveur d'un épais brouillard, rencontrent dans la plaine Guillaume accompagné

seulement de cent cavaliers, l'enlèvent malgré son héroïque résistance, et le conduisent au château de Richemont.

Pendant que David, frère de Guillaume, reconduit tristement en Écosse les troupes du monarque prisonnier, on célèbre en Angleterre, par des réjouissances publiques, la prise de Guillaume. La consternation se répand parmi les insurgés. Henri profite de leurs alarmes, se montre avec audace, et bientôt Hugues Bigot, l'évêque de Durham, Roger de Mowbray, le comte de Ferrers, et, à leur exemple, les autres chefs des insurgés, remettent au roi tous leurs châteaux fortifiés, paient des sommes considérables, donnent des otages, et tout le royaume paraît pacifié.

Le jeune Henri et le comte de Flandre, longtemps retenus par les vents contraires, avaient entrepris de faire traverser la Manche à leurs nombreux vaisseaux : une tempête violente disperse leurs flottes, et, repoussés vers le port dont ils étaient partis, ils y apprennent la captivité de Guillaume et tous les succès de Henri II. Ils vont joindre Louis VII qui assiégeait Rouen. Henri II revient en Normandie avec ses brigantins et plusieurs Gallois; il s'avance vers la capitale assiégée. Une trève est conclue entre les deux rois de France et d'Angleterre : Louis promet de ne plus soutenir le jeune Henri contre son père; le prince se soumet à son roi; Henri II lui pardonne et le reçoit avec tendresse.

Instruit par le malheur, il écoute les conseils

d'une sage politique ; il use avec la plus grande clémence des faveurs dont la fortune vient de le combler ; il rompt les fers de plus de neuf cents chevaliers, sans leur demander de rançon. Aucun des insurgés ne subit la peine la plus légère ; il oublie et leurs fautes et ses malheurs.

Guillaume recouvre sa liberté ; mais, suivant les auteurs anglais, il rend hommage au roi pour l'Écosse et pour tous ses autres états. Il promet que l'église d'Écosse sera soumise à celle d'Angleterre ; il remet à Henri les châteaux d'Édimbourg, de Berwick, de Sterling et plusieurs autres ; il donne, comme otages, son frère David, quatre comtes, seize barons ; et les prélats et les seigneurs écossais jurent de défendre Henri, même contre leur propre roi, si Guillaume violait ses promesses solennelles.

Peu de temps après il a une entrevue avec le roi de France : et tous les sujets de division entre les deux monarques sont terminés par un arrangement qui paraît satisfaire les deux rois.

(1175) Il va à York, où le roi Guillaume, les prélats, les barons, les chevaliers, les seigneurs de franc-fiefs de l'Écosse, viennent lui rendre un nouvel hommage. Quelques châteaux sont rendus au monarque écossais : la paix paraît établie entre l'Écosse et l'Angleterre.

Différentes insurrections avaient agité l'Irlande. Roderic O'Connor, roi de Connaught, est obligé de demander la paix, de venir à Windsor renouveler son serment de fidélité, et de promettre un tribut

annuel d'*un cuir sur cent*, en son nom et au nom de tous ses vassaux. Les autres chefs insurgés sont bientôt forcés de mettre bas les armes.

Il paraît que c'est vers le même temps que Henri commença de faire bâtir sur la Tamise un pont de pierre, pour la construction duquel on a écrit qu'on fut obligé de détourner le cours du fleuve. Cette nécessité aurait prouvé combien peu était avancé encore l'art des travaux hydrauliques, cet art que l'on n'a pu porter au degré où il est maintenant élevé que par le concours des plus grands progrès des sciences physiques et des sciences mathématiques.

(1176) Ce fut bientôt après la pacification de l'Angleterre que Henri tint à Northampton un grand conseil ou parlement, dans lequel on corrigea et l'on confirma les constitutions de Clarendon, relativement aux affaires criminelles et séculières. On y rétablit quelques unes des anciennes lois saxonnes; on prit des mesures contre les incendies, les meurtres, les vols, la fabrication des fausses monnaies; on donna plus de régularité à l'administration de la justice, en divisant le royaume en six districts, et chaque district en trois juridictions que les juges devaient parcourir tous les ans; on statua qu'on rechercherait toutes les usurpations qui auraient pu avoir lieu depuis le dernier retour du roi; on ordonna de recevoir le serment de fidélité de tous les barons, chevaliers, vassaux de la couronne et propriétaires de terres. Mais remarquez dans les autres actes de l'assem-

blée et les préjugés qui régnaient encore avec force, et l'esprit soupçonneux auquel le monarque ne pouvait se soustraire, malgré la politique habile et prévoyante qui lui avait inspiré, après la victoire, une clémence entière.

On décida dans ce même grand conseil que ceux qui cacheraient des criminels perdraient la main droite et le pied droit; que les personnes des classes les plus inférieures de la société ne seraient pas déchargées des accusations intentées contre elles, quoiqu'elles eussent subi avec succès l'épreuve de l'eau; qu'elles seraient bannies du royaume, si leurs voisins les considéraient comme coupables; que l'on poursuivrait criminellement ceux qui avaient quitté l'Angleterre, à moins qu'ils ne vinssent, dans un temps déterminé, défendre leur démarche devant la cour du roi; et que ceux qui ne se présenteraient pas devant cette cour seraient déclarés bannis du royaume.

Le roi d'Écosse avait été appelé à ce parlement de Northampton, ainsi que plusieurs prélats de son royaume. Ils refusèrent de déclarer leur soumission à l'église d'Angleterre; ils soutinrent leur indépendance avec chaleur. L'archevêque d'York parla pour la suprématie de son siége sur ceux de l'Écosse. Henri, fatigué de prétentions ecclésiastiques, permit aux prélats écossais de retourner dans leur patrie sans faire la déclaration qu'on leur avait demandée.

Cependant les barons de l'Aquitaine refusaient de remettre leurs châteaux forts. Richard les battit

et s'empara de Limoges, d'Angoulême, de plusieurs autres forteresses. Pendant cette expédition le jeune Henri, que ses flatteurs n'avaient cessé d'animer contre son père, attacha à sa personne un grand nombre de chevaliers de Normandie ou d'autres contrées de la France, ennemis déclarés du roi d'Angleterre. Adam de Cherchedun, chancelier du prince, crut devoir rendre compte à son souverain de la conduite du jeune Henri : sa lettre fut interceptée. Le prince irrité voulait lui faire donner la mort. Le chancelier réclama les priviléges du clergé; l'évêque de Poitiers soutint avec fermeté sa réclamation. Adam ne perdit pas la vie; mais on le dépouilla, on lui lia les mains derrière le dos, on le traîna tout nu, on le fustigea dans toutes les rues de Poitiers. On lui fit subir le même supplice dans toutes les villes où il passa pour être conduit à Argenton, et il y resta renfermé dans un cachot jusques au moment où quatre chevaliers, envoyés par Henri II, vinrent le délivrer pour le conduire en Angleterre.

(1177) Revenu à son système de clémence, Henri II avait rendu leurs domaines au comte de Leicester et au comte de Chester; il donna à Philippe, comte de Flandre, cinq cents marcs d'argent pour les frais de son expédition dans la Terre-Sainte, et il en fit compter mille au comte d'Essex, Guillaume de Mandeville, qui s'embarquait pour la Palestine avec plusieurs seigneurs et chevaliers de la Grande-Bretagne.

Il réunissait très souvent le grand conseil de la

nation. Ce fut dans une de ces assemblées, dont ses malheurs lui avaient appris à connaître l'importance et l'utilité, qu'il reçut un nouveau serment de fidélité de deux chefs ou princes des Gallois. Mais comment excuser l'injustice de Henri distribuant à plusieurs de ses barons les terres des Irlandais, qui ne s'étaient insurgés que pour se soustraire aux horribles vexations des Anglais?

On a vu le pontife de Rome prononcer comme arbitre suprême dans l'affaire de l'archevêque de Cantorbéry : la nature apparente de cette affaire, la conservation des usurpations ou des droits du clergé, pouvaient lui servir de prétexte, et le mélange des idées religieuses, alors si puissantes, avec des idées politiques obscurcies par l'ignorance, lui avait donné la confiance du succès; mais il va élever bien plus haut ses prétentions, et, dans une affaire purement temporelle, se déclarer le modérateur absolu des rois.

Louis VII et Henri II étaient sur le point de reprendre les armes pour l'exécution des arrangements dont ils étaient convenus. Ils s'accusaient ou se soupçonnaient mutuellement de ne pas vouloir, l'un marier son second fils Richard avec Alix, fille du roi de France, et sœur de Marguerite, épouse du jeune Henri, et l'autre céder le Vexin à ce jeune Henri, et la ville de Bourges à Richard. Le cardinal Peter, nommé évêque de Meaux, et légat du saint-siége en France, fait dire au roi d'Angleterre que, d'après les ordres du pape, il mettra tout le royaume de la Grande-Bretagne en interdit, si le mariage

d'Alix et de Richard n'est pas promptement terminé; et Henri ne voit d'autre moyen de s'opposer à cette excommunication, que d'engager l'archevêque de Cantorbéry, celui d'York, et plusieurs autres prélats, à réclamer contre le projet du légat auprès du pontife qui l'avait dicté.

Henri, résistant cependant aux menaces de Peter, et les deux rois n'ayant pas pu s'arranger dans une entrevue qu'ils ont ensemble, le légat parvient à obtenir des deux monarques une suspension des hostilités, et, toujours fidèle aux vues secrètes de la cour romaine, il engage Louis et Henri dans une nouvelle croisade.

Dès que cette détermination fut prise, Henri alla à Verneuil, où une assemblée générale adopta un règlement très favorable au peuple, en décidant que les effets des vassaux ne pourraient pas être saisis pour les dettes de leurs seigneurs, à moins qu'ils n'eussent été donnés en gages, et que les rentes seules seraient payées aux créanciers. Il apaise ensuite des soulèvements dans le Berry et dans le Limousin. Et combien l'autorité du roi des Français était faible devant le pouvoir des grands vassaux et les règles du système féodal! Louis VII et Henri II se rendent en Auvergne: les états de la Province déclarent, en présence de Louis, que l'Auvergne relève du duché de Guyenne, que l'évêché de Clermont est seul sous le patronage du roi de France. Louis s'oppose à cette décision; il est obligé de s'en rapporter au jugement de douze arbitres.

Le comté de la Marche était situé entre le Poitou, le Limousin et l'Auvergne, qui faisaient partie des états de Henri. Audibert possédait ce comté; il avait promis de prendre la croix, et d'aller porter les armes dans la Terre-Sainte; il vendit la Marche à Henri, qui lui donna quinze mille livres d'argent, vingt mulets et vingt chevaux.

Le roi d'Angleterre continuant de faire ses préparatifs pour la croisade, reçut de Louis VII, pour son duché de Normandie, de ces lettres de protection que s'accordaient mutuellement les princes qui avaient pris la croix ensemble.

Pendant que le jeune Henri ne pensait qu'à montrer sa force et son adresse dans les tournois, que Geoffroy soumettait des insurgés de la Bretagne, et que Richard dispersait les Basques, les Navarrois, et d'autres montagnards descendus des Pyrénées pour ravager la Guyenne, qu'il soumettait le comte de Bigorre et le seigneur de Pons, et qu'il emportait d'assaut la forteresse de Taillebourg, regardée auparavant comme imprenable, Henri II s'occupait en Angleterre à réprimer les vexations, et à détruire les abus qui pesaient sur le peuple.

Le grand justicier du royaume fit revivre en 1180 quelques lois d'Édouard-le-Confesseur, et particulièrement celles qui ordonnaient que les veuves innocentes des crimes de leurs maris ne perdraient pas leurs douaires, et qu'on n'enlèverait pas leurs héritages aux enfants qui n'auraient pas vu la lumière avant que leurs pères eussent

commis les crimes pour lesquels ils auraient été condamnés.

(1180) Dans la même année, Henri ordonna par une proclamation à tous les possesseurs de fiefs et à tous les bourgeois de se pourvoir d'armes offensives et défensives. Un chevalier devait avoir une cotte de mailles, un casque, un bouclier et une lance pour chacun de ses fiefs. Un laïque libre et propriétaire d'un bien dont les rentes ou le revenu montaient à soixante marcs était obligé d'avoir aussi une lance, un bouclier, un casque et une cotte de mailles; ceux dont le revenu ne dépassait pas dix marcs pouvaient n'avoir qu'une légère cotte de mailles, une lance et une calotte de fer. Les bourgeois ou habitants des villes devaient être armés d'une lance, d'un chapeau de fer et d'une cotte piquée, que l'on nommait *wambois*.

(1182) Ce fut quelque temps après que le roi fit un testament par lequel il légua vingt mille marcs pour la défense de la Palestine, et qu'il envoya aux chrétiens qui combattaient dans la Terre-Sainte cinq cents marcs d'or et quarante-deux mille marcs d'argent.

Le jeune Henri ne cessait cependant de renouveler ses coupables prétentions. Il envoya à son père une députation insolente; il lui fit demander la cession absolue de la Normandie. Il fut refusé; mais il obtint du roi une année des appointements de cent chevaliers de sa suite, et une pension de cent dix livres par jour. Bientôt il eut une discus-

sion très vive avec son frère Richard. Ce dernier prince se retira dans la Guyenne, et fortifia ses châteaux (1183); mais il gouverna ses états avec une si grande sévérité, et blessa si fortement ses barons en séduisant leurs femmes et leurs filles, qu'ils conspirèrent contre lui. Le jeune Henri et Geoffroy se joignirent aux barons insurgés. Richard eut recours à son père : le roi marcha à son secours; il entra dans Limoges. Le jeune Henri et Geoffroy feignirent de se soumettre; mais ils tramaient le plus grand des crimes, la mort de leur père et de leur souverain. Le monarque sans méfiance était sorti à cheval; des soldats complices de ses enfants lancèrent contre lui un grand nombre de flèches: un chevalier fut tué à son côté, un dard perça le front de son cheval; il échappa cependant à l'affreux complot dirigé contre lui.

Le jeune Henri, effrayé des suites de son attentat, prend la croix, et veut partir sans délai pour l'Orient. Henri II, non seulement consent à cette expédition, mais encore il la favorise; il promet à son fils un équipage militaire plus magnifique que celui d'aucun prince déjà parti pour la Syrie; et néanmoins, suivant plusieurs auteurs anglais, ce fils dénaturé, ce sujet déloyal et perfide, médite un forfait plus exécrable encore: il veut attaquer son père, tirer contre lui une épée parricide, et lui ôter la vie au milieu du combat. Le jour est fixé pour le crime; mais la justice céleste venge la nature et les lois. Le prince tombe malade à Martel, dans le vicomté de Turenne: une fièvre vio-

lente le saisit; il sent qu'il touche au terme de sa vie. Le remords le déchire; il témoigne un ardent désir de voir celui qu'il a tant offensé; ses perfidies le privent du triste soulagement qu'il souhaite. Le roi craint une nouvelle trahison; il lui envoie un évêque. Le pontife trouve le prince mourant. Henri fait supplier le roi de lui pardonner son horrible ingratitude; il recommande à sa clémence royale ses chevaliers et les barons d'Aquitaine; il implore la miséricorde divine, ordonne qu'on le tire hors de son lit avec une corde, qu'on le revête d'un cilice, qu'on l'étende sur des cendres et des pierres, et meurt en confessant ses délits et ses fautes. Le roi, qui n'avait jamais cessé d'avoir pour lui la plus vive tendresse, s'évanouit de douleur en apprenant la mort de son fils, et rien ne peut calmer les regrets qu'il éprouve.

Cette mort fit disperser les troupes des insurgés: les barons d'Aquitaine se soumirent, et leurs châteaux forts furent rasés.

Tant de crimes et de malheurs inspirèrent à un Normand, nommé Jean de Hauteville, et un des moines de l'abbaye de Saint-Albans, une sorte de poëme, où, cherchant à imiter les lamentations du prophète Jérémie, il déplora les vices de son siècle et leurs effets si funestes.

Richard étant devenu l'héritier présomptif de la couronne, Henri II voulut qu'il remît la Guyenne à Jean, le plus jeune des fils du roi. Richard refusa. Jean et Geoffroy, par une politique aussi ridicule que barbare, ravagèrent l'Aquitaine, sur laquelle

Jean voulait régner. Richard porta le fer et le feu dans la Bretagne. Le roi leur commanda de cesser les hostilités, les réconcilia, et Richard céda l'Aquitaine à son frère.

Vers la même époque, l'archevêque de Cologne vint en Angleterre pour faire ses prières auprès du tombeau du primat assassiné; il proposa un mariage entre Richard et la fille de l'empereur. Cette princesse mourut bientôt après; mais nous devons faire remarquer que l'union proposée par l'archevêque de Cologne avait été agréée par Henri, et que néanmoins ce monarque retenait toujours Alix, la sœur de Philippe-Auguste, que Richard avait dû épouser.

Une amitié très étroite se forma, à peu près dans le même temps, entre Philippe-Auguste et ce prince Richard, qui devait être son beau-frère. Ils avaient quelque ressemblance l'un avec l'autre, dans leur taille, dans leurs traits, dans la couleur de leur teint, dans celle de leurs cheveux, dans leur air plein de grâce et de majesté; ils se ressemblaient bien davantage par leur goût pour la magnificence, par la vivacité de leur amour pour les femmes, par cette valeur admirable qui fit donner à l'un le surnom d'Auguste, et à l'autre celui de Cœur-de-Lion, et par leur ardeur pour la gloire des guerriers. Pendant les premiers moments de leur affection mutuelle, ils ne pouvaient, suivant les historiens, vivre l'un sans l'autre, et d'après l'usage des chevaliers très attachés l'un à l'autre, ils avaient non seulement la même table, mais encore le même lit.

Le séjour de Richard à la cour de Philippe déplaisait à Henri II. Le roi d'Angleterre craignait que des insinuations étrangères n'inspirassent à Richard des sentiments contraires à ce qu'il devait à son père et à son roi; et à ces alarmes se mêla bientôt une assez grande inquiétude sur les affaires d'Irlande.

Une forte jalousie s'était élevée, dans ce royaume, entre les officiers du roi et les propriétaires des terres conquises; leurs querelles avaient beaucoup retardé la réduction totale de cette île, et favorisé l'inconstance qu'on reprochait alors aux Irlandais. Plusieurs meurtres, plusieurs insurrections, plusieurs combats, avaient ensanglanté l'Irlande. Hugues de Lacey était cependant parvenu à établir des colonies dans le pays de Meath; il avait construit plusieurs châteaux pour défendre ces colonies; il avait rétabli dans leurs biens ceux que la violence en avait dépouillés. La fermeté et la justice de son gouvernement avaient rendu si heureux les peuples confiés à son administration, que, renonçant à leurs habitudes sauvages, ils avaient consenti à se réunir en communautés et à vivre dans des villes et dans des villages. Ayant succédé au grand justicier, en qualité de seul gardien du royaume, il avait fondé dans le pays de Leinster des colonies semblables à celles du Meath, continué d'encourager l'industrie et la civilisation, obtenu l'affection des Irlandais par son équité, son affabilité, sa munificence, et, devenu de plus en plus populaire, épousé la fille de Roderic O'-Connor, roi de Connaught.

Henri, sujet à concevoir des soupçons quelquefois très difficilement et d'autres fois avec une facilité funeste, redouta les suites des succès de Lacey. Il envoya deux commissaires pour examiner sa conduite; mais, d'après leur rapport, il lui rendit toute sa confiance.

Presque en même temps, Jean de Courci, renommé pour sa taille gigantesque, sa force prodigieuse et son courage à toute épreuve, désira d'étendre dans l'Irlande la domination de l'Angleterre. Henri lui accorda par des lettres patentes la jouissance des terres qu'il conquerrait. Jean marcha vers le nord, entra dans la province d'Ulster, avec deux cents chevaliers, et arriva à la résidence du roi Dunlève, qui prit la fuite. Un légat du pape désira de rétablir la paix entre ce prince et Jean de Courci. Dunlève offrit de payer un tribut, si Jean consentait à se retirer; sa proposition fut refusée. Il rassembla un corps de dix mille hommes, et attaqua Courci. La bataille fut sanglante; mais les Irlandais à demi nus furent contraints de céder aux armes et à la discipline militaire des Anglais. Revenus en plus grand nombre, ils furent défaits une seconde fois. Jean fit élever deux forts pour garantir ses conquêtes; il en donna le commandement à un Irlandais qui avait juré de lui être fidèle; et néanmoins, à peine se fut-il éloigné, que l'Irlandais rasa les forts jusques à leurs fondements. Courci irrité ravagea le territoire du traître. Il emmenait un nombre immense de bœufs dont il s'était emparé; il suivait des chemins creux, environnés de fon-

drières et de bois, lorsque les Irlandais sortirent d'une embuscade en poussant de grands cris. Les bœufs, effrayés et tournant leurs redoutables cornes contre leurs conducteurs, mirent un tel désordre parmi les Anglais, que les guerriers de Courci furent taillés en pièces. Jean, soutenu par un petit nombre de soldats, put à peine, malgré son courage, gagner un fort où se rallièrent quelques portions de ses troupes dispersées. Les Irlandais l'investirent : la victoire les avait rendus confiants ; ils négligèrent les précautions nécessaires à leur sûreté. Courci tomba sur eux pendant la nuit, les trouva endormis, et en fit le plus grand carnage. Il épousa ensuite la fille du roi de l'île de Man, et acheva bientôt la conquête de l'Ulster.

Mais quelle leçon l'histoire donne ici à ceux qui gouvernent les empires ! Pourquoi ont-ils oublié tant de fois que ce que les peuples pardonnent le moins, c'est d'être blessés dans leur amour-propre, ou plutôt outragés dans leur noble orgueil ?

Henri croit que la présence de son fils Jean hâtera la réduction totale de l'Irlande ; il l'envoie dans ce royaume avec quatre cents chevaliers, huit cents hommes d'armes et un corps nombreux d'archers. Le prince arrive à Waterford. Les nobles irlandais établis dans les environs de cette ville y vivaient paisibles et soumis au pouvoir du roi d'Angleterre ; ils s'empressent de visiter le fils du monarque. Combien peuvent être funestes d'insolents courtisans ! Les Normands qui ont suivi le prince ne

craignent pas de faire de ces nobles irlandais l'objet d'insultantes dérisions; ils les raillent sur leurs habits, sur leurs usages; ils osent les prendre par leurs longues barbes. Les Irlandais, indignés de ces outrages, s'éloignent de Waterford; ils emmènent leurs familles et tous leurs troupeaux dans les territoires de Limmerick, de Corke, ou de Connaught; ils apprennent à leurs compatriotes les traitements injurieux qu'ils ont subis : leur courroux est bientôt partagé, et la vengeance résolue. Les chefs des territoires où ils ont porté leur haine rejettent le projet qu'ils avaient formé de se soumettre au gouvernement anglais : ils forment une ligue pour leur défense. Guidés par ceux qui ont été insultés, ils se jettent au milieu des quartiers anglais. Leurs guerriers ne sont plus uniquement armés de lances courtes, de dards légers et de petites haches ; ils ont déjà adopté de longues et redoutables lances : ils forment des embuscades dans les bois et dans les marais ; ils tombent sur les corps détachés, embarrassés par leurs armes pesantes au milieu de terres noyées et de forêts touffues. Jean avait avec lui des Gallois pleins de courage, élevés au milieu des montagnes, des rochers, des forêts épaisses, et endurcis à toutes les fatigues. Le prince, partageant le délire de ses favoris, traite avec mépris ces braves Gallois, et, au lieu de les opposer aux Irlandais, il n'emploie que des Normands, plus occupés de leurs débauches que de travaux militaires. Chaque escarmouche donne l'avantage aux Irlandais et diminue le nombre des

Normands. Le prince prodigue à ses flatteurs l'argent destiné à la subsistance de ses soldats ; et sa troupe, toujours battue par l'ennemi, ne peut plus tâcher de se procurer les fourrages et les autres provisions qui lui sont nécessaires qu'au milieu des plus grands dangers.

Le roi, informé de ces malheurs, rappelle auprès de lui son fils et ses funestes favoris. Et que ne peut pas la sagesse et l'habileté d'un chef? Jean de Courci, chargé de continuer la guerre, parvient à réduire à l'inaction les ennemis des Anglais.

(1185) Quelque temps avant cette expédition, on avait vu arriver en Angleterre Héraclius, patriarche de Jérusalem et le grand-maître des chevaliers de Saint-Jean. Ils venaient implorer le secours de Henri, et lui offrir, de la part de Baudouin IV, un royaume affaibli par de malheureuses rivalités, et menacé d'une destruction totale par l'ennemi le plus redoutable. Ils présentèrent au roi d'Angleterre la bannière royale et les clefs du saint sépulcre. Il convoqua une assemblée des nobles et des prélats de la Grande-Bretagne : le roi d'Écosse y assista avec ses barons. Ils décidèrent que si Henri acceptait la couronne de Jérusalem, et partait pour la Palestine, il exposerait ses états d'Europe aux plus grands dangers. Les ambassadeurs demandèrent pour roi un des fils de Henri. Le prince Jean conjura son père de l'envoyer dans la Palestine : le roi refusa de consentir au désir de son fils. Il passa cependant en Normandie, et y eut avec Philippe-Auguste une conférence dans

laquelle ces deux monarques convinrent d'envoyer aux chrétiens de la Terre-Sainte de grands secours d'hommes et d'argent.

La reine Éléonore, à laquelle Henri avait rendu la liberté, vint aussi en Normandie. Le roi, qui craignait le caractère de Richard, lui ordonna de rendre le duché de Guyenne à Éléonore, héritière de cette province, et qui était aimée de ses habitants. Richard s'empressa de remettre ce duché aux officiers de la reine, pour laquelle d'ailleurs il avait toujours eu une grande tendresse, et revint à la cour de son père.

Le roi, de retour en Angleterre, fit célébrer avec beaucoup de pompe le mariage de Guillaume, roi d'Écosse, avec Ermengarde, petite-fille de Roscelin, vicomte de Beaumont-le-Roger, et de Constance, fille naturelle de Henri premier du nom, roi d'Angleterre. Il donna pour dot à la princesse une rente de cent marcs, avec quarante fiefs de chevalier, et remit à Guillaume le château d'Édimbourg.

Mais avant ce mariage Geoffroy, fils de Henri, était descendu dans la tombe. Ce prince ambitieux, dissimulé, perfide, irrité de n'avoir pas obtenu le comté d'Anjou qu'il avait demandé à son père, était passé à la cour de France, avait fait hommage de la Bretagne à Philippe-Auguste, et promis de renoncer à toute soumission envers Henri, si Philippe lui donnait une armée pour s'emparer de la Normandie. Sa mort avait prévenu sa rébellion dénaturée : désarçonné dans un tournoi, il avait succombé aux effets de sa chute.

Pendant que les orages politiques grondaient autour de Henri, et menaçaient la Grande-Bretagne, elle était agitée par une de ces terribles secousses physiques qui ont si souvent bouleversé sa surface, pendant une longue suite de siècles, et dont la fréquence étonnerait les naturalistes lorsqu'ils lisent tout ce que les historiens ont écrit à ce sujet, s'ils ne rappelaient ces grands monuments élevés par la nature sur tant de rivages de l'Irlande et de l'Écosse, comme pour attester la redoutable puissance des volcans qui ont lancé sur ces bords leurs laves enflammées. Peut-être est-ce aux foudres souterraines produites par les foyers encore brûlants de ces volcans qu'il faut rapporter le tremblement de terre signalé par plusieurs auteurs, et qui, au mois d'avril 1186, renversa la cathédrale et plusieurs autres édifices de Lincoln. L'ignorance, la superstition, et un sentiment secret de la justice éternelle, firent regarder cette commotion effrayante comme un signe de la colère céleste et le présage de nouvelles calamités.

La guerre ralluma bientôt ses torches dévastatrices. Henri II avait eu une conférence avec Philippe-Auguste : le roi de France avait réclamé, en qualité de suzerain de la Bretagne, la tutelle de la fille de Geoffroy. Il demandait que Henri lui rendît Gisors, qui n'avait été donné au roi d'Angleterre, comme dot de Marguerite sœur de Philippe, que sous la condition que si cette princesse mourait sans enfants, cette place, après la mort de son mari le jeune Henri, serait rendue au roi des Français.

Les deux monarques ne purent convenir d'aucun arrangement, malgré les soins de deux légats du pape, empressés d'écarter tous les obstacles qui pouvaient s'opposer à une nouvelle et grande croisade. Philippe-Auguste, aidé du comte de Nevers, entra dans le Berri, et assiégea Châteauroux. Richard, malgré son affection pour Philippe, et son frère Jean accoururent au secours de la place. Les deux armées allaient combattre l'une contre l'autre. Des prélats et des barons des deux royaumes proposèrent une trève de deux ans. Les légats, dont cette trève favorisait les projets, osèrent menacer de l'excommunication le prince qui la refuserait. Personne ne réclama contre un acte aussi attentatoire aux droits des couronnes: on ne vit pas ou on ne voulut pas voir combien cet exemple pouvait ébranler les trônes. La trève fut acceptée.

(1187) Une nouvelle guerre civile faillit à succéder, dans les états de Henri, à la guerre étrangère. Richard, qui espérait d'être soutenu par son ami Philippe, alla à Chinon, s'empara des trésors de son père, passa en Guyenne, ordonna qu'on fortifiât ses châteaux, et fit connaître à Henri qu'il ne pourrait avoir confiance dans ses promesses qu'autant qu'il consentirait à son couronnement. Henri craignit de donner trop d'influence à un fils facilement rebelle, fier, actif, impatient de régner, et étroitement lié avec ses ennemis. Il le refusa: il lui reprocha avec force ses révoltes, ses liaisons, son ingratitude. Richard parut se soumettre : il rendit hommage à Henri, et néanmoins, peu de

temps après, il reçut la croix des mains de l'archevêque de Tours, à l'insu de son père.

Mais voilà que les désirs du pontife de Rome vont être accomplis: l'Occident va de nouveau s'élancer vers l'Orient. Nous avons vu les deux rois de France et d'Angleterre réunis auprès de Gisors, à l'ombre d'un orme immense, Richard, le comte de Flandre, les prélats, les barons, les chevaliers des deux royaumes, entourant les deux monarques, l'archevêque de Tyr se jetant aux pieds des deux princes et leur peignant avec chaleur les malheurs des chrétiens de la Palestine, les succès de Saladin, les exploits éclatants, les victoires mémorables de ce conquérant extraordinaire; l'assemblée entière, profondément émue de ses récits, de ses prières, de ses larmes; Philippe et Henri oubliant leur animosité, la croix demandée à grands cris, et reçue avec enthousiasme, et Philippe-Auguste obtenant en France de l'assemblée générale *une dîme saladine.*

Henri court en Angleterre; il y convoque un parlement. L'assemblée décide qu'on lèvera la dîme de tous les revenus, et même des biens mobiliers. On n'exempte que les ecclésiastiques et les laïques qui auront pris la croix, et auxquels on accorde la liberté d'engager leurs biens pour des emprunts. On veut engager l'Écosse à suivre l'exemple de l'Angleterre; mais les prélats, les comtes, les barons et les possesseurs des francs-fiefs de ce royaume s'y refusent malgré les instances des ambassadeurs de Henri.

De nouvelles divisions suspendent cependant le départ des croisés. Richard attaque le comte de Toulouse, et fait une irruption dans ses états. Le comte implore le secours du roi des Français, son suzerain. Philippe est trop intéressé à ne pas laisser réunir aux vastes états que les Plantagenets ont en France, ce comté de Toulouse, si souvent désiré et attaqué par eux, pour ne pas s'empresser de secourir le vassal qui réclame sa protection. Il entre dans le Berri, reçoit les soumissions des principales villes et des forteresses de cette province, et s'empare avec rapidité de la plus grande partie de l'Auvergne et de la Touraine. Henri s'avance vers Mantes, ravage les contrées voisines, brûle plusieurs cités. Des conférences commencent pour une nouvelle paix. Le comte de Flandre, celui de Blois et plusieurs autres grands vassaux déclarent qu'ils ne veulent plus porter les armes contre des chrétiens d'Europe, avant d'avoir secouru ceux d'Asie. Une nouvelle conférence a lieu : Philippe, Henri, Richard, y assistent. Henri demande qu'on rende toutes les places dont on s'est emparé de part et d'autre depuis que l'on a pris la croix. Richard refuse de renoncer à ses conquêtes. Philippe consent à céder les siennes; mais il veut que sa sœur soit sans délai mariée à Richard, et que ce prince reçoive le serment de tous les sujets d'Angleterre, de Normandie et des autres états de Henri II. Le roi d'Angleterre rejette ce serment; et à l'instant Richard furieux se précipite aux pieds de Philippe, lui fait hommage de la Normandie et

de toutes les provinces qui relèvent de la couronne de France. Philippe lui en donne l'investiture. Henri reste immobile d'étonnement; et le roi des Français se retire avec Richard.

Un légat excommunie le fils de Henri. Un autre légat, chargé d'écarter tous les obstacles qui retardent la croisade, négocie avec succès auprès des deux monarques. Les deux rois consentent à prendre pour arbitres ce plénipotentiaire de Rome et les archevêques de Reims, de Bourges, de Rouen et de Cantorbéry. Mais Richard, persuadé ou faisant semblant de croire que son père veut le déshériter en faveur de son frère, repousse toute conciliation. Un grand nombre de seigneurs d'Aquitaine, d'Anjou, de Bretagne et de Normandie se déclarent pour lui. Il fait plusieurs courses dans les états de son père; il consent à une nouvelle trêve. Les deux rois et Richard se réunissent à La Ferté-Bernard. Philippe ajoute une condition à celles qu'il a déjà proposées : il demande que le prince Jean accompagne son frère à la Terre-Sainte. Henri veut garder son second fils auprès de lui. La jalousie de Richard s'en augmente. Philippe reste inflexible. Le légat, qui craint de voir la croisade s'évanouir, menace le roi de France de mettre son royaume en interdit. Philippe se contente de garder un silence dédaigneux; mais Richard, furieux de l'insulte faite à son suzerain et à son allié, tire son épée, et en aurait percé le légat, si on ne se fût jeté au-devant de ses coups.

La conférence est rompue. Philippe et Richard

vont à Nogent-le-Rotrou; ils assemblent leurs troupes, ils prennent plusieurs villes, et se dirigent vers le Mans, où le roi d'Angleterre n'avait avec lui que cent chevaliers et un petit nombre de guerriers. Henri n'échappe qu'avec peine à l'armée de Philippe et de Richard; il se sauve du côté d'Angers. Philippe soumet plusieurs places, et s'empare de la ville de Tours.

Des négociations avaient cependant continué à Azay, où étaient le cardinal légat et un grand nombre de nobles et de prélats des deux royaumes. Hugues III, duc de Bourgogne et prince du sang de France, le comte de Flandre et l'archevêque de Reims présentent au roi des Français les articles de paix qu'on avait projetés (1189). Philippe les approuve. On les porte à Henri qui était alors à Saumur, et qui les ratifie. Il s'engage à renouveler son hommage à Philippe, à remettre Alix entre les mains de cinq personnes choisies par Richard, qui devait épouser cette princesse à son retour de la Palestine; il permet que tous ses vassaux prêtent serment de fidélité à Richard; il consent à payer vingt mille marcs d'argent à Philippe; et le monarque français promet de rendre tout ce qu'il a pris dans le Berri, mais garde le Mans, Tours et le château du Loir, jusques après l'exécution du traité.

Henri était depuis long-temps infirme; mais lorsque, après le traité d'Azay, il rappelle tous les malheurs qui ont assailli sa vie, que toutes les révoltes de ses enfants se retracent avec force à sa mémoire, qu'il se voit dépendant, pour ainsi dire, d'un fils

rebelle, dépouillé de ses droits, privé de sa puissance, abandonné même par ce Jean qu'il avait tant chéri, errant, fugitif, presque suppliant dans ses propres états, condamné à traîner une vieillesse infortunée, il ne peut résister au chagrin qui l'accable; la fièvre le saisit. On le transporte à Chinon. A peine deux jours sont-ils écoulés, qu'il succombe à sa douleur mortelle. Geoffroy, qu'il avait eu de la belle Rosemonde, ne l'avait pas quitté. Il fait porter les restes du père qu'il regrette à l'abbaye de Fontevrault, dont Henri II avait fait bâtir le monastère, et où ce monarque avait désiré d'être enterré. Et voyez comme la nature et les lois vont être vengées. On expose dans l'église le corps de Henri: le respect et la tendresse filiale l'avaient revêtu des habits royaux. Le visage du malheureux roi était découvert. On venait en foule le contempler, et prier autour de son lit funèbre. Richard arrive; il veut pénétrer dans le temple; il hésite; il entre comme poussé par une main invisible, il voit le père dont sa conduite vient d'abréger les jours, il voit le roi contre lequel il a osé lever un étendard coupable: une secrète horreur le rend immobile. Par un de ces hasards que l'on se plaît à regarder comme le signe de la colère céleste, des gouttes de sang tombent de la bouche livide et entr'ouverte du cadavre. Les assistants sont frappés de terreur. Le remords s'empare de Richard; il tombe au pied du cercueil de son père; il ne peut s'en éloigner, il assiste aux funérailles, dans l'attitude du repentir et d'un sombre désespoir.

Les peuples que Henri avait gouvernés donnèrent des larmes à sa mort. Il avait souvent montré combien il désirait leur bonheur. Le dixième des provisions de sa maison était toujours donné aux pauvres; et pendant une famine qui régna dans le Maine et dans l'Anjou, il nourrit dix mille indigents, depuis le commencement du printemps jusques à la fin de l'automne. Les rébellions de ses enfants et la révolte d'un archevêque causèrent tous ses malheurs. Nous allons voir l'insurrection des grands vassaux et les absurdes prétentions des pontifes de Rome condamner les rois de Germanie à des malheurs aussi déplorables. Henri Welf, dit le Lion, fils de Henri-le-Superbe, et duc de Saxe, espérant le secours des princes de la maison de Zœhringen, avait rallumé les feux mal éteints de la guerre civile (1149); il avait été battu par le jeune roi des Romains, Henri, fils de Conrad III.

Ne redoutant plus que Roger, roi de Sicile, Conrad avait fait avec Manuel ou Emmanuel Comnène, empereur de Constantinople, une alliance défensive et offensive. Il se préparait à partir pour l'Italie à la tête d'une armée. Les Vénitiens réunis aux Grecs s'emparèrent de l'île de Corfou; ils menaçaient Roger, qui avait conquis cette île, et pendant qu'ils méditaient de nouvelles attaques contre le monarque sicilien, Dominique Morosini, fils du nouveau doge (1150), alla à la tête de cinquante galères, et aidé de Marin Gradénigo, enlever à des corsaires plusieurs villes d'Istrie, et faire rentrer sous la domination de la républi-

que d'autres places qui avaient voulu se soustraire à son pouvoir.

Vers le même temps mourut le roi des Romains; et dès le mois de février 1152, Conrad cessa de vivre. On a écrit qu'il avait succombé au poison que lui avait fait donner le roi de Sicile, inquiet des grands préparatifs de l'empereur pour la guerre d'Italie. La postérité doit des éloges à ce malheureux prince, pour la fidélité avec laquelle il observa la constitution de son pays. Il consultait sans cesse les diètes; il n'accordait ou ne confirmait aucun privilége que de leur consentement; il maintenait avec soin l'ancien usage d'après lequel les procès criminels étaient portés devant des juges de la même province ou du même duché que l'accusé.

Ne croyant pas que le sceptre de l'empire pût être confié aux mains débiles de son fils Frédéric de Rothenbourg, duc de Franconie, lorsque Henri-le-Lion, duc de Saxe, paraissait prêt à redemander, les armes à la main, le duché de Bavière, et que l'Italie s'efforçait de secouer le joug des rois de Germanie, il fit appeler, quelques moments avant sa mort, son neveu Frédéric de Hohenstauffen, duc de Souabe; il lui remit les ornements de l'empire; il lui fit promettre de donner son duché de Souabe au jeune Frédéric de Rothenbourg, si on lui conférait le diadème; il le recommanda aux suffrages des états.

Frédéric était déjà fameux par son intrépidité. Il aimait avec passion la gloire, qui était alors la plus recherchée. Il était parent très proche du duc de

Saxe et du margrave d'Autriche, qui possédait le duché de Bavière. Les Allemands le regardaient comme le prince le plus capable de pacifier la Germanie et de rendre à l'empire son ancienne splendeur. La diète d'élection fut convoquée à Francfort. Les ducs d'Allemagne et les trois archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, y parurent avec une supériorité remarquable. Leurs suffrages, ceux des autres princes, et les vœux des nobles se réunirent sur Frédéric de Souabe. Il fut proclamé roi des Romains et de Germanie, et sacré à Aix-la-Chapelle, par l'archevêque de Cologne.

(1152) Le chapitre de Magdebourg s'étant divisé pour la nomination d'un archevêque, Frédéric I[er], que l'on a aussi nommé Barberousse, nomma au siége métropolitain, conformément au concordat de 1122, et le pape Eugène III s'y opposa en vain. Frédéric investit vers la même époque son cousin le duc Welf, frère de Henri-le-Superbe, du marquisat de Toscane, du duché de Spolette, de la marche d'Ancône, de tous les fiefs connus sous le nom d'héritage de la comtesse Mathilde.

Mais s'il usa sans crainte de ses prérogatives, il sut respecter les droits de la nation qui l'avait élevé sur le trône. Il proposa à la diète réunie à Ratisbonne de porter la guerre dans la Hongrie, qui refusait de reconnaître la suzeraineté de l'empire. La diète refusa d'adopter la proposition du monarque. Frédéric reconnut solennellement le droit de la diète, et la guerre projetée ne fut pas entreprise.

Cependant les ambassadeurs que le roi avait envoyés au pape revinrent avec un traité souscrit par Eugène. Le pontife de Rome s'était engagé à couronner Frédéric empereur, à condition que le monarque l'aiderait à rétablir son autorité dans Rome, lui ferait rendre les domaines usurpés sur le saint-siége, et ne consentirait pas à voir les Grecs former des établissements en Italie.

D'un autre côté, des députés de Lodi viennent réclamer le secours de Frédéric contre les Milanais. Le roi ordonne aux chefs de la ville de Milan de réparer les torts soufferts par les Lodésans. Le peuple milanais massacre le héraut de Frédéric et déchire son ordre. Une diète de Wurtzbourg décrète qu'une armée passera en Italie, non seulement pour le couronnement de l'empereur, mais encore pour apaiser les troubles de la Lombardie.

Une nouvelle diète, tenue à Goslar, rejette les excuses du margrave d'Autriche, qui avait refusé de paraître devant elle, parcequ'il n'avait pas été cité par trois diètes consécutives, et par le ministère de ses pairs (1154). Elle le condamne à rendre le duché de Bavière au duc de Saxe Henri-le-Lion, fils de Henri-le-Superbe; et après avoir terminé cette affaire, Frédéric se prépare à traverser les Alpes.

Ses fourriers vont recueillir les contributions extraordinaires imposées à cause de son expédition aux états de Lombardie. Il les suit à la tête d'une armée nombreuse; et ce qui est remarquable, c'est qu'il promet aux princes et aux autres vas-

saux de la Germanie qui composent cette armée de ne pas les forcer à traverser les Apennins. Tel était à cette époque l'empire des règles et des usurpations féodales. Mathieu, premier du nom, et duc de Lorraine, accompagne Frédéric, dont il a épousé la sœur, et qu'il aime à suivre dans toutes ses expéditions. Ce valeureux prince conduit avec lui son parent, le brave Savari de la Ville-sur-Illon, dont la postérité devait s'établir à Quiers, dans le Piémont.

Frédéric passe ses troupes en revue entre Crémone et Plaisance. Un bouclier est élevé devant sa tente. Ses guerriers se présentent divisés en six brigades, et dans l'ordre prescrit par le règlement relatif *aux boucliers militaires*. Les vassaux et les arrière-vassaux qui n'ont pas fourni leur contingent en hommes ou en argent, et qui ne sont pas à la tête de leurs chevaliers ou de leurs hommes d'armes, sans en avoir été légalement dispensés, sont condamnés par leurs pairs, que président les seigneurs immédiats. Ils perdent leurs fiefs ; et on compte parmi eux l'archevêque de Brême et l'évèque de Halberstadt.

Le roi assemble ensuite une diète lombarde. Les consuls de Milan ne peuvent parvenir à calmer son ressentiment. Ils cherchent à intercepter les subsistances de son armée; il leur déclare la guerre, prend et saccage Chiézi, Aste et Tortone, se fait couronner à Pavie et ensuite à Monza, et marche vers la capitale de l'empire.

Les Romains ne veulent le recevoir dans leurs

murs qu'à condition qu'il reconnaisse leur république, et qu'il leur fasse remettre cinq mille marcs d'argent. Ils n'osent résister cependant à la force de ses armes. Mais il ne lui est pas aussi facile de s'arranger avec Adrien IV, qui avait succédé à Anastase. Ce pape, conservateur fidèle de toutes les prétentions de ses prédécesseurs, va trouver Frédéric à Sutri, et ne veut consentir à le couronner que lorsque le roi aura rempli auprès de lui les fonctions d'écuyer, qu'il lui aura tenu l'étrier, et qu'il aura, pendant quelques moments, conduit son cheval par la bride. L'intrépide Frédéric-Barberousse n'ose pas rejeter la demande du pape ; il ne voit pas combien il prépare de nouvelles querelles, et encourage d'absurdes et funestes prétentions. Mais ce que la postérité ne cessera de lui reprocher comme une indigne faiblesse, c'est d'avoir livré Arnaud de Bresse au pape, mortel ennemi de ce Bressan. Cet Arnaud, disciple du célèbre et malheureux Abailard, avait réuni autour de lui un parti nombreux qui avait adopté ses opinions et ses maximes. Il s'était fait de violents ennemis, en soutenant que tous les biens ecclésiastiques appartenaient aux princes. Repoussé par la force des armes, et condamné par un concile de Latran, sous Innocent II, il s'était retiré dans les montagnes de la Suisse, où ses disciples l'avaient suivi. Plus tard il était venu à Rome, où, à la tête des républicains, il avait fait chasser le pape, et où il avait voulu rétablir l'ancien sénat. Obligé de céder aux troupes d'Eugène III, il avait trouvé un asile auprès de Fré-

déric. Adrien IV le réclame avec force. Frédéric a la lâcheté d'abandonner un homme dont l'opinion la plus détestée du clergé était si favorable aux droits de sa couronne. L'infortuné Arnaud est arrêté par ordre du roi, condamné par les cardinaux, qui ne craignent pas d'être juges et parties, et remis au préfet de Rome, qui le fait pendre et brûler. Presque dans le même jour, on voit élever le bûcher d'Arnaud et le pape poser sur le front de Frédéric, dans l'église de Saint-Pierre, le diadème des empereurs romains.

(1155) Pendant que Frédéric s'en retournait en Allemagne, après avoir si mal soutenu les droits et la dignité des couronnes, le feu des discordes civiles s'animait et s'étendait dans les royaumes de Naples et de Sicile. Dès l'année précédente, Roger, le souverain de ces deux royaumes, avait terminé sa carrière. Elle avait été remarquable, cette carrière de Roger, non seulement par ses victoires et ses conquêtes, mais encore et bien plus par la protection qu'il avait accordée aux sciences, aux arts, à l'industrie. C'est pour ce monarque que le musulman Shérif Aldrisi avait fait un globe d'argent, du poids de huit cents marcs, et sur lequel il avait gravé la carte de tous les pays connus à cette époque. Ce fut aussi sous le règne de ce prince que des marchands siciliens apportèrent de l'Asie des cannes à sucre, qu'ils plantèrent dans leur pays. Ces cannes se multiplièrent, et ce sont des rejetons de ces plantes qui, transportés dans l'Espagne méridionale, dans les Canaries, dans

l'île de Madère et dans le continent américain, devaient changer le monde par le commerce et une nouvelle civilisation.

Guillaume Ier, son fils, lui avait succédé. Le pape Adrien avait refusé de le reconnaître pour roi. Le monarque avait chassé le légat. Adrien avait soulevé contre Guillaume les mécontents et les exilés. Robert de Lorotello, cousin du roi et prince dépouillé de Capoue, s'était mis à leur tête ; l'empereur de Constantinople leur avait envoyé de l'argent. Une flotte grecque, commandée par Jean l'Ange, avait pris Brindes et plusieurs autres places maritimes. Robert était rentré dans ses états. Les insurgés s'étaient emparés de plusieurs villes ou châteaux ; il ne restait, en quelque sorte, au roi que Naples, Salerne, Amalfi, Troja, Melfe, Sorrente. Le pape, arrivé à San-Germano, y avait reçu le serment de fidélité d'un grand nombre de barons. Une maladie retenait le monarque dans la Sicile ; mais enfin il passe la mer, à la tête d'une armée, remporte une grande victoire sur les Grecs et sur les barons, fait rentrer la Pouille sous sa puissance, oblige Adrien à lui demander une paix que ce pontife aurait pu conserver, en reçoit l'investiture de ses états, lui promet ce qu'il ne lui avait pas refusé avant cette guerre qui avait fait répandre tant de sang, et se soumet à l'hommage et à un cens annuel (1156).

Frédéric-Barberousse cependant tint une diète à Ratisbonne. Il y appela les états de Bavière, et prononça, de l'avis de l'assemblée, sur les préten-

tions de Henri-le-Lion, duc de Saxe, et de Henri Jasomergor, margrave d'Autriche, relativement au duché bavarois. Le margrave se démit de ce duché entre les mains de l'empereur ; il lui rendit les sept étendards qui en désignaient les principaux fiefs. Frédéric les donna à Henri-le-Lion, pour l'investir du duché. Le nouveau duc présenta au monarque les deux étendards de la Haute-Autriche; et le margrave reçut ce symbole de la possession d'un état qui ne devait plus relever de la Bavière, et qui devenait une principauté immédiate de l'empire.

Un nouveau décret fut ensuite adopté par la diète et publié à haute voix par le duc de Bohême. Voici les principales dispositions de ce décret, rendu par l'empereur, de l'avis des états, et très important relativement à l'organisation politique de la Germanie. Le margraviat d'Autriche fut érigé en duché héréditaire et patrimonial, dont le titulaire pouvait disposer, en cas du défaut d'héritiers légitimes. Les ducs d'Autriche furent dispensés de se transporter au-delà des frontières de leur duché, pour en recevoir l'investiture, et d'assister aux diètes qui ne se tiendraient pas dans une ville de Bavière. On détermina qu'ils seraient compris parmi les ducs nationaux que l'on nommait palatins archiducs (*palatini archiduces*); et enfin on décida qu'ils prendraient rang immédiatement après les grands vassaux, qui exerçaient une sorte de prérogative électorale, en faisant un premier choïx lors de la nomination des rois de Germanie,

et qu'on nomma formellement, par ce décret, *princes électeurs*.

Une diète tenue à Worms déclara l'archevêque de Mayence, le comte palatin du Rhin, onze comtes, et leurs autres partisans ou amis, coupables d'avoir troublé la paix publique. Suivant un ancien usage ou une ancienne loi des Francs et des Souabes ou Allemands proprement dits, ils furent condamnés à la peine dite du *harnescar* ou de la hachée, et obligés en conséquence à porter un chien sur leurs épaules à la distance de deux lieues. L'archevêque fut seul dispensé de subir cette punition, à cause de son grand âge et du caractère de sa dignité pontificale.

L'empereur, peu de temps après, épousa Béatrix, fille unique et héritière de Renaud, comte de Bourgogne; et, l'année suivante, il tint à Besançon une diète, dans laquelle il reçut les serments des états du comté de Bourgogne et des principaux vassaux de l'ancien royaume d'Arles. Ces vassaux et ces états lui promirent de lui payer un tribut annuel et de le suivre dans toutes ses guerres. Il confirma les droits régaliens dont ils étaient en possession, ne se réserva que les salines, les douanes maritimes, le droit de battre monnaie, nomma l'archevêque de Vienne archichancelier du royaume d'Arles, et donna la lieutenance générale de ce royaume à l'archevêque de Lyon (1157).

Mais voici un nouveau différent entre l'empereur et le pape, que font naître les prétentions sans cesse renaissantes des pontifes de Rome.

L'archevèque de Brême, ancien métropolitain des églises du Nord, ne supportait qu'avec beaucoup de peine l'érection de l'archevêché de Lunden, dans la Scanie. Le nouveau titulaire de ce siége suédois était allé à Rome recevoir le pallium de la main du pape; en revenant en Suède, il avait été arrêté par ordre de l'archevêque de Brême. Le pape, irrité de cet attentat, charge deux cardinaux légats de porter à ce sujet un bref à Frédéric-Barberousse. Il exhorte l'empereur à faire mettre le prisonnier en liberté; il lui demande cet ordre comme une marque d'égards pour le saint-siége; et, oubliant la juste fierté de Frédéric, il attend, dit-il, la délivrance de l'archevêque de la reconnaissance de l'empereur, de l'empressement avec lequel il lui a *conféré* la couronne impériale et lui a *accordé* le *bénéfice* de l'empire. Les cardinaux, de leur côté, prétendant à être les égaux du roi, donnent à Frédéric le titre de *frère*. Ces expressions offensent la diète de Besançon. Mais combien son indignation augmente, lorsque le cardinal Roland, l'un des légats, a l'audace, pour justifier les cardinaux et le pape, de soutenir, au milieu de l'assemblée des états, que l'empire n'est qu'un fief du saint-siége! L'imprudent ministre de Rome n'échappe qu'avec peine au courroux des membres de la diète. Frédéric sauve les jours des légats, les fait reconduire jusques à la frontière, et déclare, par un manifeste, que la couronne de l'empire est entièrement indépendante; il ne la porte que par le *bénéfice* de Dieu seul, et

en vertu de la libre élection des états : les droits du pontife de Rome se réduisent à sacrer l'empereur ; il déposerait son diadème plutôt que de consentir à le voir avili ; et si le pape ne veut pas conserver un sujet éternel de haine et de discorde entre Rome et l'empire, Adrien doit révoquer son bref et faire détruire un tableau dans lequel Lothaire II est représenté rendant hommage au siége pontifical.

Les membres des états manifestent aussi leur ressentiment ; ils écrivent au pape qu'ils ne recevront jamais de lois du saint-siége, qu'ils ne reconnaîtront que celles que les empereurs auront promulguées, et qu'ils n'admettront que les usages transmis par leurs pères et leurs prédécesseurs.

Adrien, effrayé de cette résistance, reconnaît toute l'imprudence de ses démarches. Il envoie de nouveaux légats en Allemagne ; il déclare, à une nouvelle diète réunie à Augsbourg, qu'il désavoue le sens qu'on a donné à son bref : il n'a entendu, par *conférer la couronne*, que *couronner l'empereur* ; en employant le mot de *bénéfice*, il n'a pensé qu'à rappeler le plaisir avec lequel il a sacré Frédéric ; il n'a jamais voulu traiter l'empire comme un fief de son siége, et il fera enlever le tableau dans lequel on voit Lothaire II.

Frédéric paraît se contenter de ces explications. Les Milanais résistaient à son autorité : il va en Italie, à la tête d'une armée nombreuse, prend la ville de Bresse, fait mettre Milan au ban de l'empire, l'assiége, l'oblige à se rendre à discrétion,

lui ôte ses priviléges, et se fait couronner une troisième fois à Monza.

Combien il faut qu'à cette époque les idées fussent confuses, relativement à la nature et aux effets des sacres et des couronnements des monarques, puisqu'un prince du caractère de Frédéric-Barberousse se fait sacrer ou couronner comme roi des Romains à Aix-la-Chapelle et ensuite à Ratisbonne, comme empereur à Rome, comme roi d'Italie à Pavie, et deux fois à Monza! Voilà un monarque sacré ou couronné six fois.

Mais voyons les résultats de la fameuse diète tenue par Frédéric dans les champs de Roncale; actes funestes si souvent cités par de serviles fauteurs de la tyrannie, et dont tant de despotes se sont servis pour anéantir les droits de leurs peuples, et les enchaîner sous le terrible joug du pouvoir arbitraire.

Frédéric veut faire revivre les anciennes prérogatives de la couronne d'Italie. Plusieurs années auparavant on avait vu fleurir à Ravenne et à Bologne un célèbre jurisconsulte, nommé Irnérius, ou Wernérus, ou Guarnérus. On l'avait surnommé le *fanal du droit* (*lucerna juris*). Chancelier de l'empereur Lothaire II, il avait déterminé ce prince à ordonner que le droit romain reprendrait son autorité dans les tribunaux, et que le code de Justinien ainsi que le recueil nommé *Digeste* seraient enseignés dans les écoles publiques. Il était mort avant 1150. Quatre jurisconsultes bolonais, élèves de cet Irnérius, sont choisis par Frédéric pour re-

chercher les anciennes prérogatives royales qu'il veut rétablir. Ils proclament les résultats de leurs travaux. Tous les fiefs immédiats, disent-ils, tout ressort, toute juridiction, émanent de l'autorité impériale. Le domaine de l'empereur comprend tous les droits régaliens utiles, la fabrication des monnaies, les douanes maritimes, les péages, les pontonages, la pêche, les corvées, les fournitures militaires, les contributions de guerre. L'empereur peut ajouter une capitation générale aux tributs annuels, aux impôts ordinaires. Ces décisions étaient conformes aux usurpations du despotisme, aux effets de la violence, aux usages d'une nation presque toujours courbée sous le glaive d'un vainqueur. Mais voyez ce que leur inspire une basse flatterie. Ils argumentent, disent-ils, d'après la jurisprudence romaine ; ils disent solennellement à Frédéric : « Que » ta volonté soit la loi suprême! Tout ce que veut » le prince a toute la force de la loi. » Ils ne se contentent pas de consacrer ainsi le despotisme absolu ; rien n'arrête leurs extravagantes décisions ; ils donnent à Frédéric l'empire du monde entier.

L'empereur n'a ni assez de lumières ni assez de force pour repousser une doctrine qui lui donne des trésors et la monarchie universelle. De nouveaux impôts accablent les Italiens. Les commissaires impériaux augmentent de vingt mille talents d'or les revenus du domaine de Lombardie. Le pape, alarmé pour les prétentions du saint-siége par celles de Frédéric, s'oppose aux nouveaux actes de souveraineté que se permet ce prince. L'empereur

et le pape veulent tous les deux commander au monde. Frédéric, dans cette lutte absurde et qui menaçait l'Europe de tant de nouveaux orages, commence par donner à sa chancellerie une règle que dicte la vengeance, et que la raison seule aurait dû introduire depuis long-temps : il ordonne que dans les lettres adressées aux pontifes de Rome, on ne les nomme qu'après l'empereur. Bientôt il apprend que les vexations de ses officiers allument dans la Lombardie un vaste incendie qu'animent le pape et les Milanais. A quel degré de violence funeste n'entraîne pas la tyrannie? Frédéric, affectant toujours ce respect pour les lois qu'il a manifesté si hautement dans la Germanie, convoque de nouveau, dans les champs de Roncale, les états de Lombardie. Mais ces états tremblent devant lui. On somme quatre fois les insurgés de se présenter devant l'assemblée; on condamne les Milanais par contumace, on les déclare chefs de la révolte, et criminels de lèse-majesté. Les Milanais s'emparent de Lodi, et le réduisent en cendres. Frédéric détruit Crème, Plaisance, Mantoue, prend Milan, n'accorde aux habitants que la vie, fait raser presque toute la ville, veut que la charrue passe au milieu des ruines, ordonne que du sel soit semé dans les sillons d'une terre qu'il maudit. L'Italie, consternée et tremblante, courbe sa tête sous l'épée du vainqueur : mais quel calme et quel silence sinistres!

La mort d'Adrien IV est suivie de nouveaux troubles. Ce légat Roland Bandinelli, dont la hau-

teur et les prétentions avaient irrité la diète de Besançon, est élu pape par la majorité des cardinaux : la minorité se conforme au vœu des Romains, et nomme Octavien, cardinal du titre de Sainte-Cécile, et issu des comtes de Frescati. Des scènes scandaleuses ont lieu entre les deux contendants; ils s'arrachent mutuellement la charge pontificale. Des hommes armés entrent dans l'église. On chasse Roland et ceux de son parti. Il se retire dans le fort de Saint-Pierre, et prend le nom d'Alexandre III. Assiégé par les Romains commandés par Octavien, que l'on nomme Victor, il parvient à se sauver, s'éloigne de Rome, va dans la Campanie, s'y fait sacrer par l'évêque d'Ostie. Victor est sacré par l'évêque de Tusculum. Frédéric, qui haïssait Alexandre et qui aimait Victor qu'il avait connu en Allemagne, convoque un concile à Pavie. Les deux pontifes sont sommés de paraître devant cette assemblée. Victor se conforme à la sommation. Alexandre refuse de se soumettre à la décision du concile. L'assemblée prononce en faveur de Victor. L'empereur, l'empire, le roi de Hongrie, celui de Bohême et celui de Danemarck le reconnaissent pour pape légitime.

Les autres états chrétiens adhèrent à Alexandre. Mais les Romains favorisant son compétiteur, il se réfugie en France, tient un concile, et excommunie, non seulement Victor, mais encore Frédéric, et fixe son séjour à Sens.

(1164) Il apprend la mort de son antagoniste; mais on lui annonce bientôt après que Victor a été

remplacé par l'évêque de Crème; que cet évêque a pris le nom de Pascal III, et que tous les membres de la diète de Wurtzbourg ont juré avec Frédéric de ne jamais reconnaître que Pascal. Ce nouveau pontife canonise Charlemagne. Frédéric assiste à la fête qu'on célèbre à ce sujet à Aix-la-Chapelle, et déclare cette ville la métropole, en-deçà des Alpes, de la monarchie française fondée par le grand empereur que la piété des fidèles vénère, et ordonne que les empereurs y soient sacrés et couronnés.

Dans la même année les juges ou chefs de Torre et de Cagliari, dans l'île de Sardaigne, ayant à se plaindre de Barason, grand-juge d'Arboréa ou d'Oristognano, obtinrent le secours des Pisans, et firent la guerre à Barason. Ce grand-juge eut recours aux Génois, si souvent ennemis ou jaloux des Pisans. Il leur fit de magnifiques promesses, et portant son ambition jusques à la couronne de Sardaigne, il parvint à les engager à la demander pour lui à Frédéric. Les Génois, séduits par les avantages que paraissait promettre à leur commerce l'élévation de Barason, le conduisirent à Pavie, où était Frédéric-Barberousse. L'empereur avait besoin d'argent: Barason lui offrit quatre mille marcs. Frédéric le couronna roi de Sardaigne dans une église de Pavie. On exigea le paiement des quatre mille marcs; les Génois les avancèrent. Le nouveau monarque ne put les rendre; les Génois le retinrent dans une prison.

Pendant sa captivité les Pisans, réunis aux juges qu'ils soutenaient, ravagèrent les environs d'Ar-

boréa ; ils envoyèrent même un de leurs consuls à Frédéric, et parvinrent à obtenir de ce prince l'investiture du nouveau royaume, dont le monarque paraissait ne pouvoir pas être délivré avant longtemps des fers que les Génois lui avaient donnés. Ce nouveau diadème fut disputé par les Pisans et les Génois, qui se regardaient comme les successeurs de Barason. La guerre s'alluma avec vivacité entre ces deux rivaux.

Mais l'incendie va s'étendre de nouveau sur presque toute l'Italie. Les Milanais rebâtissaient leur ville. Les Romains, qui voulaient se soustraire à la puissance des pontifes quels qu'ils fussent, rejetaient l'autorité de Pascal III, aussi bien que celle d'Alexandre. Frédéric revient en Italie (1166). Les Romains s'avancent contre lui; ils sont battus. L'empereur prend Ancône, oblige Rome à se rendre, promet aux Romains de maintenir leurs priviléges, et d'augmenter les prérogatives de leur sénat, à condition qu'il nomme leurs sénateurs, et qu'ils s'engagent à l'assister dans toutes ses guerres ; et comme si ce n'était pas assez pour lui d'avoir été sacré ou couronné six fois, il veut que le pape Pascal III le couronne, ainsi que sa femme Béatrix.

Les succès de l'empereur ne découragent cependant pas les villes les plus considérables d'Italie, qui s'étaient liguées avec les Milanais pour la défense de leurs droits, pour repousser les vexations toujours croissantes des commissaires impériaux, et pour conserver l'espèce d'indépendance et la liberté qu'elles avaient proclamées. Frédéric les

met au ban de l'empire dans une assemblée d'états, fait pendre leurs otages, et leur déclare la guerre en jetant un gantelet. Ses troupes ravagent le Plaisantin et le Milanais. Mais bientôt les peuples croient voir le ciel courroucé lancer contre lui ses foudres invisibles. Une maladie contagieuse, à laquelle les historiens ont donné le nom de peste, se répand avec rapidité dans son armée, moissonne le plus grand nombre de ses guerriers, la détruit presque tout entière. Frédéric se voit livré sans défense aux insurgés armés contre les injustices et les violences de ses agents. Il s'échappe avec peine d'un pays qui déteste son despotisme, et ne parvient à se sauver dans le comté de Bourgogne qu'au milieu des plus grands dangers.

Plusieurs grands vassaux et plusieurs princes d'Allemagne ou d'Italie avaient succombé sous le fléau de la maladie pestilentielle. On avait compté parmi les morts le jeune Guelfe, fils unique de celui qui possédait les états de la comtesse Mathilde. Le père, inconsolable, et mécontent de son neveu Henri-le-Lion, duc de Saxe et de Bavière, se démit, entre les mains de l'empereur, de la propriété de tous ses fiefs, et ne s'en réserva que la jouissance.

On avait vu aussi périr en Italie le fils de Conrad III, Frédéric de Rothenbourg, duc de Franconie et de Souabe. Il n'avait pas laissé d'enfants : l'empereur disposa du duché de Franconie en faveur de son fils Conrad, en conservant à l'évêque de Wurtzbourg son titre de duc et tous ses priviléges.

Son fils aîné Henri n'avait encore que cinq ans, et néanmoins il désira de lui assurer la succession à l'empire. La diète de Bamberg déclara unanimement le jeune prince roi des Romains, et Henri fut sacré et couronné à Aix-la-Chapelle.

Vers le temps de cette solennité, Frédéric ayant recueilli la succession de son beau-frère Renaud, comte de Bourgogne, obligea le duc Conrad de Zœhringen à se démettre de la lieutenance générale du royaume de Bourgogne, que l'empereur Lothaire II lui avait conférée.

Cependant un nouvel ennemi, qui devait devenir bien redoutable, se montra contre Frédéric. Le pape Alexandre III s'était réfugié à Venise. Du milieu des lagunes où il avait trouvé un asile, il excommunia de nouveau Frédéric qui ne voulait pas le reconnaître, et, osant s'arroger une puissance sans limites, il délia tous les sujets de l'empereur de leur serment de fidélité. Son compétiteur, Pascal III, fut remplacé par Jean, abbé de Strume en Hongrie, et qui prit le nom de Callixte III. Mais l'influence d'Alexandre s'accroissait chaque jour; il avait pour lui, et la république de Venise, et les villes confédérées d'Italie. La régente de Sicile et de Naples secondait les efforts de cette alliance. Ce n'était plus Guillaume Ier qui occupait le trône de ces fertiles contrées : il était descendu dans la tombe, au milieu des malédictions d'un peuple que son avarice, sa cruauté, sa confiance aveugle dans des ministres perfides, avaient forcé plusieurs fois à s'insurger contre lui. On l'avait surnommé

le Mauvais. Guillaume II, son fils, lui avait succédé à l'âge de douze ans. La régente, sa mère Marguerite, fille de Garcie Ramire, roi de Navarre, avait appelé auprès d'elle plusieurs Français, son cousin Étienne du Perche, Robert IV, comte de Meulan, qu'elle nomma archevêque de Palerme et chancelier; le célèbre Pierre de Blois, qui fut précepteur du jeune monarque; Hugues Foucault ou Falcand (*Fulcaudus* ou *Falcandus*), auteur d'une histoire des troubles arrivés en Sicile de son temps, et surnommé le Tacite sicilien. Il n'est pas surprenant que la régente ait cru de sa politique de favoriser Venise et les autres confédérés.

Les Milanais, plus fiers que jamais, non seulement achevèrent de reconstruire leur ville, mais encore en bâtirent une nouvelle, à laquelle ils donnèrent le nom d'Alexandrie, en l'honneur d'Alexandre III. Frédéric envoya une armée contre les confédérés. L'archevêque de Mayence, l'archichancelier de l'empire, à qui il en donna le commandement, parvint à ramener une grande partie de la Lombardie sous l'obéissance de l'empereur. Frédéric alla alors en Italie pour la septième fois. Il s'empara de plusieurs places; il fit le siége de la nouvelle ville d'Alexandrie. Les confédérés demandèrent la paix: il la leur accorda; il congédia la plupart des princes germains qui l'avaient suivi.

Les Italiens désiraient que les Alexandrins fussent compris dans l'amnistie générale; ils furent refusés. Ils se déterminèrent d'autant plus facilement à reprendre les armes, que Frédéric n'avait

gardé auprès de lui qu'un petit nombre de guerriers (1175). Les confédérés avaient cependant perdu de puissants alliés; les Vénitiens avaient repris Zara, Trau et Raguse, que les Hongrois leur avaient enlevés. Des quatre grandes cités d'Italie qui faisaient un commerce plus ou moins florissant avec l'Orient, par la voie de Constantinople, Venise avait été la plus favorisée par les Grecs. Au lieu d'avoir un simple comptoir dans la capitale de l'empire d'Orient, comme Gênes, Pise et Florence, les Vénitiens y avaient obtenu une rue entière; ils étaient seuls exempts de payer des droits, soit pour l'entrée, soit pour la sortie de leurs marchandises. Irrités de la conduite de l'empereur Manuel envers un grand nombre de leurs compatriotes, ils avaient armé cent galères et vingt vaisseaux de transport. Le doge Vital Michéli II, à la tête de cette flotte, avait pris l'île de Scio et assiégé Négrepont. Les Grecs avaient demandé la paix. La peste avait répandu ses ravages parmi ses troupes. Obligé de ramener à Venise ceux de ses guerriers et de ses marins qui n'avaient pas succombé à ce terrible fléau, il y avait apporté la contagion : la mortalité avait été très grande dans la ville. Le peuple, furieux, s'était soulevé contre le doge, et lui avait donné la mort. Ceux des Vénitiens qui désiraient depuis long-temps de diminuer l'influence du peuple, d'affaiblir l'autorité du chef suprême de la république, et de concentrer le pouvoir dans les mains des citoyens les plus riches, avaient profité de l'effroi et de tous les autres sen-

timents qu'avaient fait naître un grand crime et une insurrection redoutable, pour changer la forme du gouvernement (1173). Douze électeurs, tirés des six quartiers de Venise, avaient choisi quatre cent soixante-dix conseillers pour prononcer sur les affaires qu'on avait portées jusques alors à l'assemblée générale du peuple. Les électeurs du doge ne devaient plus être tirés que d'un nombre limité de citoyens; le doge ne devait plus pouvoir rien entreprendre que de l'avis de six conseillers nommés tous les ans par le grand conseil.

Mais cette révolution n'avait pas diminué l'animosité des Vénitiens contre les Grecs. Ancône et son territoire étaient sous la protection de l'empire de Constantinople. Les Vénitiens, qui voulaient depuis long-temps étendre leur pouvoir sur toute l'Adriatique, en dominant sur ses rivages, désiraient vivement de s'emparer d'Ancône : l'intérêt des confédérés de l'Italie avait cédé à leur intérêt particulier; ils s'étaient concertés avec l'archevêque de Mayence; ils avaient fait avec les impériaux le siége d'Ancône; et lorsque Guillaume des Adélard et la comtesse de Bertinoro les avaient obligés à lever le siége, leur alliance ne s'était pas dissoute (1174).

La défection des Vénitiens n'avait pas diminué néanmoins l'ardeur des confédérés. Frédéric ne put résister à leur grand nombre; il se replia sur Chiavène; il demanda des secours aux princes d'Allemagne; ils les promirent. Mais le danger était pressant. Henri-le-Lion, duc de Saxe et de

Bavière, pouvait seul sauver la petite armée impériale; il exigea la cession de la ville de Goslar pour prix du grand service qu'il pouvait rendre. Frédéric ne voulut lui promettre que de faire examiner ses droits : Henri resta inflexible. L'empereur le conjura en vain de ne pas l'abandonner. Henri partit pour l'Allemagne avec ses guerriers. Frédéric ne put opposer qu'un trop petit nombre de soldats aux troupes confédérées; il fut battu à Lignano près de Côme. Il ne vit plus d'autre ressource, pour ne pas perdre sa couronne d'Italie, que d'accepter toutes les conditions que voulurent lui imposer Alexandre III et les Italiens insurgés. Il promit de reconnaître Alexandre, et de rendre au saint-siége les biens allodiaux de la comtesse Mathilde. Une trève de six ans devait avoir lieu entre le prince et les confédérés; une autre trève de six ans fut conclue avec le roi de Sicile, allié des villes confédérées. Alexandre donna une absolution générale à l'empereur, à Callixte III, aux partisans de son compétiteur. Les princes d'Allemagne consentirent au traité, et Frédéric se rendit à Venise, où était Alexandre.

(1177) Trois cardinaux, le doge et un grand nombre de premiers fonctionnaires de la république vinrent au-devant de l'empereur; ils le conduisirent, au milieu de princes d'Allemagne et d'Italie, jusques au portail de Saint-Marc, où il trouva le pontife de Rome. Il se prosterna aux pieds du pape, qui le releva et l'embrassa. Combien le successeur de Charlemagne dut sentir profondément cet état

d'abjection où l'avait réduit le mécontentement des peuples! et quels regrets plus profonds encore il aurait éprouvés si l'on devait croire au récit copié par tant d'auteurs, si le pape, abusant de la victoire, et se livrant aux mouvements de l'orgueil le plus insolent et le plus coupable, eût osé mettre le pied sur la gorge de son souverain prosterné devant lui, s'il avait, dans un délire sacrilége, profané en les répétant ces paroles sacrées: « Il est » écrit: Vous marcherez sur l'aspic et sur le basilic, » et vous foulerez aux pieds le lion et le dragon! » Dans quel abîme peut être précipité un monarque qui n'est pas défendu par l'amour de son peuple!

Frédéric revient en Allemagne le ressentiment dans le cœur; il accuse Henri-le-Lion de tous ses malheurs; il le cite successivement devant la diète de Worms, devant celle de Magdebourg, devant celle de Goslar. Le duc de Saxe et de Bavière, aveuglé par la prospérité, ne paraît devant aucune de ces assemblées. Frédéric, étonné et peut-être effrayé de tant de résistance, lui fait dire qu'il réduira à une amende de cinq mille marcs d'argent la réparation qu'il a le droit d'exiger: Henri le refuse avec hauteur. Une quatrième diète se réunit à Wurtzbourg. Les membres des états, offensés de la désobéissance du duc, et depuis long-temps blessés de son orgueil et jaloux de sa puissance, le somment de comparaître devant eux: Henri persiste dans ses refus. La diète alors le condamne par contumace; elle le déclare coupable du crime de lèse-

majesté au premier chef; elle le dépouille de ses honneurs, de ses fiefs, de ses domaines.

Frédéric s'immortalise : il oublie les revers, les défaites, les humiliations que la défection de Henri lui a fait subir; il fait tout ce qu'il peut pour tempérer les effets de la terrible sentence, pour adoucir le sort de son parent. Mais les états, rassemblés d'abord à Gelenhausen et ensuite à Ratisbonne, ne s'occupent que du partage des domaines et des fiefs du prince qui leur avait fait ombrage, et dont la chute rassure leur pouvoir et satisfait leur amour-propre (1180). On confère le duché de Saxe à Bernard III d'Anhalt, fils puîné d'Albert-l'Ours, margrave de Brandebourg; l'archevêque de Cologne, ennemi implacable de Henri, obtient le duché de Westphalie et celui d'Angrivarie; le comté de Holstein, qui relevait du duché de Saxe, est déclaré fief immédiat de l'empire. On donne l'Eisfeld à l'archevêque de Mayence, et des domaines considérables à l'archevêque de Magdebourg, à celui de Brême, à l'évêque de Hildesheim, à celui de Munster, à celui d'Halberstadt. Le landgrave de Thuringe reçoit le comté palatin de Saxe; le duché de Bavière revient à un prince de la maison d'Arnoul-le-Mauvais : il est le partage d'Othon de Wittelspach, qui était déjà comte palatin de Bavière. Le margrave de Styrie et le comte de Tyrol cessent de relever du duché qu'acquiert Othon de Wittelspach; ils deviennent ducs et vassaux immédiats de l'empire. On érige en principautés ecclésiastiques les évêchés fondés par Henri-le-Lion

dans le Mecklenbourg et dans la Poméranie. Les princes slaves, qui avaient été soumis au duc de Saxe, recouvrent en partie leur ancienne indépendance; le titre de ducs de Poméranie leur est attribué : d'autres chefs de Slaves sont faits comtes de Schwerin ou de Mecklenbourg; et ce qui est plus important pour les droits des peuples et les progrès de la civilisation, la ville de Lubeck et celle de Ratisbonne obtiennent la qualité de villes impériales.

Voilà donc plus de neuf princes séculiers, quatre archevêques et un grand nombre d'évêques qui partagent les dépouilles de Henri. La face de la Germanie est pour ainsi dire changée.

Le duc va cependant présenter un beau spectacle; il va déployer un caractère qui pourrait lui faire pardonner bien des torts; il va lutter contre le malheur avec un noble courage. Il ne craint pas de résister seul à toute la Germanie; il soutient que sa proscription est injuste; il accuse les formes de sa déposition; il récuse le tribunal qui l'a prononcée; il prétend que sa famille étant originaire de la Souabe, il n'a pu être jugé que dans cette province, et que ses juges ont dû être choisis parmi ses compatriotes. Malheureusement pour lui les états avaient, par une loi solennelle, autorisé l'empereur à faire juger les princes accusés d'un crime contre l'état par ceux qu'il choisirait parmi les pairs du prévenu, et dans l'endroit qu'il désignerait, pourvu que le tribunal ne fût pas convoqué hors de l'Allemagne. Cette loi néanmoins ne peut

lui être appliquée que par la plus grande des injustices : elle était postérieure aux délits de Henri.

Le duc n'est qu'irrité par cette violation de la justice éternelle : il prend les armes contre l'empereur et l'empire ; il se défend avec courage ; il se maintient long-temps avec succès ; il est enfin obligé de céder au nombre et à sa destinée : il a recours à la clémence de Frédéric. L'empereur exige qu'il voyage pendant trois ans hors de l'Allemagne, et qu'il se contente des terres de Brunswick et de Lunébourg, biens allodiaux de sa maison. Henri est obligé de s'y soumettre ; et Othon de Wittelspach va s'établir sur les ruines des Guelfes, dans la ville de Munich, que Henri-le-Lion avait fait bâtir.

Henri, exilé de la Germanie, va en Angleterre avec sa femme, ses enfants, et ceux de ses vassaux qui s'étaient attachés à sa fortune. Son beau-père, le roi Henri II, l'accueille avec intérêt ; il intercède en sa faveur auprès de Frédéric ; il obtient de l'empereur que le temps de l'exil du prince soit abrégé, que la duchesse jouisse de tout son douaire, que les vassaux errants avec leur ancien duc puissent reparaître dans leur patrie : il fait de riches présents à ces Germains qui vont revoir leurs châteaux, et, suivant les historiens anglais, il veut qu'une somme de trois cent quarante livres d'Anjou soit employée chaque jour à l'entretien de sa fille et de son gendre.

Le successeur du prince déposé n'avait ni la puissance ni le caractère de Henri-le-Lion. Bernard

d'Anhalt était trop faible pour défendre ses états contre l'entreprenant Canut VI, qui venait de monter sur le trône de Danemarck. Offensé du renvoi de sa sœur, qui avait été fiancée au roi des Germains, et saisissant avec ardeur une occasion d'agrandir ses états, non seulement il refuse à Frédéric-Barberousse l'hommage que ses prédécesseurs avaient rendu au roi de Germanie, mais encore, craignant peu les armes du nouveau duc de Saxe (1182), il entre dans le Holstein, pénètre dans les provinces des Slaves et les soumet à sa domination. Frédéric dénonce à la diète cet envahissement de la Saxe septentrionale, ces victoires remportées sur des peuples tributaires de sa couronne. Les membres des états ne veulent pas que l'empereur tente une nouvelle guerre étrangère, quelque juste qu'elle parût, et toute l'influence du monarque s'évanouit devant l'autorité constitutionnelle de la diète.

Un an auparavant, Alexandre III avait cessé de vivre. Exemple frappant des vicissitudes humaines, il avait été de nouveau forcé de sortir de Rome par un peuple qui le haïssait; il était mort, à vingt milles de son église, dans un domaine obscur dont l'histoire n'a pas conservé le nom. On voulut apporter son corps dans la ville. Le peuple alla au-devant du convoi funèbre, chargea Alexandre d'imprécations, couvrit le cercueil de pierres et de boue; et à peine permit-il qu'on enterrât dans l'église de Saint-Jean de Latran les restes de celui qui avait osé délier les peuples de leurs serments

envers leurs rois, et qui avait vu à Venise son empereur humilié à ses pieds.

Lucius III (Ubalde, cardinal de Sainte-Praxède et évêque d'Ostie) succéda au pape Alexandre. On suivit, pour sa nomination, les décrets qu'Alexandre III avait fait adopter par un concile de Latran. Les cardinaux seuls élurent le souverain pontife, et les autres membres du clergé, ainsi que le peuple, furent exclus du droit d'y prendre part.

Les mêmes décrets avaient déclaré que les deux tiers des voix des cardinaux seraient nécessaires pour le choix d'un pape : Lucius III les avait obtenus. Ce pontife, déjà vieux, n'osa pas se faire couronner dans Rome, dont le peuple avait témoigné tant d'aversion pour son prédécesseur ; on le sacra à Vellétri. Il voulut néanmoins paraître ensuite dans la capitale du monde chrétien ; mais la manière dont il y fut accueilli l'obligea à préférer au séjour de cette grande ville celui du paisible Vellétri. Il essaya, quelque temps après (1183), de revenir dans cette Rome où était élevé le trône du successeur des apôtres ; il y reçut de nouveaux outrages. Les Romains insurgés, portant jusques à la fureur et à une horrible cruauté leur haine contre le pape ou plutôt contre la papauté, prirent, dans les environs de Tusculum, des clercs attachés au pontife ; ils eurent la barbarie de leur crever les yeux, et de faire conduire à Lucius ces malheureux mutilés, montés sur des ânes et ayant sur leurs têtes des mitres épiscopales. Le pape,

saisi d'effroi, s'éloigna de Rome et de ses environs.

Cependant la trève de six ans, conclue entre l'empereur, roi d'Italie, et les villes confédérées de la Lombardie, était expirée. Un traité durable la remplaça; il fut conclu à Constance, dans une diète solennelle. L'empereur rendit aux villes confédérées l'exercice des droits régaliens que, dans le temps, elles avaient légalement acquis. On fixa la quotité des impôts qu'elles paieraient et la nature des contributions qu'elles fourniraient pour l'entretien des armées et de la cour impériale; et l'empereur conserva le droit de nommer leurs magistrats, de les renouveler tous les cinq ans, et d'établir en Italie un juge d'appel impérial.

(1185) Un ou deux ans après ce traité, Frédéric alla dans cette belle et si malheureuse Italie pour la huitième fois. Son fils Henri avait vingt ans ou environ : l'empereur voulait le faire couronner roi des Romains, et terminer le mariage de ce jeune prince avec Constance, fille de Roger II, roi de Sicile. Cette princesse était tante du roi Guillaume II, qui, régnant par les lois, observant la justice, maintenant la tranquillité publique, soulageant les pauvres, consolant les malheureux, mérita le glorieux titre de Bon. Le pape Lucius et son successeur Urbain III, effrayés de l'alliance de l'empereur avec le monarque de Sicile et de Naples, élevèrent un grand nombre d'obstacles contre les projets de Frédéric. Osant espérer que, dans un siècle ignorant, l'on aurait oublié les exemples contraires à leurs prétentions, ils refu-

sèrent d'abord de sacrer le roi des Romains, sous le prétexte qu'il ne pouvait pas y avoir deux empereurs à la fois. Ils exigèrent ensuite qu'on rétablît Henri-le-Lion dans ses états, que les membres du clergé fussent dispensés à jamais des devoirs féodaux, qu'on rendît à l'église les dîmes que des laïques possédaient. L'empereur prit le parti le plus conforme aux lois fondamentales de la Germanie : il porta les propositions du siége de Rome à la diète de Gelenhausen ; elles furent rejetées avec indignation. Les esprits s'animèrent. De terribles résolutions allaient être prises. Le pape Urbain avait préparé ses foudres spirituelles, encore si redoutables ; il allait les lancer contre l'empereur, lorsqu'il apprit les grands et nouveaux désastres des chrétiens dans la Palestine. Il vit tout le besoin qu'il avait des armes de Frédéric contre les musulmans de l'Orient ; il changea de projet ; il ne négligea rien de ce qui pouvait déterminer l'empereur à partir pour l'Asie.

(1187) Frédéric tint une diète à Nuremberg : on y proclama une paix générale ; on défendit les guerres d'un état germanique contre un autre ; on ne permit les combats particuliers que lorsqu'ils seraient précédés d'un défi solennel fait trois jours d'avance, et lorsqu'on les entreprendrait pour venger sa propre injure, celle de son père et celle de son allié.

Henri-le-Lion était revenu en Allemagne, après l'expiration de son ban. Frédéric ne lui laissa que le choix de l'accompagner en Asie ou de retour-

ner en exil. Henri-le-Lion quitta la Germanie.

Bientôt après, l'empereur prit la croix au milieu de la diète de Mayence; une grande partie de la noblesse allemande suivit son exemple; et, dans une autre diète tenue à Ratisbonne, il remit à son fils Henri, roi des Romains, les rênes de l'empire et de la Germanie.

(1188) Grégoire VIII avait succédé à Urbain III; et, un ou deux mois après l'exaltation de Grégoire, Clément III était monté sur la chaire apostolique. Les Romains, toujours pleins d'ardeur pour la conquête de leur indépendance, s'étaient emparés des droits régaliens: leur sénat les exerçait. Clément III parvint à faire un traité avec eux; il confirma les priviléges du sénat. On lui rendit ces droits régaliens qu'il désirait si vivement; et ce qu'on lit avec effroi dans les historiens, c'est qu'il abandonna la ville de Tivoli et celle de Tusculum à la vengeance des Romains, leurs implacables ennemis.

Combien la guerre et les discordes civiles avaient aussi couvert de sang et de ruines la péninsule espagnole, dans ce douzième siècle où l'ignorance et les préjugés donnaient tant de force aux passions et leur imprimaient tant de barbarie!

Dès 1148, Raymond Bérenger, prince d'Arragon et comte de Barcelone, avait pris sur les musulmans la ville de Tortone. Les Génois l'avaient secondé avec une flotte dont les bâtiments avaient pu remonter dans l'Èbre; il leur avait cédé une partie de la ville conquise. L'année suivante (1149),

il s'empara de Fraga et de Lérida. Mais les mahométans furent plus heureux dans l'Espagne méridionale.

Abdulménon, devenu maître de l'empire de Maroc, passa en Europe à la tête des almoravides. A peine eut-il débarqué dans l'Andalousie, que toutes les villes depuis Séville jusques à Grenade le reconnurent pour leur souverain. Cordoue suivit leur exemple. Don Alphonse, empereur des Espagnes, se hâta de rassembler ses troupes à Tolède. On vit paraître sous ses étendards les Navarrois, conduits par leur roi don Garcie, et les guerriers de la Galice, des Asturies, de Léon, de la Castille et de l'Estramadure. Il s'avança vers Cordoue, battit les musulmans, saccagea la ville de Jaen, et revint dans ses états avec un grand nombre de prisonniers, ou plutôt d'esclaves.

(1150) Ce succès fut suivi de la mort de don Garcie, de l'élévation de don Sanche, son fils, sur le trône de Navarre, du mariage de l'infante dona Blanche, fille de don Garcie, avec don Sanche, fils aîné de l'empereur d'Espagne, et de celui de Raymond Bérenger, avec dona Pétronille, héritière d'Arragon, qu'il avait fiancée plusieurs années auparavant.

(1151) Ce même comte Raymond Bérenger fut obligé bientôt après de traverser les Pyrénées, pour aller combattre Trencavel, à qui il avait confié plusieurs places de la province narbonnaise, et qui s'était révolté contre lui. Trencavel se soumit: Raymond Bérenger non seulement lui pardonna,

mais encore lui donna le gouvernement de Carcassonne, de Rhodez, et de quelques autres villes ou châteaux.

Abdulménon ayant cependant ordonné à ses généraux de réduire sous son obéissance Mahomet Aben-Lop ou Lot, roi de Murcie et de Valence, ce dernier monarque, aidé par des troupes chrétiennes, battit celles d'Abdulménon, et croyant assurer encore davantage son indépendance, eut recours à Raymond Bérenger, dont les musulmans redoutaient la puissance, implora son appui, et pour l'obtenir plus facilement, se déclara son tributaire. Raymond Bérenger lui promit de le défendre, lui envoya des soldats, et avec leur assistance le roi de Valence et de Murcie remporta une seconde victoire sur les troupes de l'empereur de Maroc.

(1154) L'empereur des Espagnes battit aussi les almoravides, et s'empara d'Alarcos, d'Almodovar, et d'Andujar auprès de Cordoue. Heureusement pour les souverains musulmans, les princes chrétiens tournaient souvent leurs armes les uns contre les autres (1155). Raymond Bérenger alla en Provence, pour faire mettre bas les armes à Hugues de Baux et à ses partisans, qui ne voulaient pas reconnaître son autorité; il entra ensuite dans la Navarre, et s'empara de Val Roncal (1156). L'empereur d'Espagne crut devoir le seconder dans cette expédition, et passa peu de temps après en Andalousie, avec don Sanche son fils, et un grand nombre de guerriers. Il tailla en pièces les musulmans; mais sen-

tant les premières atteintes d'une très grave maladie, il laissa le commandement de son armée à don Sanche, repartit pour la Castille, fut bientôt obligé de s'arrêter, et cessa de vivre.

(1157) Il avait, en 1149, partagé ses états entre ses deux fils. Don Sanche, en conséquence de cette disposition, fut roi de Castille, de Tolède et des montagnes de Burgos; don Ferdinand régna sur le Léon, les Asturies et la Galice.

Ce partage des états, et par conséquent de la puissance de l'empereur don Alphonse, ranima le courage et l'espoir des musulmans; ils reconquirent tout ce qu'ils avaient perdu dans l'Andalousie, et demandèrent des renforts à l'empereur de Maroc, pour recouvrer, au moins en grande partie, le royaume de Tolède. Le roi de Castille, effrayé de leurs projets, rechercha l'alliance du roi de Navarre, son beau-frère, et celle de Raymond Bérenger. Il eut une entrevue avec ce prince; il convint avec lui que les contrées arragonaises situées à la droite de l'Èbre appartiendraient au comte de Barcelone, qui rendrait hommage au roi de Castille, et assisterait à son couronnement, l'épée nue à la main, et Raymond Bérenger promit de réunir ses guerriers à ceux du roi don Sanche.

D'un autre côté, saint Raymond, abbé de Fitero, et qui s'était chargé de la défense de Calatrava, rendu par les templiers au roi de Castille, parvint, par ses exhortations et la grande confiance qu'il inspirait, à rassembler plus de vingt mille hommes, décidés à vaincre ou mourir. Il les conduisit à Ca-

latrava, suivi de plusieurs religieux de son couvent; il fit entrer dans cette place forte un grand nombre de bestiaux, destinés à la nourriture des braves guerriers qui devaient la défendre jusques à la mort; et pour ajouter à toute l'ardeur de l'amour de la patrie l'enthousiasme de la religion, il lia ses chevaliers par des serments pieux, leur donna des règles religieuses et militaires, et fonda l'ordre auquel on donna le nom de la forteresse dont ils devaient garantir les remparts.

Les habitants de l'Estramadure, à la voix de don Sanche, fondirent sur le territoire de Séville. Aben-Jacob, fils de l'empereur Abdulménon, et deux autres généraux musulmans, réunirent leurs forces contre eux. On livra une bataille; elle fut sanglante (1158). Les chrétiens furent victorieux; mais peu de temps après, don Sanche mourut à Tolède. Son fils don Alphonse lui succéda; il n'avait encore que trois ans. La régence fut confiée à don Gutière de Castro, que don Sanche avait nommé régent par son testament. Ce choix blessa l'orgueil et l'ambition de don Manrique, chef de la maison de Lara. La guerre civile était près de s'allumer. Don Gutière confia l'éducation du jeune roi à don Garcie d'Aza, qui remit la personne du prince entre les mains de son frère utérin, le comte don Manrique. Don Gutière réclama comme régent la garde de la personne du monarque. Les esprits s'échauffèrent; les partis se formèrent avec rapidité. Aucun bras ne fut assez fort pour arrêter les mouvements impétueux des factions: on courut aux armes. Au

milieu de ce désordre menaçant, don Gutière mourut: les Lara crurent triompher; ils persécutèrent les Castro; ceux-ci eurent recours au roi de Léon (1159). Don Ferdinand réclama la tutelle de son neveu, se déclara régent de ses états, entra dans l'Estramadure et la Castille nouvelle qui le reconnurent, et allait se rendre à Soria, où les Lara devaient lui remettre la régence du royaume, et la personne du roi mineur, lorsqu'il apprit que ces mêmes Lara avaient fait enlever le jeune Alphonse.

Le roi de Léon s'était emparé comme tuteur régent de la plupart des villes de la Castille; l'enlèvement de son neveu l'avait irrité. Les Lara osèrent néanmoins lever des troupes; mais Ferdinand les attaqua et les défit.

(1160) Ces terribles discordes produisirent les effets funestes qu'entraînent toujours les guerres civiles. Les mahométans ravagèrent plusieurs contrées chrétiennes, et don Sanche, roi de Navarre, recouvra Logrono et plusieurs autres places.

Les dangers auxquels la division de leurs forces exposait les chrétiens alarmèrent plusieurs nobles du royaume de Léon et de celui de Galice; ils résolurent de se consacrer d'une manière particulière à la défense des malheureuses contrées menacées de tant de ravages par les musulmans. Ils réunirent leurs forces; ils s'associèrent sous la règle religieuse de saint Augustin; ils la modifièrent par les règlements militaires qui leur étaient nécessaires, à l'imitation des chevaliers du temple, de Saint-Jean, de Calatrava, d'Alcantara, prirent pour leur protec-

teur l'apôtre saint Jacques, le patron de la Galice, et, avec l'approbation de Ferdinand qui leur donna des terres, formèrent l'ordre religieux et militaire de ce même saint, dont l'épée, placée sur leurs manteaux en forme de croix, devint la marque distinctive de leur pieuse et guerrière institution.

(1161) Vers le midi de la péninsule, Abenlop, roi de Murcie et de Valence, bien loin de penser à attaquer les chrétiens, demanda contre les Almohades de l'Andalousie le secours du roi de Navarre. Don Sanche lui amena un grand nombre de guerriers. Les musulmans de Cordoue et de Séville furent battus; la ville de Grenade fut prise, et le roi de Navarre, de retour dans ses états, donna le château d'Albarracin à un guerrier alors célèbre, don Pèdre Ruiz d'Azagra, qui s'était distingué dans cette expédition.

(1162) Le prince d'Arragon, comte de Barcelone, don Raymond Bérenger, mourut l'année suivante; il laissa trois fils et une fille. Il avait, dès l'année précédente, obtenu de l'empereur Frédéric-Barberousse la confirmation de la possession de la Provence en faveur de son neveu Raymond Bérenger II. Sa veuve Pétronille, héritière de l'Arragon, partagea les états de son mari entre ses deux fils aînés, Alphonse et don Pèdre; elle donna l'Arragon et le comté de Barcelone à don Alphonse; et don Pèdre eut le comté de Cerdagne et la partie de la Gaule ou province narbonnaise qui avait obéi au prince d'Arragon.

Un nouvel ordre militaire et religieux fut fondé

dans le Portugal : on lui donna des règles analogues à celles qui dirigeaient les ordres de Calatrava, d'Alcantara et de Saint-Jacques ; sa destination fut la même, et l'infant don Pèdre, fils du roi, en fut élu le premier grand-maître.

Les généraux de ce même roi don Alphonse surprirent la ville de Béja ; mais, malgré les succès des chrétiens, ils ne durent leur salut qu'aux discordes des musulmans. Les habitants de Grenade s'insurgèrent contre le roi de Murcie et de Valence ; les Almohades les secondèrent, et reprirent Almérie. Abdulménon, leur empereur, rassembla auprès du port africain de Salé une armée puissante, à la tête de laquelle il allait passer en Espagne ; mais la mort mit fin à ses projets de conquête.

(1163) La jalousie et l'animosité qui régnaient en Castille entre les Lara et les Castro, pendant la minorité du monarque, firent plusieurs fois couler le sang des Espagnols. Les succès de ces deux partis si funestes au royaume furent très divers ; mais le jeune roi était gouverné par les Lara, le pouvoir était entre leurs mains, et bientôt ils parvinrent à enlever aux Castro la ville de Tolède.

(1166) Une division qui pouvait devenir bien plus funeste éclata entre le roi de Portugal et celui de Léon (1167). Le premier de ces deux monarques s'était emparé de plusieurs contrées de la Galice, qu'il regardait comme faisant partie de la dot de sa mère ; il voulut ajouter aux conquêtes

qu'il avait faites sur le royaume musulman de Séville; il s'empara de Badajoz. Le roi de Léon prétendit que cette ville devait appartenir à ses états, et marcha contre don Alphonse à la tête de ses troupes. Les Léonois firent prisonnier le roi de Portugal. Don Alphonse céda Badajoz à don Ferdinand, lui rendit ce qu'il avait pris dans la Galice, et recouvra sa liberté.

(1168) Le roi de Castille et celui d'Arragon s'emparèrent de plusieurs villes musulmanes, et crurent ne pouvoir mieux en assurer la conservation, qu'en les confiant aux templiers, aux chevaliers de Calatrava et à ceux de Saint-Jacques.

Jousef, empereur de Maroc, roi d'Andalousie, et successeur d'Abdulménon, voulut arrêter le cours des victoires des chrétiens (1171). Il vint en Espagne; il réunit un grand nombre de guerriers; il attaqua en même temps et le roi de Portugal et celui de Castille : il fut battu en Portugal, et obligé de lever le siége de Huète, dans la Nouvelle-Castille; mais la mort de Mahomet Abenlop (1172), roi de Murcie, ayant rempli ce royaume de troubles, Jousef s'en empara.

(1173) La guerre éclata cependant de nouveau entre le roi de Navarre et ceux de Castille et d'Arragon, et, peu de temps après, entre le roi de Léon et celui de Castille. Les Castro étaient alors tout-puissants auprès du roi don Ferdinand, et commandaient ses armées.

(1176) Les rois d'Arragon, de Castille et de Navarre convinrent de s'en rapporter à la décision de

Henri II, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine. Une suspension d'armes fit cesser les horribles hostilités qui avaient ravagé tant de contrées des trois royaumes du nord de la péninsule.

Le roi d'Arragon profita de cette trève pour aller dans ses états de la France méridionale. Raymond V, comte de Toulouse, vint le trouver sur les bords du Rhône : ils eurent une entrevue dans une île située entre Beaucaire et Tarascon. Raymond V céda à don Alphonse tous les droits qu'il pouvait avoir sur le comté d'Arles ou de Provence, pour une somme de trois mille dix marcs d'argent. On célébra à Beaucaire cet arrangement, si heureux pour la tranquillité de la Provence, par une fête solennelle. On a écrit que près de dix mille chevaliers y assistèrent ; et il est curieux de rappeler que, pour témoigner la joie publique, le chevalier Bertrand-Raimbaud fit labourer les cours de son château avec douze paires de bœufs, et semer des deniers dans les sillons jusques à la valeur de trente mille sous ; Guillaume-Gros-de-Martel, qui avait avec lui trois cents chevaliers, voulut que tous les mets de son banquet fussent cuits au feu de torches et de bougies ; Raymond de Venoul fit allumer un grand feu de réjouissance dans lequel furent brûlés, comme des victimes opimes, les cadavres de trente de ses chevaux immolés ; Raymond d'Agout distribua à cent chevaliers cent mille sous qu'il venait de recevoir du comte de Toulouse.

Don Alphonse, revenu en Espagne, alla au se-

cours du roi de Castille qui assiégeait Cuenca. Les musulmans furent battus auprès de Tolède; Cuenca fut pris. Le roi de Castille reconnaissant releva les monarques d'Arragon de l'hommage qu'ils devaient pour Sarragosse et quelques contrées voisines (1177). Le monarque arragonais entra dans le royaume de Valence, et, par la terreur de ses armes, contraignit un grand nombre des habitants de ce royaume à devenir ses tributaires.

(1179) Les rois de Castille, d'Arragon et de Navarre n'avaient pas voulu se conformer à la décision du roi de la Grande-Bretagne; mais ils eurent une entrevue dans laquelle ils convinrent de la paix. Le roi de Navarre licencia ses troupes: plusieurs de ses guerriers *vascons* (gascons) ou navarrois, accoutumés aux ravages que commandaient à cette époque barbare tous ceux qui faisaient la guerre, firent une terrible irruption dans la Guyenne, et portèrent le fer et le feu jusques à Bordeaux, dont ils pillèrent les faubourgs.

Le roi d'Arragon avait hérité du Roussillon par le testament du comte Guillaume, mort sans enfants. Le vicomte de Nîmes lui donna à Béziers tous ses états, que le roi lui rendit après avoir reçu son hommage. Le vicomte de Carcassonne déclara que si son frère et son héritier, Raymond Trencavel, mourait avant lui, et que lui-même ne laissât pas d'enfants légitimes, un de ses parents serait désigné par le roi d'Arragon pour son successeur.

Quelque temps après cet accroissement de sa puissance, don Alphonse apprit que son frère, le

comte Raymond Bérenger III, qui gouvernait la Provence en son nom, et la tenait en *commende*, suivant l'expression employée à cette époque, avait été lâchement assassiné. Il s'empressa d'aller assiéger le château de celui dont le fils avait commis le crime : la place fut prise et rasée. Mais on ne lit qu'avec effroi que le roi, entraîné par son profond ressentiment, confondit dans sa vengeance les innocents avec les coupables; il fit passer au fil de l'épée tous les habitants du château (1181). Le jugement de l'impartiale et inflexible postérité a puni cet attentat contre cette justice éternelle qu'on ne blesse jamais en vain.

Le roi d'Arragon voulut que son frère don Sanche remplaçât en Provence le comte don Raymond Bérenger.

(1184) Trois ans après il repassa en France, eut une entrevue avec Raymond V, comte de Toulouse, renouvela ou termina avec ce prince d'anciens arrangements cimentés par une ligue offensive et défensive, dans laquelle on doit remarquer qu'ils exceptèrent le roi de France et celui de Léon.

Mais de nouveaux combats vont couvrir de sang, de cendres et de ruines cette belle Andalousie et plusieurs provinces voisines. La nature les avait destinées à la paix et au bonheur; les passions humaines les condamnent aux plus horribles calamités.

Le roi de Castille et celui de Portugal avaient pris quelques places sur les musulmans. L'empe-

reur de Maroc et des Almohades veut renverser l'étendard des chrétiens de dessus les remparts des villes qu'ils ont conquises : il rassemble des troupes nombreuses ; il entre en Portugal, pénètre jusque sur les bords du Tage, le passe, assiège Santaren au-dessus de Lisbonne, bat les murs de la place avec ses béliers et ses autres machines de guerre, fait une large brèche, donne l'assaut et s'empare de la ville.

Ce succès va être suivi de grands désastres. Don Sanche, infant de Portugal, arrive la nuit suivante avec l'évêque de Porto ; il fond sur les musulmans, et près de quinze mille Maures, surpris par les Portugais, tombent sous ses coups avec un de leurs généraux. Le roi don Alphonse Henriquez avait réclamé et obtenu facilement le secours du roi de Léon. L'archevêque de Saint-Jacques se montre à la tête des guerriers de Galice, trouve les Maures consternés de leur défaite, en fait un grand carnage, et force l'empereur Jousef à se retirer vers Alcubas. Le combat recommence : les musulmans se défendent avec un grand courage ; mais un grand nombre de leurs guerriers et trois de leurs généraux sont moissonnés par le fer. Une troisième armée vient attaquer Jousef : le roi de Léon paraît à la tête de troupes redoutables. Jousef frémit à la vue des dangers qui le menacent : le désespoir le rend furieux ; corrompu par un trop long usage du pouvoir arbitraire, il va commettre un crime horrible. Il faisait traîner dans les fers, à la suite de son armée, dix mille femmes ou en-

fants des chrétiens; il redoute tout; il craint jusques à leur faiblesse : ils peuvent nuire à la rapidité de ses manœuvres; il ordonne qu'on les égorge. Mais leur sang innocent crie vengeance, et la justice céleste va éclater. Jousef égaré, hors de lui-même, donne le signal du combat contre le roi de Léon : trois fois il tombe de cheval, et, fracassé par sa dernière chute, il expire à la tête de son armée. Les musulmans, saisis d'effroi, s'enfuient en désordre, abandonnent leurs bagages; et les Léonois, les Galiciens et les Portugais, victorieux sans combat, poursuivent les guerriers dispersés de leur barbare ennemi.

Jacob-Aben-Jousef, fils ou frère de l'empereur qui a expié son forfait sur le champ de bataille, succède à ce Jousef qu'on a aussi nommé Aben-Jacob.

(1184) Le roi de Castille crut devoir profiter de la défaite des Maures : il entra dans l'Estramadure musulmane; il la parcourut la flamme et le fer à la main. On est saisi d'horreur, lorsqu'on pense à tous les ravages dont les provinces de la péninsule ont été le théâtre pendant tant de siècles. L'Europe, l'Asie, l'Afrique, le monde entier, étaient sans cesse livrés à ces terribles fléaux : chaque année voyait se renouveler ces épouvantables calamités; chaque printemps donnait le signal de nouveaux meurtres et de nouveaux incendies. On ne conçoit pas comment les villes ne disparaissaient pas pour toujours englouties sous leurs cendres, comment les populations

entières n'étaient pas dévorées. La nature l'emportait néanmoins sur la barbarie et la férocité : de malheureuses générations remplaçaient celles qui avaient péri ; elles cultivaient tristement des champs arrosés du sang de leurs pères, relevaient leurs chaumières sur des débris, redoutaient à chaque instant de nouveaux désastres : mais, pour les soutenir au milieu de tant d'infortunes, le modérateur suprême des destinées humaines laissait dans le fond de leurs cœurs l'espérance d'un meilleur avenir.

Don Alphonse prit Truxillo, Médelin, quelques autres places. Les musulmans de l'Andalousie vinrent au-devant lui, battirent son armée, et le roi de Castille ne sauva qu'avec peine les débris de ses troupes.

Don Alphonse Henriquez, premier roi de Portugal, mourut la même année ; son fils don Sanche lui succéda. Celui de Léon mourut deux ans après : Alphonse IX, fils de Ferdinand II, monta sur le trône.

(1187) Le nouveau roi de Léon et celui de Castille réunirent leurs forces contre les musulmans. Ils reprirent plusieurs châteaux de l'Estramadure, et, traversant les hautes montagnes de la Sierra-Moréna, ils ravagèrent l'Andalousie, depuis les environs de Séville jusques à la mer.

Les Mohavides ou Mowaheddins régnaient cependant, non seulement dans le bassin du Guadalquivir et dans presque toutes les contrées méridionales de la péninsule espagnole, mais encore

leur domination ou leur puissante influence s'étendait sur l'empire de Maroc, le Keirwan, et toute l'Afrique septentrionale, jusques aux confins de l'Égypte.

Cette fameuse et fertile Égypte avait eu pour khalife Dhafer, fils d'Haphedh (1147). Ce prince fatimite avait été proclamé à l'âge de dix-sept ans; il ne s'occupa que d'infâmes débauches; il livra son pays au premier ambitieux. Un émir d'Alexandrie rassembla des forces considérables, se présenta devant le Caire, y entra sans résistance, chassa le visir, s'empara de la personne du khalife, et le contraignit à le reconnaître pour son collègue.

Bientôt après, le fils du gouverneur de Belbeis ou Peluse tua l'émir, et fit donner la place de visir à son père. Dhafer, esclave du nouveau ministre, comme il l'avait été de l'émir d'Alexandrie, l'était encore plus de sales voluptés. Il était devenu l'objet du mépris public. Le visir, son fils et d'autres courtisans l'assassinèrent au milieu d'un repas, et firent jeter son corps dans un puits (1155). Le fils de Dhafer, Fayez-ben-Nesrilhah, n'avait que cinq ans. Le visir le plaça sur la chaire du khalife. Il eut l'audace d'accuser de l'assassinat qu'il avait commis, et qu'il voulait cacher, deux frères de Dhafer. Il les fit mettre à mort en présence de Fayez, et l'horreur de ce spectacle troubla pour toujours l'esprit du jeune prince. Il gouverna en tyran exécrable. On rechercha les véritables auteurs de la mort de Dhafer : le père et le fils furent convaincus d'avoir commis ce crime. Un

cri général demanda leur tête. Ils parvinrent à se sauver; ils s'enfuirent en Palestine. La sœur de Dhafer les réclama. Des croisés voulurent les arrêter: le père fut tué en se défendant; le fils fut conduit à la sœur du khalife assassiné; il périt dans des tourments horribles.

Les places d'Ascalon et de Gaza venaient d'être fortifiées par le roi de Jérusalem. Le nouveau visir du khalife encore enfant, s'obligea, au nom de son souverain, à payer un tribut aux chrétiens, pour les empêcher de ravager les terres que les Égyptiens possédaient encore dans les environs de ces deux villes.

Fayez mourut à l'âge de dix ans. Son cousin germain, Adhed ou Adhad-le-Dinillah, fut placé sur la chaire des fatimites. Le visir exerça seul le pouvoir suprême. Aucune loi ne tempérait la force. Le ministre régnant fut chassé par Shauver ou Schaour, qui à son tour fut attaqué et vaincu par Dargham. Schaour alla en Syrie implorer le secours de Noradin ou Noureddin, sultan de Damas. Le sultan lui donna des troupes, dont le commandement fut confié à l'émir Schirkouh ou Syracon, et à un neveu de cet émir, que l'on nommait Saladin, et que la fortune destinait à tant de puissance et de renommée.

Dargham est battu; il appelle les chrétiens en Égypte. Schaour les redoute moins que les musulmans de Damas, auxquels il a dû sa victoire. Il se ligue avec eux contre les Syriens restés sur le bord du Nil. Syracon se hâte de revenir de Damas; il

s'empare de Belbeis et d'Alexandrie. Schaour n'obtient la paix qu'en payant des sommes énormes au général syrien. Quelque temps après il se déclare de nouveau contre les guerriers de Damas. Syracon entre sans obstacle dans le Caire ; il fait arrêter le ministre : le khalife, que Schaour tenait dans l'esclavage, demande lui-même la tête d'un visir qui lui est odieux et qu'il n'avait pu ni faire punir ni destituer. La tête de l'usurpateur tombe; et, par un de ces évènements bizarres dont rien ne peut garantir les despotes et les peuples asservis, c'est le vainqueur syrien qui reçoit du khalife la patente de visir. Le prince ne fait que changer de maître : il obéit à un étranger; ses fers ne sont que plus honteux; son trône va être renversé et sa dynastie dégradée.

(1169) Syracon meurt; son neveu Saladin le remplace. Visir de nom et souverain de fait, il chasse les chrétiens de l'Égypte (1171). Bientôt il ose bien davantage : ennemi de la secte des fatimites, il veut faire cesser le schisme qui la sépare de celle des abassides ; il veut la détruire. Il ne reconnaît plus de khalife égyptien; il ordonne que le nom d'Adhed ne soit plus prononcé dans les prières publiques ; il prescrit d'y substituer celui du khalife abasside de Bagdad. Adhed meurt pendant qu'on le raie de la liste des khalifes. Saladin fait enfermer ses enfants dans des sérails avec leurs concubines ; il fait proclamer Noradin sultan de l'Égypte; mais il garde l'autorité souveraine. Il va habiter le *Cars* ou palais des Fatimites; il y trouve d'immenses richesses; et

ce qui est remarquable, une nombreuse bibliothèque. Noradin, irrité, le rappelle en Syrie. Aidé par les conseils de son père Ayoub, il élude les ordres qu'il reçoit.

(1173) Noradin meurt. Saladin ne dissimule plus ses projets ; il prend le titre de sultan d'Égypte. Il porte ses prétentions plus loin; il veut régner sur la Syrie. Il se met à la tête d'une armée. Renaud de Châtillon le surprend auprès de Ramlah (1177). Saladin, battu par Châtillon, est obligé de ramener son armée en Égypte; mais plus heureux dans les années suivantes, il réunit Damas à son empire; il conquiert Édesse, Racca, Pesiben (1183); il prend d'assaut Amide en Mésopotamie ; il force le sultan Zenghi II à capituler dans Alep; il accorde aux chrétiens une trève de quatre ans. Renaud de Châtillon la viole; il maltraite et pille une caravane qui allait à la Mecque (1185). Saladin, indigné, recommence la guerre. Il va faire revivre, et avec plus d'éclat encore, la gloire militaire de Noradin. A peine Louis-le-Jeune, roi des Français, et Conrad III, empereur des Romains, avaient-ils quitté la Terre-Sainte, que Noradin était entré dans le territoire d'Antioche et avait remporté une grande victoire sur le prince Raymond, qui avait péri dans le combat (1149). Un an ou deux après, le sultan avait surpris Jokelin, le jeune comte d'Édesse, l'avait fait prisonnier, avait achevé de se rendre maître de ses états (1154). Plus tard il avait réuni le royaume de Damas à celui d'Alep. Un de ses généraux avait délivré les musulmans de leur ennemi

le plus redoutable : il avait pris le fameux Renaud de Châtillon (1160); et la liberté n'avait été rendue à cet infatigable guerrier qu'après plusieurs années de captivité et le paiement d'une forte rançon.

L'empire de Constantinople paraissait pouvoir lutter avec avantage contre celui que Saladin venait de fonder; mais ses frontières asiatiques étaient loin de celles de la Syrie, et d'ailleurs il en était séparé par celui de Roum ou d'Iconium, où l'islamisme lui opposait une forte barrière. Les guerres si souvent renouvelées en Europe, entre les rois de Sicile et le gouvernement impérial de Constantinople, devaient encore montrer au sultan de la Syrie et de l'Égypte combien peu il avait à redouter l'empire d'Orient. Le vainqueur de Damas était loin du temps où son prédécesseur Noradin, malgré sa puissance, avait paru craindre de combattre l'empereur Manuel Comnène, et avait préféré de l'engager à s'éloigner de la Syrie, en remettant entre ses mains tous les prisonniers chrétiens qu'il avait en son pouvoir, et particulièrement le grand-maître du temple, Bertrand, fils du comte de Saint-Gilles, et cinq ou six mille Occidentaux, presque tous Français ou Allemands, déplorables restes des guerriers de la seconde croisade.

(1159) A cette époque, où Manuel avait répandu l'alarme dans le royaume de Damas, cet empereur d'Orient fut attaqué en revenant vers Constantinople, par Kalidge Arslan II, surnommé Azzeddin, fils et successeur de Masoud, sultan de Roum ou

d'Iconium. Les musulmans furent battus. Dès l'année suivante, Manuel revint avec son armée vers Iconium; il obligea Kalidge Arslan à demander la paix. Le sultan, estropié et infirme, était obligé de se faire traîner sur un char; mais la force de son âme suppléait à la faiblesse de son corps. Il réunit à ses états ceux que son père avait donnés à ses frères; et, devenu plus puissant, il déclara de nouveau la guerre aux Grecs. L'armée de Manuel s'était engagée dans un de ces défilés si dangereux et si communs dans l'Asie Mineure. Le sultan la surprit. Il pouvait la détruire; il se montra grand et généreux : il offrit une nouvelle paix à l'empereur.

(1176) Manuel se hâta de l'accepter; mais elle fut rompue dès l'année suivante. Les Turcs d'Iconium portèrent le fer et le feu jusque sur les bords fameux de l'Hellespont. Les généraux des Grecs parvinrent à leur couper la retraite. Forcés de livrer bataille, les musulmans furent, en grand nombre, détruits par les chrétiens. Kalidge accepta une troisième paix.

Trois ans après, Manuel cessa de vivre. Il laissa peu de regrets: ses fréquentes guerres l'avaient obligé à surcharger d'impôts ses sujets. Se regardant comme l'arbitre suprême des idées théologiques et des controverses ecclésiastiques les plus futiles, il avait blessé la liberté la plus sacrée et la plus chère aux hommes, celle des croyances religieuses; il avait persécuté, déposé, exilé ceux qui ne voulaient pas conformer leur foi à ses décisions;

et, par une erreur de politique et une fausse vue d'économie, il avait, en supprimant pour ainsi dire la marine impériale, blessé l'opinion et l'amour-propre des Grecs.

Alexis II, fils de Manuel et de Marie, fille de Raymond, prince d'Antioche, succéda à son père, sous la tutelle de sa mère (1180). L'impératrice associa à la régence Alexis, neveu de Manuel. Cet Alexis souleva presque tous les grands contre lui. Un Andronic, cousin du dernier empereur et petit-fils d'Alexis Ier, fut appelé par les mécontents; il entra en maître dans Constantinople, fit crever les yeux au régent, et s'empara du gouvernement.

Il va montrer un nouveau monstre sur les marches du trône.

Il fait massacrer tous les Latins établis à Constantinople; il n'épargne ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants; il fait couronner l'empereur Alexis, ainsi qu'Agnès, fille de Louis-le-Jeune, roi des Français, avec laquelle ce jeune prince avait été fiancé; il oblige cet enfant de dix ans à signer l'ordre d'étrangler sa mère. L'ordre fatal est promptement exécuté. Il se fait associer à l'empire par le tremblant Alexis, qu'il fait étrangler quelques mois après, comme l'infortunée Marie. On lui apporte le cadavre de sa nouvelle victime; il l'outrage, il le pousse du pied; il s'écrie froidement : « Sa mère était une impudique, son père un parjure, et lui un imbécile. » Les villes de Pruse et de Nicée refusent de le reconnaître; il en punit les habitants par d'horribles supplices (1183). Il épouse

cette Agnès de France, qui avait été fiancée au prince qu'il avait immolé.

Guillaume II, roi de Sicile, avait conçu un grand projet; il croit le moment favorable pour l'exécuter. Il tente la conquête d'un grand nombre de contrées européennes de l'empire d'Orient. Le sultan d'Iconium avait repris les armes contre ce même empire depuis la mort de Manuel; il s'était avancé sur les provinces grecques de l'Asie Mineure. Guillaume II fait partir une flotte considérable; son armée de terre s'empare de Duros, soumet Thessalonique et marche vers Constantinople. Andronic envoie un corps de troupes contre les Siciliens; il est dispersé. Irrité par des revers qui l'effraient, il accuse plusieurs grands de l'empire de favoriser ses ennemis. Leur innocence ne peut les sauver: il ordonne qu'on leur donne la mort.

Isaac l'Ange, nommé aussi Cursath, et issu, par les femmes, d'Alexis Comnène, était aimé du peuple; Andronic le détestait. Il doit être du nombre des victimes du tyran. Le terme des fureurs d'Andronic est arrivé. Isaac se réfugie dans l'église de Sainte-Sophie. Le peuple indigné se soulève et le proclame empereur. Andronic, épouvanté, veut se sauver par mer: on le prend, on le charge de chaînes. Il a renouvelé les crimes des féroces despotes de Rome et de Constantinople, il va subir leur sort. On le conduit aux pieds d'Isaac, qui l'abandonne à la populace. On l'accable d'outrages; on le torture; on prolonge son supplice pendant plusieurs jours: on le place sur un chameau; on le

conduit dans les différentes rues de la capitale; on le mène au théâtre, et il y expire dans l'ignominie, suspendu par les pieds.

Peu de temps après, Constantinople est délivrée de la crainte des Siciliens : ils perdent une bataille, et la Thessalie, dont ils s'étaient emparés.

Combien les guerres de ces Siciliens contre les Grecs, et la jalousie secrète des empereurs de Constantinople contre les chrétiens occidentaux établis dans la Palestine, avaient été funestes aux états fondés par les croisés dans la Terre-Sainte et dans les contrées voisines! Et comment ces états, abandonnés si souvent à leurs propres forces, auraient-ils pu se maintenir contre les musulmans, lorsque, d'ailleurs, ils étaient en proie à tous les malheurs des discordes civiles?

Baudouin III, fils de Foulques d'Anjou, régnait depuis quelques années à Jérusalem, lorsque sa mère Mélissende, que l'on avait couronnée avec lui, oublia ses devoirs les plus sacrés, jusques à entretenir des intelligences avec les princes musulmans. Elle voulut s'emparer de toute l'autorité; elle fit fermer les portes de Jérusalem à son fils. Baudouin fut obligé d'employer la force pour rentrer dans sa capitale; il assiégea sa mère dans la citadelle, et ne put rétablir un peu de calme dans son royaume qu'en lui abandonnant la ville de Naplouse (1152).

(1153) Régnant seul dans ses états, il entreprit le siége d'Ascalon. Les chevaliers des deux ordres du temple et de Saint-Jean accompagnèrent le roi.

La ville reçut par mer un renfort presque aussi nombreux que l'armée des assiégeants. Le courage de Baudouin n'en fut pas cependant ébranlé. Il fit approcher des remparts une immense tour de bois. Les assiégés jetèrent entre cette tour et leurs remparts une grande quantité de matières combustibles; ils y mirent le feu. Le vent poussa les flammes contre le mur avec tant de violence qu'une partie en fut calcinée, et s'écroula. Bernard de Tramelai, né dans le comté de Bourgogne, et grand-maître des templiers, voit la brèche qui vient de se former, y vole avec quarante de ses chevaliers, pénètre dans la place, met en fuite la garnison, qui se hâte de gagner le rivage de la mer: mais les musulmans s'apercevant bientôt du petit nombre des templiers, reviennent sur eux, les massacrent, suspendent leurs cadavres au haut de leurs remparts, et s'empressent de réparer la brèche.

Cet échec n'empêcha pas néanmoins la prise d'Ascalon, que le roi donna à son frère Amauri.

Six ans plus tard, il s'empara de Césarée, qu'il céda à Renaud, prince d'Antioche (1159). Ce prince mourut sans enfants (1162). Son frère Amauri Ier, comte de Jafa et d'Ascalon, monta sur le trône. Vainqueur des Égyptiens auprès de Belbeis, dont il se serait peut-être emparé si son camp n'avait pas été inondé par les eaux du Nil, dont on lâcha les écluses; ayant conquis Alexandrie quelques années après, et oubliant tous les mauvais succès qu'il avait éprouvés dans plusieurs autres circonstances, il imagine de rompre le traité qu'il avait

fait avec les Égyptiens, et que les musulmans avaient observé avec fidélité, et d'aller tenter de soumettre l'Égypte entière à sa domination (1168). Le grand-maître du temple refusa de prendre part à une guerre qu'Amauri ne pouvait entreprendre sans violer sa foi; le grand-maître des hospitaliers suivit le monarque. Amauri emporta d'assaut Belbeis. Mais les Syriens vinrent au secours de l'Égypte. La flotte grecque, alliée d'Amauri, fut consumée par des feux grégeois, dans un bras du Nil, ou détruite en pleine mer par les tempêtes. Le roi de Jérusalem fut obligé de reprendre la route de la Palestine (1169). Les chevaliers de Saint-Jean perdirent Belbeis, qu'Amauri leur avait donné. L'ordre resta endetté de deux cent mille ducats, qu'il avait empruntés de la banque de Florence pour cette malheureuse expédition, et les reproches que le grand-maître Gerbert d'Assales essuya à ce sujet le contraignirent de donner sa démission.

L'avènement de Saladin à la puissance suprême effraya trop Amauri pour qu'il ne crût pas devoir se presser d'en prévenir les effets. Le nom de Saladin avait retenti vivement dans Constantinople : l'empereur grec partagea les craintes du roi de Jérusalem. Manuel fit taire de nouveau la secrète envie qui avait si souvent animé les chrétiens orientaux contre ceux d'Occident; il fournit une nouvelle flotte au roi; et les armées de terre et de mer s'étant réunies dans le port d'Ascalon, Amauri se mit à la tête des troupes et alla faire le siége de Damiette. Ses efforts furent inutiles. Il demanda la

paix, et ne put obtenir qu'une trève, dont il profita pour se retirer dans la Palestine.

Cependant la terreur que répandait le nom de Saladin s'accroissait chaque jour. Les chrétiens, malgré leur admirable courage, n'osaient jeter les yeux sur l'avenir; il leur semblait voir le trône de Jérusalem près d'être renversé : les plus grands secours de l'Europe leur paraissaient pouvoir seuls les maintenir. Un évènement terrible agit d'ailleurs avec force sur leurs esprits déjà vivement frappés, et redoubla leurs noirs pressentiments. La terre trembla dans la Syrie et dans la Palestine (1170) : plusieurs villes furent renversées. Ce grand bouleversement fut regardé comme l'annonce de la catastrophe que l'on redoutait. En vain, luttant avec une valeur héroïque, et contre la terreur qui les poursuivait, et contre les lances de leurs ennemis, les chrétiens, et particulièrement les chevaliers du temple, défendirent-ils avec acharnement Gaza et Ascalon, les deux boulevards de leur territoire contre l'Égypte; les remparts de ces deux forteresses s'écroulèrent devant Saladin; il y entra en vainqueur.

L'espérance revint cependant dans l'âme des chrétiens. Amauri était mort; son fils Baudouin IV lui avait succédé. Saladin menaçait la cité sainte. Le jeune roi marcha au-devant de lui avec le prince d'Antioche, Philippe d'Alsace, comte de Flandre, plusieurs grands du royaume, Odon de Saint-Amans, chevalier français et grand-maître du temple, le grand-maître de Saint-Jean, un grand nom-

bre de braves chevaliers des deux ordres. On portait dans leurs rangs la croix qu'ils vénéraient comme celle de Jésus. Ils rencontrèrent les musulmans dans la plaine de Ramlah. Ils eurent la gloire de battre Saladin. Mais avec quelle rapidité leur espoir s'évanouit! l'ambition, les rivalités, les passions, la discorde, avaient porté une atteinte mortelle à la monarchie de Jérusalem.

Saladin, dont la puissance s'était accrue à un si haut degré par la réunion à l'Égypte des états de Noradin, surprit Baudouin auprès de Sidon, au milieu des rochers; il battit ses troupes (1178); il faillit à le faire prisonnier. Il défit de nouveau les chrétiens, près des rives du Jourdain; il prit une forteresse importante, construite pour défendre un passage de ce fleuve, connu sous le nom de Gué de Jacob.

Un malheur plus grand encore tomba sur le royaume : une division funeste s'éleva entre l'ordre du temple et celui de Saint-Jean. Le pape leur ordonna de se réconcilier. Ils signèrent un traité de paix; mais cette paix fut peu durable; ils ne se réunirent en quelque sorte que pour s'opposer aux prétentions des évêques. Les prélats les accusaient d'abuser de leurs priviléges, et de rejeter l'autorité de l'église; les chevaliers reprochaient aux évêques de traiter trop durement les lépreux. Un concile de Latran ordonna que les chevaliers ne dépassassent pas les bornes des droits qui leur avaient été accordés, et que les évêques donnassent un prêtre, une église et un cimetière aux lépreux,

réunis en communauté. Quelle époque pour des divisions intestines! Par quel fatal effet des passions humaines, voit-on ces déplorables divisions, tristes précurseurs de la chute des empires, s'envenimer et s'accroître lorsqu'elles devraient disparaître à la voix de la patrie expirante?

Le courage des chrétiens se montra cependant plus redoutable que jamais. Saladin lui-même, à la tête de vingt mille hommes, est battu près de Tibériade, par Baudouin, qui, suivant plusieurs historiens, n'avait avec lui que quatre mille fantassins et sept cents cavaliers. Le jeune beau-fils de Raymond III, comte de Tripoli, fait des prodiges de valeur, et renverse trois fois les escadrons des musulmans (1182). Ah! les chrétiens auraient été invincibles s'ils avaient pu immoler leurs intérêts privés au plus sacré des devoirs.

(1183) Dès l'année suivante, Baudouin fut attaqué d'une lèpre qui ne lui permit pas de tenir les rênes du gouvernement. Il maria sa sœur Sibylle, veuve de Guillaume de Montferrat, à Gui de Lusignan, fils de Hugues-le-Brun.

Gui fut pendant quelques moments régent du royaume et tuteur du fils de Sibylle, héritier présomptif de la couronne. Les barons du royaume lui ôtèrent la régence pour la confier au comte de Tripoli, et la tutelle du prince pour la donner au comte d'Édesse.

Le roi même, prévenu contre Lusignan, voulut faire casser le mariage de ce chevalier avec Sibylle. Gui se retira de la cour. On l'accusa de susciter

des mouvements. Il eut ordre de paraître devant les prélats et les barons réunis; il prétexta une maladie pour ne pas obéir.

(1185) Le roi succomba à la lèpre; son neveu, Baudouin V, monta sur le trône: mais bientôt il cessa de vivre, et on crut que ce jeune prince avait été empoisonné.

(1186) Gui de Lusignan, mari de la reine Sibylle et beau-père de Baudouin V, fut porté sur le trône par l'influence de la reine et par celle des templiers. Le comte de Tripoli crut pouvoir lui disputer une couronne qu'il avait défendue avec courage : plusieurs barons le soutinrent.

Comment la monarchie pourra-t-elle résister à ces nouvelles discordes? Le fameux Renaud de Châtillon va d'ailleurs, par un funeste refus, hâter le renversement du trône des chrétiens. Il avait enlevé une caravane de musulmans qui allaient à la Mecque. Saladin réclame leur liberté: Châtillon veut garder ses prisonniers. Le sultan rappelle en vain la trève jurée par Baudouin V. Il saisit avec ardeur une occasion qu'il attendait avec impatience; il veut venger la foi violée; il entre sur les terres des chrétiens avec une armée de plus de cinquante mille hommes. Non seulement il régnait sur l'Égypte et sur la Syrie, mais encore il commandait à la Mecque. Il avait soumis l'Arabie-Heureuse; la conquête de la Palestine lui était nécessaire pour réunir tous ses vastes états. Le moment est venu de tenter cette conquête; il ne doute pas du succès de ses armes; tout doit céder à son redoutable cimeterre.

Son fils Afdhal marche en avant, à la tête d'un corps détaché. Le roi de Jérusalem, voyant plus que jamais combien il a besoin du secours de tous les chrétiens, envoie le grand-maître du temple, et Roger de Moulins, grand-maître des hospitaliers, pour négocier avec le comte de Tripoli. Ils arrivent à Nazareth. Le comte leur fait dire d'éviter la rencontre d'Afdhal. Le courage des grands-maîtres se refuse à cette précaution; ils rassemblent à la hâte tous ceux de leurs chevaliers qui peuvent se trouver dans les forts voisins; ils en réunissent cinq cents : ils osent, à la tête de ces braves, aller attaquer sept mille musulmans que commande le fils du sultan; ils combattent avec un acharnement supérieur peut-être à tous les exploits qui ont jusques à cette époque illustré les croisés. Le chevalier du temple Jacquelin de Maillé se fait remarquer par des prodiges de valeur : les musulmans étonnés le prennent pour saint George, descendu du séjour céleste pour défendre les guerriers chrétiens dont il est le protecteur. Mais le nombre l'emporte : presque tous les chevaliers restent sur la place (1187). Le grand-maître des hospitaliers expire sur un tas de Sarrasins que son bras a immolés.

Saladin apprend la victoire de son fils, et s'avance vers Tibériade; il prend la ville d'assaut, et assiège la citadelle. Gui de Lusignan, les grands-maîtres et les barons chrétiens volent au secours de ce boulevard de la Palestine. Une bataille terrible a lieu auprès de Tibériade; elle dure trois jours. Les chrétiens, accablés par la fatigue, la faim et une soif dé-

vorante, ne peuvent plus résister au nombre qui les presse; ceux qui ne périssent pas sous le fer des vainqueurs n'ont plus la force de soutenir leurs armes, et sont faits prisonniers. A la tête de ces braves et malheureux captifs, sont le roi de Jérusalem, le prince d'Antioche, le grand-maître des templiers. Leur désespoir redouble lorsqu'ils voient les musulmans porter en triomphe une moitié de la croix de Jésus, qu'ils viennent d'enlever.

Saladin veut qu'on amène devant lui les principaux des prisonniers. Le roi peut à peine respirer; sa soif est ardente. Le sultan ordonne qu'on étanche cette soif, qui va terminer les jours du monarque. Gui de Lusignan présente à Renaud de Châtillon la coupe qui vient de le désaltérer. Saladin s'y oppose, accable Châtillon de reproches, et souillant sa gloire, l'immole de sa main, et ordonne qu'on donne la mort aux chevaliers du temple et de Saint-Jean.

Les autres prisonniers sont envoyés dans les prisons de Damas.

Le sultan ne marche plus que de conquête en conquête; il prend un grand nombre de places; il soumet Saint-Jean-d'Acre ou Ptolémaïde; il va pour s'emparer de Tyr. Cette ville fameuse, encore si commerçante, si riche, si fière de son ancienne puissance, et rappelant avec orgueil le noble courage qu'elle a déployé dans tant de circonstances mémorables, veut seule arrêter les succès du sultan; elle veut résister à Saladin, comme quinze siècles auparavant elle a résisté au vainqueur des Perses. Le sultan l'assiège. La valeur de ses habitants al-

lait cependant céder à la destinée; ils allaient capituler, lorsqu'un vaisseau paraît sur la mer, arrive à pleines voiles, entre dans le port. Le valeureux chevalier Conrad, marquis de Montferrat, débarque, s'enferme dans la ville, et la défend avec tant d'ardeur et d'habileté que Saladin est contraint de lever le siége.

Ascalon était rentré depuis quelque temps sous la domination des chrétiens. Le sultan veut s'en emparer avant d'attaquer la capitale du royaume. L'exemple des Tyriens enflamme les habitants d'Ascalon; ils se défendent long-temps; ils ne se rendent qu'en obtenant la liberté de leur roi. Lusignan fait serment de ne plus combattre contre les musulmans, et ses fers sont brisés.

La plupart des villes du royaume sur les tours desquelles flottent encore les étendards des chrétiens ouvrent leurs portes au sultan. Saladin en traite les habitants avec douceur; il leur laisse le choix de quitter leurs demeures, ou de vivre paisibles auprès de leurs foyers. Il s'approche de la capitale. On ordonne dans Jérusalem des prières publiques, des jeûnes, des processions solennelles. Mais on dirait que celui qui règne sur l'univers veut manifester sa justice, et venger tout le sang qu'ont versé, tous les feux qu'ont allumés des croisés trop indignes de leur vœu. C'est ainsi que les chrétiens le disent eux-mêmes avec effroi, et que les musulmans le répètent avec confiance. Les prières des croisés vont être rejetées. Saladin investit la cité sainte; il l'attaque de plusieurs côtés: le quatorzième jour il entre triomphant dans Jérusa-

lem. Quatre-vingt-huit ans s'étaient écoulés depuis que les chrétiens l'avaient enlevée aux mahométans. Pourquoi l'historien fidèle qui compare les deux conquêtes est-il obligé de déplorer plus que jamais les horribles excès commis par les croisés, lorsque le destin des combats leur livra Jérusalem? Non seulement Saladin ne souffre pas que ses soldats dégradent leur victoire par des massacres, mais encore il leur interdit le pillage de la ville conquise. Il fait ôter les signes du christianisme des anciennes mosquées, il fait laver avec de l'eau-rose ces édifices qu'il rend à l'islamisme; mais il cède l'église du Saint-Sépulcre aux Grecs et aux Syriens. Il renvoie sans rançon ceux des Européens qui sont hors d'état de payer leur liberté; il leur fait des présents, il leur donne une escorte, il les fait conduire sur les terres d'Antioche, où ils veulent se retirer. Et combien l'indigne conduite du prince de cette ville, Boëmond III de Poitiers, va rendre plus admirable encore la modération et la magnanimité du sultan! Qui croirait que Boëmond et Saladin ont vécu à la même époque, dans le même pays, que Saladin était musulman, et que Boëmond était chrétien?

Les prisonniers renvoyés par le vainqueur de Jérusalem arrivent auprès d'Antioche; ils voient la croix du Sauveur briller sur les remparts; ils versent des larmes de joie; ils ne doutent pas qu'ils ne soient accueillis par des frères. Quelle trompeuse espérance! On ferme les portes de la ville, devenue tout d'un coup inhospitalière; on les repousse comme des ennemis; on les outrage; on les

chasse du territoire ; on les poursuit les armes à la main ; on leur enlève jusques à leurs habits ; on les abandonne, hommes, vieillards, femmes, enfants, sans vêtements, sans asile, sans subsistance. Une mère tenait son jeune fils dans ses bras, on lui arrache le peu de vivres dont elle le nourrissait : furieuse, égarée, hors d'elle-même, elle précipite son enfant dans la mer, et accable de malédictions le cruel prince d'Antioche.

Indépendamment de cette cité déshonorée, il ne restait plus de place considérable aux chrétiens de l'Orient que Tyr et Tripoli. Gui de Lusignan n'avait recouvré sa liberté qu'en jurant de ne jamais combattre contre Saladin ; il se fait dégager de sa promesse. Le clergé, en l'absolvant de son serment, donne un de ces exemples impies et funestes, où l'homme ose, au nom du saint des saints, dissoudre le lien indispensable de toutes les sociétés, l'inviolabilité des serments, et la confiance dans la foi jurée.

Lusignan, se croyant libre d'attaquer de nouveau Saladin, rassemble une petite armée. La mort de sa femme Sibylle lui avait ôté le titre de monarque d'un royaume qui n'existait plus ; mais rempli de courage et animé par cette ardeur qu'inspire le désespoir, il fait des courses dans la Syrie, il en ravage plusieurs contrées, il entreprend même le siége de Saint-Jean-d'Acre (1189), et il prélude, pour ainsi dire, aux grands évènements militaires dont la Syrie et la Palestine vont être encore le théâtre.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

32 affranchissement de commun[es], Louis le gros.
44 excommunication de Louis le Jeune par Innocent II.

